

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)



## SOMMAIRE

PRESENTATION..... p. 3

### CONFERENCE MONDIALE DES SECTIONS DE IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE (CIR) p. 9

Lettre de convocation à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

Projet de rapport  
soumis à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

La signification  
du krach boursier.

C. FOSTIER..... p. 65

Le capitalisme français  
dans la tourmente de la crise mondiale.

P. BROUÉ..... p. 95

Les journées de mai 1937  
à Barcelone.

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)

## SOMMAIRE

PRESENTATION..... p. 3

CONFERENCE MONDIALE  
DES SECTIONS  
DE IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE (CIR)..... p. 9

Lettre de convocation  
à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

Projet de rapport  
soumis à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

La signification  
du krach boursier.

C. FOSTIER..... p. 67

Le capitalisme français  
dans la tourmente de la crise mondiale.

P. BROUÉ..... p. 95

Les journées de mai 1937  
à Barcelone.

# LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONNALISTE

Section française du IV<sup>e</sup> Internationaliste  
(Centre international de reconstruction)

## SOMMAIRE

PRÉSENTATION..... p. 3

### CONFÉRENCE MONDIALE DES SECTIONS

DE IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE (CIR)..... p. 9

Lettre de convocation  
à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationaliste (CIR)  
Projet de rapport  
soumis à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationaliste (CIR)  
La signification  
du kitch boussier.

C. FOSTIER..... p. 67  
Le capitalisme français  
dans la tourmente de la crise mondiale.

P. BROUÉ..... p. 95  
Les journées de mai 1937  
à Barcelone.

# Présentation

**P**ROCHAINEMENT se tiendra la Conférence mondiale de IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction) dont le Parti communiste internationaliste est la section française. *La Vérité* publie, dans ce numéro, deux des principaux textes préparatoires à cette conférence.

Il s'agit du projet de rapport politique qui sera soumis à la discussion de la conférence et d'un texte sur la signification du krach financier de l'automne 1987.

Un autre document essentiel de la préparation de cette conférence, celui qui porte sur les développements en URSS, a été publié dans *Tribune internationale* n° 42.

Comme l'explique la lettre par laquelle le Secrétariat international convoque cette conférence, les délégués des sections « *débatront démocratiquement et décideront des grandes orientations et des tâches de leur mouvement international, analyseront les développements de la lutte des classes à l'échelle mondiale.*

*Pour eux qui se sont librement associés à l'échelle nationale et internationale sur la base des principes et du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, les décisions qu'ils prendront à l'issue de la conférence fixeront le cadre de leur action ».*

Ce n'est pas là une affirmation formelle mais au contraire la définition même du contenu et de l'enjeu de la Conférence mondiale. Les délégués des sections ne se réuniront pas pour simplement dissenter sur une « situation » par rapport à laquelle ils se situeraient comme des observateurs ou pour échanger des idées, mais pour débattre et décider. Comme le disait un document adopté en 1972 par un congrès de l'OCI : « *L'Internationale, ce n'est pas la réunion autour d'une même table afin de rédiger des résolutions hypocrites et spécifiques marquées par la duplicité. Cela, c'est la méthode du pablisme.* » (1)

C'est en ce sens que la Conférence mondiale peut se fixer comme axe « *la nécessité de poser dans toute son ampleur le problème de l'Internationale. Cette tâche historique sera abordée en relation avec les développements effectifs de la lutte des classes à l'échelle internationale* ».

En d'autres termes, la Conférence mondiale a, au centre de sa préparation et de sa tenue, la manière précise dont se pose le problème central formulé, il y aura cinquante ans, dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale : « *Sans révolution socialiste et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire.* »

Et cela, répétons-le, non pas d'une manière abstraite ou intemporelle, mais en « *relation avec les développements effectifs de la lutte des classes* ». Tous les développements de la lutte des classes internationale, l'accentuation de la crise généralisée du système capitaliste donnent toute sa dimension au problème de la direction révolutionnaire.

Il ne suffit pas aujourd'hui (encore qu'il faille le faire en permanence face aux tentatives constantes de révision ou d'abandon pur et simple des principes et du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale) de démontrer que ce programme a été vérifié dans les faits. Il est nécessaire de souligner que ce programme trouve toute son actualité, toute sa réalité vivante, dans la marche de la lutte des classes internationale. Et c'est cela qui met à l'ordre du jour la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, sa reconstruction comme organisation agissante et centralisée sur la base de son programme.

C'est ainsi qu'il est écrit dans le document sur « *La situation en URSS* », publié dans le dernier numéro de *Tribune internationale* :

« *Le mouvement engagé en URSS comme à l'échelle internationale connaîtra des avancées et des reculs. Mais c'est pour nous une source de confiance très grande que de constater que l'analyse lucide confirme le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. D'ores et déjà, les principes du programme s'inscrivent dans les "résultats" de la marche à la révolution politique. Mais pour garantir la victoire en URSS et dans tous les pays, il ne suffit pas des idées, il faut l'action révolutionnaire qui vient des masses, et cette action est en cours en URSS et pas seulement en URSS. Cela dit, ces deux conditions sont néanmoins insuffisantes, il faut construire l'expression organisée des "idées" (le programme) et du mouvement des masses : il faut reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale et ses partis.* »

C'est cela qui est le fil conducteur des premiers documents préparatoires à la conférence. C'est à partir de cette nécessité de « *construire l'expression organisée des "idées" (le programme) et du mouvement des masses* » qu'est abordé l'examen de la situation internationale.

C'est pourquoi le projet de rapport politique ne sépare pas l'analyse des développements d'ensemble de la lutte des classes mondiale depuis la Deuxième Guerre mondiale — et plus particulièrement les événements les plus récents — de l'action de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses crises. Comme le souligne le projet de rapport, « *si l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale est inséparable de ses crises, c'est que celles-ci ne sont pas un phénomène artificiel mais surgissent en relation avec l'intervention des forces de la IV<sup>e</sup> Internationale et les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés nationalement et internationalement.* » C'est pourquoi le point de départ de ce rapport, c'est la

constatation que « rien ne démontre mieux l'importance acquise par la IV<sup>e</sup> Internationale dans la vie politique que la lutte qui n'a cessé de se dérouler contre la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme ». C'est à partir de là que ce projet de rapport revient sur le développement de la crise impérialiste depuis la Deuxième Guerre mondiale et souligne comment les conditions de survie du système capitaliste ont accumulé les matériaux de la crise qui aujourd'hui s'accroît brutalement, puis sur la montée révolutionnaire qui marqua la fin de la guerre et son lien avec les processus révolutionnaires les plus immédiats, notamment la marche à la révolution politique en URSS même et dans tous les pays où le capital a été exproprié mais où règne une bureaucratie contre-révolutionnaire.

C'est en relation avec ce développement d'ensemble que se précise la tendance à la reconstitution du mouvement de la classe sur un nouvel axe, que s'affirme la volonté des travailleurs de défendre l'indépendance des organisations qui les constituent comme classe, que s'approfondissent et se multiplient les crises dans les partis qui s'étaient historiquement constitués comme des partis de la classe ouvrière, et qui aujourd'hui par leur action comme « partis ouvriers-bourgeois » sont, pour reprendre l'expression de Lénine, le principal « rempart social » du capitalisme en putréfaction.

C'est donc comme une tâche inséparable du mouvement des masses mais qui ne peut en être la résultante automatique que le projet de rapport aborde le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale et les tâches qui aujourd'hui sont à l'ordre du jour, notamment en relation avec les initiatives politiques pratiques prises sur le terrain de l'action internationaliste et auxquelles les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR ont pleinement participé, comme la Conférence internationale de Caracas.

Un bref examen des problèmes abordés par ce projet de rapport met en évidence ce que souligne la lettre de convocation de la Conférence mondiale :

« Les problèmes qui seront débattus à cette conférence ne sont pas des problèmes "internes" qui ne concerneraient que les militants et les organisations se réclamant de la pensée et de l'action de Léon Trotsky. Ce sont des problèmes auxquels doivent faire face toutes les organisations, tous les courants qui cherchent à déterminer leur action par la défense des intérêts de classe du prolétariat, par la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'impérialisme, et l'indépendance à l'égard des bureaucraties des Etats et des forces qui ont partie liée avec l'impérialisme. »

Et, ajoute la lettre de convocation, « parce que la IV<sup>e</sup> Internationale, fidèle à sa tradition démocratique, est toujours prête à discuter, à débattre avec tous ceux qui se situent sur le terrain de la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie ».

C'est pourquoi *La Vérité* et *Tribune internationale* rendent publics les documents préparatoires à la Conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale-CIR.

Il s'agit de matériaux dont certes le Secrétariat international de IV<sup>e</sup> Internationale-CIR prend la responsabilité mais dont les questions qu'ils abordent ne sont en rien la « propriété privée » des seuls militants trotskystes.

Ils constituent des éléments nécessaires d'une discussion avec tous ceux qui, se plaçant sur le terrain de l'indépendance de classe, se posent la question d'une organisation exprimant ce qui avait été à la base d'une initiative comme la Conférence de Caracas : « *Les travailleurs du monde ont les mêmes intérêts* ». Ces intérêts communs, pour être pleinement exprimés dans chaque pays, exigent une organisation commune.

Au moment où paraîtra ce numéro de *La Vérité*, les organisations européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR, aux côtés de tous les militants qui se sont associés à cette initiative, seront engagées dans la phase ultime de la préparation du rassemblement de travailleurs européens contre les plans de la CEE qui se tiendra à Paris le 24 janvier.

Ce rassemblement exprimera pratiquement, face à l'offensive concertée et centralisée menée contre leurs conditions de vie et leurs droits, et face à toutes les tentatives de les dresser les uns contre les autres, la nécessité d'unir les travailleurs d'Europe et leurs organisations.

L'approfondissement de la crise économique signifie que le « Marché commun » de 16 millions de chômeurs sera le lieu d'affrontements impitoyables entre les divers impérialismes : l'échec de la Conférence de Copenhague en témoigne. Mais ce qu'il y a et qu'il y aura de plus en plus de « commun », c'est que pour les besoins du système capitaliste en décomposition, 16 millions de chômeurs ne suffisent pas, les coups portés à la protection sociale, à la santé, à l'instruction publique ne sont pas suffisants. C'est là la réalité « commune » de la politique des différents gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, du gouvernement du « socialiste » Felipe Gonzalez à celui de Thatcher, en passant par le gouvernement de cohabitation en France.

Le rassemblement des travailleurs européens du 24 janvier 1988 résulte d'une décision prise lors de la Conférence de Caracas, tenue en avril 1987, contre les plans du FMI et de la CEE. A l'origine de cette conférence, il y avait trois partis : le MIR du Venezuela, le Parti des travailleurs du Pérou, le PCI (section française de IV<sup>e</sup> Internationale-CIR). Cette conférence large d'organisations ouvrières et anti-impérialistes, de militants et de personnalités d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe, à la préparation de laquelle le Mouvement pour un parti des travailleurs s'était pleinement associé, avait notamment pris la décision de préparer un rassemblement des travailleurs d'Europe auquel participeraient également des représentants d'organisations d'Amérique latine et d'Afrique.

Un tel rassemblement s'inscrit dans la résistance que, dans chaque pays, les travailleurs mènent contre les plans anti-ouvriers, qui, dans le cas de l'Europe, sont « programmés » par les autorités de la CEE aux destinées desquelles préside Jacques Delors, dont le nom reste lié au « plan d'austérité » de 1982.

Pour tous les militants qui, en France — militants syndicaux, venus du PCF et du PS, membres du PCI — unissent leurs efforts dans la voie de la constitution d'un parti ouvrier indépendant par la construction du MPPT, la tenue de ce rassemblement n'est pas séparable de la bataille politique qu'ils



engagent à l'occasion des élections présidentielles. Si pour beaucoup de monde, la vérité est rarement bonne à dire, il demeure qu'elle est toujours révolutionnaire. Alors que la combinaison des diversions diverses vise à masquer un « consensus » sur l'essentiel, la campagne du MPPT et du camarade Pierre Lambert, son candidat, vise à poser les véritables questions, celles que posent pour toute la population travailleuse les mesures et les projets réactionnaires mis en œuvre par le gouvernement de « l'Union de la gauche » bafouant le mandat qui lui avait été confié, et poursuivis par le gouvernement de cohabitation.

Aussi n'y a-t-il pas solution de continuité entre les textes préparatoires à la Conférence internationale qui donnent à ce numéro de *La Vérité* un caractère particulier et l'étude sur l'économie française du camarade Fostier. Elle montre comment la situation de celle-ci ne saurait être analysée indépendamment de celle de l'économie mondiale, mais elle souligne aussi par quels moyens les capitalistes, au travers de la spéculation et du démantèlement de branches entières de la production, ont vu croître leurs profits. Est-ce un hasard si la courbe suivie par ceux-ci s'oriente vers le haut à partir de 1982, à partir du plan d'austérité évoqué plus haut ?

---

(1) Le PCI est la continuation de l'OCI (Organisation communiste internationaliste). Le terme « pabliste » vient de Michel Pablo qui fut le principal inspirateur du courant liquidateur, prônant l'abandon du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui s'était constitué en 1950.



# Conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

## *Lettre de convocation à la conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)*

Du 25 au 31 janvier 1988, se tiendra la conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction).

Les délégués élus par les organisations et les groupes de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) existant dans 30 pays et qui fondent leur action sur le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale débattront démocratiquement et décideront des grandes orientations et des tâches de leur mouvement international, analyseront les développements de la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Pour eux, qui se sont librement associés à l'échelle nationale et internationale sur la base des principes et du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, les décisions qu'ils prendront à l'issue de la conférence fixeront le cadre de leur action.

Le Conseil général de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), qui a la charge de préparer cette conférence, a décidé d'ouvrir largement cette conférence à des militants et à des représentants d'organisations qui ne se revendiquent pas du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale mais se situent sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat dans leur pays.

En effet, les problèmes qui seront débattus à cette conférence ne sont pas des problèmes « internes » qui ne concerneraient que les militants et les organisations se réclamant de la pensée et de l'action de Léon Trotsky. Ce sont des problèmes auxquels doivent faire face toutes les organisations, tous les courants qui cherchent à déterminer leur action pour la défense des intérêts de classe du prolétariat, par la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'impérialisme, et l'indépendance à l'égard de la bureaucratie des Etats et des forces qui ont partie liée avec l'impérialisme. Cela parce que la IV<sup>e</sup> Internationale, fidèle à sa tradition démocratique, est toujours prête à discuter, à débattre avec tous ceux qui se situent sur le terrain de la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie.

Tout d'abord sur la reconstruction d'une Internationale ouvrière, d'une Internationale révolutionnaire qui, pour les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), devra, pour pleinement répondre aux besoins de la lutte émancipatrice du prolétariat, fonder son action sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale — sans qu'ils fassent de leurs conclusions un ultimatum ou un préalable à la discussion et à l'action sur ce plan — avec tous ceux qui posent la question d'une organisation internationale des travailleurs.

Cette question, elle surgit d'ailleurs de la manière la plus immédiate du développement de la situation mondiale : jamais l'imbrication de la lutte des classes dans les différents pays n'a été aussi étroite ; jamais l'affirmation que les travailleurs du

monde ont les mêmes intérêts n'a été plus saisissable, alors que se mettent en place dans tous les pays des plans dirigés contre les masses laborieuses programmés par des institutions comme la CEE ou le FMI. Au pillage par l'impérialisme des pays économiquement arriérés par le moyen de la dette correspondent les plans d'austérité et de démantèlement industriel mis en œuvre dans tous les pays. En Europe de l'Est, en Chine, aujourd'hui en URSS, c'est au nom de l'alignement sur les normes du FMI que des mesures contre les conditions de vie et de travail des masses sont prises ou sont en préparation.

Cette réalité était à la base de la conférence internationale tenue à Caracas contre la dette, les plans du FMI et de la CEE, conférence large, d'organisations ouvrières, anti-impérialistes et démocratiques, de militants et de personnalités d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe. Respectant le cadre de cette conférence donné par l'appel initial signé par trois partis (le MIR du Venezuela, le PT du Pérou, le PCI de France), les sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) ont pleinement participé à la préparation et à la réalisation de cette conférence. Bien évidemment, elles entendent continuer à apporter leur contribution à la réalisation des décisions prises en commun par toutes les forces présentes à Caracas (rassemblement européen, tribunal des peuples, Conférence de Dakar, tournée de l'AZAPO en Europe, etc.) et ne séparent pas les activités qui en découlent des tâches discutées à la conférence mondiale.

La conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) aura comme axe la nécessité de poser dans toute son ampleur le problème de l'Internationale. Cette tâche historique sera abordée en relation avec les développements effectifs de la lutte des classes à l'échelle internationale.

Cela signifie, en particulier, que la conférence analysera sur la base de documents la précipitation de la crise mondiale du système capitaliste qui ne survit qu'au travers du recours de plus en plus monstrueux au parasitisme, parasitisme qui, en retour, gangrène tous les aspects de l'économie mondiale. De même, l'un des points centraux de la conférence sera l'examen des processus en cours en URSS, étroitement reliés à la crise de l'impérialisme (ainsi qu'en Chine et dans les pays de l'Europe de l'Est) qui mettent à l'ordre du jour, au travers de la crise de la bureaucratie, son renversement par les travailleurs, assurant la défense des conquêtes découlant de la révolution et en reprenant le contrôle.

Le développement de la révolution politique contre la bureaucratie est une expression majeure de la marche à la révolution prolétarienne internationale, elle se combine avec la révolution sociale contre le régime capitaliste et la domination impérialiste dont la montée s'affirme dans la multiplication de situations révolutionnaires, dans l'instabilité croissante et les crises politiques rongant tous les Etats bourgeois.

C'est-à-dire que l'une des discussions qui doit prendre place à cette conférence est l'analyse des formes que prend le mouvement des masses dans sa marche vers le pouvoir, l'examen d'expériences vivantes comme la révolution des travailleurs polonais contre la bureaucratie, la révolution nicaraguayenne, la révolution du peuple noir d'Azanie contre l'apartheid et l'exploitation capitaliste. C'est dans cet esprit, à savoir l'unité pour la réalisation des tâches concrètes pour la défense des intérêts du prolétariat international et des peuples opprimés, que nous concevons la préparation d'une conférence ouverte à tous les groupes, militants affirmant leur volonté de construire des partis ouvriers indépendants, à toutes les organisations des pays opprimés qui affirmeront leur indépendance à l'égard de l'impérialisme et de la bureaucratie pour discuter de toutes ces questions.

De là découlent les thèmes qui formeront l'ordre du jour de la conférence :

- 1.- La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et la marche à la révolution prolétarienne mondiale.
- 2.- La crise généralisée du système impérialiste mondial, le pourrissement du capitalisme exprimé dans le plus puissant pays impérialiste.
- 3.- La révolution politique et la continuité du processus révolutionnaire international ouvert par octobre 1917. L'impasse de la bureaucratie.
- 4.- Les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et de ses sections après le rassemblement européen et toutes les autres initiatives décidées à Caracas.
- 5.- La révolution nicaraguayenne, les luttes révolutionnaires en Amérique centrale.
- 6.- La révolution en Afrique du Sud et sa signification mondiale.

Le Secrétariat international,  
Paris, le 12 novembre 1987

**NOTE :** Le projet de rapport que nous publions dans ce numéro de *La Vérité* a été adopté, le 12 novembre 1987, lors d'une réunion du Secrétariat international élargi, avec la participation de dirigeants des sections. Ce projet sera complété par des documents portant en particulier sur la marche à la révolution politique en Union soviétique, la crise économique mondiale et ses conséquences, et les questions générales sur l'avancée de la révolution prolétarienne. Ces documents ainsi que d'autres annexes sur les révolutions centro-américaine, sud-africaine... seront publiés dans les bulletins successifs du conseil général. Nous avons reçu aussi divers documents de Grande-Bretagne, du Danemark, que nous allons publier incessamment.

# Projet de rapport soumis à la conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

---

## INTRODUCTION

---

1.- Rien ne démontre mieux l'importance acquise de la IV<sup>e</sup> Internationale dans la vie politique que la lutte qui n'a cessé de se dérouler contre la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme. Aussi peu sérieuse du point de vue de la marche réelle des événements que soit l'affirmation que les crises de la IV<sup>e</sup> Internationale signifient la faillite de son programme, il n'en reste pas moins qu'une des tâches les plus importantes pour les marxistes est de confronter précisément à la lumière des événements la signification des crises dans la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce travail démontre que les problèmes à résoudre, qui sont ceux du renforcement des organisations, sections de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'intervention active dans la lutte des classes de chaque pays, ne peuvent l'être qu'en relation avec les principes du programme international de la révolution socialiste, le *Programme de transition*. C'est seulement ainsi qu'il sera possible d'aborder les principales questions qui sont tout à la fois au point de départ des avancées réelles dans la construction des sections, tâches reliées à celles de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, et au départ des difficultés non moins réelles qui surgissent depuis sa fondation et plus particulièrement dans les dernières dizaines d'années après la Deuxième Guerre mondiale. Bien entendu, il ne s'agira pas dans ce projet de résolution de reprendre l'ensem-

ble des analyses (auxquelles nous renvoyons les militants) qui ont été faites à chaque étape du combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale depuis 1938.

2.- Entre la faillite de la III<sup>e</sup> Internationale (1933) et la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale par une dizaine de militants réunis en conférence de fondation (1938) qui adoptent le programme, il se déroule un laps de temps où Trotsky et ses partisans rassemblent les données théoriques à partir de la pratique révolutionnaire d'intervention dans la lutte des classes. Ces données théoriques fournissent les bases de principe du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui se concentre dans le combat pour aider les masses à réaliser les objectifs révolutionnaires de l'émancipation de la classe ouvrière et des peuples opprimés. Ces objectifs exigent qu'il soit mis fin à une politique impérialiste à laquelle se subordonnent les partis de la II<sup>e</sup> Internationale et les partis inféodés à la bureaucratie du Kremlin, « définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois », impérialisme qui poursuit des fins criminelles, joue des préjugés nationaux et racistes, gaspille le sang et les biens des peuples pour préserver les profits et les privilèges pour sauvegarder des régimes politiques qui sont entrés en contradiction avec les besoins de la survie de l'humanité. Les objectifs et buts d'émancipation exigent que soit construite sur la base des principes du Programme une force organisée d'avant-garde, que soit reconstruite la IV<sup>e</sup> Internationale, comme Parti mon-

dial de la révolution socialiste, dans chaque pays.

## I.- LE DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE IMPÉRIALISTE DEPUIS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

3.- Pour analyser les conditions objectives, il faut prendre en considération l'ensemble des fondements de la vie économique, plus particulièrement les trente années de boom économique où se sont constituées les bases sur lesquelles la tendance fondamentale de l'impérialisme trouve son expression la plus brutale dans l'actuelle crise mondiale. Cette tendance se réalise dans le déplacement de l'activité industrielle et commerciale vers la spéculation organisée. Bien que la production de marchandises reste la base de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme décadent, celle-ci se trouve ébranlée dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et du marché mondial. Les conséquences en sont que le plus clair du profit se réalise non dans la production de marchandises, mais dans la spéculation. Cette prépondérance du profit spéculatif sur le profit commercial et industriel, cette prépondérance des investissements dans la spéculation par rapport aux investissements « productifs » ne peut altérer en rien, bien au contraire, la plus âpre « concurrence » entre les pays impérialistes sur le marché mondial où s'affirme la prépondérance du capital financier US. C'est également cette tendance de l'impérialisme qu'exprime le renforcement des tendances oppressives des peuples, asphyxiant littéralement tous les pays, sous-développés comme avancés.

4.- C'est précisément dans la période de ces trente années que s'est constituée sur la base de l'économie d'armement cette immense accumulation des capitaux spéculatifs qui poursuit dans la crise mondiale économique une ascension foudroyante.

La source des plus grands profits du

capitalisme en putréfaction, c'est l'investissement spéculatif qui prime l'investissement productif. C'est la réalisation de plus en plus accentuée de cette tendance générale qui explique la destruction massive des forces productives qui s'est développée à partir de là.

Les trente années du boom basé sur le volant d'entraînement de l'économie mondiale qu'a constitué l'économie d'armement ont vu les forces productives se transformer en forces de destruction. C'est dans ces trente années de boom que se sont constitués tous les éléments de la crise profonde du système mondial de l'impérialisme dans tous ses aspects, industriel, agricole, monétaire, exprimant la marche à la dislocation du marché mondial, crise historique du mode de production capitaliste ayant atteint son stade suprême dans l'impérialisme.

Vérifiant entièrement le marxisme :

*« Dans le développement des forces productives, écrit Marx dans "L'Idéologie allemande", il arrive une phase au cours de laquelle surgissent des forces productives et des moyens d'échange qui dans le cadre des rapports existants ne peuvent être source que de maux, qui ne sont plus en tant que telles des forces de production, mais bien des forces de destructions. »*

Vérifiant le Programme de transition rédigé en 1938, près de trois quarts de siècle après ce qu'a dit Marx :

*« Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste apportent aux masses des privations et des souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour les crises financières de l'Etat et sape le système monétaire ébranlé. Les gouvernements tant démocratiques que fascistes vont d'une banqueroute à l'autre. »*

5.- Dans cette phase préparatoire, se sont constitués dans les trente dernières

années tous les éléments qui fondent la crise mondiale. Certes, cette crise peut connaître des alternances de plus profondes dépressions, suivies de reprises partielles et limitées, mais la vie du monde entier est et sera déterminée par le cours d'une crise sociale qui atteint, sous des formes spécifiques, tous les pays par ses conséquences économiques et politiques. Les conséquences en sont une aggravation intolérable des conditions de vie et d'existence des masses exploitées et opprimées dans le monde entier, la famine pour des centaines de millions d'êtres humains. La survie du mode de production capitaliste, c'est la réaction sur toute la ligne : les conséquences en sont les attaques généralisées et concentrées contre les conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe séculaire dans les pays avancés, par la mise en œuvre par tous les gouvernements des moyens d'une politique remettant en cause les droits ouvriers et démocratiques les plus fondamentaux (législation anti-grève, législation anti-sociale frappant toutes les catégories). Que ce soit le gouvernement de front populaire (PS-PCF) ou le gouvernement conservateur Thatcher, le gouvernement du socialiste Felipe Gonzalez ou le gouvernement Reagan, une même politique anti-ouvrière. Les conséquences en sont, par les plans du FMI et les négociations sur le rééchelonnement de la dette extérieure par les gouvernements représentants des bourgeoisies nationales, par le biais des dénationalisations et le contrôle par l'impérialisme des services publics, la mise en œuvre d'un processus de « recolonisation » dans les pays ayant arraché l'indépendance politique.

Les conséquences en sont, dans les pays où le capital financier et la propriété privée des grands moyens de production ont été expropriés, la mise en œuvre du « libéralisme », et alors que l'entrée de pays comme la Pologne, la Hongrie ou la Yougoslavie dans le FMI ravage l'économie, la volonté farouche de Gorbatchev d'y intégrer l'URSS représente la plus grande menace contre les conquêtes d'Octobre.

Dans tous les pays, la survie du capitalisme en putréfaction dominant le marché mondial n'amène que ruines et calamités. Dans tous les pays, la première tâche est de donner les moyens politiques et d'organisation aux travailleurs qui se heurtent à chaque pas aux tendances destructrices et dégradantes du capitalisme décadent, eux qui constituent la première force productive de toute l'humanité.

Dans tous les pays, la misère, le retour à la barbarie, telle qu'elle prend forme par exemple dans les famines en Afrique ou au nord-est du Brésil, ne sont rendus possibles que par la politique de capitulation des agences directes de l'impérialisme organisées par la prétendue II<sup>e</sup> Internationale et ses partis, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. Et c'est précisément dans cette situation historique que les faussaires osent prétendre, prétextant de la nécessité « *d'une grande flexibilité tactique* », ouvrir la perspective d'une « *recomposition d'un parti mondial de la révolution socialiste* », perspective exigeant que le NPD du Canada, parti social-démocrate, soit considéré comme un parti ayant la vocation de parti ouvrier indépendant !

Quelles que soient les tactiques particulières à mettre en œuvre, tactiques diversifiées en fonction des conditions de la lutte des classes dans chaque pays mais qui toutes doivent être déterminées par l'objectif de la construction de partis révolutionnaires, elles ne sauraient être contraires au fait que la social-démocratie dégénérée dans ses diverses expressions nationales est complètement asservie au maintien du système impérialiste.

Les conditions réelles de la situation mondiale sont celles où le capitalisme décadent, pour se survivre, détruit les branches industrielles, commerciales, l'agriculture. Dans ces conditions réelles, la tâche principale est de sauver la principale force productive de l'humanité en permettant son développement, en ouvrant aux travailleurs dans le



monde entier la perspective révolutionnaire, « *en mettant en avant un système de revendications dont le sens est de se diriger contre les bases mêmes du régime bourgeois* », et cela pour leur permettre de s'émanciper eux-mêmes par les moyens politiques et d'organisation de la lutte de classe.

Prétendre qu'il serait possible de réaligner cette tâche dans le cadre des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, comme l'affirment les plus récents transfuges de notre mouvement, en les considérant comme le cadre organisateur des « partis ouvriers indépendants », c'est de toute évidence renier le programme et les principes de la IV<sup>e</sup> Internationale, tourner le dos à la lutte émancipatrice du prolétariat.

Le contenu révolutionnaire de la période dans laquelle nous sommes engagés met au contraire en lumière le caractère contre-révolutionnaire irréversible de la social-démocratie internationale (il sera d'ailleurs nécessaire d'entreprendre une élaboration sur l'évolution des partis sociaux-démocrates en France, Espagne, Allemagne, Angleterre, etc.) comme de la bureaucratie stalinienne et de son appareil international. Simultanément, l'aiguïsement des conflits de classes, l'activité du prolétariat international sont à l'origine des crises qui secouent ces appareils à l'échelle internationale et dans chaque pays, et à la base de l'accentuation de la tendance à la reconstitution de la classe sur un nouvel axe, question qui sera abordée plus loin.

## II.- LA MONTÉE RÉVOLUTIONNAIRE DEPUIS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

6.- Sans épuiser cette question dans le cadre de ce rapport, il est nécessaire de souligner que la crise généralisée de l'impérialisme dans les formes concrètes qu'elle prend, comme les développements actuels de la lutte des classes, sont inséparables des conséquences de la

vague révolutionnaire qui se forme à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, « *montée révolutionnaire qui est la plus importante qui ait jamais existé jusqu'à ce jour* » disent à juste titre les « *Thèses pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale* ».

a.- Cette vague révolutionnaire a déferlé sur toute l'Europe, elle s'est aussi manifestée par la remise en cause de la domination coloniale des grandes puissances impérialistes dans tous les continents, par la montée du mouvement des masses dans les pays semi-coloniaux (Amérique latine en particulier).

L'un des arguments utilisés contre la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme par ses ennemis et par les renégats en tous genres, c'est que la perspective stratégique de la IV<sup>e</sup> Internationale a fait faillite : la deuxième guerre impérialiste ne s'était pas transformée en guerre civile.

Rien n'est plus faux. En effet, si l'on compare les développements révolutionnaires consécutifs à la Première Guerre mondiale et ceux qui ont suivi la deuxième, on constate que ceux-ci ont été beaucoup plus étendus dans l'espace — toute l'Europe, l'Asie et l'Afrique — et dans le temps, puisqu'ils se sont prolongés par la révolution chinoise, la révolution cubaine, la défaite de l'impérialisme au Vietnam.

La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile a commencé par la révolution italienne en 1943. La bourgeoisie italienne, tentant de n'être pas entraînée dans le désastre inéluctable de l'impérialisme allemand, cherche à se débarrasser « à froid » de Mussolini. Ce faisant, elle ouvre la voie à des forces qu'elle ne peut contrôler : les masses, voulant régler leurs comptes avec le fascisme, amorcent la révolution prolétarienne en Italie (en pleine guerre) et dans un pays qui se situera en « Europe occidentale ».

La même année, dans une zone libérée par les partisans que dirige le PC yougoslave, se tient une réunion du

Comité antifasciste national qui se constitue en gouvernement de fait pour toute la Yougoslavie. Cette session décide que le gouvernement royal en exil doit être dépouillé de toutes ses prérogatives gouvernementales et qu'il sera interdit au roi de retourner dans le pays. Or ce gouvernement qui siège en Angleterre est, pour les « alliés » impérialistes comme pour Staline, l'équivalent du gouvernement d'Alger de De Gaulle pour la France. Le gouvernement de fait qui se constitue en Yougoslavie s'oppose non seulement aux forces occupantes impérialistes mais se dresse contre l'expression de la domination de la bourgeoisie. C'est l'amorce de la rupture avec la bourgeoisie qui entraîne un conflit entre le PC yougoslave et la bureaucratie stalinienne (les accords de Yalta faisaient de la Yougoslavie une zone d'influence « mixte » de l'impérialisme anglais et de l'URSS).

Ces deux exemples illustrent la profondeur de la montée révolutionnaire qui commence et qui sera une réalité mondiale.

La crise révolutionnaire qui a marqué mondialement la fin de la Deuxième Guerre mondiale s'est exprimée avec une intensité toute particulière en Europe (et pas seulement en Europe de l'Est). C'est du développement (à des rythmes et à des niveaux différents dans chaque pays) de l'action indépendante des masses se heurtant à la politique des appareils que procèdent l'ensemble des conquêtes arrachées par les classes ouvrières des Etats capitalistes et que s'amorcent les bouleversements sociaux en Europe de l'Est (qui ne sont pas explicables seulement ou prioritairement par la présence de l'armée soviétique et l'action de la bureaucratie).

**b.-** L'action contre-révolutionnaire concentrée et coalisée de l'impérialisme et des appareils contre-révolutionnaires contient le mouvement des masses au seuil de la destruction de l'Etat bourgeois par le moyen de la collaboration des classes (gouvernements d'union nationale « légitimité » aux yeux des

masses par la présence de « leurs » partis), l'isole et le brise lorsqu'il prend la forme d'une guerre civile ouverte comme en Grèce. C'est de la même politique contre-révolutionnaire que procède la prise de contrôle du mouvement des masses par les partis de la bureaucratie dans la partie de l'Europe que l'impérialisme est contraint de laisser sous la tutelle militaire et policière du Kremlin qui, à une première étape, tentera de maintenir sous son contrôle les Etats bourgeois démantelés de sa « zone d'influence ».

**c.-** Contradictoirement, dans ces pays, la défaite du nazisme, l'avancée de l'armée soviétique, stimuleront le mouvement des masses qui d'emblée posera la question de l'expropriation. A des degrés divers, on assistera aux mêmes tendances : soulèvement, partage spontané des terres, formation de comités locaux, de comité d'usines.

**d.-** En dernière analyse, les conquêtes sociales majeures du prolétariat mondial que signifient, comme prolongements de la révolution d'Octobre, l'expropriation de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat bourgeois sont le produit de rapports de forces mondiaux établis par l'action révolutionnaire du prolétariat.

L'achèvement par des moyens « militaro-bureaucratiques » de l'expropriation de la bourgeoisie (nécessairement accompagnée d'une mobilisation limitée et contrôlée des masses) n'a été possible qu'en fonction de la nature de classe de l'URSS (et non d'un quelconque caractère « révolutionnaire » de la bureaucratie) et de l'action révolutionnaire préalable des ouvriers et des paysans se heurtant à la bureaucratie.

Les conquêtes constituées par l'expropriation de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat bourgeois dans une série de pays d'Europe, malgré le contrôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie sur elles, sont demeurées comme un élément du rapport de forces mondial entre les classes.

De même les conquêtes arrachées par les travailleurs des pays capitalistes et qui représentent ce qui peut apparaître comme un paradoxe, à savoir que les conquêtes les plus importantes ont été arrachées dans la période de déclin de l'impérialisme, sont un élément majeur du développement de la lutte des classes. Elles se dressent aujourd'hui comme un obstacle intolérable pour la bourgeoisie prise à la gorge par sa crise. Il en est ainsi en particulier de la protection sociale directement contradictoire avec les exigences du profit et qui constitue une question politique explosive pour tous les gouvernements bourgeois (c'est le cas, par exemple, pour le gouvernement de cohabitation en France comme pour le gouvernement Thatcher en Angleterre).

On sait la place qu'ont tenue dans la discussion au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale (discussion finalement dévoyée par le révisionnisme pabliste) des événements comme la révolution yougoslave et la formation des « démocraties populaires ». Il n'est pas possible d'y revenir ici, mais il faut souligner que ces événements sont la confirmation des positions fondamentales de la IV<sup>e</sup> Internationale et de l'élaboration ultérieure de Trotsky. Les clés théoriques permettant d'aborder ces problèmes étaient données par le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale (« *Placés dans des circonstances exceptionnelles* », etc.) et par l'analyse faite par Léon Trotsky, dans « *Défense du marxisme* », au moment de l'occupation de la partie orientale de la Pologne par l'URSS et de la guerre avec la Finlande.

Certes, la montée révolutionnaire amorcée à la fin de la Deuxième Guerre mondiale ne se limite pas à l'Europe et aux conséquences évoquées succinctement plus haut. Elle initie un gigantesque mouvement des peuples opprimés pour leur libération. Et dans la mesure où l'impérialisme, malgré l'aide politique essentielle qui lui est apportée par la bureaucratie stalinienne et l'appareil social-démocrate, ne parvient pas à l'écraser mais seulement à la contenir,

ces résultats seront un point d'appui pour les développements ultérieurs.

A juste titre, les « *Thèses pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale* » parlent de « *trente années de victoires révolutionnaires* ». La révolution chinoise, la révolution cubaine en sont des expressions.

Mais comme l'indiquent ces mêmes thèses :

« *Ces pas en avant, s'ils allèrent jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie ne permirent pas l'instauration de la dictature du prolétariat sous la forme de la démocratie des conseils ouvriers révolutionnaires, mais aboutirent à la formation d'Etats ouvriers bureaucratiques.* »

Question essentielle. S'il est vrai que la transformation socialiste de la société ne peut pleinement s'achever que sur l'arène mondiale par la destruction de l'impérialisme comme système dominant, la défense efficace des conquêtes partielles (partielles ne veut pas dire secondaires) dépend de la forme de l'Etat. La démocratie ouvrière (la République des conseils), comme forme de la dictature du prolétariat, n'est pas un complément mais est essentielle. En ce sens, les conquêtes dans le cadres d'une série « d'Etats ouvriers bureaucratiques » demeurent précaires et les tendances restaurationnistes, dont l'axe est la bureaucratie elle-même, puisent leur force dans l'absence d'un régime de démocratie ouvrière, ce qui, dans « *La Révolution trahie* » était un pronostic théoriquement fondé. La révolution politique devient en ce sens, pratiquement, l'une des composantes essentielles du développement de la marche à la révolution prolétarienne mondiale.

Les bouleversements révolutionnaires issus de la Première Guerre mondiale ont été marqués par une victoire historique de la révolution mondiale, à savoir la révolution d'Octobre, victoire qui a trouvé des limites dans le manque d'étendue des développements révolutionnaires (isolement de l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre dû

avant tout à la politique de la social-démocratie). Lors de la Deuxième Guerre mondiale, l'absence de partis révolutionnaires dirigeants n'a pas permis au processus révolutionnaire — malgré la conquête que représente pour le prolétariat international l'expropriation du capital dans plusieurs pays — d'aboutir à la constitution de la dictature du prolétariat sous la forme de la République des conseils dans un pays ou un autre. Ce qui a été défini comme la période de « *l'imminence de la révolution* » (noué en 1968 : grève générale en France, montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, offensive du Têt au Vietnam) n'est pas marqué seulement par ce que nous avons appelé la « *crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie* » (formule correcte mais insuffisante car elle aboutit à la conception de processus parallèles). La crise de la bureaucratie comme « courroie de transmission de l'impérialisme » n'est pas symétrique à la crise de l'impérialisme (produit de la lutte des classes) mais lui est subordonnée. Les luttes des prolétariats soumis à l'exploitation capitaliste et de ceux qui agissent dans des pays où le capital a été exproprié mais dont le pouvoir politique a été confisqué par une bureaucratie contre-révolutionnaire ne sont pas parallèles mais étroitement liées dans un même mouvement vers la révolution prolétarienne internationale.

La défaite de l'impérialisme au Vietnam, la révolution nicaraguayenne se combinent avec le développement de la révolution politique qui, amorcée à Berlin-Est en 1953, remonte à la source, à l'URSS même.

C'est cela qui définit le contenu de la période dans laquelle nous sommes engagés et où la question de la démocratie ouvrière, comme forme de pouvoir, comme contenu de l'Etat ouvrier, est centrale.

Par rapport à l'ensemble des développements révolutionnaires qu'a connus la lutte des classes internationale, cette période est aussi marquée par une imbrication

plus étroite que jamais des développements de la lutte des classes dans un pays avec ceux des autres pays. L'unité mondiale de la lutte des classes s'affirme de manière serrée. Si nous avons toujours rejeté la « théorie » des « épices », il est aujourd'hui plus difficile encore de parler d'un « épice », c'est-à-dire d'un pays ou d'une région qui, à l'exclusion d'autres, concentrerait l'essentiel de l'activité révolutionnaire des masses à l'échelle internationale.

Les années 1970, marquées par la défaite de l'impérialisme au Vietnam, ont aussi été celles d'un nouvel assaut des prolétariats d'Europe : c'est la révolution portugaise, nourrie, entre autres facteurs, par la guerre révolutionnaire des peuples du Mozambique et d'Angola et qui en retour font s'effondrer le plus vieil édifice colonial sur le continent africain. C'est ainsi que, pour ne citer qu'un autre exemple, le mouvement des travailleurs et des peuples opprimés de l'Etat espagnol, amorçant — malgré l'aide des appareils à la monarchie franquiste — le démantèlement des institutions de la dictature. Aujourd'hui, en même temps que s'accroît en URSS une crise d'ampleur historique (qui est analysée par ailleurs dans ce texte), que la crise boursière accentue les tendances à la dislocation du marché mondial, se sont multipliées des explosions révolutionnaires, ont commencé de profondes révolutions dont le mouvement se poursuit avec des hauts et des bas : la révolution polonaise, la révolution nicaraguayenne, la montée révolutionnaire du peuple noir contre l'Etat de l'apartheid, l'ébranlement de la dictature de Corée du Sud, en Haïti, etc.

A ce constat, il importe d'en ajouter un autre : aucune de ces révolutions ne fait figure de phénomène isolé dans leur région. Contrairement à ce qui avait été le cas de Cuba dans le passé, outre le Nicaragua, il y a le Salvador, le Guatemala, le Honduras : la révolution nicaraguayenne ne se limite pas aux frontières du Nicaragua, elle pose directement (et son sort y est lié) l'extension à toute

l'Amérique centrale. Près d'Haïti, à Saint-Domingue, il n'y a pas une situation contre-révolutionnaire telle qu'il en existait une en Haïti à l'époque (il y a vingt ans) où s'est développée la grande insurrection à Saint-Domingue. Tout autour de la Pologne, la situation n'est pas la même que celle qui existait autour de masses hongroises lors de l'insurrection de 1956.

Et ajoutons que chacune de ces révolutions, sous des formes et à des degrés différents, se développe en liaison directe avec l'activité des travailleurs des pays impérialistes. Il y a plus de trente ans, la question de la défense de la révolution cubaine, si elle a constitué un problème important aux USA, s'est surtout exprimée comme un problème concernant de larges secteurs de l'intelligentsia et du mouvement étudiant ; la lutte contre la guerre au Vietnam a par contre impliqué des secteurs essentiels du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, les problèmes de la défense de la révolution nicaraguayenne ainsi que celle d'Afrique du Sud sont devenus des problèmes des plus larges masses ouvrières des pays impérialistes et leurs propres objectifs (le mot d'ordre de la grande manifestation qui a eu lieu à Washington était le suivant : « *Pas d'argent pour la contra, tout l'argent pour aider les chômeurs !* »).

De cette situation découlent avant tout des conséquences objectives qu'il importe de prendre en compte. Avant tout, il est incontestable que devant cette simultanéité des processus révolutionnaires, l'impérialisme et la bureaucratie ont du mal à « intervenir » comme auparavant. La révolution hongroise avait été suivie quelques jours après d'une intervention militaire des troupes de la bureaucratie. Le moins qu'on puisse dire aujourd'hui est que dès qu'il s'agit d'une intervention de ce type, la bureaucratie doit y réfléchir à deux fois. Et l'intervention militaire de l'impérialisme au Nicaragua ou en Haïti le confronterait aussitôt au danger, pour lui, d'une généralisation. De là des hésitations, des semi-tentatives.

Il s'ensuit en même temps une tendance certaine de ces révolutions à se prolonger dans le temps, là même où les problèmes de direction du prolétariat sont les plus criants (comme c'est le cas actuellement en Haïti qui va bientôt entrer dans sa troisième année de révolution).

Il y a aussi des conséquences plus directement subjectives. Dès lors que les situations révolutionnaires tendent à se prolonger dans le temps, au milieu d'un combat acharné (l'exemple du Nicaragua, qui entre dans sa dixième année de mobilisation révolutionnaire presque ininterrompue est là pour le prouver), les véritables problèmes de la défense des révolutions commencent à se poser, surtout dans l'avant-garde, dans des termes qui mettent d'abord en avant la nécessité de renouer avec une politique d'unité des travailleurs à l'échelle internationale. Ainsi, on a vu en Pologne *Solidarność* chercher à nouer directement des liens avec la direction syndicale des ouvriers qui au Chili luttent contre Pinochet et donc contre l'impérialisme américain, en même temps que *Solidarność* s'adressait aux travailleurs d'URSS et de l'Europe de l'Est pour une action commune contre la bureaucratie, et ce malgré les tentatives d'une fraction de la direction de *Solidarność* liée à l'Eglise. Manifestation on ne peut plus concrète de la volonté des ouvriers polonais à ne pas se laisser enfermer dans le piège mortel qui consiste à aller chercher un soutien dans l'allié le plus précieux de la bureaucratie : l'impérialisme. C'est en même temps la volonté manifeste d'une partie de la direction sandiniste de ne pas se laisser enfermer dans une politique d'alliances qui entraînerait la perte de toute possibilité de jonction avec le prolétariat américain. Et c'est en même temps la volonté chaque jour présente des masses dans les pays impérialiste, de refuser de se laisser entraîner sous une forme quelconque dans les guerres coloniales ou néo-coloniales, c'est-à-dire de s'aligner sur leur propre impérialisme exploiteur.

On voit ainsi que la tendance objec-

tive à la multiplication de processus révolutionnaires simultanés s'accompagne et accompagne parfois une tendance subjective par laquelle les masses et des secteurs de leur direction, tendant à renouer avec la lutte pour l'internationalisme, lutte pour l'Internationale ouvrière.

### III.- LA MARCHÉ À LA RÉVOLUTION POLITIQUE ET SES CONSÉQUENCES

7.- Les processus de recomposition de la classe ouvrière dans le monde sur un nouvel axe, qui se matérialisent dans la tendance à la construction de partis ouvriers indépendants, ne sauraient, bien entendu, être disjoints de la révolution politique dont la marche s'intègre comme un processus unifié et différencié à la marche de la révolution prolétarienne mondiale. C'est ce double mouvement unifié qui est à la base du dégagement de la classe ouvrière, contre lequel se dressent les deux obstacles contre-révolutionnaires que représentent les partis de la II<sup>e</sup> Internationale, agences directes de l'impérialisme, et les partis directement ou indirectement liés à la bureaucratie du Kremlin, « *passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois* ». Bien entendu, cette résolution ne peut prétendre fournir une analyse d'ensemble de la situation en URSS et dans les pays où le capital financier a été exproprié (1). Néanmoins, pour apprécier correctement les crises dans les PC, il est nécessaire de formuler brièvement des éléments relatifs à la crise actuelle de la bureaucratie du Kremlin, reliée organiquement à la crise de l'impérialisme mondial. C'est dans ce cadre que nous devons examiner brièvement la politique « réformatrice » de Gorbatchev qui s'inscrit comme un des avatars de la politique stalinienne du « *socialisme dans un seul pays* », maquillage pseudo-théorique pour assurer la défense de la caste privilégiée du Kremlin. Comme on le sait, la dégénérescence de l'URSS est étroitement reliée à l'isolement du premier Etat ouvrier. Isole-

ment motivé en premier lieu par la trahison de la social-démocratie internationale, plus particulièrement par la social-démocratie allemande (révolution allemande 1919-1923) et, après 1923, par la défaite de la révolution mondiale organisée conjointement par les partis de la II<sup>e</sup> Internationale et les partis staliniens. Il n'y a aucune possibilité de comprendre la politique de Gorbatchev sans partir de ces données historiques qui expliquent l'accord contre-révolutionnaire entre le Kremlin et Washington pour résoudre en commun les « *conflits régionaux* ». Pour ne prendre qu'un exemple : la politique conjointe, masquée par des déclarations contradictoires, tonitruantes, que Gorbatchev et Reagan conduisent en commun dans la guerre entre l'Irak et l'Iran, armant et appuyant de concert aussi bien le régime de Bagdad que celui de la République islamique, ce dernier surgi d'une révolution, pour la canaliser (2), cela afin de préserver les bases de l'ordre impérialiste dans cette région.

Politique contre-révolutionnaire conjointe au Proche-Orient et dans toutes les régions du monde, toute la politique contre-révolutionnaire du Kremlin a produit un développement économique contradictoire.

D'un côté, les conquêtes d'Octobre (expropriation, nationalisation, collectivisation, monopole du commerce extérieur) ont permis à la vieille Russie tsariste, arriérée, de devenir la deuxième puissance mondiale. De l'autre, l'éco-

(1) Ce travail devra faire l'objet d'un rapport distinct qui sera soumis à la discussion de la conférence mondiale des sections. De même qu'il sera indispensable d'analyser dans un rapport le caractère et le moment actuel des révolutions après la Deuxième Guerre mondiale (Cuba, Nicaragua, etc.).

(2) En 1979, c'est une véritable révolution populaire qui a destitué le shah et disloqué l'Etat. Le régime de Khomeiny a dressé les vieilles institutions, lois et coutumes islamiques comme facteur d'ordre contre les masses : le caractère de la guerre déclenchée par l'Irak a, du côté de l'Iran, le caractère d'une résistance nationale révolutionnaire, compliquée par la réaction islamique.

nomie est prise dans les tenailles du marché mondial dominé par l'impérialisme qui non seulement organise le blocus, mais désorganise non moins systématiquement l'économie, en particulier par la pression militaire qu'il exerce en contraignant l'URSS à d'intolérables budgets d'armement.

La bureaucratie, couche sociale qui a exproprié politiquement le prolétariat de ses conquêtes mais dont les intérêts sont liés à la propriété d'Etat, est l'expression de la réaction mondiale au sein de l'Etat ouvrier, elle procède de la situation historique de la bureaucratie stalinienne du Kremlin, expression de la réaction mondiale au sein de l'Etat ouvrier. Elle n'a pu aller jusqu'au bout de la contre-révolution en URSS, mais face à la révolution prolétarienne internationale, elle se situe du côté de l'impérialisme. La caste du Kremlin tire donc sa puissance comme bureaucratie du « parasitage » de l'Etat ouvrier dégénéré d'URSS basé sur la propriété d'Etat. Elle n'est pas une nouvelle classe sociale mais une couche sociale coincée entre les classes fondamentales à l'échelle internationale. La préservation de l'ordre impérialiste à l'échelle mondiale est l'essence de la politique de coexistence pacifique issue de la prétendue « théorie » stalinienne du socialisme dans un seul pays.

La résistance du prolétariat d'URSS constitué sur la base des rapports sociaux, résultat de la révolution d'Octobre, est l'obstacle majeur auquel la bureaucratie s'est toujours heurtée. L'un des éléments de l'impasse constatée en fait par Brejnev comme par Gorbatchev, c'est que la bureaucratie a été contrainte à une non-agression relative vis-à-vis de la classe ouvrière d'URSS tandis que la pression impérialiste se renforçait encore sur elle, notamment à travers la course aux armements.

8.- D'une part, comment l'impérialisme mondial accueille cette tentative, et d'autre part, quelles en sont les conséquences pour les masses ?

En ce qui concerne l'impérialisme,

voici ce qu'on lit dans la revue américaine *Time* (27 juillet 1987) :

*« Gorbatchev représente peut-être la dernière chance de l'Occident au moins de ce siècle de mieux intégrer l'Union soviétique dans l'économie mondiale. Alors elle serait soumise à la pression pour se conduire comme un pays occidental, se battre pour les capitaux et les marchés, abaisser les barrières à l'investissement étranger et même peut-être rendre sa monnaie convertible. »*

Les porte-parole de l'impérialisme ne s'en cachent pas. Les « modifications substantielles » seraient d'ébranler la propriété d'Etat :

*« de nouvelles lois, adoptées en janvier 1987, permettront aux firmes occidentales d'avoir jusqu'à 49 % des actions dans une entreprise conjointe avec une entreprise socialiste. »*

A ce sujet, parler d'une « nouvelle NEP » n'est pas autre chose qu'une mystification de la plus belle eau. Lorsque Lénine et le Parti bolchevique, à la fin de la guerre civile, ont constitué la NEP (Nouvelle Politique économique) et envisagé même de permettre aux capitalistes d'investir en URSS, il s'agissait d'élever à tout prix le niveau de vie des travailleurs tout en contrôlant ces processus afin d'éviter toute restauration du capital.

Pour Gorbatchev, ainsi qu'on le verra plus loin, il s'agit avant tout de porter des coups aux travailleurs soviétiques pour tenter d'échapper aux contradictions de l'économie soviétique dans l'objectif de préserver les intérêts parasitaires de la bureaucratie.

Mais pour le moment, il ne s'agit encore, disent les rédacteurs du *Time*, que d'un « flirt avec la libre entreprise », exprimant ainsi les doutes de l'impérialisme quant à la capacité de l'équipe Gorbatchev à lever les obstacles.

L'académicienne T. I. Zaslavskaja, farouche réformatrice, avec toute la science de l'imposture bureaucratique, écrit :

« Pour rétablir la confiance, il faut une authentique politique de justice sociale. La justice socialiste consiste à encourager les groupes qui contribuent le mieux au développement de la société (...). La société doit conclure avec eux un contrat avantageux pour tous.

Dans la mesure où il existe des individus prêts à travailler dur, mais d'une façon quelque peu marginale, où le travail dans le secteur privé ne requiert pas d'investissements de l'Etat, qu'il n'ouvre pas droit à une couverture sociale, qu'il demande de l'initiative et comporte des risques, sa rémunération doit être en moyenne beaucoup plus élevée que celle du secteur socialisé. »

Pour ce qui concerne les travailleurs du secteur socialisé, l'académicienne estime que

« les salaires, pour leur part, exigent non plus des réformes partielles mais une refonte totale. Celle-ci doit être menée conjointement à la réforme des prix et des services payants. »

Pour ce qui concerne la réforme des prix, après avoir jeté sa hargne de bureaucrate contre les travailleurs qualifiés par elle de « *tire-au-flanc* », elle écrit :

« Tous les prix s'écartant du coût réel ne sont pas pour autant socialement (!!!) justifiés. Prenons par exemple le cas de la viande et des produits laitiers dont l'Etat maintient les prix de détail à un niveau bien inférieur à leur prix de revient. La différence, qui est de 40 à 50 milliards de roubles, est couverte par le budget (...). Il serait donc normal pour mettre tous les groupes sociaux à égalité de vendre la viande et les produits laitiers à leur coût social. » !

Le « *coût social* » étant d'organiser une hausse massive des produits de consommation courante. Tel est le contenu réel de la politique de « réformes ». Nous verrons dans un autre point le contenu de la « transparence ». Pour suivons.

En ce qui concerne les « *services sociaux* », notre académicienne précocise :

« La pratique actuelle qui veut que certains biens (logement, éducation, santé...) soient distribués gratuitement ou à des prix très modiques présente de gros inconvénients : elle réduit artificiellement le choix des biens que la population peut acquérir en payant (!!!) et n'incite pas à travailler davantage (...). En outre, la gratuité de certains biens ou services rares (logement et santé) ne peut que favoriser le gaspillage et la pénurie organisés (...). Toutes ces conditions plaident en faveur d'un élargissement des services payants, notamment par l'augmentation des loyers. »

9.- Le contenu de la « réforme » gorbatchévienne est ainsi clairement défini : il lui faut s'attaquer à la classe ouvrière pour se tourner vers l'impérialisme afin de tenter de sortir la bureaucratie de l'impasse dans laquelle elle se trouve.

Il ne s'agit pas pour nous, marxistes, de critiquer en soi la recherche d'accords avec l'impérialisme. Lénine et les bolcheviks, précisément parce qu'ils reconnaissaient l'existence d'un marché mondial et ne croyaient pas à la possibilité de construire le « *socialisme dans un seul pays* », ont cherché à passer une série d'accords avec des Etats impérialistes. Mais Lénine et les bolcheviks partaient, eux, du point de vue des besoins de la classe ouvrière, donc de son indépendance de classe et également de la lutte pour bâtir l'Internationale révolutionnaire nécessaire au combat pour le socialisme à l'échelle internationale.

Dans le cas de Gorbatchev au contraire, sur une ligne de concessions accrues à l'impérialisme visant à subordonner l'économie soviétique aux lois du marché mondial, c'est une politique qui s'oriente contre la classe ouvrière et ses intérêts fondamentaux. De ce point de vue, à travers les accords et les négociations qu'il noue avec la bureaucratie, l'impérialisme, même s'il peut être amené à faire des concessions, cherche à intervenir directement en URSS.

C'est L. Speakes, le porte-parole de



Reagan, qui résumait ainsi la politique impérialiste des USA :

*« Le président Reagan souhaite influencer sur la politique de l'URSS par des pressions commerciales et économiques en y ajoutant la pression militaire décisive pour obliger les Soviétiques à faire des réformes dans leur pays. »*

Il serait cependant erroné de tirer à partir de là la conclusion que Gorbatchev vise à détruire les bases matérielles des intérêts de la bureaucratie. Il cherche au contraire à les préserver. Mais dans le contexte international et national, en tentant de mettre en œuvre sa « réforme » pour sortir de l'impasse, ses tentatives, par les moyens inévitables qu'il est amené à employer, menacent les bases mêmes de la domination de la bureaucratie et accentuent les contradictions qui se manifestent en son sein.

Ce qui se révèle ainsi, c'est l'extrême fragilité de la direction Gorbatchev. Elle ne peut entraîner la classe ouvrière à soutenir des réformes qui sont dirigées contre elle (les premières manifestations propres de la classe ouvrière, comme la grève des transports de Tchekov, ont été explicitement et directement dirigées contre les réformes). Et au sein de la bureaucratie elle-même, comme conséquence de ses contradictions internes, les résistances à la politique de Gorbatchev se renforcent.

A la veille de toute grande révolution, il y a toujours de la part des sommets de l'Etat des tentatives de « réformes » visant à préserver l'essentiel du régime en place en cherchant à l'adapter. C'est en ce sens que l'on peut dire que dans toute grande révolution, l'impulsion vient d'abord d'en haut. En tentant de préserver la domination de la bureaucratie, Gorbatchev est amené à ébranler tout l'appareil bureaucratique, à remettre en cause l'équilibre des forces en son sein et à « impulser » le mouvement de la classe ouvrière contre la domination de la bureaucratie elle-même.

Les tentatives de réformes politiques de Gorbatchev ont donc pour objectif,

face à la résistance à laquelle il se heurte, de trouver une base sociale qui lui fait défaut. Tel est le contenu du « glasnost » et de la « perestroïka » qui visent à opérer une mobilisation des nouvelles générations de la bureaucratie bloquées dans leur ascension sociale par les règles de « l'immobilisme », des couches inférieures du parti, d'une fraction des intellectuels, comme un moyen de pression et une base de soutien à la lutte qu'il doit mener au sein des cercles dirigeants. Conscient des risques encourus, Gorbatchev ajoute que « cela ne signifie pas une révolution culturelle comme en Chine lorsqu'il ont ouvert le feu sur le quartier général » ; il ne fait ainsi que souligner sa crainte face au caractère incontrôlable des processus qui s'amorcent en URSS.

Il est indispensable de souligner de ce point de vue que la discussion ouverte sur la réforme, la « transparence », la démocratie, l'analyse du passé et le rôle respectif de Staline, Trotsky, Boukharine sont autant de facteurs « déstabilisants » du monopole du pouvoir politique de la bureaucratie stalinienne, et qui, par l'ampleur qu'ils prennent dans la société soviétique, tendent à échapper au contrôle de la bureaucratie elle-même.

Ainsi, les réformes politiques de Gorbatchev qui visaient, pour lui, à permettre la constitution d'une base sociale nécessaire à sa politique ont entraîné la constitution de zones limitées, formelles mais réelles de libertés, dont on ne peut limiter l'utilisation à la bureaucratie elle-même. Chacune de ces tentatives aggrave la crise de la bureaucratie car c'est à chaque fois un nouveau point d'appui pour les masses. C'est dans ce cadre qu'il faut saisir l'importance de la multiplication de groupes ou associations culturelles, littéraires, historiques qui expriment sur leur propre plan l'aspiration au rétablissement de la démocratie soviétique. C'est du même mouvement que participe, sur un autre plan, l'affirmation des revendications nationales dans les Républiques non russes, l'aspiration qu'expriment les mouve-

ments des Tatars et les puissantes mobilisations dans les pays Baltes.

C'est aussi sur le terrain de l'intervention directe de la classe ouvrière que s'exprime ce même mouvement, ce que révèlent les grèves, les protestations dirigées contre les conséquences des réformes, et qui pourtant utilisent certains aspects liés à ces réformes, comme le démontre la grève de Tchekov. C'est ainsi que dans les interstices ouverts par les réformes politiques de Gorbatchev pour préserver le régime, s'infiltrèrent les aspirations aux libertés démocratiques qui posent donc la question du pouvoir politique de la classe ouvrière.

L'histoire nous l'a enseigné en Hongrie, en 1956, avec le Cercle Petofi, en Tchécoslovaquie, en 1968, la place et le rôle joué par des groupes qui veulent pouvoir « *prendre la parole* » dans un pays soumis au monopole du pouvoir politique expriment la maturation des processus en cours dans les larges masses et s'appuient sur cette maturation pour puiser la volonté d'aller plus loin dans la revendication de la démocratie.

La situation actuelle, les contradictions ouvertes au sein de la bureaucratie, le développement ouvert de ces contradictions stimulent l'expression de tous les mécontentements, de toutes les revendications opposées au pouvoir de la bureaucratie, même si elles prennent la forme d'un appel aux réformes.

Mais la réforme d'un tel système est impossible. Quelle que soit la conscience qu'elles en aient, le contenu des exigences démocratiques des masses sur la base de la propriété d'Etat, ce n'est pas la réforme du système bureaucratique, c'est son élimination, c'est-à-dire la révolution politique qui rétablira la démocratie soviétique. Ainsi que l'indique la situation actuelle de crise, comme pour toutes les révolutions, l'impulsion immédiate par laquelle s'affirmera la marche à la révolution politique viendra d'en haut, à la fois des mesures prises par les sommets de l'appareil d'Etat et de la division qui le lézarde : autant de brèches dans lesquelles les masses

s'engouffreront quand elles se mettront en mouvement. La grève des travailleurs des transports urbains de Tchekov contre la remise en cause des primes, qui s'est déroulée quelques semaines après la nouvelle loi salariale, n'est encore qu'une expression d'avant-garde, mais elle est symptomatique des processus en cours dans les masses soviétiques. A nouveau on indique une nouvelle grève, dans les chaînes de montage d'autobus dans une usine de Likino, dans la banlieue de Moscou, contre la suppression des primes en raison de la « *baisse des cadences et de la mauvaise qualité de la production* ». En défendant leurs intérêts les plus immédiats, les travailleurs défendent ce qui demeure les conquêtes de la révolution d'Octobre : dès l'apparition de ses signes avant-coureurs, la marche à la révolution politique donne tout son contenu et son actualité concrète à la formulation de « *La Révolution trahie* » : « *Les rapports d'Octobre demeurent vivants dans la conscience des masses.* »

C'est ce qu'exprime, en négatif, en quelque sorte, Gorbatchev quand il déclare : « *Le plus difficile sera de préparer le peuple aux nouvelles manières de travailler* », exprimant la crainte qu'il en a. Les « *slogans* » se heurtent à la réalité sociale et cela nourrit les processus en cours, tandis que les discours de Gorbatchev sur la transparence sont saisis comme autant d'incitations à s'attaquer à l'arbitraire bureaucratique. C'est là que se combinent de multiples contradictions entre le fait que ces réformes mettent en cause les besoins les plus vitaux des travailleurs et la manière dont Gorbatchev tent de les mettre en œuvre, poussant par là même plus avant le développement des puissantes contradictions qui secouent la société soviétique et dans lesquelles la combinaison de la mobilisation des masses et la crise de la bureaucratie ouvriront une situation révolutionnaire. Comme l'indique le « *Programme de transition* » :

« *La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera sans aucun doute sous le drapeau de la lutte*

*contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. »*

D'ores et déjà, à travers les mouvements en cours et les regroupements qui s'opèrent, se trouvent posées les questions de l'organisation indépendante des masses que nous aborderons dans la partie suivante.

### III bis.- LE COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS

10.- Il y a un élément commun dans le développement des résistances dans le monde entier aux plans de l'impérialisme, à ceux qu'il dicte à la bureaucratie : contre la politique d'intégration à l'Etat, c'est la volonté de la classe ouvrière de se réapproprier des syndicats ouvriers indépendants. Dans les pays impérialistes et les pays arriérés, la tendance à enchaîner les syndicats à l'Etat s'affirme : les gouvernements de tous les pays, quelle que soit leur couleur politique, par la mise en œuvre des plans du FMI et de la CEE, exigent la soumission totale des syndicats, la transformation de ceux-ci en organismes d'Etat.

En URSS et dans les pays où le capital a été exproprié, les travailleurs dressent leurs revendications contre les syndicats qui sont des organismes de l'Etat, bureaucratiques. Ainsi en Hongrie (et cela est valable sous des formes et à des niveaux divers en URSS, en Yougoslavie, etc.), l'organe central de la bureaucratie doit publier (29 juin 1987) le texte suivant :

*« Beaucoup (d'ouvriers) se demandent pourquoi le syndicat s'occupe-t-il de sujets tels que la production rentable, la bonne organisation du travail, le bon approvisionnement en matières premières. N'est-ce pas là la tâche des dirigeants économiques ? Pourquoi le syndicat ne se borne-t-il pas à l'exercice de sa fonction, la défense des intérêts des travailleurs ? »*

La soumission des appareils syndicaux à l'Etat entraîne également un phé-

nomène de « désyndicalisation » chez les travailleurs, et plus particulièrement dans la jeunesse, par lequel s'exprime, comme première étape, leur volonté de se réapproprier des syndicats indépendants. Et cette question, qui se pose dans le monde entier (*« Pourquoi le syndicat ne se borne-t-il pas à l'exercice de sa fonction, la défense des intérêts des travailleurs ? »*), appelle une réponse qui est sous-jacente dans cette demande : partout *« nos intérêts doivent pouvoir s'exprimer »*, et pour qu'ils puissent s'exprimer, surgit l'exigence de la démocratie ouvrière pour réaliser la volonté d'imposer l'indépendance des syndicats. La constitution de *Solidarność* en Pologne ou de la CUT au Brésil démontre parfaitement le caractère commun des besoins des travailleurs. De là découle que la première et principale condition pour réaliser partout la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat, afin de rétablir les syndicats dans leur fonction de défense des intérêts de la classe ouvrière, exige le combat constant pour la démocratie ouvrière. Toute la politique de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne est dirigée pour obtenir que les syndicats subordonnent et disciplinent les travailleurs pour les asservir au capital, en les associant aux plans de destruction fomentés par le capital. Le grand capital tout comme la bureaucratie du Kremlin sont parfaitement conscients tout à la fois que la lutte pour l'indépendance des syndicats est directement dirigée contre l'Etat et de la nécessité d'intégrer les syndicats à leurs plans. C'est un combat politique direct contre l'Etat. Le président du patronat français l'explicitait clairement lorsqu'il déclarait à l'adresse du gouvernement, des capitalistes et des dirigeants :

*« Rien ne peut se faire sans l'accord des syndicats. »*

Rien ne peut se faire sans l'accord de la social-démocratie et des staliniens qui, dans chaque pays, s'associent aux plans anti-ouvriers, de concert là où ils ne sont pas au pouvoir, en légiférant là où ils sont au pouvoir. Sous des déno-

minations diverses, « Pacte social », « consensus », ils facilitent et organisent au compte de la bourgeoisie la politique d'intégration des syndicats à l'Etat. De là découle la nécessité d'organiser une lutte implacable contre le stalinisme et la social-démocratie qui, de toutes leurs forces, s'opposent en entravant l'activité indépendante du prolétariat en cherchant à « soumettre les syndicats à l'Etat bourgeois », en voulant « lier le prolétariat par l'arbitrage obligatoire et toutes formes d'interventions policières » (Pacte social, consensus, législation anti-grève, etc.), ainsi que le dit le Programme de la IV<sup>e</sup> Internationale adopté en 1938 et dont le point consacré à l'URSS et aux tâches des trotskystes appelle à l'organisation et à la « lutte pour la liberté des syndicats ».

Nous ferons nôtre ce qu'écrit Trotsky sur cette question politique centrale du combat pour l'indépendance de classe du prolétariat, dont la lutte pour l'indépendance des syndicats est une composante fondamentale. Ce combat est celui de l'aide organisée pour des syndicats « organes de la révolution prolétarienne », Léon Trotsky précisant :

« Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale est non seulement le programme d'activité du parti, mais dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale. »

Et pour aider le prolétariat afin qu'il puisse réaliser son indépendance de classe, c'est la lutte implacable contre les agents de l'impérialisme, contre le social-impérialisme et la social-démocratie, contre les partis liés à la bureaucratie du Kremlin, tous passés, répétons-le, « définitivement du côté de l'ordre bourgeois ».

Le « Programme de transition », équivalent au programme d'action du parti, est programme international de la révolution socialiste, devant être, dans chaque conjoncture et relation de forces de la lutte de classe internationale, « internationale dans son fond, natio-

nale dans sa forme ».

---

### III ter.- QUELQUES ÉLÉMENTS DE LA CRISE DES ORGANISATIONS TRADITIONNELLES

---

11.- Nous donnons ici quelques indications sur certaines manifestations de la crise des organisations liées à l'appareil stalinien international.

Les années 1980 ont vu s'approfondir la crise de toutes les organisations liées à l'appareil stalinien à l'échelle internationale. Cette crise plonge ses racines dans la contradiction — qui est allée en s'aiguissant du fait de l'aggravation de la crise de la bureaucratie du Kremlin elle-même et de la manière dont, dans cette crise, Gorbatchev s'appuie directement sur le soutien de l'impérialisme — entre la politique des différents PC, directement tournée contre les aspirations de la classe ouvrière, et la base ouvrière de ces partis, en particulier dans le mouvement syndical, qui cherche la voie du combat contre les plans capitalistes et qui, dans cette recherche, se heurte à la politique des dirigeants staliniens.

Tirer de l'affaiblissement des différents PC la conclusion qu'ils sont désormais appelés à jouer un rôle secondaire dans chacun des pays serait gravement méconnaître la réalité, à savoir que, par essence, l'appareil du Kremlin et ses différentes agences nationales sont appelés à occuper une place centrale dans le dispositif de la contre-révolution. Ce qui donne leur place aux PC, c'est l'existence de l'URSS et la crise de la social-démocratie mondiale que n'annule pas la prédominance temporaire de partis sociaux-démocrates nationaux dont les « succès » sont d'ailleurs eux-mêmes reliés aux conséquences de la politique stalinienne.

Il est cependant un fait incontestable : en Grèce, en Espagne, en France et aussi dans d'autres pays d'Europe, des centaines de milliers de militants et de cadres ouvriers ont quitté les PC dans

les cinq dernières années, sans pour autant renoncer au combat politique.

Comment ces processus peuvent-ils s'inscrire dans le combat pour la conférence mondiale ouverte, c'est-à-dire pour la reconstitution de la classe ouvrière sur un nouvel axe ? Examinons à ce sujet ce qui se passe en Espagne, en France et en Grèce (un complément devra être rédigé sur d'autres pays).

**a) Que s'est-il passé durant les dix dernières années dans le PC espagnol ?**

A partir de 1977, avec la signature du pacte de La Moncloa, le PCE prend entre ses mains la défense du gouvernement Suarez avec un pacte politique et social destiné à briser le large mouvement de grève, et soutient de façon réitérée la politique répressive du régime contre le peuple basque.

Carrillo réalise son congrès, « *en rupture avec le léninisme* », d'ouverture à la politique d'unité nationale en défense de la monarchie. Une petite fraction pro-soviétique abandonne alors le PCE.

Lors des élections de 1982, le PCE a attaqué frontalement le PSOE pour permettre le maintien au gouvernement de l'UCD (du successeur de Suarez). Le PCE a été largement battu et a perdu 50 % des voix par rapport aux précédentes élections. Après ces élections, Santiago Carrillo démissionne, un secteur rénovateur abandonne le PCE en direction du PSOE, et un nouveau secrétariat du PCE se constitue dirigé par Gerardo Iglesias. Peu de temps après, Santiago Carrillo et ses partisans sont expulsés du PCE et constituent le PC-Unité communiste, parallèlement, les pro-soviétiques dirigés par Ignacio Gallego constituent le PCPE. Les trois partis dans lesquels se divise le PCE à partir de 1983-1984 n'organisent qu'un militant sur dix du PCE de 1976 (avant la signature du pacte de La Moncloa).

Le PC d'Iglesias essaie de surmonter cette situation à partir du référendum sur l'OTAN de mars 1986 et forme la coalition Izquierda Unida (Gauche unie) avec des écologistes, des carlistes, un

petit groupe socialiste. En 1987, Moscou exige du PCPE qu'il s'intègre à la coalition de la Gauche unie, à la suite de cela, toute une série de dirigeants et de militants rejettent cette intégration et forment d'autres partis comme le Parti communiste basque, le Parti communiste de Valence et des Collectifs de Cantabrique et d'Andalousie.

La récente signature du nouveau pacte anti-terroriste par le PCE au nom de la Gauche unie a alimenté de nouvelles frictions entre les différentes fractions du PCE ainsi que dans le congrès même de la confédération syndicale des Commissions ouvrières.

Dirigeants et militants qui se sont dégagés de cette crise participent avec les militants trotskystes d'Espagne aux différentes initiatives sur le terrain syndical et politique et appellent au rassemblement européen du 24 janvier à Paris.

**b) La crise du PC français, la question des rénovateurs**

La première hémorragie militante significative du PCF dans la dernière période date des années 1977 à 1981. C'est à cette époque que le PCF perd conjointement une fraction importante de son électorat et plusieurs dizaines de milliers de militants. Les années 1977 à 1981 sont celles où, ouvertement aux yeux de millions de travailleurs, la direction du PCF, à la suite des dirigeants du Kremlin, choisit comme candidat Giscard, candidat des capitalistes, contre Mitterrand, dans une situation où l'aspiration générale à en finir avec la politique anti-ouvrière se cristallisait dans le vote pour Mitterrand. Dans une campagne politique de division rarement égalée, la direction du PCF sous la houlette de G. Marchais va tout faire pour que Giscard reste en place. Giscard sera battu et avec lui, non seulement la politique du PCF, mais le PCF lui-même.

Ce grave revers du PCF verra s'éloigner des milliers de militants qui, pour une part resteront à l'écart de la vie politique, et pour une fraction limitée mais

non négligeable suivront Fiszbin (ancien membre du CC) et rejoindront le PS.

L'effondrement électoral du PCF n'a fait, depuis lors, que se confirmer et se développer. La constitution du gouvernement d'Union de la gauche, avec quatre ministres du PCF dont C. Fiterman, ministre d'Etat de 1981 à 1984, a bien évidemment accéléré le phénomène de désaffection grandissante de larges couches de travailleurs (phénomène qui a également affecté le PS à partir de cette date). La direction du PCF se coulant dans le moule des institutions réactionnaires mises en place par de Gaulle, mettant en œuvre, conjointement avec le PS, des mesures toutes plus anti-ouvrières les unes que les autres, à commencer par le plan d'austérité de Delors en 1982, les pires attaques anti-ouvrières portent le nom des ministres PCF : stades **Rigout** organisant la surexploitation de la jeunesse, loi **Ralite** asphyxiant les hôpitaux, réforme **Le Pors** faisant éclater la fonction publique, mesures **Fiterman** aboutissant à des milliers de suppressions d'emploi de cheminots, etc.

La sortie des membres du PCF du gouvernement, en 1984, non seulement n'a pas stoppé ce phénomène d'érosion systématique, mais, à l'inverse, a vu se développer, à une échelle sans précédent dans le PCF, une crise politique qui traverse tout le PCF, du comité central aux cellules, sans épargner aucune des fédérations ni des différents secteurs d'activité. Cette émergence d'un courant ayant la sympathie de plusieurs dizaines de milliers de militants ou d'ex-militants du PCF, qui s'exprime également fortement au sein de la CGT comme dans certains syndicats enseignants dominés par des militants du PCF, est appelée « **renovateurs** ». Son principal porte-parole est Pierre Juquin, membre du comité central du PCF depuis 25 ans, démissionnaire en 1987.

Plus qu'un véritable courant homogène (bien qu'il tende à s'organiser au plan national), il faut considérer les **renovateurs** comme une « **nébuleuse** » politique.

D'une part, la rupture avec le PCF de cadres et de militants est indiscutablement une rupture de « gauche », dans la mesure où ce qui l'a d'abord motivée, dans la plupart des cas, c'est l'incompréhension, puis la condamnation de la politique menée contre les travailleurs par les ministres et députés du PCF alliés à ceux du PS. De plus, le retour à la politique de division après 1984 ne recueille pas plus l'adhésion de ces militants, qui ne se satisfont pas de la seule condamnation de la politique du « *gouvernement socialiste* » (les dirigeants du PCF s'employant à minimiser, voire à « **gommer** » leur participation au gouvernement).

Mais d'autre part, les références théoriques, idéologiques et politiques des porte-parole de ce mouvement non seulement restent marquées par celles du PCF, mais, pire encore, en ont retenu ce qu'elles ont de commun avec le PS, les autogestionnaires liées à l'Eglise, etc.

Aujourd'hui en France, une question centrale de la lutte des classes est celle de la Sécurité sociale qui cristallise les conquêtes ouvrières arrachées au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. A ce sujet, notons que la « *coordination des renovateurs* » parle « *de repenser le système de protection sociale* », ce qui ne la distingue guère, ni de G. Marchais, ni des ministres Séguin (RPR) et Dufoix (PS), et est en contradiction avec toute la politique fondée sur la défense sans concession des conquêtes et acquis ouvriers.

Comment les trotskystes abordent-ils ce phénomène ? Le rapport au XXXII<sup>e</sup> Congrès du PCI, après l'étude du document constitutif des « **renovateurs** », a posé la question en ces termes :

*« Fondamentalement, ce document se situe sur le terrain de l'Union de la gauche renovée, tout en déclarant vouloir faire le bilan des fronts populaires depuis 1936, sans d'ailleurs fournir des explications, encore moins des réponses de classe. Il y a donc là des contradictions majeures d'un regroupement fragile et composite, pour lequel sont ouvertes diverses possibilités : soit être*

absorbé par le Parti socialiste suivant le cours Fiszbin — auquel cas, le « courant des rénovateurs » sera sans avenir et sombrera dans la recherche de postes électoraux qui leur soient concédés par les dirigeants du PS. Toute la politique de Marchais est d'ailleurs orientée pour les pousser dans cette voie (voie qu'à cette étape, les rénovateurs disent vouloir écarter). Soit s'engager dans la voie que leur propose Krivine sur l'impasse renouvelée de « l'unité des révolutionnaires » comme force d'appoint... au PCF (...). »

En fait, c'est dans l'acceptation du cadre des institutions anti-démocratiques de la V<sup>e</sup> République que Juquin se présente comme candidat situé « au-dessus des partis ». Dans cette mesure, il pousse les rénovateurs dans les bras du PS et facilite le travail de la direction du PCF cherchant à juguler la crise interne et, au-delà, celle de son électorat en expliquant qu'en dehors du PCF et de la « social-démocratie », rien n'existe, pas d'issue possible.

« Une troisième possibilité est ouverte, poursuit la résolution du congrès, celle de la constitution d'un "deuxième PC" à l'image de ce qui se passe en Grèce (en Espagne aussi, mais sur un autre registre). »

En tout état de cause et sans s'orienter à partir d'un pronostic *a priori*, les militants trotskystes, qui construisent à égalité avec d'autres militants le MPPT, ont dans cette situation un rôle actif à jouer.

Il est évident qu'aujourd'hui, bien que la situation ne soit pas figée, une pression accrue de toutes les forces politiques — chacune à leur manière — s'exerce sur cette nébuleuse, sur ce courant « composite et fragile » que constitue le courant rénovateur, cherchant à le faire rentrer dans le « décor » établi par les appareils, c'est-à-dire dans l'acceptation du cadre institutionnel, cadre qui fixe les règles du consensus politique (à l'intérieur ou à « l'extérieur » de la cohabitation), et ce afin de chercher à « fixer » ce courant jusqu'aux élections, par conséquent de jeter les bases de son intégration au len-

demain des élections. Le contenu de la pression pour que « Juquin se prononce pour le désistement en faveur du candidat de la gauche le mieux placé », etc., n'a d'autre signification que de chercher à réaliser — contre la construction d'un pôle indépendant pouvant, avec d'autres, opérer la jonction avec le MPPT — la cristallisation politique des rénovateurs sur une base centriste du type PSU, combinant « l'unité des révolutionnaires et des autogestionnaires » avec l'alignement de fait sur le PS avec pour conséquence de bloquer le mouvement vers la gauche de milliers de militants et de cadres ouvriers.

En ce sens, en soulignant que le MPPT n'est pas un parti mais un mouvement qui se fixe l'objectif de construire un authentique parti des travailleurs, les militants du PCI poursuivent en l'élargissant encore le travail engagé depuis plusieurs mois en faisant jouer à *Informations ouvrières* son rôle d'organe du MPPT, tribune libre de la lutte des classes, donc en ouvrant systématiquement ses colonnes aux militants ou ex-militants du PCF, notamment ceux qui se réclament du courant rénovateur mais, bien sûr, pas exclusivement, en multipliant les actions pratiques à tous les niveaux : local, départemental, national, en défense des droits et acquis ouvriers (Sécurité sociale, etc.), en organisant, sous des formes variées, pour préparer le congrès du MPPT et ensuite, la discussion la plus ouverte sur la démarche politique du MPPT, les quatre points constitutifs de la Charte et du mouvement lui-même, ceci pouvant se réaliser de différentes façons : assemblées, conférences, meetings, etc., mettant au centre des discussions le problème de construire un authentique parti des travailleurs, de l'actualité de cette question, des moyens à mettre en œuvre, de la méthode à utiliser, et cela en relation avec les développements de la crise qui sourd au sein du PS, crise non moins profonde que celle du PCF.

En ce sens, même l'annonce de la candidature de Juquin — sur une base établie en commun par certains rénova-

teurs et par Krivine, Assouline, Scornet (du PSU), sur une ligne d'adaptation au Front populaire — ne saurait faire obstacle à la libre discussion avec le MPPT qui propose de présenter Pierre Lambert. La participation de dirigeants en vue des renovateurs à des assemblées-débats avec le MPPT en témoigne. La bataille politique pour la libre discussion dans le cadre de la démocratie ouvrière entre toutes les composantes du mouvement ouvrier est en effet la condition première pour aider à la recomposition du mouvement ouvrier sur le terrain de son indépendance de classe.

### b.- La situation en Grèce

Le PASOK (Mouvement socialiste pan-hellénique), au gouvernement depuis novembre 1981, est en train d'épuiser le soutien que lui avaient donné les masses. Il a déjà perdu une bonne part de son appui social chez les travailleurs et la petite-bourgeoisie.

Les liens du PASOK avec la classe ouvrière n'étant pas historiques, la crise de ces relations prend une forme particulière. L'appareil du PASOK s'identifie de plus en plus avec l'appareil d'Etat.

Au cas où des élections anticipées avaient lieu, l'éventuelle perte de la majorité par le PASOK ouvrirait la perspective d'un gouvernement de coalition. Pour répondre à cette nouvelle conjoncture, des forces politiques nouvelles sont créées.

Le PC de Grèce (pro-Moscou) en particulier s'est tourné vers le soutien à une telle issue. Ce parti a réalisé un tournant tactique après les élections municipales d'octobre 1986 et est passé de la confrontation directe à la critique nuancée envers le gouvernement. Il avance aujourd'hui la constitution d'un front de coalition de gauche dans le but de bloquer la crise du régime et d'empêcher l'évolution de forces comme le MSSOE (Mouvement socialiste des ouvriers et des employés) et le PC de Grèce Intérieur — Gauche renovatrice.

Dans son dernier congrès, en avril 1987 (le XII<sup>e</sup> Congrès), le PC de Grèce

a empêché l'avènement à la direction des éléments les plus directement proches de Gorbatchev, et le secrétaire général Florakis est même allé jusqu'à déclarer que le terme « nouveau » était un mot dégoûtant pour lui. D'autres forces, comme la majorité — à la tête de laquelle est Kirkos — de l'ancien PC Intérieur, issu d'une rupture déjà ancienne avec le PC de Grèce (pro-Moscou), se préparent à une solution de ce type. Lors de son congrès (22-26 avril), le PC Intérieur a proclamé un nouveau parti — la Gauche grecque — apportant son soutien à une solution de gouvernement de coalition. P. Juquin, le renovateur du PCF, a participé à ce congrès en saluant la formation de ce parti.

Dans le PC Intérieur, la fraction Baniyas (29 membres du CC sur 79) a réalisé une conférence au mois de mars, prenant le nom de PC de l'Intérieur-Gauche renovatrice. Il revendique une force organisée de 3 000 militants et une organisation de jeunesse d'un millier de membres.

Donnons quelques éléments sur ses positions politiques actuelles :

*« Les réformes en URSS. Pour nous, le processus et la lutte à l'intérieur du mouvement communiste et ouvrier international présentent un intérêt particulier. Les idées du courant communiste renovateur sont les seules qui peuvent faire sortir les partis communistes du danger de décadence, et renouveler pour des milliers d'hommes l'aspiration au socialisme et au communisme. »*

*Les réformes entamées par Gorbatchev en URSS sont un processus important et intéressant. Elles sont une réaction face à l'épuisement de la force d'attraction et le dépassement du modèle du socialisme réel, elles sont une réponse face à la crise sociale profonde, universelle et globale en URSS et elles sont une réponse aux impasses du système politique du parti autoritaire, despotique, bureaucratique, exploiteur, sclérosé.*

*Pourtant, les changements avancés aujourd'hui ne semblent pas toucher les fondements sur lesquels a été construit*



depuis des décennies le système de pouvoir dans la société de type soviétique (manque de participation et de contrôle des décisions politiques par le peuple, domination de l'Etat et des appareils de répression sur la société, système de gouvernement politique basé sur le système du parti unique et le manque de pluralisme, etc.). Ainsi la question est de savoir si ces changements vont ouvrir un processus de renouveau politique et social essentiel, s'il y aura des ruptures profondes avec le système politique de gouvernement existant, avec les intérêts qui l'ont édifié et le maintiennent en place. Rien n'est certain, car les forces qui réagissent contre les changements sont encore puissantes et tout dépend de savoir si le phénomène de « perestroïka » dirigé d'en haut va devenir un processus de renouveau révolutionnaire d'en bas. Si cela n'a pas lieu, les réformes et changements d'en haut, qui ont surtout un caractère technocratique et fonctionnel, risquent de dégénérer. Si des processus de participation active des masses à la politique ne s'ouvrent pas, ou bien Gorbatchev sera assimilé par le système, ou bien il sera renvoyé. (...).

#### **Des problèmes du gouvernement et du pouvoir.**

Notre position ne vise pas à la participation aux solutions gouvernementales dans les rapports de force actuels, parce qu'une telle proposition, même si elle se présente sous un aspect radical, reproduit les mêmes impasses et conduit à la cogestion du système ; nous luttons pour la formation d'un nouveau bloc des forces politiques et sociales qui ouvriront par leur lutte la voie à la transformation socialiste. En conséquence, nous ne voyons pas le problème du pouvoir en termes de gouvernement, mais en termes de rapports sociaux et de classes, en termes d'un processus révolutionnaire unique et ininterrompu. Nous luttons d'abord dans la société pour changer les rapports de forces sociaux et politiques en faveur des forces du socialisme.

La participation de ces forces au gouvernement ne saurait les intéresser qu'en temps qu'elle surviendrait à travers une vague de luttes large et massive des masses, à travers des réformes et des changements structurels dépassant

le cadre du système, de telle sorte que, depuis leur place au gouvernement, elles accélèrent, achèvent et garantissent les processus de la transformation socialiste de la société. »

Comme on peut le voir, nombre de confusions ne sont pas dissipées. Mais la discussion est largement ouverte.

Ce parti prépare un congrès avant la fin de l'année et il y a la possibilité que d'autres forces politiques, sur la base du respect des différentes positions, s'unifient. Par exemple, le droit de tendance avait été réclamé au sein du PC Intérieur.

Il semble que toute une série de positions politiques soient en discussion, dont leur ancienne position favorable au Marché commun. Signalons que ce parti avait décidé d'envoyer une délégation officielle à la Conférence de Caracas.

Quelle est l'attitude des trotskystes à l'égard de cette organisation ?

Pour les trotskystes, il s'agit, dans le respect des règles qui régissent la discussion démocratique au sein de l'organisation, d'aider l'ensemble de l'organisation à clarifier un certain nombre de points :

a.- Le combat pour dépasser l'origine, le caractère et le cadre du parti avec l'unification d'autres forces dans le but d'un véritable parti ouvrier socialiste indépendant. Il y a des forces et des dirigeants au PC Intérieur qui sont sur cette orientation.

Dans ce processus, on ne saurait ignorer la place du MSSOE (Mouvement socialiste syndical des ouvriers et des employés) issu de la crise du PASOK et qui regroupe environ 300 anciens dirigeants syndicaux du PASOK, dont l'ancien président de la CGT.

Cette organisation s'oriente vers la construction d'un nouveau parti ouvrier. Ses positions actuelles restent très syndicalistes. Mais la fusion représenterait un renforcement de ses positions de classe et anti-staliniennes. Le PC Intérieur reste un groupe avec une

intervention et une présence faible, dans la classe ouvrière.

Il y a aussi la possibilité d'intégrer à ce processus un ancien groupe maoïste EMMÉ (Mouvement communiste révolutionnaire grec) en pleine évolution et très ouvert.

b.- Un des axes politiques principaux est d'avoir une position claire par rapport à la concrétisation d'une politique de front unique, et en particulier la lutte pour l'indépendance syndicale, contre le contrôle de l'Etat et du PASOK sur le mouvement syndical et la politique du PC grec (pro-Moscou).

Face à l'offensive de « front de coalition de la gauche » du PC grec, il faut donner une réponse positive au point antérieur.

c.- Les militants trotskystes agissent publiquement et loyalement, sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour aider à définir une ligne par rapport aux institutions et au gouvernement à partir des axes généraux d'indépendance, d'unité et de démocratie.

#### IV.- LE COMBAT POUR LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

12.- Ce qui distingue et constitue la justification théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est que combattant pour la révolution mondiale, elle proclame la nécessité de construire des partis révolutionnaires pour, dans chaque pays, aider les masses exploitées et opprimées, à travers les transitions propres, à réali- sers la République des conseils.

Ce qui distingue et justifie le combat pour la construction dans chaque pays du parti mondial de la révolution socialiste, c'est la constatation de la faillite de l'impérialisme, qui avec l'appui de ses agences social-démocrate et stalinienne, entraîne l'humanité dans la décadence et la ruine.

Ce qui distingue et justifie le combat pour la construction dans chaque pays de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale reste basé sur l'analyse fondant la crise révo-

lutionnaire mondiale qui secoue tous les pays, tous les continents, ce sont les thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès du PCI (1972) adoptées par l'Internationale, précisant le contenu de la « nouvelle période de la révolution : l'imminence de la révolution et le tournant de la situation mondiale » :

*« La période de l'imminence de la révolution est une étape de l'ère des guerres et des révolutions. Elle ne constitue en aucune façon, ni d'aucune manière, une période qualitativement nouvelle de l'ère des guerres et des révolutions. Il ne s'agit en aucun cas d'un dépassement de l'impérialisme dans on ne sait quel néo-capitalisme ou capitalisme monopoliste d'Etat — qualification donnée par les petits bourgeois révisionnistes de tout poil (pablistes, sociaux-démocrates ou staliniens) capitulant devant les tâches révolutionnaires de notre époque. La période de l'imminence de la révolution concentre le plein développement de toutes les contradictions et de toutes les tendances de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.*

*Il est également indispensable de saisir comment cette nouvelle période de l'ère des guerres et des révolutions rassemble dans son sein toutes les conditions et contradictions antérieures — mais sur une autre dimension. En effet, à l'intérieur de la période de l'imminence de la révolution qui s'amorce, toutes les contradictions de la situation passée (qui tendent à se dépasser) mais qui n'ont pu trouver leur solution historique continuent à s'exprimer, donnant ainsi son contenu vivant à la nouvelle situation politique. »*

La caractérisation suivante dégage la signification des thèses :

*« 1.- La crise de décomposition de l'impérialisme a atteint un stade où elle tend à se transformer dans chaque pays, y compris aux USA, en une crise de la domination de classe de chaque bourgeoisie. Mais la crise de domination de classe des bourgeoisies de chaque pays aboutit à la concentration des problèmes posés par cette crise dans les principaux pays de l'Occident, et en particulier en Europe, qui devient ainsi l'enjeu de l'imminence de la révolution.*

2.- La crise conjointe de la bureaucratie stalinienne a atteint le seuil où, après s'être exprimée dans les pays de l'Est, en Chine, le processus de la marche en avant de la révolution politique menace de déferler en Union soviétique même.

3.- L'impérialisme mondial, et particulièrement son chef de file, l'impérialisme US, et la bureaucratie du Kremlin, conscients de l'enjeu immédiat de la lutte des classes internationale, tendent à unifier leurs forces et leurs politiques contre la révolution. Mais à la différence des accords de Yalta en 1944, la bureaucratie de Moscou n'est plus dans la situation où, pour conduire sa politique contre-révolutionnaire d'accord avec l'impérialisme, par l'utilisation de la pression révolutionnaire des masses, elle pouvait conserver une pleine autonomie. La révolution politique qui s'annonce en Union soviétique, la ferme volonté de l'impérialisme de ne pas céder à l'utilisation de la pression de la lutte des classes internationale conduisent la caste contre-révolutionnaire du Kremlin à accepter que la direction de la lutte contre-révolutionnaire soit confiée à l'impérialisme US.

4.- Le prolétariat international et dans chaque pays, en dépit des échecs dont aucun n'a eu un caractère décisif, non seulement garde intact son potentiel de classe, mais est conduit, en relation avec l'approfondissement des conditions objectives, à engager des combats dont l'enjeu est directement le pouvoir. »

Le paragraphe suivant condensait et dégagait le sens du développement de la révolution :

« La période de l'imminence de la révolution doit donc être saisie comme la période où se concentrent dans le secteur décisif de l'évolution historique — où le capitalisme a atteint son stade le plus élevé de son développement, d'abord en Europe et ensuite aux USA — toutes les contradictions du système de la propriété privée dans l'impasse. C'est la période où le processus révolutionnaire mondial tend de nouveau à s'unifier, mais sur une base historique plus élevée. »

13.- Le combat pour la reconstruc-

tion-reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale est entièrement justifié car, si grandes que paraissent les difficultés à tel ou tel moment, il ne saurait être question de renoncer à accomplir le travail d'organisation méthodique, persévérant, sans défaillance, de construction de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale dans chaque pays, sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce qui justifie le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est la crise de dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale provoquée en 1950-53 par le pablisme ayant remis en cause le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cf. Pablo :

« La bureaucratie stalinienne placée dans les conditions de la guerre froide sera contrainte de réaliser le socialisme à sa manière. »

Position révisionniste, qui confie à la bureaucratie stalinienne et à ses agences nationale (les PC) la tâche de réaliser le socialisme dans des « siècles de transition », remettant en cause, avec tout l'enseignement du marxisme, la justification de la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938, à partir de l'analyse marxiste impulsée par Léon Trotsky depuis 1933, consacrée à la trahison définitive des directions de l'IC et des PC.

La validité du programme a été entièrement confirmée par les événements historiques depuis 1938.

Sous cet angle, le programme, réalisant l'unité de la théorie et de la pratique, reste l'instrument indispensable pour la construction de l'Internationale et des partis révolutionnaires, indispensable pour aider le prolétariat, au niveau international et dans chaque pays, à l'accomplissement de ses tâches historiques. Mais sous la pression d'un ensemble de facteurs, que nous analyserons dans le point consacré aux crises de la IV<sup>e</sup> Internationale, le SU révisionniste a détruit la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation mondiale centralisée.

Résumons la position de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) sur la question de la reconstruction, en relation avec les documents adoptés depuis une trentaine d'années :

« *Le pablisme en 1950-52, en capitulant devant le stalinisme, a détruit la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation. Mais les événements, durant les 48 années qui ont suivi son adoption, ont soumis le programme trotskyste à l'épreuve des faits. Aucun de ces événements depuis 1938 n'a contrarié les principes du programme qui seul, quelles que soient les erreurs que l'Internationale après la mort de L. Trotsky et jusqu'en 1945, et nous-mêmes avons pu commettre, a permis de rendre compte de l'évolution historique. Non seulement le programme a été vérifié, mais sur la base de ses principes marxistes, nous avons pu dégager, certes après maintes discussions et erreurs momentanées surmontées par la discussion, des analyses conformes aux nécessités de l'intervention pratique dans la lutte des classes.*

*Le SU pabliste a renoncé à la tâche de construire la IV<sup>e</sup> Internationale en capitulant devant le stalinisme, il a été amené à abandonner le Programme de transition, qu'il considère comme un « torchon », cela afin de camoufler son passage définitif comme agent subalterne des appareils contre-révolutionnaires. Est-ce là forcer ? Il suffit de signaler qu'après avoir abandonné ce qui constitue l'axe fondamental qui justifie scientifiquement la Révolution permanente, à savoir le fait qu'à l'époque de l'impérialisme les forces productives ont cessé de croître, étouffant dans le carcan de la propriété privée et de l'Etat national, le principal théoricien (charlatan), Mandel, s'est mis à découvrir la naissance de « nouveau impérialismes » (Iran, Brésil) ! De telles pseudo-théories, camouflées sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui signifient un ralliement pur et simple à la bourgeoisie, ont causé et causent encore des préjudices immenses à l'Internationale, et partant, à chacune des organisations qui se réclament du Programme de transition, y compris des organisations nationales affiliées au SU. La IV<sup>e</sup> Internationale proclamée en 1938 sous l'impulsion de L. Trotsky a été détruite*

comme organisation par le pablisme.

*Mais le Programme de transition est intact, vivant, dans des organisations qui combattent pour construire des partis révolutionnaires de la IV<sup>e</sup> Internationale dans chaque pays. Et "le programme, c'est le parti", et le programme c'est aussi l'Internationale. Le programme, c'est l'unité de la théorie et de la pratique dans les tâches du combat pour résoudre la "crise de la direction révolutionnaire du prolétariat". »*

14.- Avant d'aborder les relations entre le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et pour une conférence de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, il nous faut examiner les problèmes — qui sont liés — du combat pour la conférence ouverte.

Une résolution adoptée par la session du 11 octobre 1984 du Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) définit le cadre :

« *En effet, depuis 1962, la section française avait défini, dans un texte sur la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, que :*

« Les problèmes posés par la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu'une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international unifié. Il nous apparaît toutefois nécessaire, dès maintenant, de souligner que conformément à l'expérience de l'IC, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles appropriées devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est bien entendu intangible ; ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale des tendances ouvrières révolutionnaires qui ont avec ce programme des désaccords plus ou moins étendus soit exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont, avant tout, leurs liens avec la classe

ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classes auxquelles elles ont participé." »

Réaffirmé en 1966, lors de la III<sup>e</sup> Conférence du Comité international à Londres, nous avons commencé à discuter plus précisément à partir du texte adopté par le Conseil général et le XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCI : « *Quelques problèmes de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la construction de ses sections dans l'actuelle situation mondiale* ».

Notre action politique en vue de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut être abstraite des rapports réels qui existent à l'intérieur de la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier international doit se reconstruire entièrement sur un nouvel axe dont la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme fournissent le cadre, au cours d'un processus qui sera obligatoirement complexe et non linéaire. Il est indispensable de mettre en avant, de proposer des formes de discussion et d'organisation qui, tout en renforçant les organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), permettent de discuter et de s'associer, en vue d'actions politiques précises, avec les militants et organisations qui se dégagent du contrôle des appareils sans pour autant adopter les principes de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La tâche du Conseil général apparaît ainsi définie dans le document précité :

*« Si donc le Conseil général estime que les conditions se réunissent pour une telle initiative, sans aucun doute, la possibilité de centraliser activement le travail pour la convocation de cette conférence ouverte constituerait un levier pour avancer, pour toutes les sections, dans la construction de partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans les conditions spécifiques de chacun de ces pays. Ce combat sur cet objectif fournirait une puissante impulsion pour l'intervention de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et ses sections dans la crise du SU et des organisations affiliées au SU.*

*La stratégie internationale de la Conférence mondiale ouverte est basée sur*

*la compréhension que tous les militants, groupes ou partis du mouvement ouvrier qui se détachent ou qui se détacheront sur une ligne progressive du stalinisme et de la social-démocratie ou des organisations nationalistes petites-bourgeoises ne sauraient non seulement d'emblée s'organiser dans la IV<sup>e</sup> Internationale, mais encore, ces processus de rupture seront très certainement successifs, sur un cours historique que sera rythmé par la marche de la révolution prolétarienne et de ses victoires. » (3).*

Rappelons la méthode du débat pour la Conférence mondiale ouverte. Nous avons toujours basé la lutte pour la conférence mondiale sur un constat : nous, nous sommes la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme, nous ne dressons pas la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme comme un ultimatum vis-à-vis des courants, partis et militants qui se dégagent des organisations traditionnelles. Nous sommes prêts à discuter, loyalement, avec chaque parti, courant ou militant qui rompt avec le stalinisme, la social-démocratie et le nationalisme bourgeois. Nous disons : pour ces partis, pour tout parti, courant, militant qui se place sur ce terrain, l'Internationale est une nécessité. Les faits le démontrent. Nous ne posons pas comme condition l'accord sur la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme. Nous disons qu'il y a des tâches internationales à accomplir pour aider à la révolution contre l'impérialisme et la bureaucratie, combattons ensemble.

C'est précisément avec cette méthode que la session du Conseil général a adopté une résolution présentée par P. Lambert (PCI), Moises Moleiro (MIR du Venezuela) et José Oña (PT du Pérou) (4) décidant de convoquer la Conférence de Caracas.

(3) Extraits d'un document intitulé « *Notes pour la préparation des tâches actuelles de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale* », présenté par Favre, adopté à l'unanimité à la session du Conseil général (11 octobre 1984)... Que de chemin parcouru par Favre, en si peu de temps !

(4) Voir le texte de la résolution Lambert, Moleiro, Oña.

Mais la Conférence de Caracas, qui pour nous représente un pas vers la conférence ouverte, n'est pas la conférence ouverte. Dans cette session du Conseil général où a été adoptée la proposition de tenir la Conférence de Caracas, il était précisé :

« Il faut partir du fait qu'à l'échelle mondiale aujourd'hui des mesures sont imposées par le FMI à tous les pays d'Amérique latine et de l'Europe à travers le Marché commun, et au monde entier. Sur cette base-là, nous avons décidé en Europe une marche à Bruxelles. Nous l'avons dit : la Conférence de Cuba aurait pu être une action positive mais elle est restée sans suite, parce que c'était une conférence de caractère diplomatique. Une initiative sans suite. Alors, tirons les conséquences.

Serait-il possible de convoquer une conférence internationale à Caracas (contre la politique de l'impérialisme traduite par le FMI, qui se traduit en Europe par les décisions du Marché commun) ? Une conférence de mouvements et d'organisations se réclamant du mouvement ouvrier et d'émancipation nationale pour l'annulation de la dette, qui poserait les problèmes de l'indépendance syndicale, contre la flexibilité, etc. Si une telle conférence était possible, elle serait un pas en avant vers la Conférence mondiale ouverte. Comment organiser cette conférence ? Si les camarades en sont d'accord, avec les camarades du MIR, les camarades du PT, et le PCI, nous allons signer une déclaration appelant à la Conférence de Caracas, une déclaration que soutiendra le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cela bien entendu, en accord avec les camarades du MIR et du PT. Cela pourrait prendre la forme d'un appel des représentants des trois partis ici réunis : le PCI français, le PT péruvien, le MIR vénézuélien, qui décident d'appeler à une conférence mondiale pour l'annulation de la dette, contre la politique du FMI, contre les décisions du Marché commun, etc. C'est ainsi qu'avec des pas pratiques, nous pourrions avancer vers la Conférence mondiale ouverte.

Bien entendu, il ne s'agit pas de poser le problème de l'adoption du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale pour

participer à la Conférence de Caracas, mais une telle initiative, parce qu'elle représente un pas pratique — lutter dans son propre pays contre l'impérialisme — est un pas en avant vers l'Internationale... Pour nous trotskystes, pour nous IV<sup>e</sup> Internationale, cette proposition où chaque parti décide librement est un élément fondamental de la marche vers une Internationale qui pour nous est la IV<sup>e</sup> Internationale. »

Dans la discussion sur cette proposition, des précisions sont apportées :

« La conférence ouverte ne peut pas être à l'étape actuelle la conférence de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. La conférence ouverte est une conférence où participeraient des organisations et le Conseil général. Une conférence où nous ne cacherions pas que nous sommes pour le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cela dit, nous n'en ferons pas un ultimatum et ce n'est pas l'accord sur ce programme que nous mettons en discussion, mais la construction de partis ouvriers indépendants de la bourgeoisie et de la bureaucratie. Bien entendu, nous sommes prêts à mettre en discussion le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale avec n'importe quel courant, avec n'importe quel parti. Cela dit, le problème qui est posé est celui d'un internationalisme pratique.

Il est évident que la plate-forme ou l'appel à cette réunion internationale doit être très large. A mon avis, le point le plus fondamental et le plus large de la plate-forme est le combat contre le FMI, contre la politique du FMI, le Marché commun en Europe. Annulation de la dette — et là nous rejoignons la Pologne et le Pérou et toute une série de pays, nous les rejoignons tous — et cela rejoint le combat contre le Marché commun en Europe. Je pense qu'une telle conférence avec des mots d'ordre précis : annulation de la dette, pas de licenciements, etc., nous permettrait d'associer des militants syndicaux, des organisations, etc., y compris des gens qui ne se situent pas sur notre position programmatique commune comme IV<sup>e</sup> Internationale.

La marche sur Bruxelles entraîne toute une série de conséquences à sa suite, pour mener une campagne dans

les entreprises, dans les quartiers, comme levier d'organisation dans chaque pays, pour la lutte des classes dans chaque pays, parce que les conséquences du FMI et du Marché commun sont subies dans chaque pays par le prolétariat de chaque pays. Ce n'est pas simplement une question qui relève d'une discussion — bien qu'il faille avoir les discussions fondamentales — c'est un levier pour l'action politique commune ! Il est évident par ailleurs que le problème au Brésil est qu'une telle initiative, si elle est lancée à l'intérieur du PT, est évidemment un élément de regroupement très large sur cette question. Il est évident que la Conférence de La Havane a été un espoir, elle a été saluée comme quelque chose de positif, mais comme les problèmes d'Etats ont primé, il n'y a eu aucune conséquence pratique. La Conférence de La Havane a disparu dès qu'elle s'est close, c'est pourquoi nous devons dire : "Indépendamment des Etats", et à partir de là, nous posons le problème de l'indépendance de classe, sous une forme très large, du prolétariat. Le combat politique prendra bien entendu des formes particulières dans chaque pays — bien entendu, dans une telle réunion internationale il faudra apporter le soutien au combat du peuple nicaraguayen. Nous devons combattre pour que se dégagent à l'échelle internationale, sans ultimatismes sectaires, les partis avec lesquels l'accord est possible : conférence internationale contre le FMI et la CEE.

En même temps que la conférence de reconstruction est une initiative qui va dans le sens de la conférence ouverte. Nous ne devons pas avoir d'a priori. Il faut le mouvement, le mot d'ordre étant juste : annulation des dettes, pas de licenciements, contre les conséquences de la politique du FMI et du Marché commun européen, dans tous les pays.

Alors, à partir de là, où se place la question de la Conférence internationale de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ? La IV<sup>e</sup> Internationale doit agir en commun pour cette conférence internationale. Pourquoi choisir Caracas comme lieu où se rendraient les organisations ? Pour une raison essentielle : non pas parce que Caracas est

*l'épicentre de l'Amérique du Sud, simplement parce que cela donne la dimension la plus complète, que ne pourrait donner une Conférence à Paris. Cela parce que nous voulons construire dans chaque pays, y compris dans les pays d'Asie ou d'Afrique. Tous ces problèmes sont à discuter.*

*Et une telle initiative n'est pas du tout en contradiction avec l'élaboration propre des trotskystes sur leur propre mouvement. »*

---

#### IV BIS. - ÉLÉMENTS SUR LA SIGNIFICATION DES CRISES DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE.

---

15.- Il faut maintenant, avant d'aborder la conclusion, revenir sur la signification des crises qui ont surgi dans la IV<sup>e</sup> Internationale depuis sa fondation.

La IV<sup>e</sup> Internationale plonge ses racines dans la première révolution prolétarienne victorieuse, la révolution d'Octobre, assurant la continuité avec l'œuvre révolutionnaire de l'IC (Opposition de gauche).

C'est dans l'ère des guerres et des révolutions (et des contre-révolutions) qu'est née la IV<sup>e</sup> Internationale, sur une base théorique qui intègre et généralise l'expérience des luttes de la classe ouvrière internationale, mais à un moment déterminé par les plus grandes défaites.

La formule qui ouvre le texte « *Rien ne démontre mieux, etc.* » est valide dès le début du combat pour la constitution de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il se développe alors une tentative d'écrasement préventif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les coups subis sont terribles — qui culmineront dans l'assassinat de L. Trotsky. Il n'y aura pas que l'élimination de nombreux cadres, il y aura la destruction physique de la section russe. Et cette répression concentrée contre la jeune Internationale s'exerce dans des conditions immédiates marquées par les défaites et les conséquences pour le prolétariat de la débâcle successive, en une

génération, de deux Internationales ouvrières.

Si Trotsky n'identifie pas, bien évidemment, la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale avec sa « construction » comme direction révolutionnaire (dans le « *Manifeste d'Alarme* », il parle de « *décennies* »), cette contradiction entre une organisation internationale constituée « *pour préparer les victoires* » et les conditions (« *les plus grandes défaites* ») dans lesquelles elle est née s'exprime de la manière la plus aiguë dans la période de fondation.

La lutte contre la « *IV<sup>e</sup> Internationale et son programme* » dont parle l'introduction du texte se réfracte au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale par la remise en cause de son programme et de ses principes (révisionnisme).

C'est la signification du cours développé dans la plus forte section de l'Internationale, le SWP, par une large fraction de la direction et des cadres — dont des dirigeants fondateurs de l'Opposition de gauche internationale et de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est une crise majeure qui se noue du vivant de Trotsky qui consacra une part essentielle de son activité, dans la dernière année de sa vie, à défendre l'Internationale, et tout particulièrement ce pilier de son existence qu'est alors sa section américaine, contre une liquidation totale. Ce qui assure cette défense, c'est, avec l'existence des cadres prolétariens du parti, l'existence d'un cadre international, d'une direction internationale dans laquelle Trotsky joue un rôle majeur.

« *Défense du marxisme* » définit le contenu de cette crise : en niant la nature de classe de l'Etat issu de la révolution d'Octobre et investi par la bureaucratie (« *Etat ouvrier dégénéré* »), la minorité du SWP s'attaque à l'un des fondements du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais comme le démontre Trotsky, c'est tout le caractère de l'époque qui est ainsi remis en question, et avec lui la capacité révolutionnaire du prolétariat.

En ce sens (même si les formes et les conditions sont différentes), la crise du SWP à la veille de la Deuxième Guerre mondiale réunit des traits que l'on retrouvera dans d'autres crises majeures de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le programme, c'est la définition des tâches de l'avant-garde prolétarienne fondée sur l'analyse des tendances essentielles de l'époque. Ce n'est ni un catalogue de mots d'ordre que l'on pourrait sélectionner à son gré, ni un parchemin sacré. Remettre en cause le programme signifie affirmer qu'il ne correspond pas à la réalité objective — que l'on n'est plus dans la même période historique que celle qui a présidé à son élaboration.

La défense du programme ne saurait donc être conçue comme une référence abstraite à un dogme figé mais au contraire implique l'élaboration organiquement liée à l'intervention dans la lutte des classes en relation avec les développements de celle-ci qui confirment le *Programme de transition*. En ce sens, c'est la remise en cause du rôle historique du prolétariat et de l'analyse léniniste de l'impérialisme qui sont à la racine — ou constituent la conséquence — de l'abandon du programme.

Le révisionnisme au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale a nécessairement un caractère « idéologique », de justification d'une pratique politique d'adaptation ou de capitulation directes devant des forces étrangères au prolétariat — en dernière analyse, au travers de la soumission aux appareils, à la bourgeoisie.

La disparition de Trotsky, assassiné en août 1940, est un coup terrible pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais comme l'avait affirmé Trotsky, la IV<sup>e</sup> Internationale vit et lutte. Quelles que soient les faiblesses, les erreurs, les crises nationales, au plan fondamental, celui du programme, « *la cohésion qui réside dans la compréhension commune des événements et des tâches* » s'est affirmée internationalement par l'intervention dans la lutte des classes des sections



de la IV<sup>e</sup> Internationale : toutes ont combattu sur la base de l'internationalisme, de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Très vite, la constitution du comité européen puis la reconstitution d'un CEI en sont la preuve.

La IV<sup>e</sup> Internationale telle qu'elle se reconstitue en 1945 est plus forte qu'en 1940. Le cadre d'organisation international qui se met en place a une réalité politique. Mais si la direction internationale bénéficie d'une large autorité, elle ne peut prétendre exercer un rôle de direction identique à celui de Lénine et de Trotsky dans l'IC. Elle cède à une conception administrative (zinoviéviste) de la discipline internationale et par là même elle obère les conditions d'une véritable homogénéisation politique de l'Internationale.

Le contenu idéologique du « pablisme » a été analysé à maintes reprises par notre mouvement ainsi que la place particulière de la crise de 1951-1953 qui a disloqué, sous les coups du révisionnisme liquidateur, le cadre international fondé en 1938 et reconstitué en 1945. Dès 1962, dans une résolution citée par ailleurs dans ce texte, la section française tirait un premier bilan de cette crise et formulait le contenu du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Insistons sur le fait que ce qui donne son caractère destructeur à la crise de 1951-1953, c'est le passage sur des positions liquidatrices de la part de la grande majorité de la direction même de l'Internationale. Ce caractère destructeur tient à ce qu'il brise un cadre d'organisation qui avait exprimé la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale, et la place particulière que tient le PCI dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est par son action d'avoir empêché que cette destruction ne brise la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale. En d'autres termes, contrairement aux assertions de ceux qui abandonnèrent la IV<sup>e</sup> Internationale au début de la guerre et depuis de bien d'autres, la IV<sup>e</sup> Inter-

nationale n'a pas disparu avec Trotsky, elle est demeurée comme une réalité politique vivante inscrite dans la lutte des classes dont les problèmes « internes » ne sont pas séparés des problèmes auxquels le prolétariat mondial est confronté.

Un survol de l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale dément la légende d'une sorte « d'âge d'or » de la IV<sup>e</sup> Internationale du vivant de Trotsky, suivi d'une inexorable décadence après sa disparition. Cette prétendue interprétation de l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections, de leurs combats et de leurs crises, nie précisément ce qui était central dans la pensée et l'action de Trotsky : la réalité de la IV<sup>e</sup> Internationale et sa place. Elle est sans cesse reprise par tous ceux qui renoncent à la IV<sup>e</sup> Internationale ou qui la trahissent pour « excuser » leur abandon ou couvrir leur trahison. C'est ce qui a été repris en écho dérisoire par la fraction Favre au Brésil, ce qu'il faut mettre en rapport avec leur position selon laquelle :

*« Le programme défendu par les trotskystes, qui est le Programme de transition écrit par Léon Trotsky il y a 50 ans, ne garde aujourd'hui aucune différence importante non seulement avec le programme du PT mais principalement avec la pratique du parti forgée au cours des dernières années. »* (Protocole d'intention entre l'Articulation et le courant Favre approuvé par leur rencontre.)

Comme il est dit dans « Quelques enseignements de notre histoire » :

*« Il nous faut aujourd'hui bien saisir le sens de la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale. La proclamation était l'unique moyen de permettre à la classe ouvrière, par l'entremise de "l'avant-garde de l'avant-garde" (Trotsky), d'assurer l'héritage d'Octobre et de résoudre positivement les contradictions, les vicissitudes, les aberrations, les trahisons enfin, qui ne manquèrent pas de se produire, vu la faiblesse du matériel humain ayant à assurer les tâches gigantesques fixées par le programme : la **détermination objective** que constituait pour la conscience de*

*classe du prolétariat mondial la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale permettait seule de fournir aux militants d'avant-garde les moyens de ressaisir le fil de la continuité et des acquis, c'est-à-dire du programme. L'existence même de la IV<sup>e</sup> Internationale était le gage, l'unique gage que l'expérience historique du prolétariat ne se dissolvent pas en une idéologie, par définition étrangère au marxisme, indépendamment des hommes qui, à un moment donné, furent porteurs de ces idées et succombèrent à la pression de la classe ennemie, la IV<sup>e</sup> Internationale toujours vivante fut à même d'offrir le cadre de leur combat pour redonner son sens au programme de la révolution prolétarienne* mon-diale. »

C'est cette tâche qui est aujourd'hui celle de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR). Aujourd'hui, c'est-à-dire dans des conditions profondément différentes de celles dans lesquelles la IV<sup>e</sup> Internationale fut fondée. Dans des conditions avant tout marquées par le mouvement ascendant du prolétariat mondial provoquant la crise naissante de l'impérialisme et celle qui lui est subordonnée de la bureaucratie stalinienne et de ses excroissances historiques, mouvement ascendant qui vérifie dans l'action le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. « Les idées deviennent des forces matérielles quand elles s'emparent des masses. » (Marx). Mais elles ne peuvent devenir pleinement des **forces matérielles** qu'au travers de l'organisation fondée sur ces idées (programme).

Le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière mondiale repose dans son contenu réel (la révolution prolétarienne) toute la question de la démocratie ouvrière, qui se heurte aux appareils bourgeois et tend effectivement à les disloquer et à s'en dégager. En ce sens, le processus de regroupement de la classe ouvrière sur un nouvel axe (la tendance à la constitution de partis ouvriers indépendants de l'impérialisme, de la social-démocratie et du stalinisme) a pour nous (la fraction sélectionnée sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale) un aspect « objectif », ce qui ne veut pas

dire qu'il s'agisse d'un processus spontané. D'abord parce que nous en sommes une composante, ensuite et surtout parce que ce processus ne peut aller à son terme par son seul développement : les partis ouvriers indépendants (ou les tendances à de tels partis) sont des enjeux de la lutte des classes, ils sont nécessairement hétérogènes et soumis aux pressions de la lutte des classes, marqués par l'héritage de la longue domination de ces appareils et menacés par l'inexistence de liens internationaux face aux appareils organiquement liés à l'ordre bourgeois qu'ils défendent.

Tout le développement de la situation (et c'est ce qui fait au sens plein du terme de l'époque que nous vivons celle du *Programme de transition*) met au premier plan la question de la crise de la direction du prolétariat et de sa solution. En d'autres termes, celle de la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation internationale et non comme fédération de sections, comme organisation démocratiquement centralisée sur la base de son programme (et le centralisme démocratique à l'échelle internationale n'est pas la projection de la centralisation d'une section nationale, mais porte sur les questions de principe et les axes stratégiques). C'est de cela qu'il s'agit dans la restauration de la IV<sup>e</sup> Internationale, élément indispensable du combat sur la ligne de la Conférence ouverte.

On sait dans quels termes L. Trotsky, dans « *La Révolution trahie* », condamnait le monolithisme présenté comme vertu du bolchevisme par les fossoyeurs de celui-ci. La IV<sup>e</sup> Internationale reconstituée ou proclamée ne saurait être une organisation monolithique. Mais elle ne peut exister que sur la base d'une homogénéité sur les principes : « trotskysme et révisionisme sont incompatibles » n'est pas une formule générale, mais la détermination la plus concrète de la construction d'une Internationale révolutionnaire indispensable au prolétariat pour vaincre.

Les crises de la IV<sup>e</sup> Internationale, du vivant de Trotsky comme après, ont été

diverses, et souvent le terme recoupe des réalités différentes.

Si l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale est inséparable de ses crises, c'est que celles-ci ne sont pas un phénomène artificiel mais surgissent en relation avec l'intervention des forces de la IV<sup>e</sup> Internationale et les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés nationalement et internationalement.

Il y a eu des conflits au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale du vivant de Trotsky, après son assassinat, pendant la Deuxième Guerre mondiale, dans l'après-guerre, qui parfois ont abouti à des scissions qui n'étaient pas nécessaires (et qui se sont dans certains cas soldées par des réunifications) dues à l'immaturité de la direction, au faible enracinement dans la classe ouvrière, à la force des appareils contre-révolutionnaires, parce qu'elle provenaient de conflits qui ne remettaient pas les principes en cause.

Mais ce qui traçait la frontière, c'étaient les questions de principes soulevées par la lutte des classes (la lutte contre les fronts populaires, la défense de l'internationalisme prolétarien, la IV<sup>e</sup> Internationale).

D'une autre nature sont les crises déterminées par l'abandon du programme (celle du SWP en 1939, la révision liquidatrice de Pablo en 1950).

Du menchevisme, Lénine disait qu'il avait d'abord été un état d'esprit, puis une tendance, enfin une couche sociale. Les circonstances historiques ont fait que dans le cas des courants liquidateurs de la IV<sup>e</sup> Internationale, ces étapes se sont télescopées. Le rejet de la IV<sup>e</sup> Internationale, exprimant la soumission aux appareils bourgeois, a conduit au ralliement politique à ces appareils.

A une échelle dérisoire (ce qui n'ôte rien à sa signification) le départ de Favre, Roch et d'autres illustre cette réalité : la subordination directe à la social-démocratie, au-delà de la haine à l'égard de la IV<sup>e</sup> Internationale, est le dénominateur commun de leur activité en dépit

de la dislocation et des variantes développées au sein du pseudo-regroupement constitué à Caracas.

Comme on peut le constater, dans ce cas comme dans bien d'autres, le véritable caractère et contenu des crises dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale ne réside évidemment pas dans les péripéties subalternes au travers desquelles les protagonistes entendaient camoufler, pour abandonner le combat sur la base des principes et du programme, leurs véritables positions qui bientôt allaient être éclairées. Il ne s'agissait pas d'une discussion — qui eût été et qui est toujours légitime — entre ceux qui estimaient nécessaire d'ouvrir un débat sur la question de combattre sur une perspective de « refondation », « reconstitution » de la IV<sup>e</sup> Internationale, et ceux qui auraient estimé qu'il suffisait de se maintenir sur la seule perspective de « reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ». Il ne s'agissait pas non plus, chacun a pu le vérifier, de questions (légitimes elles aussi) soulevées à partir de la proposition, faite au Conseil général, de convocation de la Conférence de Caracas. Répétons-le, et la preuve en a été administrée par l'activité des différents tronçons du « regroupement » de ceux qui ont déserté la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), il s'agissait de l'abandon du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, de la mise en cause de sa nécessité, de la subordination aux forces étrangères au prolétariat, en particulier à la social-démocratie.

Cette « crise », somme toute mineure, quand on la compare aux problèmes auxquels la IV<sup>e</sup> Internationale a été confrontée depuis sa fondation, devait être néanmoins reliée à ces crises, au combat de la IV<sup>e</sup> Internationale, aux conditions objectives de son combat pour résoudre la crise historique de la direction du prolétariat.

Remarquons simplement pour conclure sur ce point la « parenté » des moyens employés par ceux qui ont déserté la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) avec ceux mis en œuvre dans d'autres tenta-

tives plus sérieuses de liquidation. C'est toujours le même camouflage des positions véritables pour préparer l'abandon du programme et des principes, la fuite devant la discussion réelle, la mise en avant de prétextes organisationnels, le recours à la dénonciation des « méthodes » pour masquer le vide politique et, en désespoir de cause, l'abandon pur et simple du terrain de la discussion, accompagné de bruyantes protestations sur la démocratie de la part de ceux qui excluent en hâte des organisations qu'ils contrôlent les militants défendant les positions de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), et qui refusent tout cadre de discussion.

## 5.- LE COMBAT POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE AUJOURD'HUI

16.- a) Nous travaillons, dans le cadre de la préparation de la conférence mondiale des sections, à un regroupement plus solide de nos forces, en étroite liaison avec la discussion sur le problème de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale) dans l'accomplissement des tâches de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour renforcer la tendance à la constitution de partis ouvriers indépendants sur la ligne de la conférence ouverte.

Nous réunissons la conférence mondiale des sections 6 ans après la conférence qui a constitué la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR). Le Centre international de reconstruction a été formé après la scission criminelle perpétrée par l'ex-Fraction bolchevique du SU. A l'arrière-plan de cette scission, il y avait le refus par avance de reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le CIR s'est donc formé pour reprendre ce combat, et même si à son origine il avait un caractère défensif, le bilan de ces six années (de fait la scission avait déjà eu lieu en décembre 1981) est positif dans le sens où la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et ses sections sont parvenues à

se placer dans la lutte des classes mondiale, en faisant un pas en avant dans la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce ne fut pas une voie royale, mais dans les aspects fondamentaux l'avancée est évidente, sur le terrain de l'élaboration et celui de l'activité organisée à l'échelle internationale. Aujourd'hui les éléments se sont accumulés pour amorcer un tournant dans notre perspective de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

b) Ainsi, nous sommes arrivés à dire dans la déclaration du SI du 3 juin 1987 :

*« Il n'y a pas de muraille de Chine entre une conférence internationale des sections et une conférence mondiale ouverte. C'est pourquoi nous cherchons à associer d'autres forces à la conférence des sections, ce qui sera aussi une preuve de notre capacité à avancer vers la conférence ouverte. Aujourd'hui, non seulement nous pouvons nous donner l'objectif d'associer toute une série de forces à la préparation de la conférence, mais nous pouvons arriver même à des accords de collaboration permanente comme il en existe avec des partis comme le MIR du Venezuela et le PT du Pérou. »*

c) Cela ne résout cependant pas automatiquement la question de la reconstruction de l'Internationale et la construction des sections dans chaque pays sous des formes tactiques différentes suivant les situations objectives et la composition du mouvement ouvrier organisé. Toute avancée dans la construction de ces sections nationales, en même temps que c'est un levier pour la reconstruction de l'Internationale, ne peut aller à son terme s'il n'y a pas une avancée dans cette reconstruction.

Tout d'abord, l'existence des organisations indépendantes à l'échelle internationale — dont la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections font partie — bien qu'obéissant au même phénomène, a un caractère, revêt une forme très inégale et diversifiée.

Nous ne pouvons pas mettre un signe d'identité entre le Mouvement de la Conscience noire avec la place prédominante de l'AZAPO en son sein, et le surgissement du PT du Brésil.

Chaque organisation exige une approche particulière, une analyse appropriée, et non pas une généralisation absurde qui tend à gommer tous les aspects positifs correspondant à la réalité et à la tradition de chaque pays ou région.

Tout d'abord ce phénomène ne se limite pas à un pays ou continent qui serait l'Amérique latine ou l'Afrique, mais c'est un phénomène universel dont les traits communs se réduisent de façon générale à la recherche d'une voie indépendante des vieilles directions, sans pour autant être une volonté affichée, ni bien sûr une garantie.

L'existence de ces organisations pose objectivement non seulement le besoin d'une Internationale, mais donne aussi les bases matérielles pour la construire. Et pour cela nous oblige aussi à resituer le fait que toutes les organisations ne sont pas au même niveau.

d) De ce point de vue, dans l'analyse de ces phénomènes, il faut partir du fait que si d'une part ils correspondent à une ligne générale, dans la plupart des cas ils restent nationalement isolés. Il n'y a pas un mouvement spontané vers la construction d'une Internationale ouvrière de masse, ou même vers la coordination de ces partis à l'échelle internationale. L'action consciente des trotskystes dans le mouvement existant doit permettre de poser à ces organisations la nécessité du combat pour une Internationale.

D'un autre côté, les appareils social-démocrate et stalinien sont encore aujourd'hui le facteur déterminant du contrôle du mouvement ouvrier à l'échelle internationale. D'abord, ils sont organisés internationalement, et mènent une activité constante pour morceler, atomiser ou intégrer ces organisations.

C'est aussi pour cela que la crise des appareils a une influence internationale.

Celle de l'appareil stalinien en premier lieu. Pour des raisons objectives — sa force provient de l'URSS, donc de la révolution d'Octobre — et subjectives — l'existence de partis ou de fractions stalinienne à travers le monde, tirant leur force de leur lien avec Moscou.

Les conséquences de la « perestroïka » en URSS, au-delà des intentions de M. Gorbatchev, sont encore incalculables pour nous. Une chose est claire : l'ensemble de l'appareil est touché par cette crise. Et l'influence de celle-ci peut nous amener à affirmer que ce phénomène est susceptible de réordonner l'ensemble des différenciations existant à l'échelle internationale.

Par exemple, nous disons que le PT du Brésil est un parti ouvrier indépendant du stalinisme et de la social-démocratie. Pour le PT, maintenir son indépendance l'oblige à une clarification des tâches politiques qui en dernière instance ne peuvent venir que d'une lutte consciente pour l'Internationale.

e) Mais pour nous, ce qui est en train de se passer en Union soviétique pose une autre question. Le mouvement qui a donné naissance à la IV<sup>e</sup> Internationale, à sa proclamation en 1938, avait comme composante essentielle, comme pilier, la section soviétique. Malgré l'écrasement physique, l'extermination d'une bonne partie de ses membres dans la vague répressive de 1936-37, Trotsky représentait à lui seul cette continuité !

Une des conséquences de ce qui se développe en Union soviétique aujourd'hui, c'est la possibilité (les premiers pas pratiques dans ce sens ont déjà été faits), pour la première fois depuis l'assassinat de Trotsky, de renouer avec les origines historiques de notre mouvement, c'est-à-dire la construction d'une section soviétique de la IV<sup>e</sup> Internationale. Aboutir à ce résultat ne peut pas être le produit mécanique de la décomposition de l'appareil

stalinien ou celui du seul effort des trotskystes soviétiques, mais a des conséquences qualitatives dans la voie de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Barrer la route à tous les révisionnistes n'est pas un problème idéologique, mais le résultat de notre propre construction. Et renouer avec l'Octobre soviétique en est une pièce clé. Notre mouvement international plonge ses racines dans le bolchevisme et la révolution soviétique, c'est pour cela qu'il est le défenseur farouche des conquêtes de la révolution d'Octobre, et comme moyen de la défendre, celui de la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne. Apprécier les possibilités d'action dans ce sens est pour nous un aspect majeur dans notre stratégie de reconstruction de l'Internationale.

f) Sans aucun doute, nous pouvons affirmer que l'ensemble du mouvement ouvrier organisé connaît aujourd'hui les plus grands bouleversements intérieurs depuis la constitution de la III<sup>e</sup> Internationale au moment de la révolution d'Octobre et la crise des années trente qui a amené à la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Et l'impasse de la bureaucratie stalinienne correspond à une accentuation de la décomposition du système impérialiste. Ce sont les bases mêmes de la civilisation humaine qui sont menacées.

C'est dans cette situation précise qu'il faut analyser les voies concrètes du mouvement de la classe ouvrière et des peuples opprimés dans la recherche d'un nouvel axe d'organisation et de combat. Notre mouvement international a été soumis tout au long de son histoire à ce qu'on a appelé l'objectivisme-subjectivisme. L'objectivisme partait de la croyance que les processus de radicalisation de la classe amèneraient à la rupture des appareils, ou à la gauchisation de ces appareils mêmes, et que pour autant la IV<sup>e</sup> Internationale devrait être dans l'attente, ou chercher la jonction avec les « *mouvements réels qui luttent* ». Au fond du tunnel, hier comme aujourd'hui, il n'y a que les appareils.

Le subjectivisme, en réaction logique et méthodologiquement analogue, consiste à affirmer notre propre appareil comme pôle de regroupement au moyen de l'auto-affirmation du programme.

Notre histoire et bien des aspects encore de notre activité sont chargés d'éléments de cette double pression.

Et cependant, la possibilité d'agir comme force organisée, souplement mais avec nos signes d'identité, n'est pas une possibilité théorique, c'est le bilan de nos dernières années de bataille, c'est le bilan de Caracas. Mais cela n'est pas suffisant.

Mais ces pressions n'ont pas été idéologiques, elles se sont matérialisées lors de la crise pabliste de 1950-52 avec la destruction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme cadre centralisé et en particulier la destruction du centre international constitué à la conférence mondiale de proclamation de 1938. Ces destructions n'ont pas signifié mécaniquement la disparition des organisations nationales telles que le SWP, le PCI ou d'autres groupes qui étaient des piliers essentiels de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais la destruction du centre a facilité la crise de ses organisations, et donc le maintien de la continuité a reposé sur la préservation du PCI et la constitution avec le SWP en 1953 d'un centre international qui avait un caractère défensif.

Sans qu'il soit nécessaire de revenir à toute l'histoire, l'existence du centre international de reconstruction aujourd'hui, bien qu'indispensable, a encore un caractère défensif.

g) « *La IV<sup>e</sup> Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La III<sup>e</sup> Internationale, après la II<sup>e</sup>, est morte pour la révolution. Vive la IV<sup>e</sup> Internationale !* »

Par ces mots, le Programme de transition combat les sceptiques qui se demandent si le moment est venu de

créer une nouvelle Internationale. les circonstances historiques qui ont amené à la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938 ne sont évidemment pas les mêmes, et pas seulement parce que l'histoire ne se répète pas.

50 ans après cette proclamation, nous pouvons affirmer l'actualité de son programme, la nécessité de sa reconstruction. « *La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat* », l'impasse à laquelle a abouti la civilisation humaine confirme cette sentence.

En effet, ce sont les grands événements historiques qui justifient la lutte pour l'Internationale. La montée actuelle de la révolution mondiale, la multiplication des révolutions et situations révolutionnaires montrent avec acuité l'absence de direction révolutionnaire. Les éléments objectifs de la situation politique mondiale exigent plus que jamais la construction d'une nouvelle direction.

Les conséquences de l'hégémonie stalinienne et social-démocrate sur le mouvement ouvrier international après la Deuxième Guerre mondiale signifient dans une bonne mesure la rupture de la continuité chez les masses de l'internationalisme organisé, compte tenu du fait que la IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas réussi à profiter de la poussée révolutionnaire d'après la Deuxième Guerre mondiale en raison de ses dissensions internes et de la liquidation pabliste.

Aux yeux de millions de militants ouvriers dans le monde entier, l'internationalisme s'identifie au langage stéréotypé de la bureaucratie au service de sa politique contre-révolutionnaire ou au social-impérialisme des partis de la II<sup>e</sup> Internationale.

h) « *Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils* » et tous les processus révolutionnaires le prouvent. L'appel de *Solidarność*, entre autres exemples, aux ouvriers des pays de l'Est est l'expression de cet internationalisme

qui ne connaît pas encore de force organisée qui le représente.

La progression vers la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale repose sur cette réalité objective de la nécessité de reconstruire la raison d'être du mouvement ouvrier international, de la classe ouvrière en tant que classe, du mouvement amorcé par la I<sup>e</sup>, la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales.

Mais la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas le résultat objectif de ce mouvement, et nous ne pouvons pas identifier reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et construction des partis révolutionnaires à influence de masse, susceptibles dans l'immédiat d'amener à la prise du pouvoir.

La question à laquelle il faut répondre est si reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale comme cadre démocratiquement centralisé est une nécessité ou un obstacle pour avancer dans la construction de partis révolutionnaires des masses. Tous les éléments matériels sont donnés pour avancer dans cette construction ; rétablir un cadre centraliste démocratique répond au besoin de rétablir la démocratie ouvrière, de rétablir un cadre commun de débat et d'action. La Conférence de Caracas a donné un premier exemple de cette possibilité, la préparation du rassemblement européen et de la conférence des sections peut constituer un pas plus avancé dans cette voie.

Un des arguments les plus forts qui ait été avancé pour une progression qualitative dans la restauration du centralisme démocratique est celui-ci :

« *Quand un cadre international commence à s'avérer insuffisant, on doit commencer à se poser la question d'un autre cadre, même si l'on ne peut pas immédiatement passer au stade supérieur.* »

Et cela bien sûr en liaison avec le développement de la lutte des classes où ce ne sont pas les événements qui manquent et où, à la différence de l'époque de Trotsky, ce ne sont pas des défaites.

Face à cette situation, la pratique fédéraliste à laquelle nous avons été acculés nous a permis de répondre de façon très limitée au défi auquel nous étions confrontés.

Toutes les forces qui se dégagent à l'échelle internationale, et ce qui va se dégager de la crise de l'appareil stalinien, posent la question de notre capacité à les faire converger. Nous avons défini la ligne de la Conférence mondiale ouverte, qui exige des initiatives pour opérer cette convergence. Mais aucune conférence ouverte ne peut résoudre la question de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale sans un effort particulier et spécifique à ce sujet.

Associer à une activité internationaliste commune des militants et organisations qui rompent avec les appareils bourgeois au sein du mouvement ouvrier, par le biais d'initiatives centrales qui se dégagent à chaque moment de la montée révolutionnaire des masses, c'est là la clé de la lutte pour la Conférence mondiale ouverte.

Y compris chez les organisations indépendantes du mouvement ouvrier, le problème central de l'Internationale ne dépasse pas le stade d'une référence abstraite. Et cependant, pour le plein développement politique des organisations indépendantes, l'Internationale est une nécessité vitale.

Etablir les liens du mouvement ouvrier international avec la révolution sud-africaine exige une action internationaliste effective contre le régime de l'apartheid et contre la tentative stalinienne d'imposer un interlocuteur unique au travers de l'ANC.

La révolution centro-américaine, qui trouve son expression la plus élevée dans le Nicaragua en armes, exige aussi un combat internationaliste permanent qui aide à briser l'isolement auquel la soumettent la social-démocratie et le stalinisme. L'Internationale n'est pas une vue de l'esprit, c'est une nécessité immédiate, tangible, c'est-à-dire pratique, pour aider au processus de regroupe-

ment sur un nouvel axe dans chaque pays et à l'échelle internationale. Pour cela, il faut un cadre démocratiquement centralisé — de la IV<sup>e</sup> Internationale telle qu'elle est aujourd'hui — comme cela se dégage par exemple des tâches relative au meeting de Paris ou à la formation d'un tribunal contre la dette. Cette expérience a déjà été réalisée dans la préparation de Caracas qui, en outre, a dû s'affronter au refus exprimé par ceux qui, derrière tel ou tel argument, n'ont pas pu supporter les avancées dans la centralisation politique internationale effective.

Tout d'abord pour aider à opérer cette convergence — et Caracas en est un exemple — une intervention de notre part est indispensable, sur nos propres positions, dans un cadre qui respecte totalement ce mouvement, mais qui soit en même temps un cadre différencié ayant une indépendance organisationnelle et programmatique.

Cela signifie qu'en toutes circonstances, nous combattons pour des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nos sections, les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale peuvent adopter telle ou telle tactique diverse de construction dans chaque pays, le guide reste la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le même mouvement qui nous amène à nourrir les tendances à constituer des partis ouvriers indépendants.

Tous les pas en avant que nous avons accomplis à l'échelle internationale sur la ligne de la conférence ouverte, même s'ils ont été très importants pour notre activité centralisée — Conférence Pologne 81, Conférence Nicaragua 83 à Bogota et à Paris, marche à Bruxelles 86, Caracas 87 — ont été en même temps très faibles dans la matérialisation de cette ligne. En d'autres termes les pas en avant réalisés pour associer des organisations, bien qu'importants pour nous, sont encore faibles.

Il y a une donnée incontestable : le fait qu'il n'existe pas de cadre centralisé démocratiquement de la IV<sup>e</sup> Internationale est en soi un obstacle pour



promouvoir la conférence ouverte. Mais toute conception étapistes doit être rejetée. C'est dans le même mouvement pour avancer dans la voie de la conférence ouverte que les conditions peuvent se créer pour avancer dans la reconstruction de l'Internationale. Et cela oblige à un ensemble de mesures politiques, pratiques et d'organisation qui le rendent possible. Sans se dissoudre comme fraction, comme cela a été fait lors de la conférence de décembre 1983 sur le Nicaragua, sans s'auto-proclamer.

Le bilan de la préparation de Caracas doit nous éclairer à ce sujet : le Secrétariat international et la majorité des militants et sections qui préparaient la conférence ont accru la discipline et la centralisation.

i) « *La stratégie internationale de la Conférence mondiale ouverte, comme celle de la LOR, est basée sur la compréhension que tous les militants, groupes ou partis du mouvement ouvrier qui se détachent ou qui se détacheront sur une ligne progressive du stalinisme et de la social-démocratie ou des organisations nationalistes petites-bourgeoises, ne sauraient non seulement d'emblée s'organiser dans la IV<sup>e</sup> Internationale, mais encore ces procès de rupture seront très certainement successifs sur un cours historique qui sera rythmé par la marche de la révolution prolétarienne et de ses victoires.* »

C'est en ces termes, et aussi comme instrument de construction de nos sections et de reconstruction de l'Internationale, que le Conseil général posait la question de la conférence ouverte dans une résolution de décembre 1983.

Une interprétation unilatérale de cette stratégie a pu être faite, pour arriver à la conclusion que la tâche d'aujourd'hui était de constituer une nouvelle Internationale, une Internationale révolutionnaire des travailleurs, à la place de la IV<sup>e</sup> Internationale, ou en opposition.

Mais si la discussion doit avancer, il faut parler du contenu. Il faut répondre d'abord à la question de savoir si le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans ses principes, reste adapté aux

nécessités de construction d'une nouvelle Internationale. Les événements en URSS, en Amérique latine, partout dans le monde, démontrent l'actualité de notre programme. De plus, personne n'a démontré le contraire.

Une nouvelle Internationale devrait se constituer sur la base d'un programme résumant en termes de principes toute l'expérience du mouvement ouvrier mondial, programme incluant une stratégie, des tactiques d'action, des mots d'ordre que nous pensons être résumés dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En même temps, nous ne présentons pas notre programme comme un ultimatum. Nous le présentons à la discussion et, chose encore plus importante, à l'épreuve des faits. Et la principale tâche dans ce sens est d'aider à poser la question de l'Internationale à toutes les forces éparses qui évoluent d'une façon positive.

A ce sujet, nous disions dans le Conseil général qui s'est tenu à Caracas, dans la résolution présentée par Lambert :

« *Mais quelle Internationale, avec qui ? Comment ? Quels partis ?* »

*Si une Internationale ouvrière se constituait, même inachevée, d'emblée, pour qu'elle soit une Internationale et non une simple coordination de partis nationaux, des questions programmatiques essentielles devraient être réglées.*

*Une "Internationale révolutionnaire des travailleurs" ne saurait se constituer sans une position claire sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat ; sans se fonder pratiquement sur la théorie de la révolution permanente (caractère mondial unifié de la lutte des classes, opposition à tout front populaire, rejet de la révolution par étapes) ; sans que soient posées et la question de la nature de l'URSS et des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés (de la défense des conquêtes du prolétariat mondial héritées de la révolution russe et de son extension) et celle d'une caractérisation sans ambiguïté du caractère contre-révolution-*

*naire de l'appareil stalinien et des bureaucraties qui en procèdent : sans que soit posée la question du combat pour le front unique ouvrier, pour le front unique anti-impérialiste et l'accomplissement des tâches démocratiques. Sans que soient mentionnés au moins ces points, on ne saurait accepter cette Internationale prétendument révolutionnaire qui ne serait qu'un regroupement centriste du type Bureau de Londres. »*

Nous pouvons participer à un regroupement international, avec des forces qui n'adhèrent pas au *Programme de transition*, et nous pouvons y compris être minoritaires dans un regroupement de ce type. De plus, nous pouvons être à l'initiative pour le constituer, à une condition près : le maintien de notre fraction indépendante du point de vue politique, et de son expression.

j) Le mouvement qui a amené à la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938 était constitué à l'origine avec d'autres forces, trois organisations qui n'étaient pas trotskystes. L'appel à la IV<sup>e</sup> Internationale a été signé à quatre. Le résultat, qui n'était pas donné par avance, c'est que les autres forces se sont séparées de ce mouvement.

Cela signifie que notre action doit s'acheminer vers la reconstruction de l'Internationale en nous battant pour inclure d'autres organisations et partis. Mais là, toute spéculation est interdite. Les forces auxquelles nous pouvons nous adresser pour une IV<sup>e</sup> Internationale reconstituée sont comptées. La question est de savoir si nous nous donnons comme objectif dans un délai raisonnable de reconstituer la IV<sup>e</sup> Internationale avec le maximum d'organisations. L'inégalité et la diversité de ces organisations peut amener à ce que ce ne soit qu'après un processus organique que ces organisations ou des secteurs d'entre elles aboutissent à cet objectif de proclamation de l'Internationale. L'objectif de toute ligne de reconstruction est d'aboutir à cette reconstruction. Toutes les conditions objectives nous amènent à poser cet objectif de façon

claire, comme une tâche pour la prochaine période.

k) La crise du SU telle qu'elle se développe aujourd'hui est arrivée à ce point parce qu'engendrée par la capitulation du SWP, c'est ce qui la rend qualitativement différente des crises précédentes. Le SWP représentait le fil de la continuité, et le responsable de sa dégénérescence n'est autre que le SU comme cadre international.

Cela ne veut pas dire qu'à l'intérieur du SU il n'existe plus de militants, de tendances et même d'organisations trotskystes.

Mais l'expérience du SWP le démontre : sans rompre avec le SU, on ne peut à moyen terme maintenir les organisations trotskystes, et c'est là le défi face auquel se trouvent le PRT mexicain ou Socialist Action au USA.

En 1973, le bureau du CORQI a envoyé une lettre au SU proposant l'ouverture de discussions et la participation au X<sup>e</sup> Congrès mondial du SU, tout en soulignant que « *trotskysme et révisionnisme* » étaient et sont incompatibles.

Aujourd'hui, une initiative de ce type est improbable, cela n'empêche pas de considérer la place de certaines organisations qui se réclament du SU, ni de considérer simplement que le SU n'est plus un obstacle à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Concrètement, toute crise dans la marche à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale peut être utilisée par le SU, bien que de façon conjoncturelle. Malgré le caractère mineur de la crise provoquée par la fraction Favre, il est évident qu'au Brésil cela a renforcé relativement la fraction pabliste à l'intérieur du PT.

Du point de vue idéologique, la « perestroïka » en URSS paraît alimenter les thèses sur l'auto-réforme de la bureaucratie qui sont chères à Mandel, mais par contre l'impasse de cette réforme sera aussi l'impasse du pablisme.

Cela n'empêche pas que le probable surgissement des courants centristes, dans un autre moment de la crise des appareils, donne au SU une place indispensable pour essayer de colmater cette crise. Mais aujourd'hui, les unifications des forces du SU en Allemagne, en Espagne, avec des centristes cryptostalinien, sont plutôt le produit d'un échec que d'une montée des nouveaux courants centristes.

1) Le rétablissement du centralisme démocratique dans nos rangs n'est pas une possibilité qui se dégage simplement de la nécessité objective d'agir comme une force unie. Cela ne peut ni se décréter, ni s'imposer d'une manière artificielle. Rétablir ou avancer vers des degrés supérieurs de centralisme démocratique n'est pas identique à reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale reconstruite. Ceci exige cela, mais l'inverse n'est pas vrai.

Une exigence immédiate est d'accroître le centralisme démocratique dans nos rangs. Historiquement, l'Opposition de gauche était plus centralisée que ne l'est le CIR. C'est dans ce sens qu'il faut s'orienter dans l'immédiat. La conférence mondiale doit s'orienter sur cela. Le centralisme démocratique signifie centralisation de la discussion, centralisation pour l'action commune dans le combat pour restaurer la libre discussion entre courants du mouvement ouvrier en rapport avec notre stratégie qui est la prise du pouvoir par les conseils, par les soviets. Le centralisme démocratique ne signifie pas un centre omnipotent qui dirige par décrets.

En tout état de cause, le degré de centralisation démocratique d'une section nationale est supérieur au degré de centralisation internationale. A ce sujet, nous reprenons les *Thèses pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale* adoptées en décembre 1980 :

« Le centralisme démocratique : nos partis mènent dans cette époque révolutionnaire une lutte à mort contre la contre-révolution mondiale, chaque fois plus centralisée à travers le front

unique contre-révolutionnaire de l'impérialisme, de la bureaucratie stalinienne et de tous les groupes centristes et opportunistes qui s'unissent pour empêcher la révolution permanente des masses. Pour faire face à cette situation, la classe ouvrière a besoin d'un parti qui soit, comme une armée, fermement organisé et discipliné, qui agisse comme un seul homme contre l'ennemi, si puissant soit-il. C'est pourquoi le centralisme est l'obligation première de tout parti trotskyste. Mais contradictoirement, pour qu'il puisse y avoir le plus total centralisme, il est nécessaire qu'existe la plus totale démocratie à l'intérieur du parti, laquelle permet le choc des différentes opinions et expériences, pour une meilleure compréhension de la réalité et l'élaboration de la politique, une franche confrontation des divergences pour avancer dans le processus de connaissance de la réalité et faire un bilan démocratique sur la ligne votée. Pour qu'il y ait une totale démocratie, il est nécessaire que celle-ci s'exprime à travers les organismes du parti, en respectant sa hiérarchisation pour que ce parti ne se transforme pas en un centre de discussions entre dilettantes, mais qu'il organise les discussions avec l'objectif d'amener le parti à l'action centralisée. Rien n'est supérieur aux organismes du parti et pourtant il n'existe pas de manière individuelle mais en tant qu'équipe de parti : de cette façon, nous empêchons le surgissement de leaders qui vident les organismes, détruisent les bases du centralisme démocratique en instaurant dans le parti un régime bonapartiste et non centralisé démocratiquement. (...).

L'organisation de l'Internationale obéit aux mêmes lois générales que les partis nationaux mais avec quelques différences spécifiques d'importance. Comme elle est un parti, et non un mouvement ou une fédération de tendances, fractions ou partis nationaux, elle est régie par le centralisme démocratique, l'auto-financement, de sains rapports entre permanents et militants et le caractère organisationnel de sa structure, pour éviter l'existence d'un régime parlementaire et de cliques, de fractions ou de tendances permanentes. En ce sens, elle obéit aux mêmes caractéristiques que les partis nationaux. (...).

Cela ne veut pas dire qu'entre l'application du centralisme démocratique dans les organisations nationales ou au niveau de l'Internationale, il n'y ait pas de différences qualitatives. L'organisation des partis nationaux est déterminée par l'existence d'un Etat géographique. Un Etat géographique : un parti. C'est la loi absolue sur laquelle repose l'existence des partis nationaux. Un Etat tsariste pour toute la Russie, un seul parti révolutionnaire pour tout l'Etat russe. Un seul Etat géographique canadien, un seul parti révolutionnaire pour le Canada. Cette forme organisationnelle, cette loi, indiquent clairement pourquoi les partis trotskystes nationaux sont organisés, parce qu'il y a un seul objectif suprême de caractère politique : détruire, au moyen de la mobilisation des masses travailleuses, cet Etat bourgeois pour en imposer un autre sur ses ruines, l'Etat prolétarien, qui peut adopter de nombreuses formes. Cette tâche colossale exige un parti unique et centralisé pour affronter un Etat bourgeois.

*L'Internationale n'affronte pas un Etat concret, mais le régime impérialiste et ses agents : les exploités nationaux et les oppresseurs bureaucratiques au niveau mondial. Pour cette raison, dans tous les pays, ce n'est pas l'Internationale qui va prendre directement le pouvoir, mais ses sections nationales. Ces deux niveaux d'activité qualitativement différents entre les partis nationaux et l'Internationale doivent être pris en compte dans les rapports entre les deux.*

*L'Internationale a le devoir de collaborer fraternellement et loyalement avec les directions des sections, même si elle n'est pas d'accord avec la politique qu'elles définissent. Une direction internationale a le devoir de veiller à ce que les principes du Programme de transition soient respectés dans tous les pays et par toutes les sections. Par rapport aux sections nationales, sa tâche est d'impulser les discussions nationales ou internationales sur des questions d'importance pour la vie de l'Internationale elle-même, en assurant en même temps la reconnaissance de la direction élue par le parti national, sans jamais amalgamer la discussion politique avec la remise en cause d'une direction*

*nationale élue par une section. Pour l'Internationale, par principe, la direction de l'Internationale respecte les directions librement élues par les sections nationales et les orientations politiques définies par les congrès.*

*Les sections nationales, contradictoirement, doivent agir vis-à-vis de l'Internationale comme si elles étaient une région d'un parti national en ce qui concerne leurs devoirs : respecter strictement la ligne et les campagnes internationales votées par l'Internationale, payer ponctuellement leurs cotisations, respecter strictement les statuts de l'Internationale. »*

L'existence d'une IV<sup>e</sup> Internationale reconstruite ne peut pas apparaître comme un obstacle mais comme un point d'appui pour le rassemblement, la convergence des forces indépendantes qui existent à l'échelle internationale, à condition que cela soit le résultat d'une maturation politique et organisationnelle dans nos rangs mêmes.

Quand on fait l'analogie avec les conditions de la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938, on oublie quelquefois que la situation est aujourd'hui beaucoup plus favorable, mais proclamer la IV<sup>e</sup> Internationale reconstruite n'a pas la même signification que proclamer la IV<sup>e</sup> Internationale. La bataille pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale découlait de l'analyse que, si le fil de la continuité avait été préservé, le cadre de l'Internationale comme organisation avait été détruit par le pablisme. La proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale reconstruite serait la constatation que cette réalité-là a été dans une bonne mesure surmontée.

Cela pose donc toute une série de questions : la relation entre la Conférence mondiale ouverte et la reconstruction de l'Internationale, l'analyse précise de la situation du Secrétariat unifié, quelle direction internationale devons-nous constituer ? Et surtout — et cela n'est pas une question de forces numériques — comment agissons-nous dans les faits comme une Internationale, du point de vue de l'élaboration politi-

que, de l'activité de construction de sections, de l'avancée de nos moyens d'expression, en particulier la *Tribune internationale* ?

m) Une conception unilatérale s'est glissée dans nos rangs sur le contenu et la place de *Tribune internationale*. Dans toute la période avant Caracas, on prétendait que la *Tribune internationale* devrait être en fait la tribune libre des différents courants et forces qui se dégagent de l'emprise des appareils.

Cette conception a aidé à faire de la *Tribune internationale* l'affaire de quelques camarades à la recherche de documents et d'articles intéressant d'autres forces. Sans nier la nécessité de publier des documents non trotskystes, *Tribune internationale* est d'abord l'organe d'expression de la IV<sup>e</sup> Internationale en reconstruction.

C'est donc un instrument d'élaboration politique du Secrétariat international et des directions des sections, de diffusion de nos idées, qui se fait l'écho de nos activités et qui donne la physionomie de l'ensemble de notre programme.

Comme règle, il faut se doter d'autres instruments comme tribune de débat, d'échange, de correspondance avec d'autres forces : dans le style des bulletins européens. De plus, la tactique de construction des sections, et en particulier le cas de la France, amenant à ce que *Informations ouvrières* soit l'organe du MPPT, multiplie la nécessité d'une *Tribune internationale* politique, organe de reconstruction de l'Internationale.

L'autre effet pervers a été d'amener les dirigeants des sections et du Secrétariat international à se désintéresser de l'élaboration, de la rédaction d'articles, de la discussion sur la composition de la *Tribune internationale*, ce qui se répercute sur tous les militants.

L'expérience courte, mais précieuse, après Caracas, demande que nous puissions accomplir un tournant à ce sujet.

Aujourd'hui, nous avons des matériaux à publier qui pourraient remplir

au moins le double ou le triple des pages que nous éditons, ce qui pose aussi la question de la périodicité.

Le défi devant lequel nous nous trouvons, c'est d'assurer l'élaboration collective, la publication dans des langues indispensables : français, espagnol, anglais, portugais, allemand, et une large diffusion.

Pour aborder le problème de la direction internationale, nous pouvons partir de la formation de l'actuel Conseil général. Celui-ci a d'abord été élu après que la fraction Moreno a porté un coup à la IV<sup>e</sup> Internationale et au combat pour sa reconstruction ; nous avions décidé de maintenir y compris les formes d'organisation que nous avions mises en place avec lui. Et aussi les statuts qui correspondaient à l'unification avec un autre courant. Ainsi, lors du Conseil général de décembre 1981, après la scission de Moreno, une résolution est adoptée qui dit dans son point 11 :

« Les normes statutaires de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) sont celles adoptées par la conférence mondiale de décembre 1980. »

Cette disposition est ratifiée à la conférence de juillet 1982.

Le fait que depuis juillet 1982, il n'y ait pas eu de nouvelle conférence mondiale a placé dans une bonne mesure le Conseil général en porte à faux, ce qui a entraîné même à l'extravagance que 7 membres sur 18 ne représentent que 5 % des forces militantes. Mais cela n'est que l'aspect anecdotique. Le plus important est d'entrer dans la discussion sur le type de direction nécessaire pour avancer dans les tâches de reconstruction, qui ne soit ni la simple addition de représentants des sections, ni celle de quelques sénateurs inamovibles.

La construction d'une direction internationale ne peut pas se soutenir exclusivement comme la tâche de la section la plus importante, et il faut le comprendre, le PCI ne peut diriger une Internationale, cela parce que le PCI ne peut être que section française de la IV<sup>e</sup> In-

ternationale. Dans ce sens, des progrès importants, bien qu'encore insuffisants, ont déjà été réalisés.

La conférence mondiale doit supposer un tournant par rapport à la direction. Jusqu'à présent, la quasi-totalité des tâches de direction internationale reposaient sur le Secrétariat international qui siège à Paris. L'objectif est de constituer une véritable équipe internationale, avec le maximum de camarades capables d'intervenir comme direction internationale vis-à-vis de pays autres que le leur. Pour des raisons politiques — beaucoup de camarades ne peuvent pas être dégagés de la construction quotidienne des sections — et financières, cela ne peut pas se faire en élargissant le Secrétariat international qui siège à Paris.

Mais la formule, s'il existe la volonté

politique de le faire, peut se trouver dans l'intégration de toute une série de dirigeants des sections à ces tâches. L'objet de ce rapport n'est pas de passer en revue les exemples possibles, mais d'avancer les axes qui le permettent. Tout d'abord l'élaboration collective de la *Tribune internationale* comme moyen d'expression de l'Internationale, comme cela a été avancé plus haut. Et bien sûr accentuer l'élaboration collective des définitions des campagnes, et des documents politiques.

Il s'agit donc de rompre avec les spécialistes du tout et rien, pour se spécialiser véritablement et à fond, ce qui oblige à élargir considérablement le nombre des membres de la direction internationale et de modifier les relations entre le SI et les directions des sections.

# La signification du krach boursier

*Ce texte a été approuvé dans sa ligne générale  
par le Secrétariat international.*

**La tempête boursière qui a frappé toutes les grandes places financières en octobre 1987 constitue l'expression d'un choc majeur, de dimension mondiale, dont les conséquences commencent seulement à se faire sentir.**

**Comme le constatait l'un des hebdomadaires les plus sérieux de Wall Street, « pas un simple choc, mais un séisme ».**

## UN CHOC MAJEUR

Plusieurs éléments soulignent la gravité du processus qui s'est enclenché le 19 octobre.

- D'abord bien sûr le volume de la dépréciation des actifs : plus de 1 000 milliards de dollars perdus par les seuls actionnaires des USA, 1 600 milliards de dollars pour l'ensemble des grandes Bourses.

- La brutalité de la chute, du krach boursier au sens strict du terme : 22,6 % de baisse à Wall Street (plus qu'en 1929) le 19 octobre.

- Et la simultanéité : répétons-le, le krach a eu immédiatement une ampleur internationale. La seule Bourse qui ait connu une hausse dans les jours qui suivirent le 19 octobre — et cela fait partie de la crise —, c'est celle de Johannesburg. Le krach boursier était un rappel à la réalité et donc aussi à la fonction de l'or.

Toute une série de propagandistes du capitalisme, qui avaient présenté la « *surchauffe financière* » (1) comme un moyen de stimuler la machine économique, assurent aujourd'hui que l'accident survenu à une spéculation dont les mécanismes s'étaient emballés aura peu de conséquences sur « l'économie réelle » qui serait « saine ».

Ce n'est bien évidemment pas le cas. La crise « boursière » ou « financière » est une crise « réelle ». N'importe quel capitaliste sait que la dépréciation brutale des actifs qui forment une partie importante des avoirs de toute grande société capitaliste a forcément des conséquences directes pour elle, que la crise boursière annonce et impose — pour le moins — un approfondissement de la récession.

Mais cela ne suffit pas. La réalité concrète, ce n'est pas l'abstraction d'une économie « réelle » (qui serait réduite au strict domaine de la production matérielle) qu'entoureraient les brumes de « l'économie financière ». La réalité concrète, c'est l'économie capitaliste mondiale à l'ère impérialiste et à une phase avancée de la décadence et de la décomposition de l'impérialisme, dans une période marquée prioritairement par les développements révolutionnaires des masses exploitées et opprimées.

Le déchaînement spéculatif « *fonctionnant en quelque sorte en lévitation* »

(1) « *Surchauffe financière* » est l'expression employée par un économiste français, J. Y. Haberer, dans une étude de la revue *Commentaire* (automne 87). Nous utilisons dans ce texte l'article écrit à propos de cette étude ainsi que l'article de M. Dauberny, tous deux parus dans *Tribune internationale* n° 42.

au-dessus de la base productive » (R. Cassen, *Le Monde diplomatique* de novembre 1987), les mouvements erratiques et massifs de capitaux (dont une large fraction formée de « capitaux fictifs » avaient leur origine dans l'économie d'armement), la gigantesque spéculation sur les taux de change des monnaies (« le volume des monnaies achetées et vendues est passé de 1979 à 1986, de 6 à 20 fois le chiffre d'affaires du commerce mondial » — J.-Y. Haberer, *Commentaire*, automne 1987) etc., ne constituent pas des accidents aberrants mais expriment le mode d'existence et de fonctionnement du système capitaliste aujourd'hui.

Comme le dit le projet de rapport général soumis à discussion pour la conférence mondiale des sections :

*Pour analyser les conditions objectives, il faut prendre en considération tout l'ensemble des fondements de la vie économique, plus particulièrement les 30 années de "boom" économique où se sont constituées les bases sur lesquelles la tendance fondamentale de l'impérialisme trouve son expression la plus brutale dans l'actuelle crise mondiale. Cette tendance se réalise dans le déplacement de l'activité industrielle et commerciale vers la spéculation organisée. Bien que la production de marchandises reste la base de l'impérialisme stade suprême du capitalisme décadent, celle-ci se trouve étouffée dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et du marché mondial. Les conséquences en sont que le plus clair du profit se réalise non dans la production de marchandises, mais dans la spéculation. Cette "prépondérance" du profit spéculatif sur le profit commercial et industriel, cette prépondérance des investissements dans la spéculation par rapport aux investissements "productifs" ne peut altérer en rien, bien au contraire, la plus âpre "concurrence" entre les pays impérialistes sur le marché mondial où s'affirme la prépondérance du capital financier US. C'est également cette tendance de l'impérialisme qu'exprime le renforcement des tendances oppressives des peuples, asphyxiant littéralement*

*tous les pays, "sous-développés" comme avancés. »*

En d'autres termes, le krach de l'automne 1987 révèle une saute qualitative de la marche à la dislocation du marché mondial ; elle accentue et précipite une crise qui affectera tous les secteurs de l'économie mondiale. Plus profondément, elle touche directement la sphère où, à ce point de décadence du système capitaliste, le « plus clair » des profits se réalise, elle met en cause les ressorts essentiels aujourd'hui du fonctionnement du mode de production capitaliste.

Reconnaître (ou plus précisément insister sur) l'importance de ce qui s'est exprimé dans la crise boursière d'octobre 1987 (comprendre qu'« après » on n'est plus « avant », avec toutes les conséquences sociales et politiques que cela entraîne) ne signifie pas isoler cet « événement », en faire dans l'absolu un facteur nouveau qui expliquerait tout. Il ne s'agit pas d'un coup de tonnerre éclatant soudain dans un ciel serein. Si le moment n'était pas prévisible, l'explosion d'octobre était inscrite dans le développement des contradictions immédiates de l'économie capitaliste mondiale. D'ailleurs, les commentateurs les plus lucides de la bourgeoisie, lorsqu'ils ne présentent pas la défense de leur système au compte de « l'opinion publique », mais s'adressent aux représentants de la classe dominante, constataient que l'on roulait inéluctablement vers l'abîme (voir l'article de *Tribune internationale* au sujet de l'étude de Haberer dans la revue *Commentaire*). S'il y a motif d'étonnement, ce n'est pas dans le caractère ouvert de la « crise » mais dans le fait qu'elle a tant tardé.

A ce sujet, certains n'hésitent pas à incriminer les moyens techniques (informatique et télécommunications) réalisant l'unification temporelle et spatiale de tous les marchés financiers à l'échelle de la planète, les rendant responsables de l'amplification de la crise. En fait, ces moyens ont permis jusqu'à présent aux institutions financières interna-



tionales, aux Etats, de procéder à des manipulations immédiates, à des injections de crédits, à des opérations de soutien et de sauvetage visant à différer un krach ou à amortir ses effets. Mais refouler la crise n'est pas la supprimer : c'est seulement, comme on l'a vu, reculer pour mieux sauter. Et les mêmes moyens ont fait se manifester cette crise à l'échelle mondiale avec une simultanéité et une intensité exceptionnelle.

### UNE NOUVELLE ÉTAPE FRANCHIE DANS LA MARCHÉ A LA DISLOCATION DU MARCHÉ MONDIAL

Il faut aller plus loin. La signification de ce qui s'est passé peut être embrouillée par des comparaisons avec 1929, comparaisons qui pourtant viennent naturellement à l'esprit.

1987 n'est certes pas 1929. Non principalement parce que l'impérialisme a, depuis 1929, perfectionné des « mécanismes anti-crise » (dont précisément l'inefficacité s'est brutalement manifestée en octobre 1987), mais parce que la décadence du système impérialiste est aujourd'hui à une phase bien plus avancée.

Il a déjà été noté qu'au sens strict, la crise financière de 1987 est plus profonde, plus immédiatement « mondiale » que celle de 1929.

Il faut ajouter — et ce n'est pas rien — qu'alors que le krach de 1929 préluait à la crise économique proprement dite dans les principaux centres impérialistes (avant tout aux Etats-Unis eux-mêmes), c'est dans le contexte d'une crise profonde et durable que s'inscrit celui de 1987. Il y a quelque chose d'irréel dans les questions que l'on retrouve dans toute la presse internationale sur les risques de « récession » ou « d'interruption de la croissance ». De quelle croissance parle-t-on ? Quant à la « récession », faut-il rappeler que l'on décomptait avant le krach 31 millions de chômeurs « officiels » dans les pays de l'OCDE ?

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'aggravation de cette situation.

*« Les crises nous présentent toujours une solution seulement temporaire et violente des contradictions existantes, des explosions violentes et rétablissent pour un instant l'ordre troublé. »* (Karl Marx, « *Le Capital* », livre III, chapitre XV.)

La crise actuelle présente les caractéristiques d'une « crise classique », au sens où Trotsky expliquait que

*« le capitalisme vit par des crises et des "booms" tout comme un être humain vit en expirant et en inspirant... Les crises et les booms étaient inhérents au capitalisme dès sa naissance ; ils l'accompagneront jusqu'à sa tombe. Mais pour déterminer l'âge du capitalisme et son état général — pour déterminer s'il se développe encore, s'il a atteint sa maturité ou s'il décline —, il faut porter un diagnostic sur le caractère de ces cycles. De même que l'on peut porter un diagnostic sur un organisme humain en déterminant si sa respiration est régulière ou spasmodique, profonde ou non, etc. »* (Rapport de Trotsky sur la situation économique mondiale au III<sup>e</sup> Congrès de l'IC.)

C'est donc dans le cadre de toute une période historique (celle de « l'imminence de la révolution ») qu'il faut restituer les récents événements en relation directe avec la putréfaction du système capitaliste et les conséquences des moyens utilisés pour assurer sa survie.

Comme on le sait, les conditions de liquidation de la Deuxième Guerre mondiale ont assuré à l'impérialisme américain une prééminence qualitative sur tous les autres impérialismes sur les terrains politique, militaire, économique, financier. Il a été le pivot de la restructuration d'un ordre impérialiste mondial, stabilisé avec la coopération de la bureaucratie stalinienne. Pour reprendre l'expression de Nixon, il agissait comme « *fondé de pouvoir de la civilisation occidentale* ».

Mais cette hégémonie incontestable — et fondamentalement irréversible dans le cadre du maintien du système

impérialiste — s'exerce dans le cadre du déclin et du pourrissement du mode de production capitaliste dont les effets n'ont pas épargné les USA et leur puissance.

Ce n'est pas sur la base d'un nouveau développement des forces productives que survit le capitalisme, que se restructurent un marché mondial et une division internationale du travail, mais — à partir en particulier de 1950 — d'un fantastique accroissement des dépenses d'armement, volant d'entraînement de tous les secteurs de l'économie : c'est-à-dire sur la base d'un développement des forces destructives.

Comme le marque la déclaration du bureau politique de l'OCI d'août 1971 :

*« Tous les Etats bourgeois ont, pour leurs dépenses parasitaires de toutes sortes, singulièrement celles d'armement, ouvert des débouchés artificiels à la production qui ont permis à l'économie dans son ensemble de fonctionner. Tous les gouvernements capitalistes et en premier lieu le gouvernement américain ont financé le secteur d'armement par des traites de cavalerie, les emprunts, l'inflation et les mille et un moyens de la technique financière. Le déséquilibre des balances commerciales et de paiement, et, principalement, le déséquilibre des balances américaines qui sont au centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs, traduisent l'impasse d'une société fondée sur la propriété privée des moyens de production. »*

La fuite en avant dans le parasitisme différerait les échéances, elle n'abolissait pas les contradictions de l'économie capitaliste et leur forme d'expression dans une période de pourrissement de l'impérialisme. A la longue, les moyens mêmes qui avaient assuré un sursis constituaient des facteurs explosifs d'aggravation de la crise. C'est ce que signifiaient les décisions de Nixon d'août 1971 comme le soulignait encore la déclaration du BP de l'OCI :

*« Si l'économie d'armement est devenue la condition de la poursuite de l'accumulation du capital, elle ne suffit pas à assainir l'économie capitaliste.*

*Les bornes du marché structuré sur la propriété privée des moyens de production à l'époque de l'impérialisme limitent tôt ou tard, si la guerre n'en devient pas la conclusion logique, le secteur d'armement comme tous les autres secteurs de l'économie capitaliste. »*

Convulsions financières, désordres monétaires, crises économiques, reprises partielles se sont depuis succédé, mais sur une ligne descendante indiquant non seulement un gaspillage mais l'élimination de capacités productives (la « désindustrialisation » aux USA, les démantèlements de secteurs entiers en Europe par les plans de la CEE) et la montée constante d'un chômage structurel dans les pays industriels combinées avec le pillage de plus en plus intense des pays dominés par l'impérialisme.

C'est en ce sens que si l'on peut parler de « cycles » (d'alternances de « chutes » et de « reprises »), c'est parce que l'on retrouve certes la marque de ce mouvement organique de l'économie capitaliste mais sous des formes déterminées par le pourrissement d'ensemble du système.

Il ne s'agit donc pas de la simple réalisation d'une crise cyclique mais d'un développement de la marche à la dislocation du marché mondial. Ce serait une vue superficielle que de parler d'une première récession (1974-1975), suivie d'une reprise, puis d'une seconde récession (1979-1982), d'une nouvelle reprise (1982-1986), qui s'achèverait aujourd'hui.

### **ÉPUISEMENT DES EFFETS DE L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT ET DU PARASITISME**

Il n'y a pas de « boom » entre la « récession » de 1975 et celle de 1982. Le chômage n'est nulle part résorbé, la situation des pays industriellement sous-développés continue de s'aggraver, l'investissement productif stagne, les capacités de production restent pourtant largement inemployées. Il n'y en a pas non

plus entre 1983 et 1986. Ce qui frappe au contraire, c'est qu'à chaque phase, le déclin s'accroît, qu'en regard du recours de plus en plus grand à « l'économie de dette », à la réinjection dans des proportions encore plus considérables de dépenses d'armement (avec les conséquences inéluctables en termes de déficit et d'endettement), les résultats (en termes de reprise) sont moindres. Ce qui est en cause, c'est l'épuisement des effets des moyens parasitaires de relance employés jusqu'alors. Ils tendent à se transformer en leur contraire : le parasitisme qui ronge tous les rouages de l'économie tend à les paralyser. La crise financière d'octobre 1987 est un point critique dans ce développement.

Alors que le capitalisme connaissait un cours ascendant, les crises avaient en quelque sorte une valeur purgative. Leur pleine réalisation était la condition de la reprise de l'accumulation, une fois l'économie nettoyée par une dévalorisation massive de capital. Mais la manière même dont le capitalisme a survécu a accumulé dans ses fondations des charges explosives qu'il est difficile d'éliminer sans mettre en péril tout l'édifice. Dans une autre conjoncture, la crise ouverte en 1929 n'avait pas permis d'assainir l'économie capitaliste. Il avait fallu la préparation à la guerre et la guerre elle-même. Aujourd'hui, de quel prix faut-il payer le rétablissement de l'équilibre ? Comme le note Dauberny dans *Tribune internationale* :

*« Deuxièmement, ce que révèle le krach boursier, et c'est ce qui est fondamental, c'est qu'après des décennies de fonctionnement parasitaire, le marché mondial étouffe d'une surproduction de capitaux, en majeure partie fictifs, et de marchandises (produites et exportées). Le marché réclame une crise comme en connaissait le capitalisme dans sa jeunesse, et cela depuis plus de 15 ans (en prenant comme référence le discours de Nixon en 1971). Déjà des millions de chômeurs ont été jetés à la rue dans les pays industriels impérialistes, et des millions d'hommes et de femmes sont réduits à la misère dans les pays du tiers monde bien sûr, mais*

*aussi jusqu'aux portes des temples du capital, dans les bastions impérialistes. Aux Etats-Unis, alors qu'en 1979, 1 % des familles détenait 20,8 % de la richesse, la proportion s'est élevée en 1983 à 34,3 %, à peine moins qu'en 1929 (36,3 %), selon Time (du 5 octobre 1987). C'est sans commune mesure avec les destructions qu'une dépression bien plus grave qu'en 1932 réclamerait. Mais nous ne sommes pas en 1932. La crise qui éclatait en 1929 devait jeter les impérialistes dans la barbarie de la Deuxième Guerre mondiale. »*

Mais ce que tout le développement de la lutte de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, avec ses hauts et ses bas, ses avancées et ses reculs, met à l'ordre du jour, ce n'est pas une guerre impérialiste contre-révolutionnaire dont les conditions ne sont pas réunies, mais de nouveaux assauts contre le système mondial de domination impérialiste.

Le rapport général préparatoire à la Conférence mondiale des sections aborde l'examen des processus du développement de la révolution prolétarienne internationale combinant la révolution sociale contre l'Etat bourgeois à la révolution politique contre la bureaucratie usurpatrice. Saisie indépendamment de ces processus, la crise économique demeurerait une abstraction. Certes les lois fondamentales de fonctionnement de l'économie capitaliste ont un caractère objectif et contraignant, mais elles expriment un rapport social et ne sont pas séparables de la lutte des classes.

Les conditions — évoquées plus haut — dans lesquelles s'est cristallisé « l'ordre international » d'après-guerre et la place prééminente qu'y tient l'impérialisme américain sont des conditions sociales et politiques. C'est face à la montée de la révolution (« la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ») à une échelle géographique plus grande et au travers d'un processus plus étendu dans le temps qu'au lendemain de la première guerre impérialiste que cet « ordre » se constitue avec la participation des partis de la

II<sup>e</sup> Internationale et le soutien indispensable de la force contre-révolutionnaire que constitue la bureaucratie du Kremlin (cf. rapport). Mais c'est aussi au prix de l'acceptation momentanée de larges conquêtes de la classe ouvrière qui arrache ainsi (comme cela a été établi dans nombre de documents antérieurs de notre Internationale) ses plus profondes conquêtes dans le cadre du système capitaliste, non lors de l'ascension de celui-ci mais en plein déclin. Conquêtes dans leur essence sont contradictoires avec les besoins de l'exploitation mais qui deviennent de plus en plus intolérables au fur et à mesure de l'aggravation de la crise généralisée de l'impérialisme. En relation même avec l'approfondissement de cette crise et l'accentuation de la tendance à la baisse du taux de profit, dans tous les Etats bourgeois, le capitalisme cherche à détruire ces conquêtes mais se heurte à la force et à la résistance de la classe ouvrière. On voit comment, dans nombre de cas, cette lutte se concentre en particulier sur tout ce qui relève de la protection sociale, du droit à la santé, des retraites, qu'il s'agisse des plans du gouvernement « d'Union de la gauche » en France poursuivis par le gouvernement de cohabitation, des plans de Thatcher ou de ceux de Reagan, sans que nulle part d'ailleurs, ils n'aient pu aboutir.

Le développement concret du pourrissement de l'impérialisme est inséparable du cours de la lutte des classes internationale, non que les différents phénomènes se développent selon un synchronisme harmonieux.

C'est dans la mise en place de la période que nous avons définie comme celle de « *l'imminence de la révolution* » que les lois fondamentales du capitalisme s'appliquent avec force à l'impérialisme le plus puissant (mesures Nixon d'août 1971). C'est alors que la « prospérité » fondée sur la première vague de parasitisme et la croissance monstrueuse des dépenses d'armement s'achevait dans les crises monétaires et dans la profonde récession de 1974-1975, qu'échouaient les premières

tentatives de la bourgeoisie britannique de « mettre au pas » la classe ouvrière : la grève générale des mineurs de 1974 aboutissait à la chute du gouvernement conservateur de Heath. Mais 1974, c'était avant tout l'ouverture de la révolution prolétarienne au Portugal, ouvrant la voie à tous les prolétariats d'Europe. Et 1975 est l'année de la défaite historique de l'impérialisme américain au Vietnam...

Nous ne revenons pas ici sur les développements qui sont repris dans le projet de rapport au sujet de la situation mondiale, de la multiplication des situations révolutionnaires, de processus révolutionnaires ouverts, du degré d'imbrication de la lutte dans chaque pays et de la lutte internationale.

C'est sur le terrain creusé par ces développements révolutionnaires que vont s'opérer les conséquences de la nouvelle phase atteinte par la crise du mode de production capitaliste.

Nous voudrions simplement insister ici sur les conséquences de ces développements pour l'impérialisme américain, non seulement parce qu'il demeure qualitativement l'impérialisme le plus puissant, mais parce que sa place de pivot du système impérialiste international est inséparable de sa place de gendarme mondial de la contre-révolution et qu'en conséquence, les rapports de forces entre révolution et contre-révolution se combinent très directement pour lui avec les facteurs dits « économiques ».

## **LA PLACE PARTICULIÈRE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN**

L'impérialisme américain occupe une place particulière. Mais il n'est pas un impérialisme d'une nature « particulière ». Tous les traits du pourrissement capitaliste se retrouvent aux Etats-Unis, mais portés à leur paroxysme. Les plans anti-ouvriers que mettent en œuvre ou préparent toutes les bourgeoisies sont fondamentalement les mêmes que ceux qui sont élaborés et appliqués aux USA, à une plus grande envergure.

La puissance mondiale du capital américain s'appuie d'abord sur l'extorsion de plus-value aux USA mêmes, c'est-à-dire sur l'exploitation du prolétariat des Etats-Unis. La lutte des classes pour la bourgeoisie américaine ce n'est pas que la lutte contre les développements de la révolution à l'échelle internationale, c'est aussi l'affrontement avec « son » prolétariat. L'action des masses travailleuses américaines a été un facteur de la défaite de l'impérialisme au Vietnam, comme elle est un obstacle à ce qu'il porte un coup décisif contre les développements révolutionnaires en Amérique centrale. Et cette force de la classe ouvrière a aussi entravé les plans de Reagan.

Dans la situation qui se noue aujourd'hui, les formules employées dans une autre situation par Léon Trotsky sur le fait que c'est dans la crise que l'impérialisme américain ferait particulièrement sentir sa force et qu'en même temps, il était amené à intégrer toutes les contradictions du système impérialiste mondial, prennent une acuité sans précédent. Revenir sur la situation de l'impérialisme américain est indispensable pour éclairer les tendances mondiales.

Entre 1982 et 1984, des économistes européens se consolait de la stagnation généralisée en vantant la « reprise » américaine qui allait être la locomotive tirant en avant tout le train de l'économie mondiale.

En quoi a consisté cette « reprise » relative. Elle succédait à la plus profonde chute de l'activité industrielle aux USA depuis 1929. La « remontée » restera faible et de courte durée, presque déjà insignifiante, en 1985 : + 2 %, alors qu'elle avait atteint son sommet en 1984 (+ 6 %). Elle ne permet même pas de retrouver le niveau d'activité d'avant 1979. Le nombre avoué de chômeurs reste au dessus de 7 %, la fraction paupérisée de la population continue de croître, l'investissement productif continue de baisser (le taux d'investissement aux USA qui était en 1979 de 17,6 %

du PNB passe à 14,9 %).

La « reprise » s'accompagne de la poursuite de la « désindustrialisation » : les « créations d'emplois » dont on a tant parlé se font essentiellement dans les services, et il s'agit d'emplois précaires, fréquemment payés en dessous des normes légales, qui ne constituent que le sous-produit temporaire d'une réanimation limitée de l'économie. Réanimation due avant tout à une vague spéculative, même si elle a des incidences réelles dans le domaine de la production ou des marchandises. Encore une fois, on ne peut qu'être frappé par l'écart entre les moyens employés et le résultat (de 1981 à 1986, le budget de la Défense nationale a doublé, passant de 150 à 300 milliards de dollars).

En fait, le mouvement spéculatif est assuré par le haut niveau des taux d'intérêts, entraînant un afflux de capitaux étrangers s'investissant notamment dans l'acquisition de bons du Trésor américain, en obligations et en actions, permettant la montée impressionnante du dollar. Ainsi, le déficit américain qui fait « boule de neige » est financé par l'apport de ces capitaux.

Le budget du Pentagone, le « dopage » du dollar ne pouvait que s'accompagner de mesures protectionnistes (d'où l'aggravation de la guerre commerciale) et d'un tribut imposé à toutes les économies, qui marquent comment, dans les conditions mêmes du déclin du système capitaliste, l'hégémonie de l'impérialisme américain s'exerçait. Aussi, les autres impérialismes, en particulier les impérialismes européens, ne bénéficient-ils que de manière limitée de ce regain d'activité limitée engendrée par un recours apparemment sans limites aux moyens parasitaires.

La « locomotive » américaine a bien joué son rôle de traction, mais elle a entraîné le train de l'économie mondiale non sur les rails d'une « reprise harmonieuse » mais au grand choc du « lundi noir » et à ses suites.

Dans la situation qui est ainsi créée, ce n'est pas l'hégémonie de l'impérialisme américain qui est menacée mais le fonctionnement de l'économie capitaliste — et donc aussi l'impérialisme américain. Ce qui entraîne en particulier cette situation, c'est la concentration à un degré encore plus élevé de toutes les contradictions aux USA.

Comme le note J.-Y. Haberer dans l'article que nous avons déjà cité :

*« Les Américains ne sont jamais aussi forts pour imposer leur solution que lorsqu'ils sont en position de faiblesse : l'équilibre du monde a trop besoin de leur propre équilibre, de leur prospérité, de leur liberté. »*

Le mot « liberté » dit l'essentiel : la liberté d'opprimer et d'exploiter à l'échelle de la planète, le rôle de gardien de l'ordre de l'impérialisme américain n'est transférable à nul autre. Les mots « prospérité et équilibre » le complètent, les USA (indépendamment de toute autre considération sur la force de leurs capitaux à l'étranger, etc.) représentent 40 % du marché mondial. Qui peut imaginer une « solution capitaliste » sur les décombres du capital américain ?

La contradiction que recèle la position de l'impérialisme américain, c'est que devant le caractère de plus en plus contraignant de la crise mondiale, les mesures correspondant à ses propres intérêts sont de plus en plus directement contradictoires aux besoins de chaque impérialisme et, simultanément, les « déstabiliser », c'est précipiter sa propre crise.

Ainsi, des économistes américains ont évalué ce que représenterait une véritable réduction du déficit commercial américain :

*« Si les Etats-Unis avaient réussi à équilibrer leur commerce en 1986 en exportant davantage et en important moins, le nombre de bas salaires aurait été augmenté d'environ 4 millions, surtout dans le secteur manufacturier. Mais le reste du monde aurait eu au moins 4 millions d'ouvriers au tra-*

*vail en moins. Sur la base du courant actuel des échanges, c'est au Japon que l'on aurait enregistré un tiers de ces emplois perdus, un autre tiers en Europe et au Canada, le reste ailleurs, à en croire les conclusions d'un rapport préparé à ce sujet par les services de la Maison-Blanche. »*

Exercice d'école certes (le commerce extérieur ne peut être rééquilibré par un coup de baguette magique), mais qui indique la portée de toute mesure prise par les USA. Il n'est pas difficile de comprendre ce que signifierait une réduction brutale des importations du reste du monde vers les USA. La chute du dollar, parce que celui-ci reste précisément la monnaie de réserve internationale, entraîne avec elle un désordre de toutes les monnaies et de tous les moyens de paiement.

La réalité, c'est que depuis la fin de la guerre, le marché mondial qui s'est reconstitué sous l'impulsion et la prééminence de l'impérialisme américain s'est considérablement resserré, ainsi que l'explique M. Dauberny dans *Tribune internationale* :

*« Les nations capitalistes sont étroitement dépendantes les unes des autres. Aucun cavalier seul n'est actuellement envisageable. Le déficit commercial des Etats-Unis, c'est l'excédent de la RFA et de la Corée, la dette de l'Etat américain, c'est l'épargne du reste du monde. »*

Lorsque les commentateurs bourgeois américains s'adressent à leur classe, qu'expliquent-ils ?

Dans *Business Week* du 16 novembre, quel est le thème de l'éditorial ?

*« Nous (les Etats-Unis) pourrions ne plus payer le prix de notre rôle dirigeant mondial et réduire notre budget militaire. »*

C'est-à-dire, est-il expliqué, amener l'Europe et le Japon à prendre une plus grande part dans la production d'armement. Mais, reconnaît Brice Nussbaum, l'auteur de cet article,

*« indirectement, le Japon et l'Europe ont déjà financé le plus clair du déve-*

*loppement militaire des USA ces dernières années en prêtant à Washington (...). Si le Japon et l'Europe prenaient directement à leur charge une part de la note, les USA seraient en meilleure posture pour les rembourser. Mais cela demanderait, de toute façon, des années de négociation. »*

Alors ? Il reste une autre option : l'annulation.

*« Les USA l'ont employée vis-à-vis de la Grande-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle, par les bons investis dans la construction des chemins de fer. Mais ce serait déclencher une catastrophe financière et une dépression inacceptable. L'inflation est une autre solution mais radicale, mais corrosive pour notre économie (...). Pour les Etats-Unis, il ne reste qu'une solution : réduire la dépense intérieure (...). Le Japon et l'Europe peuvent réduire la douleur d'une telle opération en stimulant leur propre dépense intérieure et en augmentant les importations en provenance des USA. Cela aiderait mais ne suffirait pas. »*

En conclusion donc, il faut faire payer les autres, mais aussi les Etats-Unis. C'est-à-dire, pour les capitalistes américains, « faire payer » la classe ouvrière dans des proportions qualitativement différentes de ce que Reagan a pu faire jusqu'à présent.

C'est reconnaître que l'un des traits essentiels de la situation qui se noue, c'est la concentration encore plus poussée aux USA mêmes des problèmes mondiaux, concentration qui tendra à trouver son expression aux Etats-Unis sur le terrain de la lutte des classes.

Par rapport à ses ambitions, chacun constate la faiblesse relative des résultats acquis par l'administration Reagan contre la classe ouvrière américaine, malgré les coups qu'elle lui a portés.

Mais ce que l'on peut caractériser comme un échec de la « période Reagan », ou, pour être plus précis, un échec de l'impérialisme américain — et donc de l'impérialisme mondial —, va au-delà, non, comme cela a été établi, dans le domaine de la position relative de l'impérialisme américain à l'égard de

ses rivaux et partenaires, mais sur le terrain de l'affrontement mondial entre révolution et contre-révolution. De ce point de vue, l'administration Reagan et son leadership mondial laissent à l'impérialisme américain et à l'impérialisme dans son ensemble une situation pire que celle qu'ils ont trouvée.

---

## CRISE FINANCIÈRE ET LUTTE DES CLASSES

---

Il est inutile de se livrer à des spéculations. Les faits suffisent. Ils impliquent inexorablement l'aggravation, l'exacerbation de tous les facteurs déjà existants. Répétons-le, il y a un aspect irréel dans les dissertations sur la « menace de récession ». La « récession », elle est là : elle exprime l'épuisement des moyens employés depuis plus de trente ans. La tempête financière précipite tous les facteurs de cette crise. Mais elle n'a pas — même conjoncturellement — « nettoyé » l'économie. Il y a surabondance de capitaux et de marchandises. Utiliser les mêmes moyens que par le passé pour redonner un ballon d'oxygène à l'économie mondiale — accroître encore le crédit, l'ampleur de l'économie de dette —, ce qui, au moins partiellement, sera le cas, ne peut être poursuivi sans menacer l'équilibre de l'impérialisme américain et donc celui de l'impérialisme mondial. « Resserrer » c'est approfondir la crise économique proprement dite, la chute de la production dans de nouvelles proportions. Il serait vain de chercher à pronostiquer les rythmes et les formes du développement de la crise (par exemple, ce n'est pas le fait que jusqu'à maintenant aucune grande banque ou grand agent de Bourse n'ait fait faillite qui interdit que cela se produise). La certitude, c'est l'approfondissement de la crise sur tous les terrains, ce qui ne signifie pas l'apocalypse (1929 n'était pas l'apocalypse non plus).

Dans pareille situation, non seulement les exigences de l'impérialisme américain vont se faire encore plus contraignantes, mais chacun des impéria-

lismes s'agrippera encore plus à son « domaine » tout en cédant nécessairement aux nécessités du système dans son ensemble.

L'idée selon laquelle l'Allemagne ou le Japon pourraient se substituer aux USA comme « locomotive » de l'économie mondiale est un leurre, et leurs « sacrifices » connaissent des limites qui sont dictées par la crise. Les demi-mesures auxquelles les uns et les autres sont de ce fait condamnés ne peuvent qu'aggraver à terme la situation. Elles intensifient nécessairement la lutte de tous contre tous, dont la véritable « guerre commerciale » qui s'est livrée ces dernières années n'est qu'un épisode.

En ce qui concerne les pays industriellement arriérés, dominés par l'impérialisme, leur situation ne peut que se détériorer encore : soulignons qu'entre 1980 et 1986, le service de la dette pour les pays du « Tiers-Monde » a augmenté de 46 %, tandis qu'en prenant toujours 1980 comme indice de départ, la valeur moyenne des exportations a déchu de 10 %. Et l'on sait que la baisse du dollar, auquel les monnaies de la plupart de ces pays sont directement reliées, ne les favorise en rien. La récente dévaluation mexicaine en est un témoignage. Et ce sont d'abord eux qui subissent (comme, par exemple, le Brésil) les mesures protectionnistes prises par l'impérialisme américain.

Les relations économiques et commerciales entre l'ensemble des Etats impérialistes et l'URSS, la Chine et les pays d'Europe de l'Est occupent quantitativement une place limitée dans le commerce mondial. Qualitativement, elles soulignent la dépendance de ces économies dans le cadre d'un marché mondial et d'une division mondiale du travail structurés sur le maintien de la domination de l'impérialisme à l'échelle mondiale. La situation même de l'économie capitaliste mondiale conduit à un renforcement de la pression dans la voie de la remise en cause de l'économie planifiée fondée sur l'expropriation des

moyens de production, en dernière analyse, dans la voie de la restauration du capital.

Le marxisme nous enseigne, pour reprendre les termes de Trotsky, qu'il n'y a pas

*« en général de dépendance automatique du mouvement prolétarien révolutionnaire à l'égard de la crise. Il y a seulement une interaction dialectique. »*

Pas plus qu'une période de « boom » ne coïncide avec une ère de passivité (la période de « prospérité » fondée sur le développement de l'économie d'armement a vu la révolution chinoise, la révolution cubaine, la grève générale d'août 1953 en France, la guerre révolutionnaire du peuple algérien, la révolution politique commencée en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Pologne), une crise ne débouche pas nécessairement sur la révolution. Et, faut-il ajouter, sur la contre-révolution. La défaite du prolétariat allemand en 1933 n'est pas le résultat de la « crise ». Celle-ci a entraîné des conditions d'une exacerbation inévitable de la lutte des classes. La victoire de la contre-révolution résulte avant tout de la politique criminelle impulsée par la direction stalinienne.

Tout examen des conséquences de la crise actuelle — qui s'inscrit dans le pourrissement généralisé du mode de production capitaliste — renvoie aux conditions de la lutte des classes. Elles dictent en effet impérieusement à toutes les bourgeoisies la nécessité d'intensifier les attaques menées contre la classe ouvrière et ses conquêtes, dans chaque pays et internationalement. Et cela dans un contexte avant tout marqué par le fait que nulle part, les conditions correspondant à ces attaques ne sont réunies. Ce qui ne signifie pas que la classe ouvrière ne sera pas frappée par ces attaques, qu'elle ne connaîtra pas des reculs, des échecs, voire des défaites partielles. Le développement de la lutte des classes ne sera pas unilatéral, il sera marqué par des convulsions, des avances, des reculs. Mais, répétons-le, nul-



le part ne sont aujourd'hui constituées les conditions d'une défaite d'ampleur historique de la classe ouvrière qu'impliquerait une stabilisation politique de l'impérialisme.

Dans pareille situation, le « rempart social de l'impérialisme » (Lénine) constitué par les bureaucraties stalinienne et social-démocrates est lui-même frappé par la crise. L'alignement à droite de tous les partis sociaux-démocrates, les tendances à la dislocation en leur sein n'ont rien d'accidentel. Pas plus que la servilité de la bureaucratie stalinienne, dont la crise procède de celle de l'impérialisme et dont le rôle de « courroie de transmission » de l'impérialisme trouve sa traduction concrète dans le fait que les mesures qu'elle prend contre les travailleurs sont édictées au nom de l'adaptation au marché mondial, de l'application des normes du FMI. Mesures qui en retour accentuent la mobilisation de la classe ouvrière dans la voie de la révolution politique.

Bien que déjà intolérable, le pillage impérialiste des pays dominés ne peut

que tendre à atteindre de nouveaux extrêmes, mais ces tentatives se développeront alors que, par exemple, la révolution en Amérique centrale n'a pu être défaite, que tout le continent sud-américain est secoué par une lame de fond qui rend fragile tous les régimes existants. Les exigences américaines aggravent la situation en Europe, prenant à la gorge chaque bourgeoisie, alors qu'aucune n'a pu stabiliser les formes de sa domination. Et aux Etats-Unis, toute la situation poussera à la maturation de conflits de classes posant avec une intensité nouvelle la question d'une représentation politique des travailleurs.

Il ne suffit pas de dire que les événements vérifient le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce programme n'est pas seulement vérifié : il trouve toute son actualité, toute sa dimension dans les développements de la lutte des classes internationale. Pour répondre à ces développements, l'heure est à la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale et à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.



# Léon Trotsky

## oeuvres

*La collection complète enfin disponible  
(série 1933-1940)*

*Les 24 tomes au prix exceptionnel  
de 550 F (franco de port)*

Commande et règlement à : APIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

**Votre librairie :**

# **LA SELIO**

*Tous les ouvrages  
politiques indispensables*

*Sur commande,  
tous les autres livres  
dont vous avez besoin*

La librairie d'*Informations ouvrières*  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.  
Pourquoi chercher ailleurs un livre que la SELIO,  
la librairie d'*Informations ouvrières*,  
peut vous fournir dans les meilleures conditions.  
(Pour vos commandes téléphoniques  
appelez le 42 46 09 53.)

Votre librairie :

# LA SELLIO

Tous les ouvrages  
politiques indispensables

*Démocratie*  
sur commande,  
tous les autres livres  
dont vous avez besoin

La collection complète enfin disponible  
(série 1933-1940)

Les 2 volumes de l'information ouvrière  
la librairie d'informations ouvrières,  
27, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris  
Pour tous renseignements, écrire à LA SELLIO,  
la librairie d'informations ouvrières,  
peut vous fournir dans les meilleures conditions.  
(Pour vos commandes téléphoniques  
appelez le 43 48 09 53.)

# Le capitalisme français dans la tourmente de la crise mondiale

Par Christian FOSTIER

L'article consacré à la crise du capitalisme français et à son insertion dans celle du capitalisme mondial était pratiquement terminé lorsqu'a eu lieu le krach boursier du 19 octobre 1987. Nous avons pris le parti de ne pas le modifier et de le faire précéder d'une présentation qui l'actualise en tenant compte des derniers développements de la situation économique.

Parmi ces événements, notons la publication dans le journal *Le Monde* du jeudi 17 décembre, d'un appel émanant de 33 experts internationaux, parmi lesquels Michel Albert, auteur d'un livre devenu célèbre, « *Le Pari français* », qui servit de bréviaire à Yves Montand pour proposer une baisse du pouvoir d'achat et un accroissement de la flexibilité lors de son émission *Vive la crise*, préparée conjointement avec un certain Alain Minc.

Ces experts tirent la sonnette d'alarme et envisagent une véritable catastrophe si, disent-ils, des mesures draconiennes ne sont pas prises immédiatement afin de réduire les déficits budgétaires et commerciaux américains, dont résulte la baisse du dollar, source de déséquilibres financiers.

Depuis le début des années 1980, et principalement après la récession de 1982, le président Reagan a mené une politique de stimulation de l'économie américaine au moyen d'un important déficit budgétaire. C'est ainsi que les dépenses militaires américaines ont fortement augmenté, garantissant des marchés et des profits substantiels à de grandes entreprises, et fournissant la base du développement de la Silicon Valley et des industries florissantes du sud des USA. Combiné à un endettement croissant des entreprises et des ménages, ce déficit budgétaire a alimenté « *l'activité économique* » (1), conduit à une hausse des importations américaines en provenance d'Europe et du Japon, creusé le déficit commercial et provoqué la baisse du dollar. Par ailleurs, le Trésor américain, à la recherche de capitaux nécessaires au financement des dépenses de l'Etat, a progressivement augmenté les taux d'intérêts offerts et collecté ainsi des fonds dans le monde entier. On sait aujourd'hui que les banques centrales japonaise et européennes financent le déficit budgétaire américain, à hauteur de 35 à 40 milliards de dollars.

En d'autres termes, le raisonnement suivi par les experts signataires de l'appel est le suivant : le déficit budgétaire américain est responsable de la hausse des taux d'intérêts qui absorbent du capital étranger, ce même déficit budgétaire soutient l'activité économique américaine, accroît ses importations et provoque un déficit commercial qui pousse le dollar à la baisse ; cette baisse du dollar ébranle le système monétaire et financier mondial et est à l'origine du krach boursier.

C'est pourquoi, ajoutent ces mêmes experts, les USA doivent « *réduire leur train de vie* », c'est-à-dire diminuer le déficit budgétaire, pour ralentir l'activité écono-

(1) Une activité économique fondée sur la baisse du salaire moyen et la multiplication des « petits boulots ».

mique et réduire les taux d'intérêts, faire disparaître le déficit commercial et stabiliser le dollar... afin d'éviter un nouveau krach boursier. Mais que signifierait une telle politique ?

Réduire le déficit budgétaire, c'est diminuer les dépenses de l'Etat américain. Comme il n'est nullement question de s'en prendre aux dépenses militaires indispensables à la défense du « monde libre » et à la rentabilisation des principales entreprises, il s'agit alors de s'attaquer aux dépenses civiles, et plus particulièrement aux dépenses sociales.

Autrement dit, conseil est donné à Reagan de réduire la consommation des ouvriers américains pour limiter les importations rendues responsables de la baisse du dollar.

Par ailleurs, cette réduction des achats américains à l'étranger signifierait la mise en chômage de 6 millions de travailleurs européens dont la production est vendue aux USA. En effet, si les exportations totales des pays européens s'élèvent à 300 milliards de dollars, 90 sont écoulés aux USA. Pour le Japon, les mêmes chiffres sont de 210 et 80 milliards de dollars, c'est-à-dire que plus du tiers des ventes japonaises à l'étranger dépend... de la marche de l'économie américaine. Comme on le voit, l'application de ces mesures plongerait l'économie mondiale dans une dépression profonde, alors que l'on compte déjà 32 millions de chômeurs dans l'ensemble des pays capitalistes développés. Une dépression qui ne serait pas sans conséquences sur le cours des actions et la tenue de la Bourse... Cependant, telle n'est pas pour l'instant la solution retenue par Reagan... qui craint la force du prolétariat américain. Ce que regrette Jean Boissonnat dans *La Tribune de l'Economie* en soulignant le « manque de détermination politique » du président américain. En effet, Reagan semble opter pour une baisse du dollar qui favoriserait les ventes américaines à l'étranger en les rendant moins onéreuses pour leurs acheteurs. Autrement dit, le capital américain tente de sortir de sa crise en la reportant sur les autres pays impérialistes. Mais, comme on l'a vu, les experts internationaux auteurs de l'appel paru dans *Le Monde* estiment que ce faisant, l'économie mondiale est menacée d'un nouveau krach d'une ampleur sans précédent... En somme, l'alternative est la suivante : dépression économique qui ne serait pas sans effets sur la Bourse, ou nouveau krach boursier qui ne serait pas sans graves conséquences sur l'économie.

C'est dans ce cadre que se trouve placé le capitalisme français. Si dans les premiers jours de la crise boursière, Edouard Balladur comme les responsables du CNPF tenaient des discours visant à rassurer, depuis, le ton a quelque peu changé. Comme l'écrit Jacques Sauvant dans *Le Monde de l'Economie* du 8 décembre : « Pour l'essentiel, la note sera réglée plus tard et elle risque d'être lourde en termes de croissance et d'emploi. Il est difficile d'imaginer en effet que des pertes boursières approchant 300 milliards de francs (5 à 6 % du produit intérieur brut) puissent rester sans conséquences sur la marche des économies. » Des pertes boursières qui touchent les entreprises. A ce sujet, la douzième journée des centrales de bilan des entreprises qui a réuni le 25 novembre la Banque de France, le Crédit national, la Caisse des dépôts, l'INSEE et la Direction de la prévision du ministère de l'Economie, a fourni d'intéressantes indications. Dans le compte rendu qu'il a fait de ce colloque, le journal *Le Monde* peut écrire : « L'étude du Crédit national confirme le gonflement des placements financiers sur la période étudiée (1979-1985) avec un net décollage en 1983, coïncidant avec l'amélioration des comptes des entreprises et la prolifération des possibilités de placements permettant à toutes les entreprises grandes ou petites d'y avoir recours. »

Les conséquences de ces pertes et de la baisse du dollar, François Périot, leader du CNPF, les a clairement exposées dans *Le Figaro* du 15 décembre : « Cette crise est là. Pour se prémunir contre les effets de cette crise internationale, la France

*doit poursuivre et même amplifier la politique de redressement en cours. Les hommes politiques ont pris ces dernières années des mesures importantes en faveur de l'entreprise. Elles sont encore insuffisantes. Aussi longtemps que des réformes de fond n'auront pas été réalisées dans ce pays, je pense notamment à la fiscalité, à notre système de protection sociale, à notre droit social et au système éducatif, nous resterons en état d'infériorité en matière de compétitivité. »*

Dans cette voie, le gouvernement n'a pas tardé à prendre des mesures de « soutien à l'investissement », c'est-à-dire aux profits, en facilitant les amortissements et les déductions fiscales qui les accompagnent. De même, les lois sur la Sécurité sociale votées au Sénat le 8 décembre et à l'Assemblée nationale le 18 décembre constituent de nouvelles étapes vers sa fiscalisation, vieille exigence du CNPF.

« La France et l'Europe sont-elles finies ? »

Cette question pour le moins directe et abrupte sert de titre à la première partie d'un livre publié par une institution officielle, le Commissariat général au Plan, sous la direction d'un proche du Parti socialiste, Henri Guillaume (1). L'inquiétude réelle qu'elle manifeste, d'autres comme le sénateur Maurice Blin l'ont exprimée sous le terme de déclin ou de régression de l'économie française. Au-delà de la couverture idéologique des politiques d'austérité qu'il représente, ce discours reflète un problème véritable, celui de la place du capitalisme français dans la hiérarchie des pays impérialistes.

Il est vrai que la médiocre position du capital français dans la division internationale du travail, ses pertes de marchés aussi bien à l'extérieur que sur son propre territoire d'origine, et plus généralement ses mauvaises performances productives, revêtent un caractère de plus en plus grave quelques années avant l'ouverture en 1992 du Marché unique européen.

Cette situation conduit à s'interroger sur l'insertion du capital français dans l'économie mondiale et plus précisément dans la crise mondiale du capital, pour d'une part en saisir les enjeux économiques, sociaux et politiques, et d'autre part comprendre l'unité et le sens profond des politiques suivies par tous les gouvernements de droite ou de gauche, dans tous les domaines, des salai-

res à la Sécurité sociale, de la fiscalité à l'emploi, de l'école... à la Bourse.

Depuis maintenant près de 15 ans, la crise de l'économie française a donné lieu à de multiples explications : les hausses du prix du pétrole en 1973 et 1979, celle du dollar en 1982, la concurrence dite déloyale de certains pays sous-développés connaissant des processus limités et inégaux d'industrialisation comme la Corée du Sud, Taiwan ou le Brésil, ou la rigidité des salaires.

Toutes ces analyses ont été démenties par les faits : les prix du pétrole, le dollar et les salaires ont baissé, les « nouveaux » pays industrialisés connaissent des problèmes croissants... mais la crise et les déséquilibres s'aggravent dans l'ensemble des pays impérialistes. Une hypothèse a bien évidemment été rejetée avec condescendance par les économistes professionnels : celle d'une crise de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale. En démontrer la validité, tel est l'objet de cet article qui se veut une première approche de la question et un appel à l'approfondissement de l'analyse.

## UNE CRISE MONDIALE DU CAPITAL

Tout d'abord, force est de constater que la crise économique a frappé la totalité des pays impérialistes au cours de la même période. Alors que les décennies

(1) « Faire gagner la France », sous la direction de Henri Guillaume.

1950-1970 avaient vu s'approfondir l'internationalisation des échanges et de la **production**, il nous semble difficile de penser la crise de tous ces pays comme la somme de crises locales juxtaposées et synchronisées.

Cette internationalisation des échanges et de la production, résultat notamment du développement de l'exportation de capitaux, a conduit à une interdépendance des conditions de la mise en valeur du capital, c'est-à-dire des conditions de l'exploitation du travail par le capital. Au-delà des conditions nationales qui revêtent une grande importance dans la lutte concurrentielle, comme l'intensité des revendications salariales et l'organisation des capitaux, des facteurs **généraux et communs** à tous les pays impérialistes ont déterminé la reproduction du capital et se sont manifestés dans la baisse générale du taux de profit moyen, aussi bien aux USA qu'en France, au Japon ou en RFA.

S'agissant des **formes** précises de cette crise structurelle, elles expriment les rapports de forces entre les capitaux et pays impérialistes, c'est-à-dire aussi bien les liens qui les unissent que leur relative autonomie.

En d'autres termes, les formes de l'accumulation du capital depuis 1950, les formes de production de la plus-value, conditionnées par les dépenses militaires et un accroissement de l'endettement des Etats, des entreprises et des ménages, ont épuisé leurs ressources (2). Elles ont conduit à une crise de suraccumulation du capital, de la division internationale du travail et de la circulation monétaire et financière. Il s'agit en effet d'une crise de la mise en valeur du capital dans tous ses aspects :

*« Le procès de production capitaliste consiste essentiellement à produire de la plus-value qui se manifeste par le surproduit ou fraction aliquote des marchandises produites qui matérialise le travail non payé. Il ne faut jamais oublier que la production de cette plus-value — et la reconversion d'une partie de celle-ci en capital, ou accumulation, constitue une partie intégrante de*

*cette production de plus-value — est la fin immédiate et déterminante de la production capitaliste (...). L'acquisition de cette plus-value constitue le procès de production immédiat (...). Dès que la quantité de surtravail qu'on peut tirer de l'ouvrier est matérialisée en marchandises, la plus-value est produite. Mais avec cette production de la plus-value, c'est seulement le premier acte du procès de production capitaliste, du procès de production immédiat qui s'est achevé. Le capital a absorbé une quantité déterminée de travail non payé (...). Alors s'ouvre le deuxième acte du procès. La masse totale des marchandises, le produit total, aussi bien la portion qui remplace le capital constant et le capital variable que celle qui représente de la plus-value **doivent être vendues**. Si cette vente n'a pas lieu ou n'est que partielle, ou si elle a lieu seulement à des prix inférieurs aux prix de production, l'ouvrier certes est exploité, mais le capitaliste **ne réalise pas son exploitation en tant que telle.** » (3)*

La crise de suraccumulation du capital résulte des limites atteintes par les formes de production de la plus-value dominantes dans les années 1950-1970 : la transformation des procès de travail marquée par le travail à la chaîne, l'intensification du travail et les investissements en capital fixe ne donnent plus les résultats escomptés alors que le partage des revenus entre profits et salaires correspond de moins en moins aux exigences capitalistes.

Cette crise de l'économie capitaliste, Marx en donnait la définition suivante :

*« Le capital deviendrait incapable d'exploiter le travail au degré voulu par le développement sain et normal du procès de production capitaliste, de*

(2) Ce rôle du crédit est souligné par Christian Stoffaes : « Pour reculer l'échéance de la vraie crise, les gouvernements et le système financier n'ont pas cessé de créer du crédit depuis quinze ans, d'où a résulté l'inflation. » « Une économie mondiale », ouvrage collectif aux éditions Pluriel.

(3) Karl Marx, « Le Capital », livre 3, tome 1, pages 256 et 257. A propos de l'expression **procès de production**, Marx précise : « Le mot **procès** exprime un développement considéré dans l'ensemble de ses conditions réelles. » « Le Capital », livre 1, tome 1, page 181.



manière à faire augmenter au moins la **masse de profit** à mesure que s'accroît la **masse du capital employé** ; cette exploitation devrait donc exclure la possibilité de voir le taux de profit baisser dans la même proportion qu'augmenterait le capital, ou même de le voir baisser plus vite que ne s'accroîtrait le capital. » (4)

Cette

« surproduction de capital, précise Marx, ne signifie jamais autre chose que surproduction de moyens de production (...) pouvant exercer la fonction de **capital**, c'est-à-dire susceptibles d'être utilisés pour exploiter le travail à un degré d'exploitation donné (...). **Si ce degré d'exploitation tombe au-dessous d'une certaine limite**, cette chute provoque des perturbations et des arrêts de la production capitaliste, des crises, une destruction de capital » (5).

Autrement dit,

« il n'y a pas de surproduction absolue tout court, surproduction absolue de moyens de production. Il n'y a surproduction de moyens de production que dans la mesure où ceux-ci font office de capital, et, partant, impliquent — par rapport à leur valeur qui s'est gonflée avec leur masse — une mise en valeur de cette valeur, dans la mesure où ils doivent créer une valeur additionnelle » (6).

Il ne s'agit donc pas d'une crise de l'économie en général, mais de la crise de l'économie capitaliste au stade impérialiste et à une phase précise de la décadence impérialiste. La baisse du taux de profit, la baisse de la rentabilité du capital, l'insuffisance de la plus-value produite au regard de la masse de capital à mettre en valeur, telle est la cause de la crise.

C'est pourquoi, pour tenter de surmonter sa crise, le capital se doit de rétablir les conditions de sa mise en valeur, c'est-à-dire un taux de profit suffisant en augmentant le taux d'exploitation de la classe ouvrière et en détruisant des capitaux :

« Le simple énoncé du conflit qu'il s'agit d'aplanir contient déjà la manière de le résoudre. Dans tous les cas, l'équilibre se rétablirait par la **mise en som-**

**meil et même la destruction de capitaux.** Ces phénomènes (...) s'étendraient même en partie à la substance matérielle du capital, c'est-à-dire qu'une partie des moyens de production, capital fixe et circulant, ne serait plus en fonction, n'agirait plus comme capital, une partie des entreprises serait fermée (...), l'arrêt de la production aurait mis au chômage une partie de la classe ouvrière et ainsi placé la partie occupée dans des conditions telles qu'elle aurait dû consentir à un abaissement de salaire même au-dessous de la moyenne ; pour le capital, l'effet est le même que si avec un salaire moyen, on élevait la plus-value relative ou absolue... L'arrêt de la production ainsi survenu aurait préparé l'élargissement ultérieur de la production dans les **limites capitalistes.** » (7)

Telles sont les contradictions fondamentales à l'œuvre dans la crise de suraccumulation du capital et dont les manifestations sont aujourd'hui connues : la destruction de capital, ce sont les fermetures d'usines, les faillites, la baisse des prix de certaines marchandises, la dépréciation de masses de valeurs comme celles des entreprises jugées non rentables, les matières premières inutilisées, des bâtiments laissés à l'abandon, c'est aussi la mise au chômage de 32 millions de travailleurs dans les pays capitalistes développés de l'Ouest et la baisse du pouvoir d'achat.

Et c'est dans ce cadre que se déroule une vaste bataille entre les différentes fractions du capital mondial pour se sortir le mieux possible de cette crise générale :

« C'est la baisse du taux de profit qui suscite la concurrence entre les capitaux et non l'inverse. » (8)

Chaque capital essaie alors de compenser la baisse de son taux de profit au détriment des autres, et s'engage alors une lutte concurrentielle pour s'appro-

(4) Karl Marx, « *Le Capital* », livre 3, tome 1, page 268.

(5) Idem, page 268.

(6) Idem, page 268.

(7) Idem, pages 266-267.

(8) Idem, page 269.

prier les marchés et se doter des meilleures conditions de production, c'est-à-dire des conditions d'exploitation du travail. Il faut alors se dégager le plus rapidement possible des productions les moins rentables, libérer du capital pour les tâches productives porteuses de bénéfices, et à cette fin restaurer au plus vite les taux de profit.

Dans cette situation générale, dont le tableau a été tracé à grands traits, quels sont les problèmes rencontrés par le capital français ?

### LA CRISE DU CAPITAL EN FRANCE

S'il est vrai que la hausse du prix du pétrole en 1973 a représenté une ponction de 3 % sur la production nationale en raison de la forte dépendance énergétique de la France, et accéléré la crise, des contradictions plus durables étaient à l'œuvre depuis plusieurs années. C'est ce que confirment les travaux statistiques réalisés par la bourgeoisie elle-même pour appréhender sa propre crise. C'est ainsi que la revue n° 321 de septembre 1975 du ministère de l'Economie et des Finances, *Statistiques et études financières*, et la publication de l'INSEE *Economie et statistiques* de juin de la même année, conduisent aux conclusions suivantes (9) :

— l'économie française a connu une forte accumulation du capital dans les années 60, conduisant à une forte augmentation de la masse de capital employé : la part de l'investissement dans le produit national est en effet passée de 19,8 % en 1959 à 26,6 % en 1972, puis à 26,3 % en 1974 ;

— le rythme de croissance du capital fixe s'est accéléré : de 3,4 % au début des années 60 à 5,3 et 7,6 % ;

— c'est pourquoi, en raison de la faible hausse des effectifs employés, le **capital investi par personne** a crû, dans la même période, de 2,4 % par an puis de 3,9 % et de 5 % ;

— de plus, l'efficacité technique du capital, c'est-à-dire le rapport entre la

valeur nouvelle créée dans la production par les salaires et le capital produit, se dégrade à partir de 1964. En d'autres termes, la masse de valeur nouvelle créée augmente moins vite que le capital utilisé pour la produire. Cette dégradation de l'efficacité technique du capital commence en 1964, mais jusqu'en 1969, elle est compensée par un partage de cette valeur nouvellement créée en faveur des profits au détriment des salaires en raison d'une part du blocage du pouvoir d'achat de la classe ouvrière en 1966-1967 qui assure une hausse du taux d'exploitation, et d'autre part d'une fiscalité avantageuse pour les capitalistes. C'est pourquoi le taux de profit moyen est en hausse et atteint des records en 1969.

Cependant, la période qui s'ouvre alors est marquée par une accélération de l'accumulation du capital et un partage de la valeur ajoutée de moins en moins favorable aux entreprises en raison de la montée des luttes revendicatives consécutive à la montée générale de mai-juin 1968.

Deux facteurs se combinent alors dans cette nouvelle phase : l'alourdissement de la masse de capital employé, la baisse de son efficacité technique en raison notamment des limites atteintes par l'intensification du travail, et un mauvais partage de la valeur ajoutée. C'est la baisse classique de rentabilité du capital :

« La rentabilité du capital est d'autant plus importante que le partage de la valeur ajoutée est favorable aux entreprises, que la productivité du capital croît rapidement et que le prix relatif du capital par rapport à celui de la valeur ajoutée diminue. » (10)

On reconnaît dans ces lignes les contradictions de la mise en valeur du capital soulignées par Marx : le travail n'est plus suffisamment exploité pour mettre en valeur la masse de capital existant.

(9) *Economie et statistiques* de juin 1975. Article de Christian Sautter.

(10) *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1984, tome 1, page 125.

C'est la crise que la hausse du prix du pétrole révèle et accélère.

Sans attendre, les gouvernements de l'époque et leurs successeurs vont mettre en œuvre des politiques visant à redresser la situation. Mais les résultats atteints sont loin d'être à la hauteur des exigences du capital. En effet, malgré le quadruplement du nombre des chômeurs de juin 1974 à mai 1981, passant de 450 000 à 1 780 000, et les attaques contre le pouvoir d'achat des salariés, la rentabilité économique du capital continue à se dégrader jusqu'en 1983. Elle passe en effet de 15,8 % en 1981-1983 à 10,8 % en 1984.

S'agissant plus précisément de l'industrie, les chiffres sont les suivants : 14,9 % pour 1970-1973, 9,2 % en 1979,

7 % en 1981-1982 et 9,2 % pour 1983. Les raisons de cette situation, l'INSEE en fournit l'explication :

« Au total, le facteur prépondérant expliquant les inflexions de la rentabilité des entreprises est le partage de la valeur ajoutée. Celui-ci explique environ les 2/3 de la baisse de la rentabilité constatée depuis 1973, le tiers restant résultant essentiellement de la diminution de la productivité du capital. » (11)

Plusieurs questions doivent alors être posées : quelles ont été l'évolution du partage de la valeur ajoutée et celle de la productivité du capital ?

Attachons-nous pour commencer à celle de la valeur ajoutée en utilisant un tableau extrait du *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1986.

	1977	78	79	80	81	82	83	84	85	86 <sup>1</sup>
Rémunération des salaires, dont :	66,6	66,8	66,7	68,5	68,9	69,0	68,5	67,5	66,5	64,2
Salaire brut	50,4	50,8	50,3	51,4	51,7	51,6	50,7	49,7	48,6	46,8
Cotisations sociales	16,2	16,0	16,4	17,1	17,2	17,4	17,8	17,8	17,9	17,4
Taux de marge (1)	26,4	25,9	25,9	24,1	24,2	24,0	24,1	25,1	25,9	28,1

(1) Le taux de marge mesure la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée. Qu'est-ce que l'excédent brut d'exploitation ? C'est ce qui reste de la valeur ajoutée (la valeur nouvellement créée dans la production) aux mains des capitalistes après rémunération des salariés et paiement des impôts liés à la production. Plus ce taux est important, plus le capitaliste s'approprie une grande part de la valeur créée dans la production par les salariés.

Comme on le voit, jusqu'en 1982, le partage de la valeur ajoutée est resté défavorable au capital, en raison de l'indexation des salaires par rapport aux prix, de l'insuffisante baisse des effectifs que l'on continue à rémunérer mal-

gré le ralentissement de la production, et des hausses de taux de cotisations sociales. Quant à l'épargne brute des entreprises, qui mesure la part des ressources qui restent disponibles pour investir, elle évolue comme suit :

**Epargne brute des entreprises, c'est-à-dire excédent brut d'exploitation moins les impôts sur les bénéfices, et les intérêts versés (en pourcentage de la valeur ajoutée) :**

1977	78	79	80	81	82	83	84	85	86
12	12,5	12,3	10,5	9,3	9,8	10,3	10,7	11,1	12,7

En second lieu, on remarque qu'au cours des mêmes années, la productivité du capital poursuit sa baisse. Selon l'IN-

SEE, elle diminue de 1,9 % par an de

(11) *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1984, tome 1, page 125.

1963 à 1972, et de 3,3 % de 1974 à 1982. En outre, lors d'un colloque tenu à Nanterre le 1<sup>er</sup> octobre 1986, l'un des responsables de l'INSEE, Paul Dubois, donnait les indications suivantes : de 1979 à 1985, la productivité du capital diminue de 3,2 % par an en France, mais seulement de 1,2 % aux USA, 0,6 % en Grande-Bretagne, 0,1 % en RFA, et augmente de 4 % au Japon (12).

Ainsi donc, à investissement égal, on produit de moins en moins de valeur :

« La baisse de la productivité apparente du capital s'accélère après 1974 et correspond à un besoin de plus en plus fort d'équipements pour assurer une même production. Cette perte d'efficacité résulte pour les trois quarts du ralentissement de la durée d'utilisation des équipements. » (13).

Mais, fait plus grave encore :

« A partir de 1980, la baisse de la productivité apparente du capital présente un caractère intrinsèque et n'est plus seulement liée aux fluctuations de la demande et aux évolutions de l'organisation du travail. » (14)

En somme, à la lecture de ces données, une première conclusion s'impose : au début des années 1980, le capital français n'est toujours pas parvenu à restaurer les conditions de sa valorisation, et le taux de profit va d'ailleurs atteindre un niveau historiquement bas en 1982. Dès lors, un impératif se fait jour : il faut à tout prix tenter de rétablir ce que Marx appelait le degré d'exploitation du travail compatible avec les exigences du capital. Cela signifie atteindre un double objectif : accroître le taux d'exploitation en réduisant le coût de la force de travail, détruire le capital non rentable et assurer une meilleure utilisation du capital en fonction afin d'augmenter la production de plus-value. C'est dans cette perspective que prennent place les attaques contre les salaires et la Sécurité sociale.

« Le coût salarial, peut-on lire dans une publication de l'INSEE, *Ecoflash*, se compose d'un côté du coût direct de la main-d'œuvre, formé principalement des salaires bruts (salaires nets, plus cotisations sociales à la charge des sala-

riés), des rémunérations des journées non ouvrées (congrés payés, indemnités de licenciement), des primes et avantages en nature, et d'un autre côté des charges sociales, c'est-à-dire un ensemble de charges diverses, obligatoires et conventionnelles, destinées pour leur plus grande part au système de financement du système de la Sécurité sociale. Il s'agit d'abord des cotisations obligatoires des employeurs aux différentes caisses de Sécurité sociale (assurance maladie, vieillesse, allocations familiales, accidents du travail), des cotisations à l'assurance chômage et de la contribution des employeurs à la formation professionnelle continue. A cela s'ajoutent des charges conventionnelles déterminées dans le cadre des négociations entre les partenaires sociaux (...). Ces conventions et ces accords sont souvent signés au niveau des branches de l'industrie. » (15)

A ce sujet une précision s'impose concernant la distinction faite habituellement entre les cotisations à la charge des salariés et celles à la charge des employeurs :

« Les cotisations sociales effectuées à la charge des employeurs et versées par ceux-ci aux organismes assureurs sont un élément de la rémunération des salariés, peut-on lire dans les comptes de la nation de 1986. Elles comprennent les versements à la charge des employeurs que ceux-ci effectuent au profit de leurs salariés aux organismes assureurs (administration de Sécurité sociale). Bien que versées directement par les employeurs aux organismes assureurs, ces cotisations d'employeurs sont considérées comme éléments de la rémunération des salariés que ceux-ci sont censés reverser aux organismes assureurs. Il s'agit d'une définition de la rémunération quelles que soient les formes qu'elles revêtent pour l'employeur. » (16)

(12) Voir *Le Matin de Paris*, début octobre 1986.

(13) *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1983, tome 1, page 113.

(14) *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1984, tome 1, page 125.

(15) *Ecoflash* de février 1986.

(16) *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1986.

On a donc bien affaire à un salaire **différé**, et la Sécurité sociale peut alors se définir comme une propriété collective de la classe ouvrière.

## RESTAURER LE TAUX D'EXPLOITATION, UN OBSTACLE MAJEUR : LA SÉCURITÉ SOCIALE

Dans son offensive contre le coût de la force de travail, le capital va commencer par s'attaquer à l'indexation des salaires par rapport aux prix. C'est à Jacques Delors et à son collègue du PCF Anicet Le Pors qu'est revenu le « mérite » de cette remise en cause. Mais, pour les capitalistes, en dépit des résultats appréciables obtenus dans ce domaine, cela s'avère insuffisant.

*« Si à court terme, écrivent les experts de l'OCDE, l'adoption d'une norme s'est avérée efficace pour modifier les anticipations et amorcer le processus de ralentissement des salaires, elle ne peut se substituer durablement aux mécanismes micro-économiques de formation des salaires. A cet égard, l'obligation faite depuis 1982 de négocier chaque année dans l'entreprise pourrait modifier graduellement les comportements et éviter que, comme par le passé, les négociations centralisées ne conduisent à un alignement général des hausses sur les secteurs les plus favorisés. » (17)*

En clair, les lois Auroux, votées par les députés du PS et du PCF et toujours défendues par les responsables de ces partis, sont une première brèche dans le

système de formation des salaires et donc saluées par les spécialistes de l'OCDE comme un moyen de lier les salaires aux performances de chaque entreprise, c'est-à-dire aux exigences du profit des capitalistes. Elles sont donc un mécanisme qui aide le capital à augmenter son degré d'exploitation du travail.

Dans cette tâche de remise en cause des salaires, on retrouve une nouvelle fois l'inévitable Jacques Delors. C'est lui qui, dans une interview au *Nouvel Economiste* de décembre 1982, proposait la mise en place d'un salaire en trois éléments comprenant une partie fixe et générale pour tous et deux parties variables, l'une liée aux résultats de l'entreprise, l'autre aux performances individuelles du salarié.

Le chemin était ainsi tracé pour toutes les formules actuelles d'intéressement et d'individualisation, et en dehors de l'avantage proprement économique de cette proposition qui aboutit à lier directement salaire et plus-value produite, l'organisation patronale Entreprise et Progrès y voit un intérêt plus important encore :

*« Seul le caractère aléatoire (des parties variables du salaire) peut éviter leur assimilation à un avantage acquis et leur intégration à terme au salaire garanti. » (18).*

Et après plusieurs années d'application, ces attaques contre les salaires vont aboutir à un premier résultat : la diminution de la part des salaires nets dans le Produit intérieur brut.

### Part des revenus disponibles bruts dans le PIB en pourcentage

	1979	80	81	82	83	84	85	86
Salaires nets	36	36,4	36,9	36,4	35,6	34,7	34	33

Mais dans le même temps, la part des prestations sociales perçues par les ménages évoluait comme indiqué dans le tableau que nous reproduisons page

suivante :

(17) Rapport de l'OCDE sur la France de juillet 1985.

(18) *Libération* du 22 avril 1986.

### Part des revenus bruts disponibles dans le PIB en pourcentage

	1979	80	81	82	83	84	85	86
Prestations sociales	20,2	20,7	21,9	22,8	23,2	23,5	23,7	23,6

Comme on peut le constater, sur la base des droits acquis par les salariés, la part des prestations sociales a connu une croissance significative de 1979 à 1983, puis une stabilisation et une très légère diminution en 1986 (19).

En valeur absolue, les sommes distribuées ont été les suivantes (en millions de francs) :

1979	1982	1986
500 806	828 221	1 185 073

1960	1970	1980	1984	1985	1986
9,8 %	12 %	18,3 %	19,3 %	19,3 %	19 %

Ces prestations, on l'a vu, demeurent une part croissante de la rémunération des salariés. Or cette hausse des cotisations pèse sur le coût de la force de travail et annule en grande partie les avantages de la baisse des salaires et des effectifs. C'est pourquoi la diminution du coût de la force de travail, la diminution de la part des salaires direct et **différé** dans la valeur ajoutée pour accroître celle des profits nécessite d'en finir avec la Sécurité sociale, devenue ainsi l'obstacle majeur pour les capitalistes. C'est d'ailleurs ce qu'affirment sans retenue leur porte-parole :

« La montée de coûts nominaux de main-d'œuvre de 1973 à 1983, peut-on lire dans un rapport de l'OCDE publié en 1985, s'explique par l'indexation des

De 500 milliards de francs, leur montant est passé à 1 185 milliards de francs en 1986, une somme équivalente au budget de l'Etat.

Cette croissance des prestations sociales s'explique pour une large part par l'évolution des prestations de chômage. Mais compte tenu du système existant, qui lie les cotisations sociales à la masse salariale, les dépenses correspondent pour les capitalistes à un alourdissement du prix de la force de travail qui se traduit par une hausse des taux de cotisations dont la part dans le Produit intérieur brut reste **stable** ces dernières années (20) :

*salaires et pour une part importante par la quasi-quinquuple des cotisations salariales des employeurs alors que les salaires et traitements bruts versés étaient multipliés par 3,7. Sur la période, les cotisations sociales employeurs sont passées de 25 à 32 % de la masse des salaires et traitements bruts effectivement versés. » (21).*

(19) Rapport annuel sur les comptes de la nation de 1986, tome 2, page 174.

(20) Ecoflash de mai 1987.

(21) Rapport de l'OCDE sur la France de juillet 1985.

Deux ans plus tard, l'OCDE revient à la charge dans les mêmes termes :

*« Le partage de la valeur ajoutée est relativement peu favorable aux entreprises, en particulier parce que le financement de la protection sociale repose en grande partie sur elles. »* (22)

Dans ces conditions, les attaques contre la Sécurité sociale et la protection sociale dans son ensemble visent un triple objectif : en finir avec cette institution pour diminuer le prix de la force de travail, ouvrir de nouveaux champs d'accumulation au capital et réintroduire dans le circuit capitaliste les sommes qu'elle collecte aujourd'hui.

L'offensive contre l'augmentation des prestations sociales exige tout d'abord de s'en prendre aux allocations chômage dont la croissance a été très forte depuis 1974. C'est ce que va entreprendre le gouvernement Mauroy-Fiterman-Beregovoy dès novembre 1982, et en 1985, l'OCDE peut tirer un premier bilan des mesures prises :

*« Au total, on peut considérer qu'un tiers des chômeurs inscrits ne perçoit rien, un autre perçoit 30 % du salaire minimum et le dernier tiers perçoit en moyenne 80 % du salaire minimum (...). Ce nouveau dispositif a vraisemblablement stabilisé le coût de l'indemnisation du chômage en 1984. Il reste que celui-ci est élevé »* (23), et doit être réduit de façon significative.

Dans le domaine de l'assurance-maladie, les mesures prises par Georgina Dufoix et Philippe Séguin, et qui aboutissent à une réduction dramatique des prestations, doivent être poursuivies. A ce sujet, le Commissariat général au Plan indique :

*« Une exigence première est de maîtriser les dépenses de santé. Il s'agit moins d'assurer à chacun une juste prestation, compte tenu des cotisations qu'il a versées, que de déterminer quelles sommes la collectivité est prête à affecter à la distribution des services de soins. »* (24)

Assimilant la santé à une fonction collective comme l'éducation ou l'armée, les experts du Plan estiment qu'il

faut par conséquent traiter les dépenses de santé comme celles des autres fonctions collectives :

*« Il n'y a pas de raisons que la santé échappe aux options globales qui seront prises dans l'ensemble des domaines. »*

C'est pourquoi, poursuivent-ils,

*« il est paradoxal de constater que le budget social de la nation, pourtant sensiblement supérieur au budget de l'Etat, stricto sensu, ne fait pas toujours l'objet d'un véritable contrôle parlementaire ».*

A cette fin, la voie la plus prometteuse n'est-elle pas la fiscalisation de certaines prestations sociales comme les allocations familiales ? Elle aurait en outre l'avantage de rapprocher les capitalistes français de leurs homologues allemands :

*« En RFA, la fiscalisation des allocations familiales et une forte contribution publique aux régimes d'assurance vieillesse et chômage limitent l'appel aux cotisations des employeurs. »* (25)

Plus généralement, constate l'INSEE,

*« plus la puissance publique contribue au financement de la protection sociale, plus les charges sociales versées à ce titre par l'employeur sont faibles et la part du coût social indirect limitée »* (26).

A ce propos, on pourrait considérer que le financement de la protection sociale relevant de l'impôt, les employeurs utiliseraient la baisse de leurs cotisations pour augmenter le salaire direct des travailleurs afin de leur permettre de payer les impôts nécessaires aux dépenses sociales.

Il s'agirait alors d'un simple changement de forme. Or, il n'en est rien. En effet, indique l'INSEE,

(22) Rapport de l'OCDE sur la France de juillet 1985.

(23) Rapport de l'OCDE sur la France de janvier 1987.

(24) *Faire gagner la France*, sous la direction de Henri Guillaume.

(25) *Ecoflash* de février 1986.

(26) *Idem*.

« quand le coût indirect entre pour une part plus importante dans la détermination du coût salarial, les lieux de négociations et les enjeux se multiplient. Le rythme d'évolution du coût salarial échappe ainsi en partie au contrôle du chef d'entreprise. En revanche, quand le coût de la main-d'œuvre est à plus de 80 % constitué du coût direct, son rythme d'évolution est largement dépendant des négociations entre les partenaires sociaux portant sur les salaires et les primes. » (27)

Au regard de la politique salariale menée depuis 1982, de l'obligation de négocier en vertu des lois Auroux saluées par l'OCDE et des exigences capitalistes en matière de plus-value, l'opération devient limpide. Derrière cet apparent changement de forme de financement de la Sécurité sociale, se joue en réalité la disparition pure et simple d'une partie du salaire.

Ainsi donc, lier la protection sociale aux crédits budgétaires et détacher son financement de la masse salariale, c'est porter directement atteinte à son caractère de propriété ouvrière collective et par là même au salaire indirect.

Mais l'offensive contre la Sécurité sociale vise également d'autres objectifs. Elle a notamment pour but de contraindre les travailleurs à épargner plus afin de s'assurer une retraite et de placer cet argent dans des établissements financiers, liés aux capitalistes.

« La gestion collective de l'épargne destinée à la préparation de la retraite peut constituer un puissant moyen de collecte en direction de l'industrie. La modernisation industrielle ne se fera pas sans capitaux nouveaux et sans une meilleure orientation de l'épargne vers les investissements productifs par tous les canaux possibles. » (28)

C'est pour cette raison qu'il faut en finir avec le système de retraites par répartition :

« Quant aux investisseurs institutionnels (les caisses de retraite, les compagnies d'assurances, les sociétés d'investissements, la Caisse des dépôts et consignations), constate l'OCDE, ils ne disposent pas d'importantes capacités de

financement par rapport à ce qui peut être observé dans d'autres pays, le financement des pouvoirs s'opérant essentiellement selon le principe de répartition en France. Ce n'est que récemment que des produits d'épargne retraite par capitalisation commencent à se développer. » (29)

Il s'agit enfin, en diminuant le montant des pensions, de conduire des retraités à travailler après 60 ans dans des emplois à temps partiel sous-rémunérés. C'est une autre façon de peser sur les salaires, liée à la constitution de l'armée de réserve industrielle. Pour conclure cette partie consacrée à la protection sociale, nous affirmons notre accord avec Suzanne de Brunhoff lorsqu'elle écrit :

« Pour l'orthodoxie libérale, la crise financière de l'Etat providence n'est pas une conséquence mais une cause de la crise économique. Avec ou sans déficit, l'Etat providence est de lui-même une source de déséquilibre. Il n'est pas devenu un monstre, il l'a été dès sa naissance qui est illégitime, résultat d'un viol de l'économie de marché. Non seulement il opère un détournement de ressources qui peut affecter les investissements, mais il détruit l'autorégulation du marché du travail (...). A travers la crise financière de l'Etat providence, c'est le principe de la protection sociale qui est visé en tant qu'il contredit le principe d'organisation économique du marché du travail. Si les salariés doivent être livrés à la concurrence franche et libre du marché et n'être jamais entravés par l'action du législateur, l'Etat providence même sans déficit est de trop. » (30)

Livrer les salariés à la concurrence libre et franche du marché pour les diminuer, tel est le rôle de l'armée de réserve industrielle produite par le capital et les politiques gouvernementales.

(27) Ecoflash de février 1986.

(28) Faire gagner la France, sous la direction de Henri Guillaume.

(29) Rapport de l'OCDE, janvier 1987.

(30) L'Heure du marché de Suzanne de Brunhoff. Editions Presses universitaires de France.



## LA MULTIPLICATION DES PETITS BOULOTS

Comme nous l'avons vu, dans une économie capitaliste, le moteur de la production n'est pas la satisfaction des besoins sociaux mais la production de plus-value. Dans ce type d'économie, la force de travail, cette marchandise « miraculeuse » qui a la faculté de produire plus de valeur qu'elle n'en coûte, n'est utile au capital que pour se valoriser en lui faisant suer le maximum de plus-value. Les travailleurs ne sont donc qu'une force de travail personnifiée et n'ont qu'une raison d'être : mettre en valeur le capital. Dès qu'ils l'ont perdue, devenus inutiles aux capitalistes, ils sont jetés sur le pavé. En second lieu, il faut souligner que le mode de production capitaliste est caractérisé par une tendance à l'accumulation du capital que les capitalistes perçoivent comme une loi de la concurrence qui impose à chacun d'entre eux

« la perfectibilité infinie des machines en l'obligeant à perfectionner de plus en plus son machinisme sous peine de ruine » (31).

Produire de plus en plus vite des quantités de plus en plus importantes de marchandises, à des coûts de moins en moins élevés pour s'accaparer les marchés et réaliser ainsi un maximum de plus-value, contraint chaque capitaliste à utiliser des machines de plus en plus performantes. Mais dans le cadre d'une économie capitaliste, ces améliorations techniques qui permettent une hausse de la productivité du travail signifient « rendre du travail humain superflu » (32). Ainsi donc, les progrès de la production capitaliste entraînent une diminution relative de la partie du capital destiné à l'achat de la force de travail :

« Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. Voilà, conclut Marx, la loi absolue générale de l'accumulation capitaliste »,

avant d'ajouter :

« L'action de cette loi, comme toute autre, est naturellement modifiée par les circonstances particulières. » (33)

Mais contrairement à une idée reçue, cette armée de réserve industrielle n'est pas réductible au chômage. Marx consacre en effet de longs développements à l'étude de ce qu'il nomme

« les différentes formes de la surpopulation relative » qui présente « toujours des nuances variées à l'infini » (34).

Si l'armée de réserve industrielle comprend les chômeurs, elle englobe également des couches sociales qui se caractérisent par la grande **précarité** de leur situation sociale. L'une des composantes de cette armée de réserve industrielle nous intéresse plus particulièrement aujourd'hui :

« La troisième catégorie de la surpopulation active, la stagnante, appartient bien à l'armée industrielle active, mais en même temps, l'irrégularité extrême de ses occupations en fait un **réservoir inépuisable** des forces disponibles. Accoutumée à la misère chronique, à des conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrière, elle devient la large base de branches d'exploitation spéciales où le temps de travail atteint son maximum et le taux des salaires son minimum. Cette couche de la classe ouvrière se recrute sans cesse parmi les surnuméraires de la grande industrie et de l'agriculture. » (35)

Quelles fonctions cette surpopulation active remplit-elle dans la production capitaliste ?

Tout d'abord, écrit Marx, elle fournit au capital

« et à ses besoins de valorisation flottants, la matière humaine toujours exploitable » (36),

(31) « L'Anti-Dühring » d'Engels, page 311.

(32) Idem.

(33) « Le Capital », Karl Marx, livre 1, tome 3.

(34) Idem, page 83

(35) Idem, page 85.

(36) Idem, page 76.

que l'on peut soit embaucher, soit jeter sur le pavé selon la marche des affaires.

Elle est ensuite utilisée par les capitalistes comme un régulateur des salaires qui freine les revendications de la classe ouvrière :

« La surpopulation relative une fois devenue le pivot sur lequel tourne la loi de l'offre et de la demande de travail, ne lui permet de fonctionner qu'entre des limites qui laissent assez de champ à l'activité d'exploitation et à l'esprit dominateur du capital. » (37)

Enfin, elle force « la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif (...) à subir plus docilement les ordres du capital » (38).

C'est pourquoi, « afin d'affaiblir l'effet funeste de cette loi naturelle de l'accumulation capitaliste », les travailleurs « s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les non-occupés ».

Dès lors « le capital et son sycophante l'économiste de crier au sacrilège, à la vilation de la loi éternelle de l'offre et de la demande » (39).

Or, que pouvons-nous constater aujourd'hui, en France comme dans les autres pays capitalistes ?

Les impératifs de la rentabilité conduisent à la mise au chômage de millions d'hommes, et depuis le début de la crise les gouvernements successifs multiplient les stages de toutes sortes, développent les TUC et généralisent les contrats à durée déterminée, la précarité du statut social de plusieurs millions de personnes en France devenant ainsi la règle et la stabilité l'exception. Cette tendance à la précarisation de l'ensemble des travailleurs se confirme dans la réalité. Dans la revue *Echo Flash* publiée par l'INSEE, on peut lire ceci :

« L'emploi salarié ne progresse en France que grâce au développement des formes particulières d'emploi, stages, intérim, contrats à durée déterminée, temps partiel, dont la souplesse est sou-

vent recherchée par les employeurs (...). Entre 1982 et 1986, 550 000 salariés à temps plein disparaissent. Ils ont été remplacés par un nombre équivalent d'emplois à temps partiel et 300 000 emplois à durée courte ont été créés (...). Au total, un million de personnes environ occupent en 1986 des emplois à courte durée (...). Ces formes particulières d'emploi constituent l'essentiel des entrées et des sorties du marché du travail. En 1986, dans les établissements de plus de 50 salariés, plus des deux tiers des embauchés et la moitié des sorties ont concerné un salarié qui avait un contrat à durée déterminée (...). En outre, ajoute l'INSEE, sortir du chômage pour un emploi de cette nature est d'autant plus fréquent que l'emploi précédant le chômage était lui-même précaire. » (40)

Est ainsi vérifiée la démonstration de Marx selon laquelle les formes diverses de la surpopulation relative se nourrissent les unes les autres en fonction des besoins du capital.

Selon les experts de l'OCDE, ce vaste développement de cette forme de l'armée de réserve a « été facilité par diverses dispositions prises depuis 1981 », comme les stages Rigout, les TUC de Fabius et un décret d'avril 1985 qui autorise sans motif spécial le recrutement d'un chômeur de longue durée pour un contrat à durée déterminée : « Les systèmes de stage et les TUC permettent d'employer des jeunes pour une rémunération inférieure au SMIC. » (41)

Cependant, se désolent les experts de l'OCDE,

« l'influence du chômage sur les salaires est assez faible (...). Cette faible incidence s'explique par l'importance dans le système de formation des salaires, du phénomène de diffusion salaire/salaire, dans lequel les hausses de rémunération du secteur économique protégé du chômage ont joué un

(37) Idem page 82.

(38) Idem page 79.

(39) Idem page 83.

(40) *Ecoflash* n° 18.

(41) Rapport de l'OCDE de juillet 1985.

rôle fondamental. Cet ajustement général des salaires sur les hausses obtenues dans les secteurs les plus favorisés a certainement été facilité par le mécanisme institutionnel de *négociation centralisée au niveau des branches*. » (42)

On comprend dans ces conditions l'importance attachée par l'OCDE aux lois Auroux qui font obligation de négocier chaque année un accord d'entreprise, favorisant ainsi la décentralisation des négociations au détriment des travailleurs.

La remise en question des conventions collectives de branche trouve une nouvelle fois son véritable fondement : donner les moyens au capital de « négocier » en position de force et imposer la baisse des salaires, pour augmenter ses profits.

Quant au « développement » du petit commerce, favorisé par les primes de reconversion et le chômage, Lénine en avait déjà donné le sens :

« Relevons une remarque de Kautsky d'une grande portée théorique, à savoir que les petites entreprises commerciales et industrielles ne sont souvent dans la société capitaliste qu'une des formes de la surpopulation relative : des petits producteurs ruinés, des ouvriers qui ne trouvent pas de travail deviennent (parfois temporairement) de petits marchands ou colporteurs (...). La surabondance de ces métiers ne dénote nullement la vitalité de la petite production, mais l'aggravation de la paupérisation dans la société capitaliste. » (43)

Enfin, la nécessité de réduire le coût de la force de travail passe également par une remise en cause des qualifications, et dans cette voie, le meilleur moyen n'est-il pas de s'en prendre directement à l'école, sous le prétexte de l'indispensable adaptation aux nouvelles technologies ? C'est le chemin qu'indiquent les experts du plan en écrivant :

« Nos conceptions du savoir et de la formation acquies une fois pour toutes, du travail identique pour toute une vie professionnelle, de la législation protectrice des droits acquis (...) et toutes nos habitudes de vie vont disparaître.

Progressivement pour ceux qui auront su ou pu s'y préparer, brutalement pour les autres (...). Le métier d'enseignant doit devenir l'un des plus mobiles (...). (Il faut) la disparition de la frontière entre l'école et l'entreprise, en introduisant dans le système scolaire toute la souplesse, toute la faculté créatrice, toute la diversité que les entreprises doivent de leur côté introduire pour tenir face à la concurrence et au changement. » (44)

## RESTRUCTURER LES CAPITAUX

A la nécessité d'abaisser le coût de la force de travail, s'ajoute, comme nous l'avons vu, un autre impératif : celui d'une destruction du capital non rentable et d'une meilleure utilisation de celui qui reste en fonction, afin de lui permettre une meilleure exploitation du travail.

S'agissant de la destruction du capital, Marx écrit :

« Quand on parle de destruction de capital par les crises, il faut distinguer deux choses. Dans la mesure où le procès de reproduction s'arrête, le procès de travail se ralentit ou est, par endroits, complètement paralysé, c'est du capital réel qui est détruit. Le travail qui n'est pas exploité est autant dire de la production perdue. Des matières premières qui restent inemployées ne sont pas du capital. Des bâtiments qu'on n'occupe pas ou qui restent inachevés, des marchandises qui pourrissent dans les entrepôts, tout cela, c'est de la destruction de capital (...). Dans ce cas, leur valeur d'usage et leur valeur d'échange s'en vont au diable.

Secundo, la destruction de capital par les crises signifie encore la dépréciation de masses de valeur qui les empêche de renouveler ultérieurement un procès de reproduction comme capital à la même échelle.

C'est la baisse ruineuse des prix des marchandises.

Ce que l'un perd, l'autre le gagne.

(42) Rapport de l'OCDE de juillet 1985.

(43) Lénine. « Œuvres complètes », tome 4, page 204.

(44) « Faire gagner la France », sous la direction de Henri Guillaume.

*Des masses de marchandises faisant fonction de capital ne peuvent pas se renouveler comme capital entre les mêmes. Les anciens capitalistes font faillite. » (45)*

Entre d'autres termes, le capital dans son ensemble a besoin d'une dévalorisation partielle pour aider à la restauration du taux de profit. C'est la lutte concurrentielle qui décide quels sont les secteurs et les entreprises qui doivent périr, et ce mécanisme est l'occasion d'une centralisation accrue du capital au sein des grandes entreprises.

La forme la plus connue de cette destruction-dévalorisation du capital, ce sont les faillites d'entreprises, qui contribuent par leur disparition à la diminution de la masse de capital devant être rentabilisée. Elles ont connu une forte accélération au début des années 1980 : de 21 000 en 1982, elles se sont élevées à 23 000 en 1983 et 25 000 en 1984. Par ailleurs, l'Etat joue un grand rôle dans cette redistribution des cartes du capital. Grâce aux politiques qu'il met en œuvre dans les domaines fiscaux et monétaires, il aide les entreprises dites performantes et organise la disparition des capitaux les plus faibles, non rentables. C'est dans cette situation que prennent place les nationalisations de 1982 et les privatisations qui ont suivi en 1986. Elles ont pour but de mettre en place la structure du capital la plus favorable à son accumulation.

A ce sujet, Elie Cohen peut écrire dans la revue *Problèmes économiques* du 30 avril 1986 :

*« Quels sont les résultats des nationalisations et de la gestion socialiste ? L'Etat a socialisé les coûts de la mutation industrielle. Il a modernisé le système financier et amorcé le désinvestissement de secteurs où l'avantage comparatif national était négatif. Au total la nationalisation a été la condition de l'accélération du processus de libéralisation et d'ouverture de l'industrie française. Comment en fait restructurer et moderniser le capitalisme français ? La solution a été la nationalisation. »*

C'est ainsi que la sidérurgie, Creusot-Loire, pour ne prendre que ces exemples, ont été liquidés en tant que secteurs ou entreprises en retard, que 100 milliards de francs ont été versés aux entreprises publiques de 1981 à 1986 et 100 000 travailleurs licenciés.

Dans le même temps, l'Etat a aidé les entreprises dites de pointe comme Bull, et plusieurs groupes comme Thomson, CSF et Alcatel ont pu, grâce aux réformes gouvernementales, obtenir une augmentation de leurs fonds propres en levant des capitaux sur le marché financier grâce à leurs filiales.

Ces opérations une fois réalisées à l'aide de l'Etat, c'est-à-dire des impôts payés par les travailleurs..., on peut alors les privatiser : il s'est alors agi

*« d'une opération ponctuelle de socialisation du capital qui ouvre la voie au retour sur le marché après redressement et apurement des comptes » (46).*

Enfin, si les nationalisations-privatisations s'avèrent bénéfiques pour l'ensemble du capital en favorisant sa restructuration, elles se révèlent utiles pour certains capitaux **particuliers**. Dans un article du 23 juin dernier consacré au retour des dynasties industrielles, le journal *Les Echos* faisait le constat suivant :

*« Pourtant, c'est un événement d'apparence négative — la nationalisation de fait de la sidérurgie par le gouvernement Barre en 1978 — qui a redonné aux Wendel une seconde jeunesse. Allégé du fardeau trop lourd de l'acier, le groupe reconstruit autour d'une nouvelle holding, la CGIP, a pu se redéployer sur les terres plus fertiles de l'emballage métallique, du ciment et des engrais, de la sous-traitance autre et de l'informatique. »*

Concernant la meilleure utilisation du

(45) Karl Marx. « Théories sur la plus-value », tome 2, pages 591-592.

(46) *Problèmes économiques* n° 1972 du 30 avril 1986.

capital dans son exploitation du travail, on se rappelle le diagnostic établi par l'INSEE : la durée d'utilisation des équipements est largement insuffisante.

Son allongement aurait les avantages suivants :

*« Il permet la réalisation d'une production supérieure pour un même capital fixe engagé et correspond donc à une économie de capital. La durée d'utilisation des équipements dépend de la durée du travail et de l'intensité du travail posté. C'est pourquoi plus le volume des équipements associés à un poste de travail est important, plus le rendement du capital augmente lorsqu'on développe le travail par équipes. » (47)*

Il y a plus d'un siècle, Marx écrivait à ce sujet des lignes qui ont gardé toute leur actualité :

*« La journée de travail étant donnée et toutes circonstances restant les mêmes, l'exploitation d'un nombre double d'ouvriers exige une avance double de capital constant en bâtiments, machines, matières premières, matières auxiliaires. Mais la prolongation de la journée permet d'agrandir l'échelle de la production sans augmenter la portion de capital fixe en bâtiment et en machines. Non seulement donc, la plus-value augmente, mais les dépenses nécessaires pour l'obtenir diminuent. Il est vrai que cela a lieu plus ou moins toutes les fois qu'il y a prolongation de la journée ! Mais c'est ici d'une tout autre importance, parce que la partie du capital avancé en moyens de travail pèse davantage dans la balance. Le développement de la production mécanique fixe en effet une partie toujours croissante du capital, sous une forme où il peut, d'une part, être constamment mis en valeur, et perd d'autre part valeur d'usage et valeur d'échange dès que son contact avec le travail est interrompu. » (48)*

Or précisément, nous avons situé l'origine de la crise dans la rentabilité insuffisante d'une masse croissante de capital, résultant de l'intense accumulation des années 1960 et de la faiblesse relative de la production de plus-value.

C'est pourquoi il faut économiser le

capital et mieux le rentabiliser. Autrement dit, limiter les dépenses en capital et en accroître le rendement en termes de profit.

Dès lors, l'exigence de la prolongation de la durée du procès de travail, sous la forme d'un allongement de la durée de travail individuelle des salariés comme le préconise le rapport Dalle, qui réduit ou annule l'écart entre la journée de 24 heures et la période d'utilisation du capital, se fait de plus en plus forte. Cette exigence, renforcée par la situation de crise, est d'ailleurs liée à l'utilisation capitaliste des machines.

Les machines sont en effet victimes d'une usure morale ou frappées d'obsolescence. Elles peuvent être rapidement périmées par l'invention de nouvelles machines plus performantes. C'est pourquoi, afin de les amortir le plus rapidement possible et les protéger de ce danger d'obsolescence, le capitaliste tentera de les amortir au plus vite. Si l'amortissement normal se fait en neuf ans à raison d'un fonctionnement de la machine pendant huit heures chaque jour, il pourra le faire en trois ans à condition d'utiliser les machines 24 heures sur 24.

*« Le danger d'une usure morale est d'autant moindre que la période où sa valeur totale se reproduit est plus courte que la journée de travail est plus longue... Aussi bien est-ce là le motif qui fait de la première période de vie la période aiguë de la prolongation du travail. » (49)*

A ce propos, les experts du plan constatent :

*« Les biens électroniques reposent sur des techniques en renouvellement constant et ont un cycle de vie plus court que celui des biens qu'ils remplacent. » (50)*

(47) *Economie et statistiques* de janvier 1986.

(48) Karl Marx, *« Le Capital »*, livre 1, tome 2, pages 88 et 89.

(49) *Idem*, page 88.

(50) *« Faire gagner la France »*, sous la direction de Henri Guillaume.

Ce que confirme *Le Quotidien de Paris* du 24 septembre 1986 :

« *Les progrès de la technique obligent à déclasser beaucoup plus rapidement les biens d'équipement.* »

Une troisième raison conduit à l'allongement de la durée du travail : elle est liée à l'utilisation de la machine par un capitaliste en avance sur ses concurrents. Lui permettant de produire plus vite et moins cher, c'est-à-dire de produire plus de valeur en moins de temps, elle l'aide à réduire la part de la journée de travail consacrée au remplacement de la force de travail :

« *Pendant la période de sa première introduction sporadique, elle transforme le travail employé par le possesseur de machines en travail puissancié dont le produit doué d'une valeur sociale supérieure à sa valeur individuelle permet au capitaliste de remplacer la valeur journalière de la force de travail pour une moindre portion du rendement journalier. Pendant cette période de transition où l'industrie mécanique reste une espèce de monopole, les bénéficiaires sont par conséquent extraordinaires, et le capitaliste cherche à exploiter à fond cette lune de miel, au moyen de la plus grande prolongation possible de la journée.* » (51)

Ainsi donc, le mode de production capitaliste recèle une contradiction :

« *Si la machine est le moyen le plus puissant d'accroître la productivité du travail, c'est-à-dire de raccourcir le temps nécessaire à la production des marchandises, elle devient comme support du capital (...) le moyen le plus puissant de prolonger la journée de travail au-delà de toute limite naturelle... Elle devient, par un revirement étrange, le moyen le plus infaillible de transformer la vie du travailleur et de sa famille en temps disponible pour la mise en valeur du capital.* » (52)

C'est par conséquent dans la volonté du capital de rentabiliser ses machines que se trouve l'explication des mesures gouvernementales concernant les amortissements, le travail par équipes et le travail de nuit des femmes.

La rapide usure morale des machines

exige de fournir aux capitalistes les moyens de les remplacer par d'autres plus coûteuses. C'est la fonction de l'accélération des amortissements.

Selon le Code des impôts,

« *les amortissements sont des déductions comptables opérées chaque année sur le bénéfice des entreprises pour tenir compte de la dépréciation des éléments immobilisés de leur patrimoine. L'objet des amortissements est donc de permettre le remplacement de ces éléments lorsqu'ils seront parvenus à terme de leur utilisation normale où leur valeur devenant quasi nulle.* »

En clair, plus les amortissements déclarés sont importants, moins les capitalistes paient d'impôts... Il suffit donc au gouvernement d'accroître les possibilités d'amortissement dans les premières années d'utilisation des machines pour permettre aux capitalistes de se constituer les provisions nécessaires à leur remplacement.

Or, ce type de procédure est celui qui est pratiqué le plus libéralement par les gouvernements français. Quant à la prolongation de la durée du procès de travail par le travail de nuit des femmes, elle a commencé à se frayer un chemin le 16 janvier 1982 grâce à une ordonnance du gouvernement Mauroy-Fiterman, que Philippe Séguin s'est plu à citer lors de la présentation en juin 1987 de sa loi sur l'aménagement du temps de travail.

A ce propos, l'insistance avec laquelle les capitalistes réclament le travail de nuit des femmes ne relève pas d'une méchanceté particulière de leur part. Elle correspond à une nécessité économique dont l'INSEE fournit la clef :

« *Les primes généralement liées au travail posté, et particulièrement au travail de nuit ou de jours fériés, renchérissement le coût des équipes, surtout à partir de la troisième.* » (53)

(51) Karl Marx, « *Le Capital* », livre 1, tome 2, page 89.

(52) Idem, page 86.

(53) *Economie et statistiques* de janvier 1986.

Par conséquent, vouloir faire fonctionner les machines la nuit pour accroître la rentabilité du capital rend impé- rative la baisse du coût de la force de travail de nuit.

Or, les salaires féminins sont en moyenne plus faibles d'un tiers que les salaires masculins. Le travail de nuit des femmes est alors un moyen d'éviter le renchérissement des équipes.

Dans le même ordre d'idées, Marx citait un capitaliste qui déclarait :

*« L'interdiction du travail de nuit pour les garçons en dessous de 18 ans ferait naître de grandes difficultés. La principale proviendrait de l'augmentation de frais qu'entraînerait nécessairement le remplacement des enfants par des hommes. » (54)*

A l'inverse, remplacer aujourd'hui des hommes par des femmes moins payées relève du même mécanisme.

## DE LA HAUSSE DES PROFITS À LA SPÉCULATION

Depuis maintenant quelques années, tous les observateurs s'accordent pour estimer que les profits des capitalistes ont connu un fort accroissement... mais les investissements stagnent alors que la Bourse s'envole.

Ce renouveau de la Bourse résulte notamment de réformes mises en œuvre par Jacques Delors visant à la libéralisation du marché financier afin de canaliser l'épargne vers les besoins des capitalistes, alors qu'elle s'orientait principalement vers l'immobilier, le logement social et les collectivités locales, par l'intermédiaire des Caisses d'épargne et de la Caisse des dépôts et consignations.

Mais la faiblesse des taux de profit et le niveau élevé des taux d'intérêts limitaient les capacités financières des entreprises. Une meilleure allocation des ressources monétaires était alors nécessaire. Une série de réformes, aboutissant au décloisonnement des marchés financiers et monétaires, et la création de nou-

veaux instruments financiers vont y contribuer.

La Bourse explose. Les émissions d'actions et d'obligations, évaluées en 1981 à 140 milliards de francs, passent à 300 puis à 600 milliards en 1986. On assiste à une prospérité financière alors qu'il y a un marasme de la production de biens.

Les entreprises collectent de l'argent au nom du renforcement de leurs fonds propres. Mais les capitaux recueillis par les entreprises grâce aux actions qu'elles émettent... sont ensuite placés en bons d'Etat, en bons du Trésor. Telle est la finalité des ressources que procure l'appel direct aux actionnaires. Ce mouvement est confirmé par les mouvements de l'épargne des entreprises :

*« Depuis quatre ans, plus de la moitié (de cette épargne) est non pas employée dans des investissements productifs, mais dans l'acquisition d'actifs financiers. » (55)*

Ce type d'opérations spéculatives est d'ailleurs souvent financé par... l'emprunt. C'est ce qu'indique l'OCDE en écrivant :

*« L'épargne des entreprises non financières en pourcentage de leur valeur ajoutée remonte depuis 1985 mais pour être en grande partie employée dans des investissements financiers, notamment des placements à court terme. Bien plus, pour amplifier encore ce mouvement de portefeuille, les entreprises maintiennent une demande de crédit qui, bien qu'en recul, va au-delà de leur strict besoin de financement productif. La part des crédits demandés rapportée au besoin de financement des entreprises passe ainsi de 79 % en 1979 à 124 % en 1984 et à 131 % en 1985, tandis que la part des placements financiers dans le total des emplois des entreprises passe de 2,6 % en 1979 à 33,6 % en 1985. » (56)*

On a donc affaire au circuit suivant :

(54) Karl Marx, « *Le Capital* », livre 1, tome 1, page 256.

(55) *Le Monde* du 7 avril 1987.

(56) Rapport de l'OCDE de janvier 1987.

Les entreprises ont à leur disposition une masse de profits plus importante depuis 1984-1985 et elles font appel aux actionnaires pour collecter de l'argent... qu'elles placent en bons d'Etat. Pour sa part, l'Etat emprunte pour financer le déficit budgétaire qui s'accroît en raison de la crise, dont l'un des résultats est le ralentissement des rentrées fiscales, les recettes de l'Etat.

L'Etat emprunte, les capitalistes lui prêtent de l'argent et perçoivent des intérêts, payés essentiellement... par les impôts des travailleurs.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard et ne résulte pas essentiellement des réformes de Jacques Delors. Elle découle de la crise du capital et constitue l'une des manifestations de ce que Marx appelle la surproduction de capital. Bien que connaissant un accroissement de la masse de ses profits, le capital considère toujours la production de biens comme insuffisamment rentable... Mais il lui faut trouver des moyens de rentabiliser l'argent qu'il détient. Tel est dans ces conditions le rôle des placements en bons du Trésor. Ils sont un moyen de lutter contre la surproduction de capital... sans pour autant en résoudre les contradictions, comme nous allons le voir. Marx avait déjà signalé l'existence de cette forme de « mise en sommeil du capital » :

« En Angleterre se fait une accumulation constante de richesses additionnelles qui a tendance à prendre finalement la forme monétaire. Après le désir de gagner de l'argent, le désir le plus pressant qui le suit est de s'en débarrasser à nouveau par un investissement quelconque rapportant de l'intérêt ou du profit : car l'argent, en tant qu'argent, ne rapporte rien. Par conséquent, si une extension progressive et suffisante du champ d'activité ne se produit pas simultanément à cet afflux permanent de capital excédentaire, nous serons exposés à des accumulations périodiques d'argent cherchant à s'investir, accumulations qui, selon les circonstances, sont plus ou moins importantes. Pendant de nombreuses années, la dette d'Etat était le plus

*grand moyen d'absorption des richesses excédentaires en Angleterre... qui n'arrivent pas à se placer dans les sphères habituelles d'investissement. » (57)*

Mais que sont ces titres d'Etat ?

Ils font partie de ce que Marx appelle le « capital fictif », c'est-à-dire l'ensemble des titres financiers qui font l'objet d'un marché particulier et dont le prix est déterminé par des lois qui lui sont propres :

« Le mouvement autonome de la valeur de ces titres de propriété — pas seulement des bons d'Etat, des actions aussi — renforce l'illusion qu'ils constituent un véritable capital, à côté du capital qu'ils représentent ou au droit qu'ils peuvent établir. Ils se transforment en marchandises dont le prix varie et est fixé selon des lois propres. » (58)

Dans cet ensemble, on peut distinguer les **actions** qui sont des titres de propriété donnant droit à une partie de la plus-value que les investissements des entreprises vont réaliser. Ces titres ont une valeur fictive, dont les prix dépendent des fluctuations de la Bourse, mais ils reflètent à leur manière des mouvements du capital productif.

Quant aux bons d'Etat, voici ce que Marx en écrit :

« Le capital lui-même a été mangé, dépensé par l'Etat. Il n'existe plus (...), le capital qui produit un rejeton (intérêt), ici le versement de l'Etat, demeure un capital fictif, illusoire. Non seulement parce que la somme prêtée à l'Etat n'existe plus du tout, mais encore parce que jamais elle n'avait été destinée à être dépensée en tant que capital, à être investie, et que c'est seulement son investissement en tant que capital qui aurait pu faire d'elle une valeur susceptible de se conserver par elle-même. » (59)

Au regard de cette définition, on peut

(57) Karl Marx, « *Le Capital* », livre 3, tome 2, page 80.

(58) Idem, page 129.

(59) Idem, page 127.



apprécier le caractère fragile de cette mise en sommeil du capital, qui ne renforce en rien la structure financière des entreprises, contrairement aux discours qui nous sont tenus.

Cependant, cette tendance à vouloir faire de l'argent... sans en passer par la production correspond à une tendance naturelle du capital :

« Dans les périodes dites de pratiques spéculatives, de spéculation, de crises, il apparaît au grand jour que le procès de travail, la production matérielle proprement dite, n'est qu'une **condition encombrante**, et une furie générale pousse les nations capitalistes à se procurer la fin (le procès de valorisation) sans le moyen (le procès de travail). » (60)

Cette furie et ses conséquences sociales, l'économiste bourgeois Alain Cotha les a vérifiées empiriquement sous un titre évocateur : « *Le retour des rentiers* » :

« Pour la France, l'ampleur de cette évolution présente une intensité particulière. En 1984, l'en cours du marché obligataire atteint 1 300 milliards de francs, soit 31 % du produit national, soit le double environ de 1973. Les émissions d'obligations se seront élevées à 250 milliards de francs, soit six fois plus qu'en 1973, et elles représentent 6 % du produit national au lieu de 3 % environ en 1973. Le versement au titre des intérêts aura atteint 160 milliards de francs, soit 4 % du produit intérieur brut. Pendant le même temps, les dividendes auront à peine doublé (12 milliards en 1984), de même que la capitalisation boursière (393 milliards en 1984). Ainsi, en 1973, la capitalisation boursière équivalait à peu près à l'en cours obligataire (169 et 186 milliards de francs). En 1984, il n'en représente plus que 30 % (400 et 1 300 milliards de francs). En douze ans, la rente s'est à nouveau imposée en se substituant partiellement au profit et le mouvement ne présente aucune interruption. » (61)

Mais loin de résoudre les contradictions à l'œuvre dans la crise du capital, cette fuite en avant dans la spéculation en fait surgir de nouvelles, que les capitalistes eux-mêmes expriment clairement.

Alain Chevalier, P-DG de Vuitton, est ainsi conduit à se lamenter en ces termes :

« Une grande partie des investissements et profits se fait aujourd'hui sur des opérations de spéculation à court terme qui sont fondamentalement moins utiles à la croissance que si cet argent s'investissait dans les entreprises. Les signes de **dérèglement** sont patents. »

Plus généralement, les capitalistes industriels s'insurgent contre les « financiers » et rejettent ce qu'ils appellent le « *capitalisme sauvage* », comme A. Riboud qui proteste contre la puissance des spéculateurs et empires financiers.

De l'autre côté, Michel François Poncet, P-DG de Paribas, confie au journal *Les Echos* du 15 janvier :

« Nous sommes des financiers et non des gestionnaires industriels. Nous devons avoir une approche capitaliste de nos participations. Nous devons choisir en fonction de purs critères de rentabilité en capital et en revenus. Nous devons être beaucoup plus mobiles dans nos participations et exclure toute notion d'empire permanent pour rechercher la rentabilité immédiate. »

Une entreprise se révèle non rentable, Paribas s'en débarrasse ou la liquide... Les travailleurs de la SOFRESID peuvent en témoigner. Comment, dans ces conditions, résister ici au plaisir de citer ce passage de Marx, véritable portrait... du P-DG de Paribas et de ses confrères :

« Le système de crédit, dont le centre est constitué par les banques dites nationales, et les prêteurs et usuriers qui gravitent autour d'elles, représente une centralisation énorme. Et il confère à cette classe de parasites un pouvoir fabuleux, le pouvoir non seulement de décimer périodiquement les capitalistes industriels, mais d'intervenir de la façon la plus dangereuse dans la production réelle, et cette bande ne connaît

(60) Karl Marx, « *Manuscrits de 1861-1863* », page 104.

(61) Alain Cotha, « *Les 5 erreurs* ». Editions Olivier Orban.

rien à la production et n'a rien à voir avec elle. » (62)

La crise actuelle leur a permis de prendre une place croissante, et ils sont l'une des manifestations du degré atteint par les déséquilibres de l'économie capitaliste.

« Cela veut dire que le développement du capitalisme, écrit Lénine, en est arrivé à ce point où la production marchande, bien que continuant de régner et d'être considérée comme la base de toute l'économie, se trouve en fait ébranlée et où le gros des bénéfices va aux génies des machinations financières. A la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a la socialisation de la production ; mais l'immense progrès de l'humanité qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation profite... aux spéculateurs. » (63)

et est source d'une crise financière dont le journal *Le Monde* du 14 janvier 1987 décrivait le possible déroulement :

« Personne n'est vraiment plus maître et chacun redoute ce qui pourrait se passer au cas où, par exemple, une monnaie comme le dollar, brutalement, n'inspirerait plus confiance. Ce serait un torrent, un ouragan, un maëlstrom, électronique qui plus est, avec des chiffres dansant la gigue sur les écrans de terminaux en folie, sous l'œil effaré des opérateurs. » (64)

Plus généralement, cette tendance à faire de l'argent sans produire de plus-value... est incompatible avec le mode de production lui-même.

« Le capitaliste individuel peut choisir : prêter son capital comme capital producteur d'intérêt ou le faire valoir lui-même (...). Il est évidemment insensé de généraliser et d'appliquer cela à l'ensemble du capital social, comme le font quelques économistes vulgaires qui y voient même le fondement du profit. La conversion du capital total en capital financier sans qu'il y ait personne qui achète et utilise les moyens de production (...) est proprement un non-sens. Mais ceci contient une absurdité encore plus grande : sur la base du mode de production capitaliste, le capital rapporterait de l'argent sans être employé productivement,

c'est-à-dire sans créer de la plus-value dont l'intérêt n'est qu'une fraction ! Le mode de production capitaliste poursuivant sa route sans qu'il y ait production capitaliste. » (65)

## UNE INSERTION MEDIOCRE DANS LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

La crise et les contradictions qu'elle révèle et suscite, le capital français doit les surmonter dans un contexte de concurrence internationale exacerbée qui s'exprime tant au plan des échanges internationaux que de l'interpénétration des capitaux. Cette concurrence contraint le capital français à s'aligner sur les formes d'extraction de la plus-value dominantes dans les autres pays impérialistes, et cet impératif est lourd de nouvelles contradictions économiques et sociales.

L'économie française ne vit pas en vase clos. Depuis 1958 et la création de la CEE, elle a connu un vaste mouvement d'internationalisation conduisant à une ouverture commerciale importante et à une interdépendance accrue des cycles de mise en valeur du capital.

Du point de vue des échanges commerciaux, quelques chiffres permettent de mesurer cette évolution : de 1963 à 1983, la part des importations dans le produit intérieur est passée de 13 à 27 %, et celle des exportations de 10 à 24 % de 1953 à 1983.

En outre, environ 40 % de la production industrielle est destinée à l'exportation. S'agissant de l'interpénétration des capitaux, le journal *Les Echos* du 26 mars 1987 indiquait que 2 000 entreprises à capitaux étrangers assuraient 25 % du chiffre d'affaires de l'industrie

(62) K. Marx, « *Le Capital* », livre 3, tome 2, p. 206.

(63) Lénine, « *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* ».

(64) La crise boursière qui vient d'avoir lieu en est une illustration.

(65) K. Marx, « *Le Capital* », livre 3, tome 2, p. 43.

française, 29,6 % de ses exportations, 16,8 % des investissements et employaient 18,7 % des effectifs. Ces capitaux étrangers, ajoutait ce même journal, sont surtout d'origine américaine et localisés dans l'électronique, le secteur pétrolier, l'industrie de la chaussure et le machinisme agricole.

Autrement dit, l'ouverture de l'économie française constitue une contrainte qui structure les choix industriels. La concurrence internationale pour la répartition des marchés et des champs d'accumulation du capital et de la plus-value place le capital français devant une alternative simple : s'adapter ou périr. S'adapter signifie se donner les moyens d'orienter l'appareil productif conformément aux nouvelles tendances du marché mondial, et à cette fin rééquiper l'industrie et transformer ses procès de production pour être à même de triompher dans cette compétition. Cet « impératif industriel » est à l'ordre du jour depuis 1969. Ses résultats sont loin de correspondre aux nécessités du capital. La spécialisation de l'économie française est remise en cause par la concurrence internationale et le capital français est incapable de la transformer favorablement. En d'autres termes, il rencontre de grandes difficultés à s'intégrer dans la nouvelle division internationale du travail. Ce n'est d'ailleurs pas sans conséquences sur sa propre valorisation. Reprenons ces points un par un.

## LE BILAN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

A ce sujet, tous les observateurs s'accordent pour estimer que la situation s'aggrave année après année.

L'économiste Christian Saint-Etienne, ancien haut fonctionnaire de l'OCDE, commence son livre « *Politique financière et entreprises françaises* » par ce bilan :

« *Les entreprises françaises reculent sur les marchés internationaux depuis le début de la décennie.* »

S'exprimant dans *Le Figaro* du 11

avril 1987, il donnait les précisions suivantes : en 1978-1980, la part des exportations françaises de biens et services représentait 13,8 % de celles des 7 plus grands pays industrialisés. En 1986, ce chiffre est de 12,5 %.

Pour sa part, l'actuel ministre du Commerce extérieur, Michel Noir, écrivait dans *Le Monde* du 11 août :

« *L'industrie française présente des faiblesses dans les secteurs les plus actifs du commerce mondial et représentant les marchés les plus importants au début des années 1980 : biens d'équipement, biens électroménagers et électroniques.* »

Enfin, dans une étude parue dans *Economie et statistiques* de janvier 1986, André Orléan constatait que la RFA et le Japon avaient ce qu'il appelle six branches fortes, alors que la France n'en possédait que deux.

Cette situation générale signifie que le capital français ne maîtrise pas réellement ce que l'on appelle un pôle de compétitivité. Il est par conséquent engagé sur des marchés très concurrentiels où la compétitivité par les prix est déterminante et donc très dépendante des coûts de production et des fluctuations monétaires.

Alors qu'en raison de la qualité de leurs produits, le Japon et l'Allemagne parviennent malgré tout à vendre leurs marchandises quasi indépendamment du mouvement du dollar, les produits français sont à la merci d'une baisse de la monnaie américaine.

Le résultat de cette situation est simple : la France est en déficit avec les pays dont les structures industrielles sont les plus proches des siennes, et en excédent avec les pays sous-développés dont les achats sont très dépendants des cours fluctuants des matières premières, de leur endettement croissant, et... des liens politiques.

De plus, alors que les débouchés commerciaux sont depuis le début du siècle largement tributaires de l'exportation de capital, on constate que le nombre de

filiales françaises à l'étranger est deux fois moindre que celui de nos concurrents.

Enfin, *Le Monde* du 23 septembre 1986 soulignait qu'à

*« de rares exceptions près, ses points forts (du commerce extérieur) coïncident avec une puissante intervention publique, armement, télécommunications, nucléaire ».*

Cette vulnérabilité extérieure est l'indice d'une insertion médiocre dans la concurrence interimpérialiste et rend plus aiguë l'exigence du « redéploiement industriel », c'est-à-dire de l'adaptation de l'offre, donc de l'appareil productif, aux nouvelles orientations du marché mondial. Les conséquences qui en découlent sont d'une importance considérable. S'adapter signifie se déga-

ger des productions non rentables et investir dans les « créneaux porteurs » :

*« L'outil industriel a semblé figé, en tout cas incapable de s'orienter vers de nouveaux investissements rentables. »*  
(66)

Plusieurs conditions doivent alors être remplies. L'investissement tout d'abord. Alors que les investissements productifs ont baissé en France de 1983 à 1985, ils ont augmenté de 30,8 % aux USA, de 27,1 % au Japon et de 25,1 % en Grande-Bretagne. Il faut dans ces conditions restaurer un taux de profit suffisant en élevant le taux d'exploitation, en utilisant au mieux le capital existant et en détruisant ses secteurs les plus arriérés. Dans ce cadre, il est impératif pour le capital français de parvenir à réduire les charges qui pèsent sur lui, comme l'indique ce tableau :

	France	Etats-Unis	Japon	RFA	Royaume-Uni
<b>Impôts sur les bénéfices des sociétés</b> (et assiettes dérivées) :					
<i>Impôt national :</i>					
— Impôt général .....	1,87	1,60	3,75	1,51	2,26
— Impôt spécifique sur les entreprises pétrolières .....	—	—	—	—	2,16
<i>Impôts locaux .....</i>	—	0,47	2,03	0,51	—
Total .....	1,87	2,07	5,78	2,02	4,42
<b>Impôts sur le capital :</b>					
<i>Impôt national .....</i>	—	—	—	0,17	—
<i>Impôts locaux :</i>					
— Impôts fonciers .....	0,43	1,49	ND	0,24	2,42
— Part taxe professionnelle .....	0,72	—	—	0,23	—
Total .....	1,15	1,49	ND	0,64	2,42
<b>Prélèvements sur les salaires :</b>					
<i>Prélèvements nationaux :</i>					
— Cotisations sociales .....	12,93	4,95	4,16	7,22	3,52
— Autres .....	1,04	—	—	—	0,39
<i>Impôts locaux : (part taxe professionnelle) .....</i>	0,68	—	—	—	—
Total .....	14,65	4,95	4,16	7,22	3,91
<b>Autres impôts à la charge des entreprises .....</b>	0,24	0,08	0,06	1,07	0,25
Total général .....	17,91	8,59	10,00	10,95	11,00

Réduire ces charges pour être « à égalité » dans la concurrence, c'est s'attaquer à la Sécurité sociale d'une part, et réduire les impôts que paient les capitalistes. Mais diminuer les impôts exige de réduire les dépenses publiques... et donc de s'en prendre à la fonction publique et aux fonctionnaires dont la rémunération s'élève à 350 milliards de francs, 500 avec les retraites, c'est-à-dire un tiers des dépenses de l'Etat :

« Il faut aller plus loin en faveur des entreprises, écrit l'économiste André Fourçans, par ailleurs député UDF, dans *Le Figaro* du 24 septembre. Pour cela, une impérieuse nécessité : réduire aussi rapidement que possible la part des dépenses publiques dans la richesse nationale et la part de la Sécurité sociale (...). Le rapprochement de notre fiscalité avec celle de nos partenaires européens est une condition sine qua non au grand marché de 1992. Et 1992, c'est demain. »

Aller plus loin en faveur des entreprises, c'est aller plus loin dans la remise en cause du secteur public, « ce secteur abrité, sorte de sanctuaire de privilégiés à l'abri des mutations », comme l'écrivent les experts du Plan pour lesquels « la décentralisation ouvre la voie à une mise en concurrence des services publics » et à leur disparition.

Aller plus loin en faveur des entreprises en vue de 1992, c'est diminuer les taux d'intérêts des emprunts grâce à une plus grande concurrence entre les banques et moderniser le système financier en réduisant ses coûts.

Ce secteur financier et les banques qui emploient au total 700 000 personnes, deviendra comme l'industrie un secteur exposé à la concurrence internationale :

« Au total, le secteur financier va se trouver confronté dans les quinze années qui viennent à des problèmes analogues à ceux qui se sont posés depuis quinze ans au secteur industriel. » (67)

Aller plus loin en faveur des entreprises, c'est réduire la valeur sociale de la force de travail en modernisant le secteur agro-alimentaire et le textile, afin

qu'ils produisent moins cher les éléments nécessaires à son entretien. C'est aussi défendre les secteurs avancés et les débouchés dans les anciennes colonies grâce à la production d'armement et à la protection de ses territoires par l'armée française. C'est pourquoi la diminution du budget militaire n'est pas à l'ordre du jour. D'une part,

« le développement économique de plusieurs secteurs industriels de pointe comme notamment l'industrie aéronautique et l'électronique professionnelle est indissociable d'une évolution satisfaisante des activités d'armement. Il est évident que les succès remportés par les industries dans le domaine civil, comme en témoignent les programmes Airbus ou Ariane, n'auraient jamais pu être acquis si depuis de nombreuses années, l'armement n'avait assuré l'activité, la rentabilité et le développement technique de ces industries. » (68).

En second lieu, le maintien de la présence militaire française en Afrique est une condition de la sauvegarde des débouchés pour les produits et capitaux français. En troisième lieu, le secteur de l'armement représente 5 % du commerce extérieur et constitue une source appréciable de devises.

Tenter de vaincre sa crise de suraccumulation, en détruisant la Sécurité sociale, le système de formation des salaires, réussir son redéploiement en liquidant des industries et des centaines de milliers d'emplois, « moderniser » les banques, réduire les dépenses publiques et ouvrir de nouveaux champs d'accumulation du capital privé en liquidant le service public sont les impératifs du capital pour survivre dans la concurrence internationale et assurer les conditions de sa mise en valeur.

En somme, il faut aller encore plus loin que ce qui a été réalisé depuis 1975 :

« Au total, les ajustements structurels opérés depuis quelques années

(67) « Faire gagner la France », sous la direction de Henri Guillaume.

(68) « Problèmes économiques » n° 1 938 du 4 septembre 1985.

apparaissent considérables et devraient ainsi contribuer à renforcer l'efficacité de l'appareil productif. La correction des déséquilibres intervenus à la suite des chocs pétroliers dans la répartition du revenu primaire entre salaires et produits va dans le même sens. Cependant, cet effort n'a été conduit qu'avec un certain retard par rapport aux politiques d'ajustement menées dans de nombreux pays de l'OCDE. Dans ces conditions, l'assainissement de l'économie française, substantiel, n'en est pas moins inachevé et il est opportun de poursuivre l'effort de redressement. En particulier, les politiques de libéralisation et de renforcement des règles du marché requièrent, pour être crédibles, que l'inflation soit durablement jugulée. A cet égard, la poursuite de la modération des salaires paraît indispensable (...). Mais en dernier ressort, la performance de l'économie française reposera sur l'aptitude des entrepreneurs à répondre, dans un contexte de concurrence internationale aiguë, à l'évolution de la demande par un effort accru d'investissement et une amélioration de l'appareil productif. » (69)

Cette aptitude des entrepreneurs dépend de leur capacité d'imposer rapidement à la classe ouvrière la remise en cause de ses acquis sociaux :

« La thérapie douce n'est pas à la mesure de l'anémie dont est frappée l'économie française »,

déclarait François Périgot, le leader du CNPF, à une assemblée générale de son organisation le 16 juin dernier.

Appliquer une thérapie brutale, passer au stade de l'opération chirurgicale... requiert, à cette étape, l'aide et l'association des organisations syndicales, pour les impliquer dans cette vaste entreprise.

On comprend dans ces conditions les

raisons qui conduisent le journal *Le Monde* à faire resurgir l'idée de la « planification démocratique » de l'économie, chère aux gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Dans son édition du 22 octobre 1986, s'exprimaient sur ce sujet M. de Charrette, Guy Brana du CNPF, Jacques Barrot de l'UDF. Tous exprimaient leur accord avec le père du Plan, Jean Monnet, qui en donnait dans ses mémoires la définition suivante :

« Je suis sûr d'une chose, c'est qu'on ne pourra pas transformer l'économie française sans que le peuple français participe à cette transformation. Quand je dis le peuple, ce n'est pas une entité abstraite, ce sont les syndicats, les industriels, l'administration. »

Voilà qui est aisé à traduire : pour que les syndicats coopèrent avec l'administration, c'est-à-dire avec l'Etat et avec les patrons, à la mise en œuvre des plans que nécessite le profit capitaliste, il faut qu'ils cessent de revendiquer, qu'ils cessent d'être des syndicats, des organisations indépendantes.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres... Tous ces beaux calculs ignorent — ou feignent d'ignorer — l'action des travailleurs eux-mêmes pour la défense de leurs conquêtes, cette action que redoutait un autre spécialiste de la bourgeoisie, M. Raymond Soubie, directeur de *Liaisons sociales*, qui, dans *Le Monde des Affaires* du 19 décembre, à propos de la grève des travailleurs de la Banque de France, exprimait sa crainte de ce qu'il appelait « les coups de grisou ».

(69) Rapport de l'OCDE, janvier 1987.

## **LA VERITE**

**Revue théorique du comité central du PCI  
Paraît tous les semestres**

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

## **TRIBUNE INTERNATIONALE**

**Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction) »**

Paraît deux fois par trimestre

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Une formule d'abonnement groupé :

### **LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE**

Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité  
8 numéros de Tribune internationale

— pli ouvert : 150 F

— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

appréhensions considérables et devraient être combattues à l'aide de l'efficacité de l'appareil productif. La poursuite des déséquilibres intersectoriels et des déséquilibres dans la répartition du revenu...

**Revue théorique du comité central du PCF**  
parait tous les trimestres

Le comité central du PCF a publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE. Dans ces conditions, l'accomplissement de l'objectif de croissance, notamment en ce qui concerne les investissements, est devenu un enjeu crucial. Il est nécessaire de poursuivre l'effort de réduction des dépenses...

particulier, les politiques de dévaluation, et de renforcer les investissements, pour assurer un développement durable.

que l'intention soit de créer un climat de confiance. A cet égard, il est essentiel de maintenir une relation étroite avec les partenaires sociaux.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

Le comité central du PCF a également publié un rapport sur les politiques d'ajustement monétaire dans de nombreux pays de l'OCDE.

raisons qui conduisent le journal *Le Monde* à faire resurgir l'idée de la « planification démocratique » de l'économie.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Il s'agit de faire passer les gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

## TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV International » (Centre international de reconstruction)

pour deux fois par trimestre

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

pour les abonnés

Voilà ce que nous essaie de traduire...

avec les patrons. A la mise en œuvre des...

capitales, vendiquer, les syndicats, les...

organisations syndicales.

Mais il y a un coup de...

— l'action des travailleurs pour la défense...

que redoublent un autre spécialiste de la bur-

Raymond Soubie, directeur de Liaisons sociales, qui, dans *Le Monde* du 19 décembre, a proposé de la grève des travailleurs de la France, exprimait sa crainte de...

de...

de...

de...

de...

de...

de...

de...

de...

de...

de...

de...

de...

de...

Une formule d'abonnement groupée :  
LA VÉRITÉ et  
TRIBUNE INTERNATIONALE

Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité  
8 numéros de Tribune internationale  
— pli ouvert : 150 F  
— pli fermé : 220 F  
Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale  
87, rue du Foudroy-Saint-Denis 75010 Paris

C. Fossier



# Les journées de mai 1937 à Barcelone

Par P. BROUÉ

Toutes les révolutions ouvrières du XX<sup>e</sup> siècle se caractérisent par l'apparition, dès le début, d'une situation de dualité de pouvoirs entre les anciens organes de l'Etat, rajeunis ou non, passés généralement sous le contrôle d'un gouvernement de « conciliateurs » avec la première phase, et ceux du mouvement des masses, organismes de lutte devenus organes d'un nouveau pouvoir. Les lecteurs de *La Vérité* connaissent l'analyse faite sur ce point dans l'« *Histoire de la révolution russe* » par Trotsky, concernant la dualité de pouvoir créée en février 1917 par la première révolution, entre l'ancien Etat, couronné par le gouvernement provisoire, et le nouvel Etat ouvrier en formation, celui des soviets.

L'apparition de la dualité de pouvoirs ne fait que marquer le début de la lutte entre eux, laquelle se termine par la victoire de la révolution ou de la contre-révolution, à travers celle d'un pouvoir ou de l'autre. L'étude des révolutions de l'après-révolution d'Octobre fait apparaître le rôle décisif des états-majors, du côté de la révolution, de leur parti, de celui qui lutte pour la victoire du nouveau pouvoir. Le parti n'a ni provoqué ni encore moins fabriqué la révolution, pas plus qu'il ne peut l'arrêter sans se joindre à la contre-révolution. Si son autorité est largement et majoritairement reconnue par les masses, elle peut seulement lui permettre de freiner une offensive qui serait prématurée ou isolée — c'est le cas des journées de juillet 1917 à Petrograd —

ou au contraire de frayer la voie à l'assaut final en l'aidant à surmonter les obstacles sur la route vers le pouvoir — c'est le cas de l'insurrection d'octobre 1917 en Russie.

Ce qu'on a appelé « les journées de mai 1937 » à Barcelone est un événement qui s'inscrit dans une situation de ce type, indépendamment du fait qu'il se produit dans l'un des camps en présence au cours d'une guerre civile, la « guerre d'Espagne ». En effet, une dualité de pouvoirs est née en juillet 1936 de la riposte victorieuse des travailleurs de nombre de grandes villes — dont Barcelone — au coup d'Etat militaire du général Franco. C'est le gouvernement de Front populaire de la Généralité de Catalogne — animé par les stalinien du PSUC — qui est alors à la contre-offensive. Il tente un coup de main contre un central téléphonique contrôlé par des miliciens de la CNT anarcho-syndicaliste. Ces derniers résistent les armes à la main, les ouvriers de Barcelone ripostent par une grève générale. Plusieurs jours de combat de rue dans la capitale catalane s'ensuivent.

Les partisans et agents de Staline parlent de « *putsch fasciste* ». Les autres secteurs du Front populaire de « *tragique malentendu* ». D'accord sur la signification générale, les trotskystes se divisent sur l'appréciation du moment. Pour Trotsky, la victoire était possible : on se trouve donc en présence d'un Octobre manqué parce qu'il n'y a pas eu de direction révolutionnaire voulant lutter pour vaincre. Pour son camarade,

l'Italien Blasco, on a eu affaire à des « *journées de juillet* » qui ont finalement mal tourné faute d'une direction ferme empêchant la retraite de se transformer en débâcle.

L'atmosphère est tendue, en ce mois de mai 1937. Dans les derniers jours d'avril, il y a de violents incidents à Molins de Llobregat où un dirigeant du PSUC est abattu. Huit militants de la CNT sont tués à Puigcerda dans le cours de l'offensive lancée par les carabiniers pour reprendre au compte du gouvernement le contrôle de la frontière. Le 1<sup>er</sup> mai, ce dernier, qui redoute une explosion de colère ouvrière, interdit toute manifestation de rue susceptible de la provoquer ou de lui donner les moyens de riposter en la rassemblant.

L'explosion se produit le 3 mai. Dans l'après-midi, le chef de la police de Barcelone, le militant du PSUC Eusebio Rodríguez Salas, se présente devant le central, la Telefonica, place de Catalogne. Le central, propriété de l'American Telegraph and Telephone Co, a été saisi pendant les journées révolutionnaires et il est contrôlé par un comité et des miliciens de la CNT. Il est au cœur de la capitale catalane et son sort va symboliser celui des conquêtes révolutionnaires et des positions ouvrières. L'initiative de Rodríguez Salas n'a pas le feu vert du gouvernement, qui n'a pas été consulté, mais elle a l'approbation de son conseiller à l'ordre public, qui passe pour tout dévoué au PSUC.

Entrant par surprise dans le bâtiment, l'escorte du chef de la police désarme au rez-de-chaussée les miliciens qu'elle prend à l'improviste. Alertés, les miliciens des étages entreprennent de résister à cet assaut inopiné et commencent à tirer sur les assaillants. Immédiatement prévenus, deux dirigeants de la police qui appartiennent à la CNT, Asens et Eroles, se précipitent à la Telefonica pour interrompre la fusillade. Ils s'attachent à convaincre leurs camarades de ne pas poursuivre une résistance qui ne fait, selon eux, qu'envenimer les choses. Sur leurs instances, les miliciens

de la Telefonica acceptent de quitter l'immeuble qui reste aux mains des gardes.

L'effort de pacification des deux médiateurs a pourtant été vain. Le bruit de la fusillade a alerté la population barcelonaise, tendue à l'extrême et qui s'attendait effectivement à une initiative, sinon du gouvernement, du moins de ses ultras du PSUC. La nouvelle de l'offensive des gardes contre la Telefonica se répand comme une traînée de poudre. Pour paralyser la contre-révolution en marche, les ouvriers se mettent en grève. Puis, afin d'empêcher la circulation des forces gouvernementales de répression, ils construisent des barricades. Les organismes de base de la CNT, notamment ses « comités de défense », sont là aussi, les armes à la main de leurs militants.

George Orwell, dans son livre « *Catalogne libre* », témoigne qu'il a vécu les premières heures de ces « journées » comme une agression perpétrée contre la population ouvrière de Barcelone par ceux qu'il appelle par leur ancien nom de « *gardes civils* », ex-gardes intégrés aux nouvelles forces de police que leurs chefs lancent maintenant à l'assaut des barricades de la Barcelone ouvrière. Encadrés par les éléments organisés des patrouilles de contrôle — dernier vestige des milices ouvrières pour le maintien de l'ordre à l'arrière — et par les comités de défense, les ouvriers de Barcelone contre-attaquent et sortent de leurs quartiers. La bataille fait rage dans le centre contre les forces de l'ordre dont le quartier général se trouve dans la caserne Karl Marx du PSUC et dont la pointe avancée vers les Ramblas se trouve dans l'hôtel Colon, place de Catalogne, au-dessus des Ramblas.

Plusieurs assauts victorieux sont organisés contre des points d'appui des forces de police, le Palais de l'Exposition et le cinéma América. Les anarchistes trouvent même quelques tanks qui permettent de rompre l'encerclement de noyaux ouvriers combattants.

Les dirigeants de la CNT continuent leur politique pacifique, tout en défen-

dant les militants qui sont, disent-ils, victimes d'une agression et d'une provocation. Une rencontre a lieu le soir même entre les dirigeants de la CNT, du POUM et de leurs organisations de jeunesse. L'un des dirigeants du POUM, Gorkin, assure :

« *Ou nous nous mettons à la tête de ce mouvement pour détruire l'ennemi de l'intérieur, ou le mouvement s'effondrera et cet ennemi nous détruira.* »

Personne ne nie que la situation soit favorable pour liquider l'entreprise et les forces du PSUC, mais, malgré l'ardeur au combat des Jeunesses libertaires, la CNT maintient sa position attentiste de « protestation » et le POUM ne veut pas s'isoler d'elle.

Le 4, les combats continuent, de brusques accalmies succédant à de brutales explosions. *La Batalla*, l'organe du POUM, évoque « *les provocations de la contre-révolution pour tâter le pouls de la capacité de résistance des masses laborieuses* », et les « *préparatifs de l'attaque à fond contre les conquêtes de la révolution* ».

L'article poursuit :

« *Mais la riposte du prolétariat ne pouvait pas être plus puissante. Des milliers de travailleurs sont descendus dans la rue les armes à la main. Les usines, les ateliers, les boutiques ont arrêté le travail. Les barricades de la liberté ont de nouveau surgi en tous les endroits de la ville. L'esprit du 19 juillet s'est de nouveau emparé de Barcelone. La majorité des localités de Catalogne ont fait écho au geste de sa capitale. La classe ouvrière est forte et elle saura écraser toutes les tentatives de contre-révolution. Il faut vivre en alerte le fusil à la main. Il faut maintenir ce magnifique esprit de résistance et de lutte, garantie de notre victoire. Et il faut éviter que la contre-révolution relèvent la tête.* »

Le journal du POUM exige en outre la démission de Rodríguez Salas, l'annulation des décrets, « *l'ordre public aux mains de la classe ouvrière* », et appelle à constituer un front ouvrier révolutionnaire avec la création de « *comités de défense de la révolution*

*dans tous les quartiers, toutes les localités et tous les lieux de travail* ».

C'est de toute évidence une politique de sur-place. Elle n'est pas, assure l'historien du POUM Victor Alba, celle qu'il souhaite faire, mais seulement celle qu'il peut faire, compte tenu de sa détermination de ne pas se couper de la CNT ! Or, le dirigeant de la CNT García Oliver appelle à la radio à un cessez-le-feu, invite à ne plus parler de « *provocations* » et à ne pas « *cultiver les morts* ». Le président de la Généralité, Companys, appelle au calme, et blâme l'initiative de Rodríguez Salas, mais il exige, avant tout apaisement, que les ouvriers abandonnent la rue et rentrent chez eux. Le comité régional de la CNT, entre deux attaques des forces de l'ordre contre ses locaux, appelle à la trêve et au calme. Toutes les personnalités de « la gauche » du Front populaire volent à son secours à la radio.

Le 5 mai, c'est une véritable attaque terroriste que mènent les forces de l'ordre. Des groupes armés d'hommes en uniforme arrêtent l'anarchiste italien Berneri, critique de la politique de collaboration de classe de ses camarades avec le Front populaire : on retrouvera son cadavre le lendemain. Mais pendant ce temps, la CNT s'est alliée à l'UGT pour appeler en commun à la reprise du travail, expliquant que l'arrêt de l'industrie, dans « *ces moments de guerre antifasciste, équivaut à collaborer avec l'ennemi commun en nous affaiblissant nous-mêmes* ».

Les *Amis de Durruti*, organisation dissidente d'anarchistes qui ont combattu la militarisation des milices, lancent un appel pour la formation d'une « *junte révolutionnaire* » avec le POUM, critiquent les dirigeants de la CNT qui appellent au cessez-le-feu, exige l'exécution des « *provocateurs* ». Tous les organes dirigeants de la CNT désavouent ce tract et l'organisation qui l'a publié avec une extrême violence. Barcelone vibre de rumeurs : la 29<sup>e</sup> division commandée par l'anarchiste Jover et la 26<sup>e</sup>, sous le poumiste Rovira, sont

censées marcher sur la capitale. En fait, leurs dirigeants y ont pensé mais en ont été dissuadés par leurs organisations. Des dirigeants de la JCI et du comité de défense du Nord de Barcelone organisent une colonne autour des élèves-officiers de l'école de guerre pour s'emparer du local central du PSUC et de la Généralité : c'est le dirigeant du POUM Andrés Nin qui empêche l'opération. Des navires de guerre britanniques viennent mouiller dans la rade.

Federica Montseny, ministre de la Santé dans le gouvernement Front populaire de Valence que dirige Largo Caballero, proteste contre le fait que toutes les propositions de cessez-le-feu et de négociations tiennent pour acquise la reprise de la Telefonica par les forces de l'ordre. L'UGT catalane décide d'exclure de ses rangs tous les membres du POUM qui n'ont pas expressément désavoué leurs camarades qui prennent part à l'insurrection !

La mort d'un nouveau ministre, membre du PSUC et de l'UGT, Antonio Sesé, tué par des tireurs inconnus en allant prendre son poste, sert peut-être de prétexte à une décision du gouvernement central de retirer à la Généralité l'ordre public. Il est désormais confié à un militaire de carrière, ancien chef de la Garde civile et apparemment lié au PC par des liens qui n'ont guère un caractère politique, le général Pozas. La confusion est totale et l'on s'attend à la fois à l'arrivée de troupes envoyées par le gouvernement de Valence et à une éventuelle intervention étrangère. Le nouveau gouvernement ne comprend pas les hommes du PSUC qui ont joué un rôle dans la provocation.

Le 6 mai, on retrouve le cadavre de Berneri qui a bel et bien été assassiné. Désorientés par le désordre, la confusion et aussi par les appels des dirigeants de la CNT, les travailleurs qui la suivent, la grande majorité, commencent à désertier les barricades. Le POUM, à sa façon, enterre le mouvement en commentant « ces trois journées magnifiques » et « des expériences formida-

bles ». Après avoir rappelé qu'il a été avec les masses ouvrières dans la rue dès la première heure, il constate que « sous l'injonction répétée de leurs dirigeants, les masses ont commencé à se retirer de la lutte », le bilan est plutôt positif :

« Incontestablement, (le prolétariat) a remporté une grande victoire partielle. Il a déjoué la provocation contre-révolutionnaire. Il a obtenu la destitution des responsables directs de la provocation. Il a apporté un coup sérieux à la bourgeoisie et au réformisme. Il aurait pu obtenir plus, beaucoup plus, si ceux qui assument la direction des organisations hégémoniques de la classe ouvrière de Catalogne avaient su être à la hauteur des masses. »

Le 7 mai, les barricades abandonnées sont occupées par la police et elles seront démolies spectaculairement par les jeunes filles du PSUC. Les trams recommencent à circuler. Les deux cents militants emprisonnés sont libérés. Une rafale est tirée contre la voiture de Federica Montseny, ministre anarchiste. *La Batalla* du 8 mai assure de nouveau qu'il faut reprendre le travail et le comité local du POUM de Barcelone critique violemment l'exécutif de son parti qu'il accuse d'avoir « capitulé » au cours de ces journées face à la contre-révolution sous la pression des dirigeants conciliateurs de la CNT.

On découvre petit à petit la longue liste des militants révolutionnaires auxquels les groupes spécialisés des services de Staline ont réglé leurs comptes dans le cours de ces « journées » : Berbenri et son ami Barbieri, le dirigeant des Jeunesses libertaires Alfredo Martinez, le trotskyste allemand Freund dit Moulin, qui assurait la liaison entre le petit groupe trotskyste et les *Amis de Durruti*, « disparu ». Ce n'est que le début de la répression.

Il n'est pas douteux que *La Batalla* du 6 mai, dressant des journées de mai un bilan positif, commettait un contresens total et que ces journées ont constitué le premier maillon du déroulement d'une contre-révolution dont les pre-

mières victimes, quelques semaines plus tard, allaient être le POUM lui-même, et notamment son principal dirigeant, le vieux révolutionnaire Andrés Nin.

Ne peut-on cependant expliquer cette erreur d'appréciation en considération de la force extraordinaire manifestée précisément quelques jours, voire quelques heures auparavant, par le mouvement grandiose de la classe ouvrière de Barcelone ?

Car son souvenir très frais plane aussi sur la discussion qui s'engage, dans les jours suivants, au sein du POUM, en vue d'un congrès que la répression stalinienne interdit.

Nous avons peu d'informations sur l'attitude de l'aile droite du POUM, en dehors de l'éditorial du 15 mai de son organe valencien *El Comunista*, condamnant les ouvriers de Barcelone et même la direction du POUM parce qu'« on ne peut impunément aller à contre-courant », et, après les « provocateurs », stigmatisant « ceux qui ont fait leur jeu et déblayé le terrain devant eux ». Nous savons également qu'un manifeste de l'organisation du POUM de Sabadell a condamné l'action ouvrière à Barcelone et que Luis Portela, membre de l'exécutif, juge « aventuriste » l'attitude de la direction pendant les journées de mai.

La thèse de l'exécutif, rédigée par Andrés Nin, est celle du parallèle avec les « journées de juillet » :

« En juillet 1917, les travailleurs de la capitale russe se lancèrent dans la rue, les armes à la main, se soulevant contre la politique du démocrate Kerensky. Le mouvement fut considéré comme inopportun et dangereux par le Parti bolchevique. Pourtant les bolcheviks y participèrent activement, se mettant à sa tête, le dirigeant et le canalisant de façon à empêcher qu'il ne tourne mal pour le prolétariat révolutionnaire. »

Nin part de la provocation des forces de police et affirme que les ouvriers ont défendu dans la rue les intérêts du prolétariat. Quant à la politique de son parti, il écrit :

« S'il avait dépendu de nous de le déclencher, nous n'aurions pas donné l'ordre d'insurrection. Le moment n'était pas favorable à une action décisive. Mais les ouvriers révolutionnaires, justement indignés de la provocation dont ils étaient victimes, s'étaient jetés au combat et nous ne pouvions les abandonner : agir autrement eût été une trahison impardonnable. »

Il assure que l'action du POUM a visé à « canaliser un mouvement qui, du fait de son caractère spontané, avait bien des aspects chaotiques, et pour éviter qu'il se transforme en un putsch stérile dont la conséquence eût été une sanglante défaite. »

Il ajoute :

« La lutte armée s'est développée sous une forme telle, l'élan des ouvriers et l'importance des positions stratégiques acquises étaient telles qu'on pouvait prendre le pouvoir. Mais notre parti, force minoritaire dans le mouvement ouvrier, ne pouvait prendre sur lui la responsabilité de lancer ce mot d'ordre, d'autant plus que l'attitude des dirigeants de la CNT et de la FAI, qui appelaient à la radio de façon pressante les ouvriers à abandonner la lutte, créait confusion et désarroi chez les combattants (...). Inviter les ouvriers à prendre le pouvoir, c'était les lancer fatalement dans un putsch qui aurait eu des conséquences fatales pour le prolétariat. Il fallait donner au mouvement des mots d'ordre limités. »

Une troisième position, celle de J. Rebull et de la cellule 72, reproche à la direction du POUM d'avoir « couru après les événements » et « une fois de plus attendu l'opinion des éléments opportunistes de la direction confédérale ». Leurs contre-thèses affirment :

« Les premiers résultats de cette insurrection ouvrière constituent une défaite pour la classe ouvrière et une nouvelle victoire pour la bourgeoisie pseudo-démocratique. »

Trotsky, dans les différents écrits qu'il a consacrés à la révolution espagnole, a abordé à plusieurs reprises les journées de mai, concédant aux amis du POUM défenseurs de sa politique une ressemblance superficielle dans le mou-

vement des masses avant les journées de juillet 1917 à Petrograd et de mai 1937 à Barcelone. Mais il s'est surtout attaché à souligner leurs différences profondes — la différence essentielle se trouvant, selon lui, dans le fait que les masses espagnoles avaient en 1937 une expérience plus sérieuse de leur révolution que ne l'avaient celles de Russie en 1917. Il écrit :

*« En Espagne, les événements de mai eurent lieu, non pas après quatre mois, mais après six ans de révolution. Les masses du pays tout entier ont fait une gigantesque expérience. Elles ont depuis longtemps perdu leurs illusions de 1931, tout comme les illusions réchauffées du Front populaire. Elles ont pu, à maintes reprises, dans toutes les régions du pays, démontrer qu'elles étaient prêtes à aller jusqu'au bout. Si le prolétariat de Catalogne s'était emparé du pouvoir en mai 1937, il aurait trouvé un soutien dans l'Espagne entière. La réaction bourgeoise-stalinienne n'aurait même pas trouvé deux régiments pour écarter les ouvriers catalans.*

*Dans le territoire occupé par Franco, non seulement les ouvriers, mais aussi les paysans, se seraient tournés du côté de la Catalogne prolétarienne, auraient isolé l'armée fasciste et y auraient introduit une désagrégation irrésistible. On peut douter que quelque gouvernement étranger se serait dans de telles conditions risqué à jeter des régiments sur le sol brûlant de l'Espagne. L'intervention serait devenue matériellement impossible ou, au moins, extrêmement dangereuse.*

*Bien entendu, dans toute insurrection, il existe un élément d'imprévu et de risque, mais tout le cours ultérieur des événements a démontré que, même en cas de défaite, la situation du prolétariat espagnol aurait été incomparablement plus favorable que maintenant, sans compter que le parti révolutionnaire aurait assuré à tout jamais son avenir. »*

Pour lui, c'est un parti révolutionnaire qui a manqué en mai 1937, et c'est la raison de la critique féroce qu'il fait, non seulement de l'anarchisme, mais de la politique du POUM et de ce qu'il appelle « son indécision, ses équivo-

ques, ses hésitations, son manque d'un programme clair », qui l'empêchèrent de fournir aux masses « la direction révolutionnaire sans laquelle la victoire n'était pas possible ».

Peut-être est-il possible d'éclairer un peu mieux la position de Trotsky sur l'insurrection, manquée en mai 1937 faute de parti révolutionnaire, et ses divergences avec son camarade Blasco, jamais exprimées par écrit dans un débat direct, en se reportant à la préface du tome III de ses *Œuvres* en russe, intitulée, comme on le sait, « *Les Leçons d'Octobre* ».

On y relèvera que Trotsky dirige contre ce qu'il appelle « l'aile droite » du Parti bolchevique en octobre 1917, Zinoviev et Kamenev, adversaires de l'insurrection proposée par Lénine, des critiques qui sont totalement identiques à celles qu'il adresse au POUM en 1937 et au Parti communiste allemand lors de son insurrection manquée d'octobre 1923 :

*« Un parti qui a mené longtemps une agitation révolutionnaire en arrachant peu à peu le prolétariat à l'influence des conciliateurs et qui, une fois porté au faite des événements par la confiance des masses, commence à hésiter, à chercher midi à quatorze heures, à tergiverser et à louvoyer, paralyse l'activité des masses, provoque chez elles déception et désorganisation, perd la révolution... »*

Analysant la position des « vieux-bolcheviks » qui opposent à Lénine en avril 1917 l'ancienne formule de « la dictature démocratique des ouvriers et des paysans » qu'ils opposent alors à celle de la dictature du prolétariat et de la lutte pour le pouvoir des soviets, il écrit :

*« Leur méthode (...) consistait à exercer sur la bourgeoisie dirigeante une pression qui ne sortit pas du cadre du régime démocratique bourgeois. Si cette politique avait triomphé, le développement de la révolution se serait effectué en dehors de notre parti et nous aurions eu en fin de compte une insurrection des masses ouvrières et paysannes non dirigée par le parti, en d'autres termes,*

*des journées de juillet sur une vaste échelle, c'est-à-dire une catastrophe. »*

Il nous semble que cette formule permet de conclure sur les journées de mai en réglant au moins les ambiguïtés qui avaient pu subsister dans le débat historique au sujet des analogies avec la révolution russe, dont Trotsky se plut

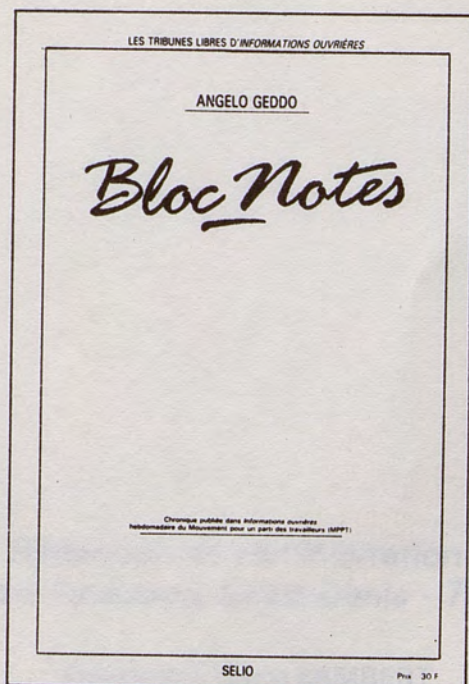
d'ailleurs à souligner que, contrairement à ce qui lui était souvent reproché, ce n'était pas lui qui les y avait introduites et qu'il était pour sa part convaincu très profondément que « *l'Espagne n'était pas la Russie* », ce qui ne justifiait pas pour autant une politique menant à la catastrophe.





# cahiers LEON TROTSKY

La collection n° 1 à n° 20 : 500 F (franco de port)  
Commande et versement à l'administration des *Cahiers Léon  
Trotsky*, 2, rue Bayard 38000 Grenoble  
Chèque à l'ordre de : Joubert-CLT



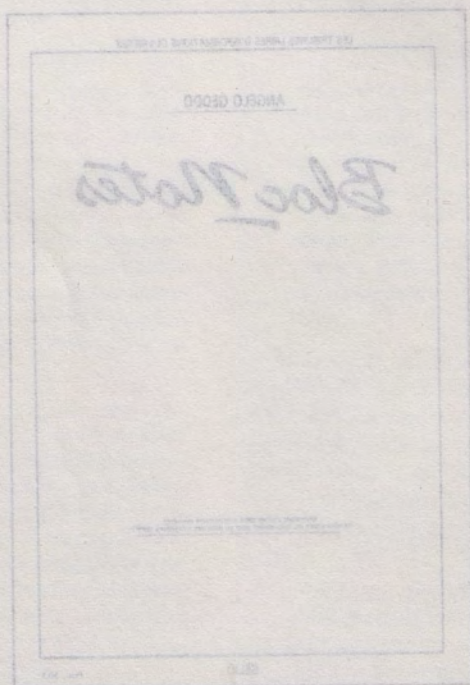
Prix : 30 F.

Commandes et chèques :

APIO. 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

# cahiers LEON TROTSKY

La collection n° 1 à n° 20 : 500 F (franco de port)  
Commande et versement à l'administration des Cahiers Léon  
Trotsky, 2, rue Bayard 38000 Grenoble  
Chèque à l'ordre de : Joubert-CLT



Prix : 30 F.

Commandes et chèques :

APIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

Rédaction et administration :  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT  
Rédacteur en chef : François FORGUE  
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Christian FOSTIER

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



---

Commission paritaire : n° 66926

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)



## SOMMAIRE

PRESENTATION..... p. 3

### CONFERENCE MONDIALE DES SECTIONS DE IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE (CIR) p. 9

Lettre de convocation à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

Projet de rapport  
soumis à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

La signification  
du krach boursier.

C. FOSTIER..... p. 65

Le capitalisme français  
dans la tourmente de la crise mondiale.

P. BROUÉ..... p. 95

Les journées de mai 1937  
à Barcelone.

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)

## SOMMAIRE

PRESENTATION..... p. 3

CONFERENCE MONDIALE  
DES SECTIONS  
DE IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE (CIR)..... p. 9

Lettre de convocation  
à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

Projet de rapport  
soumis à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

La signification  
du krach boursier.

C. FOSTIER..... p. 67

Le capitalisme français  
dans la tourmente de la crise mondiale.

P. BROUÉ..... p. 95

Les journées de mai 1937  
à Barcelone.

# LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONNALISTE

Section française du IV<sup>e</sup> Internationaliste  
(Centre international de reconstruction)

## SOMMAIRE

PRÉSENTATION..... p. 3

### CONFÉRENCE MONDIALE DES SECTIONS

DE IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE (CIR)..... p. 9

Lettre de convocation  
à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationaliste (CIR)  
Projet de rapport  
soumis à la conférence mondiale  
des sections de IV<sup>e</sup> Internationaliste (CIR)  
La signification  
du krach boursier.

C. FOSTIER..... p. 67  
Le capitalisme français  
dans la tourmente de la crise mondiale.

P. BROUÉ..... p. 95  
Les journées de mai 1937  
à Barcelone.



# Présentation

**P**ROCHAINEMENT se tiendra la Conférence mondiale de IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction) dont le Parti communiste internationaliste est la section française. *La Vérité* publie, dans ce numéro, deux des principaux textes préparatoires à cette conférence.

Il s'agit du projet de rapport politique qui sera soumis à la discussion de la conférence et d'un texte sur la signification du krach financier de l'automne 1987.

Un autre document essentiel de la préparation de cette conférence, celui qui porte sur les développements en URSS, a été publié dans *Tribune internationale* n° 42.

Comme l'explique la lettre par laquelle le Secrétariat international convoque cette conférence, les délégués des sections « *débatront démocratiquement et décideront des grandes orientations et des tâches de leur mouvement international, analyseront les développements de la lutte des classes à l'échelle mondiale.*

*Pour eux qui se sont librement associés à l'échelle nationale et internationale sur la base des principes et du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, les décisions qu'ils prendront à l'issue de la conférence fixeront le cadre de leur action ».*

Ce n'est pas là une affirmation formelle mais au contraire la définition même du contenu et de l'enjeu de la Conférence mondiale. Les délégués des sections ne se réuniront pas pour simplement dissenter sur une « situation » par rapport à laquelle ils se situeraient comme des observateurs ou pour échanger des idées, mais pour débattre et décider. Comme le disait un document adopté en 1972 par un congrès de l'OCI : « *L'Internationale, ce n'est pas la réunion autour d'une même table afin de rédiger des résolutions hypocrites et spécifiques marquées par la duplicité. Cela, c'est la méthode du pablisme.* » (1)

C'est en ce sens que la Conférence mondiale peut se fixer comme axe « *la nécessité de poser dans toute son ampleur le problème de l'Internationale. Cette tâche historique sera abordée en relation avec les développements effectifs de la lutte des classes à l'échelle internationale* ».

En d'autres termes, la Conférence mondiale a, au centre de sa préparation et de sa tenue, la manière précise dont se pose le problème central formulé, il y aura cinquante ans, dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale : « *Sans révolution socialiste et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire.* »

Et cela, répétons-le, non pas d'une manière abstraite ou intemporelle, mais en « *relation avec les développements effectifs de la lutte des classes* ». Tous les développements de la lutte des classes internationale, l'accentuation de la crise généralisée du système capitaliste donnent toute sa dimension au problème de la direction révolutionnaire.

Il ne suffit pas aujourd'hui (encore qu'il faille le faire en permanence face aux tentatives constantes de révision ou d'abandon pur et simple des principes et du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale) de démontrer que ce programme a été vérifié dans les faits. Il est nécessaire de souligner que ce programme trouve toute son actualité, toute sa réalité vivante, dans la marche de la lutte des classes internationale. Et c'est cela qui met à l'ordre du jour la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, sa reconstruction comme organisation agissante et centralisée sur la base de son programme.

C'est ainsi qu'il est écrit dans le document sur « *La situation en URSS* », publié dans le dernier numéro de *Tribune internationale* :

« *Le mouvement engagé en URSS comme à l'échelle internationale connaîtra des avancées et des reculs. Mais c'est pour nous une source de confiance très grande que de constater que l'analyse lucide confirme le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. D'ores et déjà, les principes du programme s'inscrivent dans les "résultats" de la marche à la révolution politique. Mais pour garantir la victoire en URSS et dans tous les pays, il ne suffit pas des idées, il faut l'action révolutionnaire qui vient des masses, et cette action est en cours en URSS et pas seulement en URSS. Cela dit, ces deux conditions sont néanmoins insuffisantes, il faut construire l'expression organisée des "idées" (le programme) et du mouvement des masses : il faut reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale et ses partis.* »

C'est cela qui est le fil conducteur des premiers documents préparatoires à la conférence. C'est à partir de cette nécessité de « *construire l'expression organisée des "idées" (le programme) et du mouvement des masses* » qu'est abordé l'examen de la situation internationale.

C'est pourquoi le projet de rapport politique ne sépare pas l'analyse des développements d'ensemble de la lutte des classes mondiale depuis la Deuxième Guerre mondiale — et plus particulièrement les événements les plus récents — de l'action de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses crises. Comme le souligne le projet de rapport, « *si l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale est inséparable de ses crises, c'est que celles-ci ne sont pas un phénomène artificiel mais surgissent en relation avec l'intervention des forces de la IV<sup>e</sup> Internationale et les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés nationalement et internationalement.* » C'est pourquoi le point de départ de ce rapport, c'est la

constatation que « rien ne démontre mieux l'importance acquise par la IV<sup>e</sup> Internationale dans la vie politique que la lutte qui n'a cessé de se dérouler contre la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme ». C'est à partir de là que ce projet de rapport revient sur le développement de la crise impérialiste depuis la Deuxième Guerre mondiale et souligne comment les conditions de survie du système capitaliste ont accumulé les matériaux de la crise qui aujourd'hui s'accroît brutalement, puis sur la montée révolutionnaire qui marqua la fin de la guerre et son lien avec les processus révolutionnaires les plus immédiats, notamment la marche à la révolution politique en URSS même et dans tous les pays où le capital a été exproprié mais où règne une bureaucratie contre-révolutionnaire.

C'est en relation avec ce développement d'ensemble que se précise la tendance à la reconstitution du mouvement de la classe sur un nouvel axe, que s'affirme la volonté des travailleurs de défendre l'indépendance des organisations qui les constituent comme classe, que s'approfondissent et se multiplient les crises dans les partis qui s'étaient historiquement constitués comme des partis de la classe ouvrière, et qui aujourd'hui par leur action comme « partis ouvriers-bourgeois » sont, pour reprendre l'expression de Lénine, le principal « rempart social » du capitalisme en putréfaction.

C'est donc comme une tâche inséparable du mouvement des masses mais qui ne peut en être la résultante automatique que le projet de rapport aborde le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale et les tâches qui aujourd'hui sont à l'ordre du jour, notamment en relation avec les initiatives politiques pratiques prises sur le terrain de l'action internationaliste et auxquelles les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR ont pleinement participé, comme la Conférence internationale de Caracas.

Un bref examen des problèmes abordés par ce projet de rapport met en évidence ce que souligne la lettre de convocation de la Conférence mondiale :

« Les problèmes qui seront débattus à cette conférence ne sont pas des problèmes "internes" qui ne concerneraient que les militants et les organisations se réclamant de la pensée et de l'action de Léon Trotsky. Ce sont des problèmes auxquels doivent faire face toutes les organisations, tous les courants qui cherchent à déterminer leur action par la défense des intérêts de classe du prolétariat, par la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'impérialisme, et l'indépendance à l'égard des bureaucraties des Etats et des forces qui ont partie liée avec l'impérialisme. »

Et, ajoute la lettre de convocation, « parce que la IV<sup>e</sup> Internationale, fidèle à sa tradition démocratique, est toujours prête à discuter, à débattre avec tous ceux qui se situent sur le terrain de la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie ».

C'est pourquoi *La Vérité* et *Tribune internationale* rendent publics les documents préparatoires à la Conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale-CIR.

Il s'agit de matériaux dont certes le Secrétariat international de IV<sup>e</sup> Internationale-CIR prend la responsabilité mais dont les questions qu'ils abordent ne sont en rien la « propriété privée » des seuls militants trotskystes.

Ils constituent des éléments nécessaires d'une discussion avec tous ceux qui, se plaçant sur le terrain de l'indépendance de classe, se posent la question d'une organisation exprimant ce qui avait été à la base d'une initiative comme la Conférence de Caracas : « *Les travailleurs du monde ont les mêmes intérêts* ». Ces intérêts communs, pour être pleinement exprimés dans chaque pays, exigent une organisation commune.

Au moment où paraîtra ce numéro de *La Vérité*, les organisations européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR, aux côtés de tous les militants qui se sont associés à cette initiative, seront engagées dans la phase ultime de la préparation du rassemblement de travailleurs européens contre les plans de la CEE qui se tiendra à Paris le 24 janvier.

Ce rassemblement exprimera pratiquement, face à l'offensive concertée et centralisée menée contre leurs conditions de vie et leurs droits, et face à toutes les tentatives de les dresser les uns contre les autres, la nécessité d'unir les travailleurs d'Europe et leurs organisations.

L'approfondissement de la crise économique signifie que le « Marché commun » de 16 millions de chômeurs sera le lieu d'affrontements impitoyables entre les divers impérialismes : l'échec de la Conférence de Copenhague en témoigne. Mais ce qu'il y a et qu'il y aura de plus en plus de « commun », c'est que pour les besoins du système capitaliste en décomposition, 16 millions de chômeurs ne suffisent pas, les coups portés à la protection sociale, à la santé, à l'instruction publique ne sont pas suffisants. C'est là la réalité « commune » de la politique des différents gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, du gouvernement du « socialiste » Felipe Gonzalez à celui de Thatcher, en passant par le gouvernement de cohabitation en France.

Le rassemblement des travailleurs européens du 24 janvier 1988 résulte d'une décision prise lors de la Conférence de Caracas, tenue en avril 1987, contre les plans du FMI et de la CEE. A l'origine de cette conférence, il y avait trois partis : le MIR du Venezuela, le Parti des travailleurs du Pérou, le PCI (section française de IV<sup>e</sup> Internationale-CIR). Cette conférence large d'organisations ouvrières et anti-impérialistes, de militants et de personnalités d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe, à la préparation de laquelle le Mouvement pour un parti des travailleurs s'était pleinement associé, avait notamment pris la décision de préparer un rassemblement des travailleurs d'Europe auquel participeraient également des représentants d'organisations d'Amérique latine et d'Afrique.

Un tel rassemblement s'inscrit dans la résistance que, dans chaque pays, les travailleurs mènent contre les plans anti-ouvriers, qui, dans le cas de l'Europe, sont « programmés » par les autorités de la CEE aux destinées desquelles préside Jacques Delors, dont le nom reste lié au « plan d'austérité » de 1982.

Pour tous les militants qui, en France — militants syndicaux, venus du PCF et du PS, membres du PCI — unissent leurs efforts dans la voie de la constitution d'un parti ouvrier indépendant par la construction du MPPT, la tenue de ce rassemblement n'est pas séparable de la bataille politique qu'ils

engagent à l'occasion des élections présidentielles. Si pour beaucoup de monde, la vérité est rarement bonne à dire, il demeure qu'elle est toujours révolutionnaire. Alors que la combinaison des diversions diverses vise à masquer un « consensus » sur l'essentiel, la campagne du MPPT et du camarade Pierre Lambert, son candidat, vise à poser les véritables questions, celles que posent pour toute la population travailleuse les mesures et les projets réactionnaires mis en œuvre par le gouvernement de « l'Union de la gauche » bafouant le mandat qui lui avait été confié, et poursuivis par le gouvernement de cohabitation.

Aussi n'y a-t-il pas solution de continuité entre les textes préparatoires à la Conférence internationale qui donnent à ce numéro de *La Vérité* un caractère particulier et l'étude sur l'économie française du camarade Fostier. Elle montre comment la situation de celle-ci ne saurait être analysée indépendamment de celle de l'économie mondiale, mais elle souligne aussi par quels moyens les capitalistes, au travers de la spéculation et du démantèlement de branches entières de la production, ont vu croître leurs profits. Est-ce un hasard si la courbe suivie par ceux-ci s'oriente vers le haut à partir de 1982, à partir du plan d'austérité évoqué plus haut ?

---

(1) Le PCI est la continuation de l'OCI (Organisation communiste internationaliste). Le terme « pabliste » vient de Michel Pablo qui fut le principal inspirateur du courant liquidateur, prônant l'abandon du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui s'était constitué en 1950.



# Conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

## *Lettre de convocation à la conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)*

Du 25 au 31 janvier 1988, se tiendra la conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction).

Les délégués élus par les organisations et les groupes de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) existant dans 30 pays et qui fondent leur action sur le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale débattront démocratiquement et décideront des grandes orientations et des tâches de leur mouvement international, analyseront les développements de la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Pour eux, qui se sont librement associés à l'échelle nationale et internationale sur la base des principes et du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, les décisions qu'ils prendront à l'issue de la conférence fixeront le cadre de leur action.

Le Conseil général de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), qui a la charge de préparer cette conférence, a décidé d'ouvrir largement cette conférence à des militants et à des représentants d'organisations qui ne se revendiquent pas du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale mais se situent sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat dans leur pays.

En effet, les problèmes qui seront débattus à cette conférence ne sont pas des problèmes « internes » qui ne concerneraient que les militants et les organisations se réclamant de la pensée et de l'action de Léon Trotsky. Ce sont des problèmes auxquels doivent faire face toutes les organisations, tous les courants qui cherchent à déterminer leur action pour la défense des intérêts de classe du prolétariat, par la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'impérialisme, et l'indépendance à l'égard de la bureaucratie des Etats et des forces qui ont partie liée avec l'impérialisme. Cela parce que la IV<sup>e</sup> Internationale, fidèle à sa tradition démocratique, est toujours prête à discuter, à débattre avec tous ceux qui se situent sur le terrain de la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie.

Tout d'abord sur la reconstruction d'une Internationale ouvrière, d'une Internationale révolutionnaire qui, pour les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), devra, pour pleinement répondre aux besoins de la lutte émancipatrice du prolétariat, fonder son action sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale — sans qu'ils fassent de leurs conclusions un ultimatum ou un préalable à la discussion et à l'action sur ce plan — avec tous ceux qui posent la question d'une organisation internationale des travailleurs.

Cette question, elle surgit d'ailleurs de la manière la plus immédiate du développement de la situation mondiale : jamais l'imbrication de la lutte des classes dans les différents pays n'a été aussi étroite ; jamais l'affirmation que les travailleurs du

monde ont les mêmes intérêts n'a été plus saisissable, alors que se mettent en place dans tous les pays des plans dirigés contre les masses laborieuses programmés par des institutions comme la CEE ou le FMI. Au pillage par l'impérialisme des pays économiquement arriérés par le moyen de la dette correspondent les plans d'austérité et de démantèlement industriel mis en œuvre dans tous les pays. En Europe de l'Est, en Chine, aujourd'hui en URSS, c'est au nom de l'alignement sur les normes du FMI que des mesures contre les conditions de vie et de travail des masses sont prises ou sont en préparation.

Cette réalité était à la base de la conférence internationale tenue à Caracas contre la dette, les plans du FMI et de la CEE, conférence large, d'organisations ouvrières, anti-impérialistes et démocratiques, de militants et de personnalités d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe. Respectant le cadre de cette conférence donné par l'appel initial signé par trois partis (le MIR du Venezuela, le PT du Pérou, le PCI de France), les sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) ont pleinement participé à la préparation et à la réalisation de cette conférence. Bien évidemment, elles entendent continuer à apporter leur contribution à la réalisation des décisions prises en commun par toutes les forces présentes à Caracas (rassemblement européen, tribunal des peuples, Conférence de Dakar, tournée de l'AZAPO en Europe, etc.) et ne séparent pas les activités qui en découlent des tâches discutées à la conférence mondiale.

La conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) aura comme axe la nécessité de poser dans toute son ampleur le problème de l'Internationale. Cette tâche historique sera abordée en relation avec les développements effectifs de la lutte des classes à l'échelle internationale.

Cela signifie, en particulier, que la conférence analysera sur la base de documents la précipitation de la crise mondiale du système capitaliste qui ne survit qu'au travers du recours de plus en plus monstrueux au parasitisme, parasitisme qui, en retour, gangrène tous les aspects de l'économie mondiale. De même, l'un des points centraux de la conférence sera l'examen des processus en cours en URSS, étroitement reliés à la crise de l'impérialisme (ainsi qu'en Chine et dans les pays de l'Europe de l'Est) qui mettent à l'ordre du jour, au travers de la crise de la bureaucratie, son renversement par les travailleurs, assurant la défense des conquêtes découlant de la révolution et en reprenant le contrôle.

Le développement de la révolution politique contre la bureaucratie est une expression majeure de la marche à la révolution prolétarienne internationale, elle se combine avec la révolution sociale contre le régime capitaliste et la domination impérialiste dont la montée s'affirme dans la multiplication de situations révolutionnaires, dans l'instabilité croissante et les crises politiques rongant tous les Etats bourgeois.

C'est-à-dire que l'une des discussions qui doit prendre place à cette conférence est l'analyse des formes que prend le mouvement des masses dans sa marche vers le pouvoir, l'examen d'expériences vivantes comme la révolution des travailleurs polonais contre la bureaucratie, la révolution nicaraguayenne, la révolution du peuple noir d'Azanie contre l'apartheid et l'exploitation capitaliste. C'est dans cet esprit, à savoir l'unité pour la réalisation des tâches concrètes pour la défense des intérêts du prolétariat international et des peuples opprimés, que nous concevons la préparation d'une conférence ouverte à tous les groupes, militants affirmant leur volonté de construire des partis ouvriers indépendants, à toutes les organisations des pays opprimés qui affirment leur indépendance à l'égard de l'impérialisme et de la bureaucratie pour discuter de toutes ces questions.

De là découlent les thèmes qui formeront l'ordre du jour de la conférence :



- 1.- La reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et la marche à la révolution prolétarienne mondiale.
- 2.- La crise généralisée du système impérialiste mondial, le pourrissement du capitalisme exprimé dans le plus puissant pays impérialiste.
- 3.- La révolution politique et la continuité du processus révolutionnaire international ouvert par octobre 1917. L'impasse de la bureaucratie.
- 4.- Les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et de ses sections après le rassemblement européen et toutes les autres initiatives décidées à Caracas.
- 5.- La révolution nicaraguayenne, les luttes révolutionnaires en Amérique centrale.
- 6.- La révolution en Afrique du Sud et sa signification mondiale.

Le Secrétariat international,  
Paris, le 12 novembre 1987

**NOTE :** Le projet de rapport que nous publions dans ce numéro de *La Vérité* a été adopté, le 12 novembre 1987, lors d'une réunion du Secrétariat international élargi, avec la participation de dirigeants des sections. Ce projet sera complété par des documents portant en particulier sur la marche à la révolution politique en Union soviétique, la crise économique mondiale et ses conséquences, et les questions générales sur l'avancée de la révolution prolétarienne. Ces documents ainsi que d'autres annexes sur les révolutions centro-américaine, sud-africaine... seront publiés dans les bulletins successifs du conseil général. Nous avons reçu aussi divers documents de Grande-Bretagne, du Danemark, que nous allons publier incessamment.

# Projet de rapport soumis à la conférence mondiale des sections de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR)

---

## INTRODUCTION

---

1.- Rien ne démontre mieux l'importance acquise de la IV<sup>e</sup> Internationale dans la vie politique que la lutte qui n'a cessé de se dérouler contre la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme. Aussi peu sérieuse du point de vue de la marche réelle des événements que soit l'affirmation que les crises de la IV<sup>e</sup> Internationale signifient la faillite de son programme, il n'en reste pas moins qu'une des tâches les plus importantes pour les marxistes est de confronter précisément à la lumière des événements la signification des crises dans la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce travail démontre que les problèmes à résoudre, qui sont ceux du renforcement des organisations, sections de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'intervention active dans la lutte des classes de chaque pays, ne peuvent l'être qu'en relation avec les principes du programme international de la révolution socialiste, le *Programme de transition*. C'est seulement ainsi qu'il sera possible d'aborder les principales questions qui sont tout à la fois au point de départ des avancées réelles dans la construction des sections, tâches reliées à celles de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, et au départ des difficultés non moins réelles qui surgissent depuis sa fondation et plus particulièrement dans les dernières dizaines d'années après la Deuxième Guerre mondiale. Bien entendu, il ne s'agira pas dans ce projet de résolution de reprendre l'ensem-

ble des analyses (auxquelles nous renvoyons les militants) qui ont été faites à chaque étape du combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale depuis 1938.

2.- Entre la faillite de la III<sup>e</sup> Internationale (1933) et la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale par une dizaine de militants réunis en conférence de fondation (1938) qui adoptent le programme, il se déroule un laps de temps où Trotsky et ses partisans rassemblent les données théoriques à partir de la pratique révolutionnaire d'intervention dans la lutte des classes. Ces données théoriques fournissent les bases de principe du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui se concentre dans le combat pour aider les masses à réaliser les objectifs révolutionnaires de l'émancipation de la classe ouvrière et des peuples opprimés. Ces objectifs exigent qu'il soit mis fin à une politique impérialiste à laquelle se subordonnent les partis de la II<sup>e</sup> Internationale et les partis inféodés à la bureaucratie du Kremlin, « définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois », impérialisme qui poursuit des fins criminelles, joue des préjugés nationaux et racistes, gaspille le sang et les biens des peuples pour préserver les profits et les privilèges pour sauvegarder des régimes politiques qui sont entrés en contradiction avec les besoins de la survie de l'humanité. Les objectifs et buts d'émancipation exigent que soit construite sur la base des principes du Programme une force organisée d'avant-garde, que soit reconstruite la IV<sup>e</sup> Internationale, comme Parti mon-

dial de la révolution socialiste, dans chaque pays.

## I.- LE DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE IMPÉRIALISTE DEPUIS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

3.- Pour analyser les conditions objectives, il faut prendre en considération l'ensemble des fondements de la vie économique, plus particulièrement les trente années de boom économique où se sont constituées les bases sur lesquelles la tendance fondamentale de l'impérialisme trouve son expression la plus brutale dans l'actuelle crise mondiale. Cette tendance se réalise dans le déplacement de l'activité industrielle et commerciale vers la spéculation organisée. Bien que la production de marchandises reste la base de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme décadent, celle-ci se trouve ébranlée dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et du marché mondial. Les conséquences en sont que le plus clair du profit se réalise non dans la production de marchandises, mais dans la spéculation. Cette prépondérance du profit spéculatif sur le profit commercial et industriel, cette prépondérance des investissements dans la spéculation par rapport aux investissements « productifs » ne peut altérer en rien, bien au contraire, la plus âpre « concurrence » entre les pays impérialistes sur le marché mondial où s'affirme la prépondérance du capital financier US. C'est également cette tendance de l'impérialisme qu'exprime le renforcement des tendances oppressives des peuples, asphyxiant littéralement tous les pays, sous-développés comme avancés.

4.- C'est précisément dans la période de ces trente années que s'est constituée sur la base de l'économie d'armement cette immense accumulation des capitaux spéculatifs qui poursuit dans la crise mondiale économique une ascension foudroyante.

La source des plus grands profits du

capitalisme en putréfaction, c'est l'investissement spéculatif qui prime l'investissement productif. C'est la réalisation de plus en plus accentuée de cette tendance générale qui explique la destruction massive des forces productives qui s'est développée à partir de là.

Les trente années du boom basé sur le volant d'entraînement de l'économie mondiale qu'a constitué l'économie d'armement ont vu les forces productives se transformer en forces de destruction. C'est dans ces trente années de boom que se sont constitués tous les éléments de la crise profonde du système mondial de l'impérialisme dans tous ses aspects, industriel, agricole, monétaire, exprimant la marche à la dislocation du marché mondial, crise historique du mode de production capitaliste ayant atteint son stade suprême dans l'impérialisme.

Vérifiant entièrement le marxisme :

*« Dans le développement des forces productives, écrit Marx dans "L'Idéologie allemande", il arrive une phase au cours de laquelle surgissent des forces productives et des moyens d'échange qui dans le cadre des rapports existants ne peuvent être source que de maux, qui ne sont plus en tant que telles des forces de production, mais bien des forces de destructions. »*

Vérifiant le Programme de transition rédigé en 1938, près de trois quarts de siècle après ce qu'a dit Marx :

*« Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste apportent aux masses des privations et des souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour les crises financières de l'Etat et sape le système monétaire ébranlé. Les gouvernements tant démocratiques que fascistes vont d'une banqueroute à l'autre. »*

5.- Dans cette phase préparatoire, se sont constitués dans les trente dernières

années tous les éléments qui fondent la crise mondiale. Certes, cette crise peut connaître des alternances de plus profondes dépressions, suivies de reprises partielles et limitées, mais la vie du monde entier est et sera déterminée par le cours d'une crise sociale qui atteint, sous des formes spécifiques, tous les pays par ses conséquences économiques et politiques. Les conséquences en sont une aggravation intolérable des conditions de vie et d'existence des masses exploitées et opprimées dans le monde entier, la famine pour des centaines de millions d'êtres humains. La survie du mode de production capitaliste, c'est la réaction sur toute la ligne : les conséquences en sont les attaques généralisées et concentrées contre les conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe séculaire dans les pays avancés, par la mise en œuvre par tous les gouvernements des moyens d'une politique remettant en cause les droits ouvriers et démocratiques les plus fondamentaux (législation anti-grève, législation anti-sociale frappant toutes les catégories). Que ce soit le gouvernement de front populaire (PS-PCF) ou le gouvernement conservateur Thatcher, le gouvernement du socialiste Felipe Gonzalez ou le gouvernement Reagan, une même politique anti-ouvrière. Les conséquences en sont, par les plans du FMI et les négociations sur le rééchelonnement de la dette extérieure par les gouvernements représentants des bourgeoisies nationales, par le biais des dénationalisations et le contrôle par l'impérialisme des services publics, la mise en œuvre d'un processus de « recolonisation » dans les pays ayant arraché l'indépendance politique.

Les conséquences en sont, dans les pays où le capital financier et la propriété privée des grands moyens de production ont été expropriés, la mise en œuvre du « libéralisme », et alors que l'entrée de pays comme la Pologne, la Hongrie ou la Yougoslavie dans le FMI ravage l'économie, la volonté farouche de Gorbatchev d'y intégrer l'URSS représente la plus grande menace contre les conquêtes d'Octobre.

Dans tous les pays, la survie du capitalisme en putréfaction dominant le marché mondial n'amène que ruines et calamités. Dans tous les pays, la première tâche est de donner les moyens politiques et d'organisation aux travailleurs qui se heurtent à chaque pas aux tendances destructrices et dégradantes du capitalisme décadent, eux qui constituent la première force productive de toute l'humanité.

Dans tous les pays, la misère, le retour à la barbarie, telle qu'elle prend forme par exemple dans les famines en Afrique ou au nord-est du Brésil, ne sont rendus possibles que par la politique de capitulation des agences directes de l'impérialisme organisées par la prétendue II<sup>e</sup> Internationale et ses partis, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. Et c'est précisément dans cette situation historique que les faussaires osent prétendre, prétextant de la nécessité « *d'une grande flexibilité tactique* », ouvrir la perspective d'une « *recomposition d'un parti mondial de la révolution socialiste* », perspective exigeant que le NPD du Canada, parti social-démocrate, soit considéré comme un parti ayant la vocation de parti ouvrier indépendant !

Quelles que soient les tactiques particulières à mettre en œuvre, tactiques diversifiées en fonction des conditions de la lutte des classes dans chaque pays mais qui toutes doivent être déterminées par l'objectif de la construction de partis révolutionnaires, elles ne sauraient être contraires au fait que la social-démocratie dégénérée dans ses diverses expressions nationales est complètement asservie au maintien du système impérialiste.

Les conditions réelles de la situation mondiale sont celles où le capitalisme décadent, pour se survivre, détruit les branches industrielles, commerciales, l'agriculture. Dans ces conditions réelles, la tâche principale est de sauver la principale force productive de l'humanité en permettant son développement, en ouvrant aux travailleurs dans le

monde entier la perspective révolutionnaire, « *en mettant en avant un système de revendications dont le sens est de se diriger contre les bases mêmes du régime bourgeois* », et cela pour leur permettre de s'émanciper eux-mêmes par les moyens politiques et d'organisation de la lutte de classe.

Prétendre qu'il serait possible de réaligner cette tâche dans le cadre des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, comme l'affirment les plus récents transfuges de notre mouvement, en les considérant comme le cadre organisateur des « partis ouvriers indépendants », c'est de toute évidence renier le programme et les principes de la IV<sup>e</sup> Internationale, tourner le dos à la lutte émancipatrice du prolétariat.

Le contenu révolutionnaire de la période dans laquelle nous sommes engagés met au contraire en lumière le caractère contre-révolutionnaire irréversible de la social-démocratie internationale (il sera d'ailleurs nécessaire d'entreprendre une élaboration sur l'évolution des partis sociaux-démocrates en France, Espagne, Allemagne, Angleterre, etc.) comme de la bureaucratie stalinienne et de son appareil international. Simultanément, l'aiguïsement des conflits de classes, l'activité du prolétariat international sont à l'origine des crises qui secouent ces appareils à l'échelle internationale et dans chaque pays, et à la base de l'accentuation de la tendance à la recomposition de la classe sur un nouvel axe, question qui sera abordée plus loin.

## II.- LA MONTÉE RÉVOLUTIONNAIRE DEPUIS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

6.- Sans épuiser cette question dans le cadre de ce rapport, il est nécessaire de souligner que la crise généralisée de l'impérialisme dans les formes concrètes qu'elle prend, comme les développements actuels de la lutte des classes, sont inséparables des conséquences de la

vague révolutionnaire qui se forme à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, « *montée révolutionnaire qui est la plus importante qui ait jamais existé jusqu'à ce jour* » disent à juste titre les « *Thèses pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale* ».

a.- Cette vague révolutionnaire a déferlé sur toute l'Europe, elle s'est aussi manifestée par la remise en cause de la domination coloniale des grandes puissances impérialistes dans tous les continents, par la montée du mouvement des masses dans les pays semi-coloniaux (Amérique latine en particulier).

L'un des arguments utilisés contre la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme par ses ennemis et par les renégats en tous genres, c'est que la perspective stratégique de la IV<sup>e</sup> Internationale a fait faillite : la deuxième guerre impérialiste ne s'était pas transformée en guerre civile.

Rien n'est plus faux. En effet, si l'on compare les développements révolutionnaires consécutifs à la Première Guerre mondiale et ceux qui ont suivi la deuxième, on constate que ceux-ci ont été beaucoup plus étendus dans l'espace — toute l'Europe, l'Asie et l'Afrique — et dans le temps, puisqu'ils se sont prolongés par la révolution chinoise, la révolution cubaine, la défaite de l'impérialisme au Vietnam.

La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile a commencé par la révolution italienne en 1943. La bourgeoisie italienne, tentant de n'être pas entraînée dans le désastre inéluctable de l'impérialisme allemand, cherche à se débarrasser « à froid » de Mussolini. Ce faisant, elle ouvre la voie à des forces qu'elle ne peut contrôler : les masses, voulant régler leurs comptes avec le fascisme, amorcent la révolution prolétarienne en Italie (en pleine guerre) et dans un pays qui se situera en « Europe occidentale ».

La même année, dans une zone libérée par les partisans que dirige le PC yougoslave, se tient une réunion du

Comité antifasciste national qui se constitue en gouvernement de fait pour toute la Yougoslavie. Cette session décide que le gouvernement royal en exil doit être dépouillé de toutes ses prérogatives gouvernementales et qu'il sera interdit au roi de retourner dans le pays. Or ce gouvernement qui siège en Angleterre est, pour les « alliés » impérialistes comme pour Staline, l'équivalent du gouvernement d'Alger de De Gaulle pour la France. Le gouvernement de fait qui se constitue en Yougoslavie s'oppose non seulement aux forces occupantes impérialistes mais se dresse contre l'expression de la domination de la bourgeoisie. C'est l'amorce de la rupture avec la bourgeoisie qui entraîne un conflit entre le PC yougoslave et la bureaucratie stalinienne (les accords de Yalta faisaient de la Yougoslavie une zone d'influence « mixte » de l'impérialisme anglais et de l'URSS).

Ces deux exemples illustrent la profondeur de la montée révolutionnaire qui commence et qui sera une réalité mondiale.

La crise révolutionnaire qui a marqué mondialement la fin de la Deuxième Guerre mondiale s'est exprimée avec une intensité toute particulière en Europe (et pas seulement en Europe de l'Est). C'est du développement (à des rythmes et à des niveaux différents dans chaque pays) de l'action indépendante des masses se heurtant à la politique des appareils que procèdent l'ensemble des conquêtes arrachées par les classes ouvrières des Etats capitalistes et que s'amorcent les bouleversements sociaux en Europe de l'Est (qui ne sont pas explicables seulement ou prioritairement par la présence de l'armée soviétique et l'action de la bureaucratie).

**b.-** L'action contre-révolutionnaire concentrée et coalisée de l'impérialisme et des appareils contre-révolutionnaires contient le mouvement des masses au seuil de la destruction de l'Etat bourgeois par le moyen de la collaboration des classes (gouvernements d'union nationale « légitimité » aux yeux des

masses par la présence de « leurs » partis), l'isole et le brise lorsqu'il prend la forme d'une guerre civile ouverte comme en Grèce. C'est de la même politique contre-révolutionnaire que procède la prise de contrôle du mouvement des masses par les partis de la bureaucratie dans la partie de l'Europe que l'impérialisme est contraint de laisser sous la tutelle militaire et policière du Kremlin qui, à une première étape, tentera de maintenir sous son contrôle les Etats bourgeois démantelés de sa « zone d'influence ».

**c.-** Contradictoirement, dans ces pays, la défaite du nazisme, l'avancée de l'armée soviétique, stimuleront le mouvement des masses qui d'emblée posera la question de l'expropriation. A des degrés divers, on assistera aux mêmes tendances : soulèvement, partage spontané des terres, formation de comités locaux, de comité d'usines.

**d.-** En dernière analyse, les conquêtes sociales majeures du prolétariat mondial que signifient, comme prolongements de la révolution d'Octobre, l'expropriation de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat bourgeois sont le produit de rapports de forces mondiaux établis par l'action révolutionnaire du prolétariat.

L'achèvement par des moyens « militaro-bureaucratiques » de l'expropriation de la bourgeoisie (nécessairement accompagnée d'une mobilisation limitée et contrôlée des masses) n'a été possible qu'en fonction de la nature de classe de l'URSS (et non d'un quelconque caractère « révolutionnaire » de la bureaucratie) et de l'action révolutionnaire préalable des ouvriers et des paysans se heurtant à la bureaucratie.

Les conquêtes constituées par l'expropriation de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat bourgeois dans une série de pays d'Europe, malgré le contrôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie sur elles, sont demeurées comme un élément du rapport de forces mondial entre les classes.

De même les conquêtes arrachées par les travailleurs des pays capitalistes et qui représentent ce qui peut apparaître comme un paradoxe, à savoir que les conquêtes les plus importantes ont été arrachées dans la période de déclin de l'impérialisme, sont un élément majeur du développement de la lutte des classes. Elles se dressent aujourd'hui comme un obstacle intolérable pour la bourgeoisie prise à la gorge par sa crise. Il en est ainsi en particulier de la protection sociale directement contradictoire avec les exigences du profit et qui constitue une question politique explosive pour tous les gouvernements bourgeois (c'est le cas, par exemple, pour le gouvernement de cohabitation en France comme pour le gouvernement Thatcher en Angleterre).

On sait la place qu'ont tenue dans la discussion au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale (discussion finalement dévoyée par le révisionnisme pabliste) des événements comme la révolution yougoslave et la formation des « démocraties populaires ». Il n'est pas possible d'y revenir ici, mais il faut souligner que ces événements sont la confirmation des positions fondamentales de la IV<sup>e</sup> Internationale et de l'élaboration ultérieure de Trotsky. Les clés théoriques permettant d'aborder ces problèmes étaient données par le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale (« *Placés dans des circonstances exceptionnelles* », etc.) et par l'analyse faite par Léon Trotsky, dans « *Défense du marxisme* », au moment de l'occupation de la partie orientale de la Pologne par l'URSS et de la guerre avec la Finlande.

Certes, la montée révolutionnaire amorcée à la fin de la Deuxième Guerre mondiale ne se limite pas à l'Europe et aux conséquences évoquées succinctement plus haut. Elle initie un gigantesque mouvement des peuples opprimés pour leur libération. Et dans la mesure où l'impérialisme, malgré l'aide politique essentielle qui lui est apportée par la bureaucratie stalinienne et l'appareil social-démocrate, ne parvient pas à l'écraser mais seulement à la contenir,

ces résultats seront un point d'appui pour les développements ultérieurs.

A juste titre, les « *Thèses pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale* » parlent de « *trente années de victoires révolutionnaires* ». La révolution chinoise, la révolution cubaine en sont des expressions.

Mais comme l'indiquent ces mêmes thèses :

« *Ces pas en avant, s'ils allèrent jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie ne permirent pas l'instauration de la dictature du prolétariat sous la forme de la démocratie des conseils ouvriers révolutionnaires, mais aboutirent à la formation d'Etats ouvriers bureaucratiques.* »

Question essentielle. S'il est vrai que la transformation socialiste de la société ne peut pleinement s'achever que sur l'arène mondiale par la destruction de l'impérialisme comme système dominant, la défense efficace des conquêtes partielles (partielles ne veut pas dire secondaires) dépend de la forme de l'Etat. La démocratie ouvrière (la République des conseils), comme forme de la dictature du prolétariat, n'est pas un complément mais est essentielle. En ce sens, les conquêtes dans le cadres d'une série « d'Etats ouvriers bureaucratiques » demeurent précaires et les tendances restaurationnistes, dont l'axe est la bureaucratie elle-même, puisent leur force dans l'absence d'un régime de démocratie ouvrière, ce qui, dans « *La Révolution trahie* » était un pronostic théoriquement fondé. La révolution politique devient en ce sens, pratiquement, l'une des composantes essentielles du développement de la marche à la révolution prolétarienne mondiale.

Les bouleversements révolutionnaires issus de la Première Guerre mondiale ont été marqués par une victoire historique de la révolution mondiale, à savoir la révolution d'Octobre, victoire qui a trouvé des limites dans le manque d'étendue des développements révolutionnaires (isolement de l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre dû

avant tout à la politique de la social-démocratie). Lors de la Deuxième Guerre mondiale, l'absence de partis révolutionnaires dirigeants n'a pas permis au processus révolutionnaire — malgré la conquête que représente pour le prolétariat international l'expropriation du capital dans plusieurs pays — d'aboutir à la constitution de la dictature du prolétariat sous la forme de la République des conseils dans un pays ou un autre. Ce qui a été défini comme la période de « *l'imminence de la révolution* » (noué en 1968 : grève générale en France, montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, offensive du Têt au Vietnam) n'est pas marqué seulement par ce que nous avons appelé la « *crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie* » (formule correcte mais insuffisante car elle aboutit à la conception de processus parallèles). La crise de la bureaucratie comme « courroie de transmission de l'impérialisme » n'est pas symétrique à la crise de l'impérialisme (produit de la lutte des classes) mais lui est subordonnée. Les luttes des prolétariats soumis à l'exploitation capitaliste et de ceux qui agissent dans des pays où le capital a été exproprié mais dont le pouvoir politique a été confisqué par une bureaucratie contre-révolutionnaire ne sont pas parallèles mais étroitement liées dans un même mouvement vers la révolution prolétarienne internationale.

La défaite de l'impérialisme au Vietnam, la révolution nicaraguayenne se combinent avec le développement de la révolution politique qui, amorcée à Berlin-Est en 1953, remonte à la source, à l'URSS même.

C'est cela qui définit le contenu de la période dans laquelle nous sommes engagés et où la question de la démocratie ouvrière, comme forme de pouvoir, comme contenu de l'Etat ouvrier, est centrale.

Par rapport à l'ensemble des développements révolutionnaires qu'a connus la lutte des classes internationale, cette période est aussi marquée par une imbrication

plus étroite que jamais des développements de la lutte des classes dans un pays avec ceux des autres pays. L'unité mondiale de la lutte des classes s'affirme de manière serrée. Si nous avons toujours rejeté la « théorie » des « épices », il est aujourd'hui plus difficile encore de parler d'un « épice », c'est-à-dire d'un pays ou d'une région qui, à l'exclusion d'autres, concentrerait l'essentiel de l'activité révolutionnaire des masses à l'échelle internationale.

Les années 1970, marquées par la défaite de l'impérialisme au Vietnam, ont aussi été celles d'un nouvel assaut des prolétariats d'Europe : c'est la révolution portugaise, nourrie, entre autres facteurs, par la guerre révolutionnaire des peuples du Mozambique et d'Angola et qui en retour font s'effondrer le plus vieil édifice colonial sur le continent africain. C'est ainsi que, pour ne citer qu'un autre exemple, le mouvement des travailleurs et des peuples opprimés de l'Etat espagnol, amorçant — malgré l'aide des appareils à la monarchie franquiste — le démantèlement des institutions de la dictature. Aujourd'hui, en même temps que s'accroît en URSS une crise d'ampleur historique (qui est analysée par ailleurs dans ce texte), que la crise boursière accentue les tendances à la dislocation du marché mondial, se sont multipliées des explosions révolutionnaires, ont commencé de profondes révolutions dont le mouvement se poursuit avec des hauts et des bas : la révolution polonaise, la révolution nicaraguayenne, la montée révolutionnaire du peuple noir contre l'Etat de l'apartheid, l'ébranlement de la dictature de Corée du Sud, en Haïti, etc.

A ce constat, il importe d'en ajouter un autre : aucune de ces révolutions ne fait figure de phénomène isolé dans leur région. Contrairement à ce qui avait été le cas de Cuba dans le passé, outre le Nicaragua, il y a le Salvador, le Guatemala, le Honduras : la révolution nicaraguayenne ne se limite pas aux frontières du Nicaragua, elle pose directement (et son sort y est lié) l'extension à toute



l'Amérique centrale. Près d'Haïti, à Saint-Domingue, il n'y a pas une situation contre-révolutionnaire telle qu'il en existait une en Haïti à l'époque (il y a vingt ans) où s'est développée la grande insurrection à Saint-Domingue. Tout autour de la Pologne, la situation n'est pas la même que celle qui existait autour de masses hongroises lors de l'insurrection de 1956.

Et ajoutons que chacune de ces révolutions, sous des formes et à des degrés différents, se développe en liaison directe avec l'activité des travailleurs des pays impérialistes. Il y a plus de trente ans, la question de la défense de la révolution cubaine, si elle a constitué un problème important aux USA, s'est surtout exprimée comme un problème concernant de larges secteurs de l'intelligentsia et du mouvement étudiant ; la lutte contre la guerre au Vietnam a par contre impliqué des secteurs essentiels du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, les problèmes de la défense de la révolution nicaraguayenne ainsi que celle d'Afrique du Sud sont devenus des problèmes des plus larges masses ouvrières des pays impérialistes et leurs propres objectifs (le mot d'ordre de la grande manifestation qui a eu lieu à Washington était le suivant : « *Pas d'argent pour la contra, tout l'argent pour aider les chômeurs !* »).

De cette situation découlent avant tout des conséquences objectives qu'il importe de prendre en compte. Avant tout, il est incontestable que devant cette simultanéité des processus révolutionnaires, l'impérialisme et la bureaucratie ont du mal à « intervenir » comme auparavant. La révolution hongroise avait été suivie quelques jours après d'une intervention militaire des troupes de la bureaucratie. Le moins qu'on puisse dire aujourd'hui est que dès qu'il s'agit d'une intervention de ce type, la bureaucratie doit y réfléchir à deux fois. Et l'intervention militaire de l'impérialisme au Nicaragua ou en Haïti le confronterait aussitôt au danger, pour lui, d'une généralisation. De là des hésitations, des semi-tentatives.

Il s'ensuit en même temps une tendance certaine de ces révolutions à se prolonger dans le temps, là même où les problèmes de direction du prolétariat sont les plus criants (comme c'est le cas actuellement en Haïti qui va bientôt entrer dans sa troisième année de révolution).

Il y a aussi des conséquences plus directement subjectives. Dès lors que les situations révolutionnaires tendent à se prolonger dans le temps, au milieu d'un combat acharné (l'exemple du Nicaragua, qui entre dans sa dixième année de mobilisation révolutionnaire presque ininterrompue est là pour le prouver), les véritables problèmes de la défense des révolutions commencent à se poser, surtout dans l'avant-garde, dans des termes qui mettent d'abord en avant la nécessité de renouer avec une politique d'unité des travailleurs à l'échelle internationale. Ainsi, on a vu en Pologne *Solidarność* chercher à nouer directement des liens avec la direction syndicale des ouvriers qui au Chili luttent contre Pinochet et donc contre l'impérialisme américain, en même temps que *Solidarność* s'adressait aux travailleurs d'URSS et de l'Europe de l'Est pour une action commune contre la bureaucratie, et ce malgré les tentatives d'une fraction de la direction de *Solidarność* liée à l'Eglise. Manifestation on ne peut plus concrète de la volonté des ouvriers polonais à ne pas se laisser enfermer dans le piège mortel qui consiste à aller chercher un soutien dans l'allié le plus précieux de la bureaucratie : l'impérialisme. C'est en même temps la volonté manifeste d'une partie de la direction sandiniste de ne pas se laisser enfermer dans une politique d'alliances qui entraînerait la perte de toute possibilité de jonction avec le prolétariat américain. Et c'est en même temps la volonté chaque jour présente des masses dans les pays impérialiste, de refuser de se laisser entraîner sous une forme quelconque dans les guerres coloniales ou néo-coloniales, c'est-à-dire de s'aligner sur leur propre impérialisme exploiteur.

On voit ainsi que la tendance objec-

tive à la multiplication de processus révolutionnaires simultanés s'accompagne et accompagne parfois une tendance subjective par laquelle les masses et des secteurs de leur direction, tendant à renouer avec la lutte pour l'internationalisme, lutte pour l'Internationale ouvrière.

### III.- LA MARCHÉ À LA RÉVOLUTION POLITIQUE ET SES CONSÉQUENCES

7.- Les processus de recomposition de la classe ouvrière dans le monde sur un nouvel axe, qui se matérialisent dans la tendance à la construction de partis ouvriers indépendants, ne sauraient, bien entendu, être disjoints de la révolution politique dont la marche s'intègre comme un processus unifié et différencié à la marche de la révolution prolétarienne mondiale. C'est ce double mouvement unifié qui est à la base du dégagement de la classe ouvrière, contre lequel se dressent les deux obstacles contre-révolutionnaires que représentent les partis de la II<sup>e</sup> Internationale, agences directes de l'impérialisme, et les partis directement ou indirectement liés à la bureaucratie du Kremlin, « *passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois* ». Bien entendu, cette résolution ne peut prétendre fournir une analyse d'ensemble de la situation en URSS et dans les pays où le capital financier a été exproprié (1). Néanmoins, pour apprécier correctement les crises dans les PC, il est nécessaire de formuler brièvement des éléments relatifs à la crise actuelle de la bureaucratie du Kremlin, reliée organiquement à la crise de l'impérialisme mondial. C'est dans ce cadre que nous devons examiner brièvement la politique « réformatrice » de Gorbatchev qui s'inscrit comme un des avatars de la politique stalinienne du « *socialisme dans un seul pays* », maquillage pseudo-théorique pour assurer la défense de la caste privilégiée du Kremlin. Comme on le sait, la dégénérescence de l'URSS est étroitement reliée à l'isolement du premier Etat ouvrier. Isole-

ment motivé en premier lieu par la trahison de la social-démocratie internationale, plus particulièrement par la social-démocratie allemande (révolution allemande 1919-1923) et, après 1923, par la défaite de la révolution mondiale organisée conjointement par les partis de la II<sup>e</sup> Internationale et les partis staliniens. Il n'y a aucune possibilité de comprendre la politique de Gorbatchev sans partir de ces données historiques qui expliquent l'accord contre-révolutionnaire entre le Kremlin et Washington pour résoudre en commun les « *conflits régionaux* ». Pour ne prendre qu'un exemple : la politique conjointe, masquée par des déclarations contradictoires, tonitruantes, que Gorbatchev et Reagan conduisent en commun dans la guerre entre l'Irak et l'Iran, armant et appuyant de concert aussi bien le régime de Bagdad que celui de la République islamique, ce dernier surgi d'une révolution, pour la canaliser (2), cela afin de préserver les bases de l'ordre impérialiste dans cette région.

Politique contre-révolutionnaire conjointe au Proche-Orient et dans toutes les régions du monde, toute la politique contre-révolutionnaire du Kremlin a produit un développement économique contradictoire.

D'un côté, les conquêtes d'Octobre (expropriation, nationalisation, collectivisation, monopole du commerce extérieur) ont permis à la vieille Russie tsariste, arriérée, de devenir la deuxième puissance mondiale. De l'autre, l'éco-

(1) Ce travail devra faire l'objet d'un rapport distinct qui sera soumis à la discussion de la conférence mondiale des sections. De même qu'il sera indispensable d'analyser dans un rapport le caractère et le moment actuel des révolutions après la Deuxième Guerre mondiale (Cuba, Nicaragua, etc.).

(2) En 1979, c'est une véritable révolution populaire qui a destitué le shah et disloqué l'Etat. Le régime de Khomeiny a dressé les vieilles institutions, lois et coutumes islamiques comme facteur d'ordre contre les masses : le caractère de la guerre déclenchée par l'Irak a, du côté de l'Iran, le caractère d'une résistance nationale révolutionnaire, compliquée par la réaction islamique.

nomie est prise dans les tenailles du marché mondial dominé par l'impérialisme qui non seulement organise le blocus, mais désorganise non moins systématiquement l'économie, en particulier par la pression militaire qu'il exerce en contraignant l'URSS à d'intolérables budgets d'armement.

La bureaucratie, couche sociale qui a exproprié politiquement le prolétariat de ses conquêtes mais dont les intérêts sont liés à la propriété d'Etat, est l'expression de la réaction mondiale au sein de l'Etat ouvrier, elle procède de la situation historique de la bureaucratie stalinienne du Kremlin, expression de la réaction mondiale au sein de l'Etat ouvrier. Elle n'a pu aller jusqu'au bout de la contre-révolution en URSS, mais face à la révolution prolétarienne internationale, elle se situe du côté de l'impérialisme. La caste du Kremlin tire donc sa puissance comme bureaucratie du « parasitage » de l'Etat ouvrier dégénéré d'URSS basé sur la propriété d'Etat. Elle n'est pas une nouvelle classe sociale mais une couche sociale coincée entre les classes fondamentales à l'échelle internationale. La préservation de l'ordre impérialiste à l'échelle mondiale est l'essence de la politique de coexistence pacifique issue de la prétendue « théorie » stalinienne du socialisme dans un seul pays.

La résistance du prolétariat d'URSS constitué sur la base des rapports sociaux, résultat de la révolution d'Octobre, est l'obstacle majeur auquel la bureaucratie s'est toujours heurtée. L'un des éléments de l'impasse constatée en fait par Brejnev comme par Gorbatchev, c'est que la bureaucratie a été contrainte à une non-agression relative vis-à-vis de la classe ouvrière d'URSS tandis que la pression impérialiste se renforçait encore sur elle, notamment à travers la course aux armements.

8.- D'une part, comment l'impérialisme mondial accueille cette tentative, et d'autre part, quelles en sont les conséquences pour les masses ?

En ce qui concerne l'impérialisme,

voici ce qu'on lit dans la revue américaine *Time* (27 juillet 1987) :

*« Gorbatchev représente peut-être la dernière chance de l'Occident au moins de ce siècle de mieux intégrer l'Union soviétique dans l'économie mondiale. Alors elle serait soumise à la pression pour se conduire comme un pays occidental, se battre pour les capitaux et les marchés, abaisser les barrières à l'investissement étranger et même peut-être rendre sa monnaie convertible. »*

Les porte-parole de l'impérialisme ne s'en cachent pas. Les « modifications substantielles » seraient d'ébranler la propriété d'Etat :

*« de nouvelles lois, adoptées en janvier 1987, permettront aux firmes occidentales d'avoir jusqu'à 49 % des actions dans une entreprise conjointe avec une entreprise socialiste. »*

A ce sujet, parler d'une « nouvelle NEP » n'est pas autre chose qu'une mystification de la plus belle eau. Lorsque Lénine et le Parti bolchevique, à la fin de la guerre civile, ont constitué la NEP (Nouvelle Politique économique) et envisagé même de permettre aux capitalistes d'investir en URSS, il s'agissait d'élever à tout prix le niveau de vie des travailleurs tout en contrôlant ces processus afin d'éviter toute restauration du capital.

Pour Gorbatchev, ainsi qu'on le verra plus loin, il s'agit avant tout de porter des coups aux travailleurs soviétiques pour tenter d'échapper aux contradictions de l'économie soviétique dans l'objectif de préserver les intérêts parasitaires de la bureaucratie.

Mais pour le moment, il ne s'agit encore, disent les rédacteurs du *Time*, que d'un « flirt avec la libre entreprise », exprimant ainsi les doutes de l'impérialisme quant à la capacité de l'équipe Gorbatchev à lever les obstacles.

L'académicienne T. I. Zaslavskaja, farouche réformatrice, avec toute la science de l'imposture bureaucratique, écrit :

« Pour rétablir la confiance, il faut une authentique politique de justice sociale. La justice socialiste consiste à encourager les groupes qui contribuent le mieux au développement de la société (...). La société doit conclure avec eux un contrat avantageux pour tous.

Dans la mesure où il existe des individus prêts à travailler dur, mais d'une façon quelque peu marginale, où le travail dans le secteur privé ne requiert pas d'investissements de l'Etat, qu'il n'ouvre pas droit à une couverture sociale, qu'il demande de l'initiative et comporte des risques, sa rémunération doit être en moyenne beaucoup plus élevée que celle du secteur socialisé. »

Pour ce qui concerne les travailleurs du secteur socialisé, l'académicienne estime que

« les salaires, pour leur part, exigent non plus des réformes partielles mais une refonte totale. Celle-ci doit être menée conjointement à la réforme des prix et des services payants. »

Pour ce qui concerne la réforme des prix, après avoir jeté sa hargne de bureaucrate contre les travailleurs qualifiés par elle de « *tire-au-flanc* », elle écrit :

« Tous les prix s'écartant du coût réel ne sont pas pour autant socialement (!!!) justifiés. Prenons par exemple le cas de la viande et des produits laitiers dont l'Etat maintient les prix de détail à un niveau bien inférieur à leur prix de revient. La différence, qui est de 40 à 50 milliards de roubles, est couverte par le budget (...). Il serait donc normal pour mettre tous les groupes sociaux à égalité de vendre la viande et les produits laitiers à leur coût social. » !

Le « *coût social* » étant d'organiser une hausse massive des produits de consommation courante. Tel est le contenu réel de la politique de « réformes ». Nous verrons dans un autre point le contenu de la « transparence ». Pour suivons.

En ce qui concerne les « *services sociaux* », notre académicienne précocise :

« La pratique actuelle qui veut que certains biens (logement, éducation, santé...) soient distribués gratuitement ou à des prix très modiques présente de gros inconvénients : elle réduit artificiellement le choix des biens que la population peut acquérir en payant (!!!) et n'incite pas à travailler davantage (...). En outre, la gratuité de certains biens ou services rares (logement et santé) ne peut que favoriser le gaspillage et la pénurie organisés (...). Toutes ces conditions plaident en faveur d'un élargissement des services payants, notamment par l'augmentation des loyers. »

9.- Le contenu de la « réforme » gorbatchévienne est ainsi clairement défini : il lui faut s'attaquer à la classe ouvrière pour se tourner vers l'impérialisme afin de tenter de sortir la bureaucratie de l'impasse dans laquelle elle se trouve.

Il ne s'agit pas pour nous, marxistes, de critiquer en soi la recherche d'accords avec l'impérialisme. Lénine et les bolcheviks, précisément parce qu'ils reconnaissaient l'existence d'un marché mondial et ne croyaient pas à la possibilité de construire le « *socialisme dans un seul pays* », ont cherché à passer une série d'accords avec des Etats impérialistes. Mais Lénine et les bolcheviks partaient, eux, du point de vue des besoins de la classe ouvrière, donc de son indépendance de classe et également de la lutte pour bâtir l'Internationale révolutionnaire nécessaire au combat pour le socialisme à l'échelle internationale.

Dans le cas de Gorbatchev au contraire, sur une ligne de concessions accrues à l'impérialisme visant à subordonner l'économie soviétique aux lois du marché mondial, c'est une politique qui s'oriente contre la classe ouvrière et ses intérêts fondamentaux. De ce point de vue, à travers les accords et les négociations qu'il noue avec la bureaucratie, l'impérialisme, même s'il peut être amené à faire des concessions, cherche à intervenir directement en URSS.

C'est L. Speakes, le porte-parole de

Reagan, qui résumait ainsi la politique impérialiste des USA :

*« Le président Reagan souhaite influencer sur la politique de l'URSS par des pressions commerciales et économiques en y ajoutant la pression militaire décisive pour obliger les Soviétiques à faire des réformes dans leur pays. »*

Il serait cependant erroné de tirer à partir de là la conclusion que Gorbatchev vise à détruire les bases matérielles des intérêts de la bureaucratie. Il cherche au contraire à les préserver. Mais dans le contexte international et national, en tentant de mettre en œuvre sa « réforme » pour sortir de l'impasse, ses tentatives, par les moyens inévitables qu'il est amené à employer, menacent les bases mêmes de la domination de la bureaucratie et accentuent les contradictions qui se manifestent en son sein.

Ce qui se révèle ainsi, c'est l'extrême fragilité de la direction Gorbatchev. Elle ne peut entraîner la classe ouvrière à soutenir des réformes qui sont dirigées contre elle (les premières manifestations propres de la classe ouvrière, comme la grève des transports de Tchekov, ont été explicitement et directement dirigées contre les réformes). Et au sein de la bureaucratie elle-même, comme conséquence de ses contradictions internes, les résistances à la politique de Gorbatchev se renforcent.

A la veille de toute grande révolution, il y a toujours de la part des sommets de l'Etat des tentatives de « réformes » visant à préserver l'essentiel du régime en place en cherchant à l'adapter. C'est en ce sens que l'on peut dire que dans toute grande révolution, l'impulsion vient d'abord d'en haut. En tentant de préserver la domination de la bureaucratie, Gorbatchev est amené à ébranler tout l'appareil bureaucratique, à remettre en cause l'équilibre des forces en son sein et à « impulser » le mouvement de la classe ouvrière contre la domination de la bureaucratie elle-même.

Les tentatives de réformes politiques de Gorbatchev ont donc pour objectif,

face à la résistance à laquelle il se heurte, de trouver une base sociale qui lui fait défaut. Tel est le contenu du « glasnost » et de la « perestroïka » qui visent à opérer une mobilisation des nouvelles générations de la bureaucratie bloquées dans leur ascension sociale par les règles de « l'immobilisme », des couches inférieures du parti, d'une fraction des intellectuels, comme un moyen de pression et une base de soutien à la lutte qu'il doit mener au sein des cercles dirigeants. Conscient des risques encourus, Gorbatchev ajoute que « cela ne signifie pas une révolution culturelle comme en Chine lorsqu'il ont ouvert le feu sur le quartier général » ; il ne fait ainsi que souligner sa crainte face au caractère incontrôlable des processus qui s'amorcent en URSS.

Il est indispensable de souligner de ce point de vue que la discussion ouverte sur la réforme, la « transparence », la démocratie, l'analyse du passé et le rôle respectif de Staline, Trotsky, Boukharine sont autant de facteurs « déstabilisants » du monopole du pouvoir politique de la bureaucratie stalinienne, et qui, par l'ampleur qu'ils prennent dans la société soviétique, tendent à échapper au contrôle de la bureaucratie elle-même.

Ainsi, les réformes politiques de Gorbatchev qui visaient, pour lui, à permettre la constitution d'une base sociale nécessaire à sa politique ont entraîné la constitution de zones limitées, formelles mais réelles de libertés, dont on ne peut limiter l'utilisation à la bureaucratie elle-même. Chacune de ces tentatives aggrave la crise de la bureaucratie car c'est à chaque fois un nouveau point d'appui pour les masses. C'est dans ce cadre qu'il faut saisir l'importance de la multiplication de groupes ou associations culturelles, littéraires, historiques qui expriment sur leur propre plan l'aspiration au rétablissement de la démocratie soviétique. C'est du même mouvement que participe, sur un autre plan, l'affirmation des revendications nationales dans les Républiques non russes, l'aspiration qu'expriment les mouve-

ments des Tatars et les puissantes mobilisations dans les pays Baltes.

C'est aussi sur le terrain de l'intervention directe de la classe ouvrière que s'exprime ce même mouvement, ce que révèlent les grèves, les protestations dirigées contre les conséquences des réformes, et qui pourtant utilisent certains aspects liés à ces réformes, comme le démontre la grève de Tchekov. C'est ainsi que dans les interstices ouverts par les réformes politiques de Gorbatchev pour préserver le régime, s'infiltrèrent les aspirations aux libertés démocratiques qui posent donc la question du pouvoir politique de la classe ouvrière.

L'histoire nous l'a enseigné en Hongrie, en 1956, avec le Cercle Petofi, en Tchécoslovaquie, en 1968, la place et le rôle joué par des groupes qui veulent pouvoir « *prendre la parole* » dans un pays soumis au monopole du pouvoir politique expriment la maturation des processus en cours dans les larges masses et s'appuient sur cette maturation pour puiser la volonté d'aller plus loin dans la revendication de la démocratie.

La situation actuelle, les contradictions ouvertes au sein de la bureaucratie, le développement ouvert de ces contradictions stimulent l'expression de tous les mécontentements, de toutes les revendications opposées au pouvoir de la bureaucratie, même si elles prennent la forme d'un appel aux réformes.

Mais la réforme d'un tel système est impossible. Quelle que soit la conscience qu'elles en aient, le contenu des exigences démocratiques des masses sur la base de la propriété d'Etat, ce n'est pas la réforme du système bureaucratique, c'est son élimination, c'est-à-dire la révolution politique qui rétablira la démocratie soviétique. Ainsi que l'indique la situation actuelle de crise, comme pour toutes les révolutions, l'impulsion immédiate par laquelle s'affirmera la marche à la révolution politique viendra d'en haut, à la fois des mesures prises par les sommets de l'appareil d'Etat et de la division qui le lézarde : autant de brèches dans lesquelles les masses

s'engouffreront quand elles se mettront en mouvement. La grève des travailleurs des transports urbains de Tchekov contre la remise en cause des primes, qui s'est déroulée quelques semaines après la nouvelle loi salariale, n'est encore qu'une expression d'avant-garde, mais elle est symptomatique des processus en cours dans les masses soviétiques. A nouveau on indique une nouvelle grève, dans les chaînes de montage d'autobus dans une usine de Likino, dans la banlieue de Moscou, contre la suppression des primes en raison de la « *baisse des cadences et de la mauvaise qualité de la production* ». En défendant leurs intérêts les plus immédiats, les travailleurs défendent ce qui demeure les conquêtes de la révolution d'Octobre : dès l'apparition de ses signes avant-coureurs, la marche à la révolution politique donne tout son contenu et son actualité concrète à la formulation de « *La Révolution trahie* » : « *Les rapports d'Octobre demeurent vivants dans la conscience des masses.* »

C'est ce qu'exprime, en négatif, en quelque sorte, Gorbatchev quand il déclare : « *Le plus difficile sera de préparer le peuple aux nouvelles manières de travailler* », exprimant la crainte qu'il en a. Les « *slogans* » se heurtent à la réalité sociale et cela nourrit les processus en cours, tandis que les discours de Gorbatchev sur la transparence sont saisis comme autant d'incitations à s'attaquer à l'arbitraire bureaucratique. C'est là que se combinent de multiples contradictions entre le fait que ces réformes mettent en cause les besoins les plus vitaux des travailleurs et la manière dont Gorbatchev tent de les mettre en œuvre, poussant par là même plus avant le développement des puissantes contradictions qui secouent la société soviétique et dans lesquelles la combinaison de la mobilisation des masses et la crise de la bureaucratie ouvriront une situation révolutionnaire. Comme l'indique le « *Programme de transition* » :

« *La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera sans aucun doute sous le drapeau de la lutte*

*contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. »*

D'ores et déjà, à travers les mouvements en cours et les regroupements qui s'opèrent, se trouvent posées les questions de l'organisation indépendante des masses que nous aborderons dans la partie suivante.

### III bis.- LE COMBAT POUR L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS

10.- Il y a un élément commun dans le développement des résistances dans le monde entier aux plans de l'impérialisme, à ceux qu'il dicte à la bureaucratie : contre la politique d'intégration à l'Etat, c'est la volonté de la classe ouvrière de se réapproprier des syndicats ouvriers indépendants. Dans les pays impérialistes et les pays arriérés, la tendance à enchaîner les syndicats à l'Etat s'affirme : les gouvernements de tous les pays, quelle que soit leur couleur politique, par la mise en œuvre des plans du FMI et de la CEE, exigent la soumission totale des syndicats, la transformation de ceux-ci en organismes d'Etat.

En URSS et dans les pays où le capital a été exproprié, les travailleurs dressent leurs revendications contre les syndicats qui sont des organismes de l'Etat, bureaucratiques. Ainsi en Hongrie (et cela est valable sous des formes et à des niveaux divers en URSS, en Yougoslavie, etc.), l'organe central de la bureaucratie doit publier (29 juin 1987) le texte suivant :

*« Beaucoup (d'ouvriers) se demandent pourquoi le syndicat s'occupe-t-il de sujets tels que la production rentable, la bonne organisation du travail, le bon approvisionnement en matières premières. N'est-ce pas là la tâche des dirigeants économiques ? Pourquoi le syndicat ne se borne-t-il pas à l'exercice de sa fonction, la défense des intérêts des travailleurs ? »*

La soumission des appareils syndicaux à l'Etat entraîne également un phé-

nomène de « désyndicalisation » chez les travailleurs, et plus particulièrement dans la jeunesse, par lequel s'exprime, comme première étape, leur volonté de se réapproprier des syndicats indépendants. Et cette question, qui se pose dans le monde entier (*« Pourquoi le syndicat ne se borne-t-il pas à l'exercice de sa fonction, la défense des intérêts des travailleurs ? »*), appelle une réponse qui est sous-jacente dans cette demande : partout *« nos intérêts doivent pouvoir s'exprimer »*, et pour qu'ils puissent s'exprimer, surgit l'exigence de la démocratie ouvrière pour réaliser la volonté d'imposer l'indépendance des syndicats. La constitution de *Solidarność* en Pologne ou de la CUT au Brésil démontre parfaitement le caractère commun des besoins des travailleurs. De là découle que la première et principale condition pour réaliser partout la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat, afin de rétablir les syndicats dans leur fonction de défense des intérêts de la classe ouvrière, exige le combat constant pour la démocratie ouvrière. Toute la politique de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne est dirigée pour obtenir que les syndicats subordonnent et disciplinent les travailleurs pour les asservir au capital, en les associant aux plans de destruction fomentés par le capital. Le grand capital tout comme la bureaucratie du Kremlin sont parfaitement conscients tout à la fois que la lutte pour l'indépendance des syndicats est directement dirigée contre l'Etat et de la nécessité d'intégrer les syndicats à leurs plans. C'est un combat politique direct contre l'Etat. Le président du patronat français l'explicitait clairement lorsqu'il déclarait à l'adresse du gouvernement, des capitalistes et des dirigeants :

*« Rien ne peut se faire sans l'accord des syndicats. »*

Rien ne peut se faire sans l'accord de la social-démocratie et des staliniens qui, dans chaque pays, s'associent aux plans anti-ouvriers, de concert là où ils ne sont pas au pouvoir, en légiférant là où ils sont au pouvoir. Sous des déno-

minations diverses, « *Pacte social* », « *consensus* », ils facilitent et organisent au compte de la bourgeoisie la politique d'intégration des syndicats à l'Etat. De là découle la nécessité d'organiser une lutte implacable contre le stalinisme et la social-démocratie qui, de toutes leurs forces, s'opposent en entravant l'activité indépendante du prolétariat en cherchant à « *soumettre les syndicats à l'Etat bourgeois* », en voulant « *lier le prolétariat par l'arbitrage obligatoire et toutes formes d'interventions policières* » (Pacte social, consensus, législation anti-grève, etc.), ainsi que le dit le Programme de la IV<sup>e</sup> Internationale adopté en 1938 et dont le point consacré à l'URSS et aux tâches des trotskystes appelle à l'organisation et à la « *lutte pour la liberté des syndicats* ».

Nous ferons nôtre ce qu'écrit Trotsky sur cette question politique centrale du combat pour l'indépendance de classe du prolétariat, dont la lutte pour l'indépendance des syndicats est une composante fondamentale. Ce combat est celui de l'aide organisée pour des syndicats « *organes de la révolution prolétarienne* », Léon Trotsky précisant :

« *Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale est non seulement le programme d'activité du parti, mais dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale.* »

Et pour aider le prolétariat afin qu'il puisse réaliser son indépendance de classe, c'est la lutte implacable contre les agents de l'impérialisme, contre le social-impérialisme et la social-démocratie, contre les partis liés à la bureaucratie du Kremlin, tous passés, répétons-le, « *définitivement du côté de l'ordre bourgeois* ».

Le « *Programme de transition* », équivalent au programme d'action du parti, est programme international de la révolution socialiste, devant être, dans chaque conjoncture et relation de forces de la lutte de classe internationale, « *internationale dans son fond, natio-*

*nale dans sa forme* ».

---

### III ter.- QUELQUES ÉLÉMENTS DE LA CRISE DES ORGANISATIONS TRADITIONNELLES

---

11.- Nous donnons ici quelques indications sur certaines manifestations de la crise des organisations liées à l'appareil stalinien international.

Les années 1980 ont vu s'approfondir la crise de toutes les organisations liées à l'appareil stalinien à l'échelle internationale. Cette crise plonge ses racines dans la contradiction — qui est allée en s'aiguissant du fait de l'aggravation de la crise de la bureaucratie du Kremlin elle-même et de la manière dont, dans cette crise, Gorbatchev s'appuie directement sur le soutien de l'impérialisme — entre la politique des différents PC, directement tournée contre les aspirations de la classe ouvrière, et la base ouvrière de ces partis, en particulier dans le mouvement syndical, qui cherche la voie du combat contre les plans capitalistes et qui, dans cette recherche, se heurte à la politique des dirigeants staliniens.

Tirer de l'affaiblissement des différents PC la conclusion qu'ils sont désormais appelés à jouer un rôle secondaire dans chacun des pays serait gravement méconnaître la réalité, à savoir que, par essence, l'appareil du Kremlin et ses différentes agences nationales sont appelés à occuper une place centrale dans le dispositif de la contre-révolution. Ce qui donne leur place aux PC, c'est l'existence de l'URSS et la crise de la social-démocratie mondiale que n'annule pas la prédominance temporaire de partis sociaux-démocrates nationaux dont les « succès » sont d'ailleurs eux-mêmes reliés aux conséquences de la politique stalinienne.

Il est cependant un fait incontestable : en Grèce, en Espagne, en France et aussi dans d'autres pays d'Europe, des centaines de milliers de militants et de cadres ouvriers ont quitté les PC dans



les cinq dernières années, sans pour autant renoncer au combat politique.

Comment ces processus peuvent-ils s'inscrire dans le combat pour la conférence mondiale ouverte, c'est-à-dire pour la reconstitution de la classe ouvrière sur un nouvel axe ? Examinons à ce sujet ce qui se passe en Espagne, en France et en Grèce (un complément devra être rédigé sur d'autres pays).

**a) Que s'est-il passé durant les dix dernières années dans le PC espagnol ?**

A partir de 1977, avec la signature du pacte de La Moncloa, le PCE prend entre ses mains la défense du gouvernement Suarez avec un pacte politique et social destiné à briser le large mouvement de grève, et soutient de façon réitérée la politique répressive du régime contre le peuple basque.

Carrillo réalise son congrès, « *en rupture avec le léninisme* », d'ouverture à la politique d'unité nationale en défense de la monarchie. Une petite fraction pro-soviétique abandonne alors le PCE.

Lors des élections de 1982, le PCE a attaqué frontalement le PSOE pour permettre le maintien au gouvernement de l'UCD (du successeur de Suarez). Le PCE a été largement battu et a perdu 50 % des voix par rapport aux précédentes élections. Après ces élections, Santiago Carrillo démissionne, un secteur rénovateur abandonne le PCE en direction du PSOE, et un nouveau secrétariat du PCE se constitue dirigé par Gerardo Iglesias. Peu de temps après, Santiago Carrillo et ses partisans sont expulsés du PCE et constituent le PC-Unité communiste, parallèlement, les pro-soviétiques dirigés par Ignacio Gallego constituent le PCPE. Les trois partis dans lesquels se divise le PCE à partir de 1983-1984 n'organisent qu'un militant sur dix du PCE de 1976 (avant la signature du pacte de La Moncloa).

Le PC d'Iglesias essaie de surmonter cette situation à partir du référendum sur l'OTAN de mars 1986 et forme la coalition Izquierda Unida (Gauche unie) avec des écologistes, des carlistes, un

petit groupe socialiste. En 1987, Moscou exige du PCPE qu'il s'intègre à la coalition de la Gauche unie, à la suite de cela, toute une série de dirigeants et de militants rejettent cette intégration et forment d'autres partis comme le Parti communiste basque, le Parti communiste de Valence et des Collectifs de Cantabrique et d'Andalousie.

La récente signature du nouveau pacte anti-terroriste par le PCE au nom de la Gauche unie a alimenté de nouvelles frictions entre les différentes fractions du PCE ainsi que dans le congrès même de la confédération syndicale des Commissions ouvrières.

Dirigeants et militants qui se sont dégagés de cette crise participent avec les militants trotskystes d'Espagne aux différentes initiatives sur le terrain syndical et politique et appellent au rassemblement européen du 24 janvier à Paris.

**b) La crise du PC français, la question des rénovateurs**

La première hémorragie militante significative du PCF dans la dernière période date des années 1977 à 1981. C'est à cette époque que le PCF perd conjointement une fraction importante de son électorat et plusieurs dizaines de milliers de militants. Les années 1977 à 1981 sont celles où, ouvertement aux yeux de millions de travailleurs, la direction du PCF, à la suite des dirigeants du Kremlin, choisit comme candidat Giscard, candidat des capitalistes, contre Mitterrand, dans une situation où l'aspiration générale à en finir avec la politique anti-ouvrière se cristallisait dans le vote pour Mitterrand. Dans une campagne politique de division rarement égalée, la direction du PCF sous la houlette de G. Marchais va tout faire pour que Giscard reste en place. Giscard sera battu et avec lui, non seulement la politique du PCF, mais le PCF lui-même.

Ce grave revers du PCF verra s'éloigner des milliers de militants qui, pour une part resteront à l'écart de la vie politique, et pour une fraction limitée mais

non négligeable suivront Fiszbin (ancien membre du CC) et rejoindront le PS.

L'effondrement électoral du PCF n'a fait, depuis lors, que se confirmer et se développer. La constitution du gouvernement d'Union de la gauche, avec quatre ministres du PCF dont C. Fiterman, ministre d'Etat de 1981 à 1984, a bien évidemment accéléré le phénomène de désaffection grandissante de larges couches de travailleurs (phénomène qui a également affecté le PS à partir de cette date). La direction du PCF se coulant dans le moule des institutions réactionnaires mises en place par de Gaulle, mettant en œuvre, conjointement avec le PS, des mesures toutes plus anti-ouvrières les unes que les autres, à commencer par le plan d'austérité de Delors en 1982, les pires attaques anti-ouvrières portent le nom des ministres PCF : stades **Rigout** organisant la surexploitation de la jeunesse, loi **Ralite** asphyxiant les hôpitaux, réforme **Le Pors** faisant éclater la fonction publique, mesures **Fiterman** aboutissant à des milliers de suppressions d'emploi de cheminots, etc.

La sortie des membres du PCF du gouvernement, en 1984, non seulement n'a pas stoppé ce phénomène d'érosion systématique, mais, à l'inverse, a vu se développer, à une échelle sans précédent dans le PCF, une crise politique qui traverse tout le PCF, du comité central aux cellules, sans épargner aucune des fédérations ni des différents secteurs d'activité. Cette émergence d'un courant ayant la sympathie de plusieurs dizaines de milliers de militants ou d'ex-militants du PCF, qui s'exprime également fortement au sein de la CGT comme dans certains syndicats enseignants dominés par des militants du PCF, est appelée « **rénovateurs** ». Son principal porte-parole est Pierre Juquin, membre du comité central du PCF depuis 25 ans, démissionnaire en 1987.

Plus qu'un véritable courant homogène (bien qu'il tende à s'organiser au plan national), il faut considérer les **rénovateurs** comme une « **nébuleuse** » politique.

D'une part, la rupture avec le PCF de cadres et de militants est indiscutablement une rupture de « gauche », dans la mesure où ce qui l'a d'abord motivée, dans la plupart des cas, c'est l'incompréhension, puis la condamnation de la politique menée contre les travailleurs par les ministres et députés du PCF alliés à ceux du PS. De plus, le retour à la politique de division après 1984 ne recueille pas plus l'adhésion de ces militants, qui ne se satisfont pas de la seule condamnation de la politique du « *gouvernement socialiste* » (les dirigeants du PCF s'employant à minimiser, voire à « **gommer** » leur participation au gouvernement).

Mais d'autre part, les références théoriques, idéologiques et politiques des porte-parole de ce mouvement non seulement restent marquées par celles du PCF, mais, pire encore, en ont retenu ce qu'elles ont de commun avec le PS, les autogestionnaires liées à l'Eglise, etc.

Aujourd'hui en France, une question centrale de la lutte des classes est celle de la Sécurité sociale qui cristallise les conquêtes ouvrières arrachées au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. A ce sujet, notons que la « *coordination des rénovateurs* » parle « *de repenser le système de protection sociale* », ce qui ne la distingue guère, ni de G. Marchais, ni des ministres Séguin (RPR) et Dufoix (PS), et est en contradiction avec toute la politique fondée sur la défense sans concession des conquêtes et acquis ouvriers.

Comment les trotskystes abordent-ils ce phénomène ? Le rapport au XXXII<sup>e</sup> Congrès du PCI, après l'étude du document constitutif des « **rénovateurs** », a posé la question en ces termes :

*« Fondamentalement, ce document se situe sur le terrain de l'Union de la gauche renouée, tout en déclarant vouloir faire le bilan des fronts populaires depuis 1936, sans d'ailleurs fournir des explications, encore moins des réponses de classe. Il y a donc là des contradictions majeures d'un regroupement fragile et composite, pour lequel sont ouvertes diverses possibilités : soit être*

absorbé par le Parti socialiste suivant le cours Fiszbin — auquel cas, le « courant des rénovateurs » sera sans avenir et sombrera dans la recherche de postes électoraux qui leur soient concédés par les dirigeants du PS. Toute la politique de Marchais est d'ailleurs orientée pour les pousser dans cette voie (voie qu'à cette étape, les rénovateurs disent vouloir écarter). Soit s'engager dans la voie que leur propose Krivine sur l'impasse renouvelée de « l'unité des révolutionnaires » comme force d'appoint... au PCF (...). »

En fait, c'est dans l'acceptation du cadre des institutions anti-démocratiques de la V<sup>e</sup> République que Juquin se présente comme candidat situé « au-dessus des partis ». Dans cette mesure, il pousse les rénovateurs dans les bras du PS et facilite le travail de la direction du PCF cherchant à juguler la crise interne et, au-delà, celle de son électorat en expliquant qu'en dehors du PCF et de la « social-démocratie », rien n'existe, pas d'issue possible.

« Une troisième possibilité est ouverte, poursuit la résolution du congrès, celle de la constitution d'un "deuxième PC" à l'image de ce qui se passe en Grèce (en Espagne aussi, mais sur un autre registre). »

En tout état de cause et sans s'orienter à partir d'un pronostic *a priori*, les militants trotskystes, qui construisent à égalité avec d'autres militants le MPPT, ont dans cette situation un rôle actif à jouer.

Il est évident qu'aujourd'hui, bien que la situation ne soit pas figée, une pression accrue de toutes les forces politiques — chacune à leur manière — s'exerce sur cette nébuleuse, sur ce courant « composite et fragile » que constitue le courant rénovateur, cherchant à le faire rentrer dans le « décor » établi par les appareils, c'est-à-dire dans l'acceptation du cadre institutionnel, cadre qui fixe les règles du consensus politique (à l'intérieur ou à « l'extérieur » de la cohabitation), et ce afin de chercher à « fixer » ce courant jusqu'aux élections, par conséquent de jeter les bases de son intégration au len-

demain des élections. Le contenu de la pression pour que « Juquin se prononce pour le désistement en faveur du candidat de la gauche le mieux placé », etc., n'a d'autre signification que de chercher à réaliser — contre la construction d'un pôle indépendant pouvant, avec d'autres, opérer la jonction avec le MPPT — la cristallisation politique des rénovateurs sur une base centriste du type PSU, combinant « l'unité des révolutionnaires et des autogestionnaires » avec l'alignement de fait sur le PS avec pour conséquence de bloquer le mouvement vers la gauche de milliers de militants et de cadres ouvriers.

En ce sens, en soulignant que le MPPT n'est pas un parti mais un mouvement qui se fixe l'objectif de construire un authentique parti des travailleurs, les militants du PCI poursuivent en l'élargissant encore le travail engagé depuis plusieurs mois en faisant jouer à *Informations ouvrières* son rôle d'organe du MPPT, tribune libre de la lutte des classes, donc en ouvrant systématiquement ses colonnes aux militants ou ex-militants du PCF, notamment ceux qui se réclament du courant rénovateur mais, bien sûr, pas exclusivement, en multipliant les actions pratiques à tous les niveaux : local, départemental, national, en défense des droits et acquis ouvriers (Sécurité sociale, etc.), en organisant, sous des formes variées, pour préparer le congrès du MPPT et ensuite, la discussion la plus ouverte sur la démarche politique du MPPT, les quatre points constitutifs de la Charte et du mouvement lui-même, ceci pouvant se réaliser de différentes façons : assemblées, conférences, meetings, etc., mettant au centre des discussions le problème de construire un authentique parti des travailleurs, de l'actualité de cette question, des moyens à mettre en œuvre, de la méthode à utiliser, et cela en relation avec les développements de la crise qui sourd au sein du PS, crise non moins profonde que celle du PCF.

En ce sens, même l'annonce de la candidature de Juquin — sur une base établie en commun par certains rénova-

teurs et par Krivine, Assouline, Scornet (du PSU), sur une ligne d'adaptation au Front populaire — ne saurait faire obstacle à la libre discussion avec le MPPT qui propose de présenter Pierre Lambert. La participation de dirigeants en vue des rénovateurs à des assemblées-débats avec le MPPT en témoigne. La bataille politique pour la libre discussion dans le cadre de la démocratie ouvrière entre toutes les composantes du mouvement ouvrier est en effet la condition première pour aider à la recomposition du mouvement ouvrier sur le terrain de son indépendance de classe.

### b.- La situation en Grèce

Le PASOK (Mouvement socialiste pan-hellénique), au gouvernement depuis novembre 1981, est en train d'épuiser le soutien que lui avaient donné les masses. Il a déjà perdu une bonne part de son appui social chez les travailleurs et la petite-bourgeoisie.

Les liens du PASOK avec la classe ouvrière n'étant pas historiques, la crise de ces relations prend une forme particulière. L'appareil du PASOK s'identifie de plus en plus avec l'appareil d'Etat.

Au cas où des élections anticipées avaient lieu, l'éventuelle perte de la majorité par le PASOK ouvrirait la perspective d'un gouvernement de coalition. Pour répondre à cette nouvelle conjoncture, des forces politiques nouvelles sont créées.

Le PC de Grèce (pro-Moscou) en particulier s'est tourné vers le soutien à une telle issue. Ce parti a réalisé un tournant tactique après les élections municipales d'octobre 1986 et est passé de la confrontation directe à la critique nuancée envers le gouvernement. Il avance aujourd'hui la constitution d'un front de coalition de gauche dans le but de bloquer la crise du régime et d'empêcher l'évolution de forces comme le MSSOE (Mouvement socialiste des ouvriers et des employés) et le PC de Grèce Intérieur — Gauche rénovatrice.

Dans son dernier congrès, en avril 1987 (le XII<sup>e</sup> Congrès), le PC de Grèce

a empêché l'avènement à la direction des éléments les plus directement proches de Gorbatchev, et le secrétaire général Florakis est même allé jusqu'à déclarer que le terme « renouveau » était un mot dégoûtant pour lui. D'autres forces, comme la majorité — à la tête de laquelle est Kirkos — de l'ancien PC Intérieur, issu d'une rupture déjà ancienne avec le PC de Grèce (pro-Moscou), se préparent à une solution de ce type. Lors de son congrès (22-26 avril), le PC Intérieur a proclamé un nouveau parti — la Gauche grecque — apportant son soutien à une solution de gouvernement de coalition. P. Juquin, le rénovateur du PCF, a participé à ce congrès en saluant la formation de ce parti.

Dans le PC Intérieur, la fraction Baniats (29 membres du CC sur 79) a réalisé une conférence au mois de mars, prenant le nom de PC de l'Intérieur-Gauche rénovatrice. Il revendique une force organisée de 3 000 militants et une organisation de jeunesse d'un millier de membres.

Donnons quelques éléments sur ses positions politiques actuelles :

*« Les réformes en URSS. Pour nous, le processus et la lutte à l'intérieur du mouvement communiste et ouvrier international présentent un intérêt particulier. Les idées du courant communiste rénovateur sont les seules qui peuvent faire sortir les partis communistes du danger de décadence, et renouveler pour des milliers d'hommes l'aspiration au socialisme et au communisme.*

*Les réformes entamées par Gorbatchev en URSS sont un processus important et intéressant. Elles sont une réaction face à l'épuisement de la force d'attraction et le dépassement du modèle du socialisme réel, elles sont une réponse face à la crise sociale profonde, universelle et globale en URSS et elles sont une réponse aux impasses du système politique du parti autoritaire, despotique, bureaucratique, exploiteur, sclérosé.*

*Pourtant, les changements avancés aujourd'hui ne semblent pas toucher les fondements sur lesquels a été construit*

depuis des décennies le système de pouvoir dans la société de type soviétique (manque de participation et de contrôle des décisions politiques par le peuple, domination de l'Etat et des appareils de répression sur la société, système de gouvernement politique basé sur le système du parti unique et le manque de pluralisme, etc.). Ainsi la question est de savoir si ces changements vont ouvrir un processus de renouveau politique et social essentiel, s'il y aura des ruptures profondes avec le système politique de gouvernement existant, avec les intérêts qui l'ont édifié et le maintiennent en place. Rien n'est certain, car les forces qui réagissent contre les changements sont encore puissantes et tout dépend de savoir si le phénomène de « perestroïka » dirigé d'en haut va devenir un processus de renouveau révolutionnaire d'en bas. Si cela n'a pas lieu, les réformes et changements d'en haut, qui ont surtout un caractère technocratique et fonctionnel, risquent de dégénérer. Si des processus de participation active des masses à la politique ne s'ouvrent pas, ou bien Gorbatchev sera assimilé par le système, ou bien il sera renvoyé. (...).

#### **Des problèmes du gouvernement et du pouvoir.**

Notre position ne vise pas à la participation aux solutions gouvernementales dans les rapports de force actuels, parce qu'une telle proposition, même si elle se présente sous un aspect radical, reproduit les mêmes impasses et conduit à la cogestion du système ; nous luttons pour la formation d'un nouveau bloc des forces politiques et sociales qui ouvriront par leur lutte la voie à la transformation socialiste. En conséquence, nous ne voyons pas le problème du pouvoir en termes de gouvernement, mais en termes de rapports sociaux et de classes, en termes d'un processus révolutionnaire unique et ininterrompu. Nous luttons d'abord dans la société pour changer les rapports de forces sociaux et politiques en faveur des forces du socialisme.

La participation de ces forces au gouvernement ne saurait les intéresser qu'en temps qu'elle surviendrait à travers une vague de luttes large et massive des masses, à travers des réformes et des changements structurels dépassant

le cadre du système, de telle sorte que, depuis leur place au gouvernement, elles accélèrent, achèvent et garantissent les processus de la transformation socialiste de la société. »

Comme on peut le voir, nombre de confusions ne sont pas dissipées. Mais la discussion est largement ouverte.

Ce parti prépare un congrès avant la fin de l'année et il y a la possibilité que d'autres forces politiques, sur la base du respect des différentes positions, s'unifient. Par exemple, le droit de tendance avait été réclamé au sein du PC Intérieur.

Il semble que toute une série de positions politiques soient en discussion, dont leur ancienne position favorable au Marché commun. Signalons que ce parti avait décidé d'envoyer une délégation officielle à la Conférence de Caracas.

Quelle est l'attitude des trotskystes à l'égard de cette organisation ?

Pour les trotskystes, il s'agit, dans le respect des règles qui régissent la discussion démocratique au sein de l'organisation, d'aider l'ensemble de l'organisation à clarifier un certain nombre de points :

a.- Le combat pour dépasser l'origine, le caractère et le cadre du parti avec l'unification d'autres forces dans le but d'un véritable parti ouvrier socialiste indépendant. Il y a des forces et des dirigeants au PC Intérieur qui sont sur cette orientation.

Dans ce processus, on ne saurait ignorer la place du MSSOE (Mouvement socialiste syndical des ouvriers et des employés) issu de la crise du PASOK et qui regroupe environ 300 anciens dirigeants syndicaux du PASOK, dont l'ancien président de la CGT.

Cette organisation s'oriente vers la construction d'un nouveau parti ouvrier. Ses positions actuelles restent très syndicalistes. Mais la fusion représenterait un renforcement de ses positions de classe et anti-staliniennes. Le PC Intérieur reste un groupe avec une

intervention et une présence faible, dans la classe ouvrière.

Il y a aussi la possibilité d'intégrer à ce processus un ancien groupe maoïste EMMÉ (Mouvement communiste révolutionnaire grec) en pleine évolution et très ouvert.

b.- Un des axes politiques principaux est d'avoir une position claire par rapport à la concrétisation d'une politique de front unique, et en particulier la lutte pour l'indépendance syndicale, contre le contrôle de l'Etat et du PASOK sur le mouvement syndical et la politique du PC grec (pro-Moscou).

Face à l'offensive de « front de coalition de la gauche » du PC grec, il faut donner une réponse positive au point antérieur.

c.- Les militants trotskystes agissent publiquement et loyalement, sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour aider à définir une ligne par rapport aux institutions et au gouvernement à partir des axes généraux d'indépendance, d'unité et de démocratie.

#### IV.- LE COMBAT POUR LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

12.- Ce qui distingue et constitue la justification théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est que combattant pour la révolution mondiale, elle proclame la nécessité de construire des partis révolutionnaires pour, dans chaque pays, aider les masses exploitées et opprimées, à travers les transitions propres, à réali- sers la République des conseils.

Ce qui distingue et justifie le combat pour la construction dans chaque pays du parti mondial de la révolution socialiste, c'est la constatation de la faillite de l'impérialisme, qui avec l'appui de ses agences social-démocrate et stalinienne, entraîne l'humanité dans la décadence et la ruine.

Ce qui distingue et justifie le combat pour la construction dans chaque pays de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale reste basé sur l'analyse fondant la crise révo-

lutionnaire mondiale qui secoue tous les pays, tous les continents, ce sont les thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès du PCI (1972) adoptées par l'Internationale, précisant le contenu de la « nouvelle période de la révolution : l'imminence de la révolution et le tournant de la situation mondiale » :

*« La période de l'imminence de la révolution est une étape de l'ère des guerres et des révolutions. Elle ne constitue en aucune façon, ni d'aucune manière, une période qualitativement nouvelle de l'ère des guerres et des révolutions. Il ne s'agit en aucun cas d'un dépassement de l'impérialisme dans on ne sait quel néo-capitalisme ou capitalisme monopoliste d'Etat — qualification donnée par les petits bourgeois révisionnistes de tout poil (pablistes, sociaux-démocrates ou staliniens) capitulant devant les tâches révolutionnaires de notre époque. La période de l'imminence de la révolution concentre le plein développement de toutes les contradictions et de toutes les tendances de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.*

*Il est également indispensable de saisir comment cette nouvelle période de l'ère des guerres et des révolutions rassemble dans son sein toutes les conditions et contradictions antérieures — mais sur une autre dimension. En effet, à l'intérieur de la période de l'imminence de la révolution qui s'amorce, toutes les contradictions de la situation passée (qui tendent à se dépasser) mais qui n'ont pu trouver leur solution historique continuent à s'exprimer, donnant ainsi son contenu vivant à la nouvelle situation politique. »*

La caractérisation suivante dégage la signification des thèses :

*« 1.- La crise de décomposition de l'impérialisme a atteint un stade où elle tend à se transformer dans chaque pays, y compris aux USA, en une crise de la domination de classe de chaque bourgeoisie. Mais la crise de domination de classe des bourgeoisies de chaque pays aboutit à la concentration des problèmes posés par cette crise dans les principaux pays de l'Occident, et en particulier en Europe, qui devient ainsi l'enjeu de l'imminence de la révolution.*

2.- La crise conjointe de la bureaucratie stalinienne a atteint le seuil où, après s'être exprimée dans les pays de l'Est, en Chine, le processus de la marche en avant de la révolution politique menace de déferler en Union soviétique même.

3.- L'impérialisme mondial, et particulièrement son chef de file, l'impérialisme US, et la bureaucratie du Kremlin, conscients de l'enjeu immédiat de la lutte des classes internationale, tendent à unifier leurs forces et leurs politiques contre la révolution. Mais à la différence des accords de Yalta en 1944, la bureaucratie de Moscou n'est plus dans la situation où, pour conduire sa politique contre-révolutionnaire d'accord avec l'impérialisme, par l'utilisation de la pression révolutionnaire des masses, elle pouvait conserver une pleine autonomie. La révolution politique qui s'annonce en Union soviétique, la ferme volonté de l'impérialisme de ne pas céder à l'utilisation de la pression de la lutte des classes internationale conduisent la caste contre-révolutionnaire du Kremlin à accepter que la direction de la lutte contre-révolutionnaire soit confiée à l'impérialisme US.

4.- Le prolétariat international et dans chaque pays, en dépit des échecs dont aucun n'a eu un caractère décisif, non seulement garde intact son potentiel de classe, mais est conduit, en relation avec l'approfondissement des conditions objectives, à engager des combats dont l'enjeu est directement le pouvoir. »

Le paragraphe suivant condensait et dégagait le sens du développement de la révolution :

« La période de l'imminence de la révolution doit donc être saisie comme la période où se concentrent dans le secteur décisif de l'évolution historique — où le capitalisme a atteint son stade le plus élevé de son développement, d'abord en Europe et ensuite aux USA — toutes les contradictions du système de la propriété privée dans l'impasse. C'est la période où le processus révolutionnaire mondial tend de nouveau à s'unifier, mais sur une base historique plus élevée. »

13.- Le combat pour la reconstruc-

tion-reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale est entièrement justifié car, si grandes que paraissent les difficultés à tel ou tel moment, il ne saurait être question de renoncer à accomplir le travail d'organisation méthodique, persévérant, sans défaillance, de construction de sections de la IV<sup>e</sup> Internationale dans chaque pays, sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce qui justifie le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est la crise de dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale provoquée en 1950-53 par le pablisme ayant remis en cause le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cf. Pablo :

« La bureaucratie stalinienne placée dans les conditions de la guerre froide sera contrainte de réaliser le socialisme à sa manière. »

Position révisionniste, qui confie à la bureaucratie stalinienne et à ses agences nationale (les PC) la tâche de réaliser le socialisme dans des « siècles de transition », remettant en cause, avec tout l'enseignement du marxisme, la justification de la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938, à partir de l'analyse marxiste impulsée par Léon Trotsky depuis 1933, consacrée à la trahison définitive des directions de l'IC et des PC.

La validité du programme a été entièrement confirmée par les événements historiques depuis 1938.

Sous cet angle, le programme, réalisant l'unité de la théorie et de la pratique, reste l'instrument indispensable pour la construction de l'Internationale et des partis révolutionnaires, indispensable pour aider le prolétariat, au niveau international et dans chaque pays, à l'accomplissement de ses tâches historiques. Mais sous la pression d'un ensemble de facteurs, que nous analyserons dans le point consacré aux crises de la IV<sup>e</sup> Internationale, le SU révisionniste a détruit la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation mondiale centralisée.

Résumons la position de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) sur la question de la reconstruction, en relation avec les documents adoptés depuis une trentaine d'années :

*« Le pablisme en 1950-52, en capitulant devant le stalinisme, a détruit la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation. Mais les événements, durant les 48 années qui ont suivi son adoption, ont soumis le programme trotskyste à l'épreuve des faits. Aucun de ces événements depuis 1938 n'a contrarié les principes du programme qui seul, quelles que soient les erreurs que l'Internationale après la mort de L. Trotsky et jusqu'en 1945, et nous-mêmes avons pu commettre, a permis de rendre compte de l'évolution historique. Non seulement le programme a été vérifié, mais sur la base de ses principes marxistes, nous avons pu dégager, certes après maintes discussions et erreurs momentanées surmontées par la discussion, des analyses conformes aux nécessités de l'intervention pratique dans la lutte des classes.*

*Le SU pabliste a renoncé à la tâche de construire la IV<sup>e</sup> Internationale en capitulant devant le stalinisme, il a été amené à abandonner le Programme de transition, qu'il considère comme un « torchon », cela afin de camoufler son passage définitif comme agent subalterne des appareils contre-révolutionnaires. Est-ce là forcer ? Il suffit de signaler qu'après avoir abandonné ce qui constitue l'axe fondamental qui justifie scientifiquement la Révolution permanente, à savoir le fait qu'à l'époque de l'impérialisme les forces productives ont cessé de croître, étouffant dans le carcan de la propriété privée et de l'Etat national, le principal théoricien (charlatan), Mandel, s'est mis à découvrir la naissance de « nouveau impérialismes » (Iran, Brésil) ! De telles pseudo-théories, camouflées sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui signifient un ralliement pur et simple à la bourgeoisie, ont causé et causent encore des préjudices immenses à l'Internationale, et partant, à chacune des organisations qui se réclament du Programme de transition, y compris des organisations nationales affiliées au SU. La IV<sup>e</sup> Internationale proclamée en 1938 sous l'impulsion de L. Trotsky a été détruite*

comme organisation par le pablisme.

*Mais le Programme de transition est intact, vivant, dans des organisations qui combattent pour construire des partis révolutionnaires de la IV<sup>e</sup> Internationale dans chaque pays. Et "le programme, c'est le parti", et le programme c'est aussi l'Internationale. Le programme, c'est l'unité de la théorie et de la pratique dans les tâches du combat pour résoudre la "crise de la direction révolutionnaire du prolétariat". »*

14.- Avant d'aborder les relations entre le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et pour une conférence de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, il nous faut examiner les problèmes — qui sont liés — du combat pour la conférence ouverte.

Une résolution adoptée par la session du 11 octobre 1984 du Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) définit le cadre :

*« En effet, depuis 1962, la section française avait défini, dans un texte sur la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, que :*

*"Les problèmes posés par la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu'une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international unifié. Il nous apparaît toutefois nécessaire, dès maintenant, de souligner que conformément à l'expérience de l'IC, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles appropriées devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est bien entendu intangible ; ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale des tendances ouvrières révolutionnaires qui ont avec ce programme des désaccords plus ou moins étendus soit exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont, avant tout, leurs liens avec la classe*



ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classes auxquelles elles ont participé." »

Réaffirmé en 1966, lors de la III<sup>e</sup> Conférence du Comité international à Londres, nous avons commencé à discuter plus précisément à partir du texte adopté par le Conseil général et le XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCI : « *Quelques problèmes de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la construction de ses sections dans l'actuelle situation mondiale* ».

Notre action politique en vue de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut être abstraite des rapports réels qui existent à l'intérieur de la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier international doit se reconstruire entièrement sur un nouvel axe dont la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme fournissent le cadre, au cours d'un processus qui sera obligatoirement complexe et non linéaire. Il est indispensable de mettre en avant, de proposer des formes de discussion et d'organisation qui, tout en renforçant les organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), permettent de discuter et de s'associer, en vue d'actions politiques précises, avec les militants et organisations qui se dégagent du contrôle des appareils sans pour autant adopter les principes de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La tâche du Conseil général apparaît ainsi définie dans le document précité :

*« Si donc le Conseil général estime que les conditions se réunissent pour une telle initiative, sans aucun doute, la possibilité de centraliser activement le travail pour la convocation de cette conférence ouverte constituerait un levier pour avancer, pour toutes les sections, dans la construction de partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans les conditions spécifiques de chacun de ces pays. Ce combat sur cet objectif fournirait une puissante impulsion pour l'intervention de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et ses sections dans la crise du SU et des organisations affiliées au SU.*

*La stratégie internationale de la Conférence mondiale ouverte est basée sur*

*la compréhension que tous les militants, groupes ou partis du mouvement ouvrier qui se détachent ou qui se détacheront sur une ligne progressive du stalinisme et de la social-démocratie ou des organisations nationalistes petites-bourgeoises ne sauraient non seulement d'emblée s'organiser dans la IV<sup>e</sup> Internationale, mais encore, ces processus de rupture seront très certainement successifs, sur un cours historique que sera rythmé par la marche de la révolution prolétarienne et de ses victoires. » (3).*

Rappelons la méthode du débat pour la Conférence mondiale ouverte. Nous avons toujours basé la lutte pour la conférence mondiale sur un constat : nous, nous sommes la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme, nous ne dressons pas la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme comme un ultimatum vis-à-vis des courants, partis et militants qui se dégagent des organisations traditionnelles. Nous sommes prêts à discuter, loyalement, avec chaque parti, courant ou militant qui rompt avec le stalinisme, la social-démocratie et le nationalisme bourgeois. Nous disons : pour ces partis, pour tout parti, courant, militant qui se place sur ce terrain, l'Internationale est une nécessité. Les faits le démontrent. Nous ne posons pas comme condition l'accord sur la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme. Nous disons qu'il y a des tâches internationales à accomplir pour aider à la révolution contre l'impérialisme et la bureaucratie, combattons ensemble.

C'est précisément avec cette méthode que la session du Conseil général a adopté une résolution présentée par P. Lambert (PCI), Moises Moleiro (MIR du Venezuela) et José Oña (PT du Pérou) (4) décidant de convoquer la Conférence de Caracas.

(3) Extraits d'un document intitulé « *Notes pour la préparation des tâches actuelles de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale* », présenté par Favre, adopté à l'unanimité à la session du Conseil général (11 octobre 1984)... Que de chemin parcouru par Favre, en si peu de temps !

(4) Voir le texte de la résolution Lambert, Moleiro, Oña.

Mais la Conférence de Caracas, qui pour nous représente un pas vers la conférence ouverte, n'est pas la conférence ouverte. Dans cette session du Conseil général où a été adoptée la proposition de tenir la Conférence de Caracas, il était précisé :

« Il faut partir du fait qu'à l'échelle mondiale aujourd'hui des mesures sont imposées par le FMI à tous les pays d'Amérique latine et de l'Europe à travers le Marché commun, et au monde entier. Sur cette base-là, nous avons décidé en Europe une marche à Bruxelles. Nous l'avons dit : la Conférence de Cuba aurait pu être une action positive mais elle est restée sans suite, parce que c'était une conférence de caractère diplomatique. Une initiative sans suite. Alors, tirons les conséquences.

Serait-il possible de convoquer une conférence internationale à Caracas (contre la politique de l'impérialisme traduite par le FMI, qui se traduit en Europe par les décisions du Marché commun) ? Une conférence de mouvements et d'organisations se réclamant du mouvement ouvrier et d'émancipation nationale pour l'annulation de la dette, qui poserait les problèmes de l'indépendance syndicale, contre la flexibilité, etc. Si une telle conférence était possible, elle serait un pas en avant vers la Conférence mondiale ouverte. Comment organiser cette conférence ? Si les camarades en sont d'accord, avec les camarades du MIR, les camarades du PT, et le PCI, nous allons signer une déclaration appelant à la Conférence de Caracas, une déclaration que soutiendra le Conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cela bien entendu, en accord avec les camarades du MIR et du PT. Cela pourrait prendre la forme d'un appel des représentants des trois partis ici réunis : le PCI français, le PT péruvien, le MIR vénézuélien, qui décident d'appeler à une conférence mondiale pour l'annulation de la dette, contre la politique du FMI, contre les décisions du Marché commun, etc. C'est ainsi qu'avec des pas pratiques, nous pourrions avancer vers la Conférence mondiale ouverte.

Bien entendu, il ne s'agit pas de poser le problème de l'adoption du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale pour

participer à la Conférence de Caracas, mais une telle initiative, parce qu'elle représente un pas pratique — lutter dans son propre pays contre l'impérialisme — est un pas en avant vers l'Internationale... Pour nous trotskystes, pour nous IV<sup>e</sup> Internationale, cette proposition où chaque parti décide librement est un élément fondamental de la marche vers une Internationale qui pour nous est la IV<sup>e</sup> Internationale. »

Dans la discussion sur cette proposition, des précisions sont apportées :

« La conférence ouverte ne peut pas être à l'étape actuelle la conférence de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. La conférence ouverte est une conférence où participeraient des organisations et le Conseil général. Une conférence où nous ne cacherions pas que nous sommes pour le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cela dit, nous n'en ferons pas un ultimatum et ce n'est pas l'accord sur ce programme que nous mettons en discussion, mais la construction de partis ouvriers indépendants de la bourgeoisie et de la bureaucratie. Bien entendu, nous sommes prêts à mettre en discussion le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale avec n'importe quel courant, avec n'importe quel parti. Cela dit, le problème qui est posé est celui d'un internationalisme pratique.

Il est évident que la plate-forme ou l'appel à cette réunion internationale doit être très large. A mon avis, le point le plus fondamental et le plus large de la plate-forme est le combat contre le FMI, contre la politique du FMI, le Marché commun en Europe. Annulation de la dette — et là nous rejoignons la Pologne et le Pérou et toute une série de pays, nous les rejoignons tous — et cela rejoint le combat contre le Marché commun en Europe. Je pense qu'une telle conférence avec des mots d'ordre précis : annulation de la dette, pas de licenciements, etc., nous permettrait d'associer des militants syndicaux, des organisations, etc., y compris des gens qui ne se situent pas sur notre position programmatique commune comme IV<sup>e</sup> Internationale.

La marche sur Bruxelles entraîne toute une série de conséquences à sa suite, pour mener une campagne dans

les entreprises, dans les quartiers, comme levier d'organisation dans chaque pays, pour la lutte des classes dans chaque pays, parce que les conséquences du FMI et du Marché commun sont subies dans chaque pays par le prolétariat de chaque pays. Ce n'est pas simplement une question qui relève d'une discussion — bien qu'il faille avoir les discussions fondamentales — c'est un levier pour l'action politique commune ! Il est évident par ailleurs que le problème au Brésil est qu'une telle initiative, si elle est lancée à l'intérieur du PT, est évidemment un élément de regroupement très large sur cette question. Il est évident que la Conférence de La Havane a été un espoir, elle a été saluée comme quelque chose de positif, mais comme les problèmes d'Etats ont primé, il n'y a eu aucune conséquence pratique. La Conférence de La Havane a disparu dès qu'elle s'est close, c'est pourquoi nous devons dire : "Indépendamment des Etats", et à partir de là, nous posons le problème de l'indépendance de classe, sous une forme très large, du prolétariat. Le combat politique prendra bien entendu des formes particulières dans chaque pays — bien entendu, dans une telle réunion internationale il faudra apporter le soutien au combat du peuple nicaraguayen. Nous devons combattre pour que se dégagent à l'échelle internationale, sans ultimatismes sectaires, les partis avec lesquels l'accord est possible : conférence internationale contre le FMI et la CEE.

En même temps que la conférence de reconstruction est une initiative qui va dans le sens de la conférence ouverte. Nous ne devons pas avoir d'a priori. Il faut le mouvement, le mot d'ordre étant juste : annulation des dettes, pas de licenciements, contre les conséquences de la politique du FMI et du Marché commun européen, dans tous les pays.

Alors, à partir de là, où se place la question de la Conférence internationale de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ? La IV<sup>e</sup> Internationale doit agir en commun pour cette conférence internationale. Pourquoi choisir Caracas comme lieu où se rendraient les organisations ? Pour une raison essentielle : non pas parce que Caracas est

*l'épicentre de l'Amérique du Sud, simplement parce que cela donne la dimension la plus complète, que ne pourrait donner une Conférence à Paris. Cela parce que nous voulons construire dans chaque pays, y compris dans les pays d'Asie ou d'Afrique. Tous ces problèmes sont à discuter.*

*Et une telle initiative n'est pas du tout en contradiction avec l'élaboration propre des trotskystes sur leur propre mouvement. »*

---

#### IV BIS. - ÉLÉMENTS SUR LA SIGNIFICATION DES CRISES DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE.

---

15.- Il faut maintenant, avant d'aborder la conclusion, revenir sur la signification des crises qui ont surgi dans la IV<sup>e</sup> Internationale depuis sa fondation.

La IV<sup>e</sup> Internationale plonge ses racines dans la première révolution prolétarienne victorieuse, la révolution d'Octobre, assurant la continuité avec l'œuvre révolutionnaire de l'IC (Opposition de gauche).

C'est dans l'ère des guerres et des révolutions (et des contre-révolutions) qu'est née la IV<sup>e</sup> Internationale, sur une base théorique qui intègre et généralise l'expérience des luttes de la classe ouvrière internationale, mais à un moment déterminé par les plus grandes défaites.

La formule qui ouvre le texte « *Rien ne démontre mieux, etc.* » est valide dès le début du combat pour la constitution de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il se développe alors une tentative d'écrasement préventif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les coups subis sont terribles — qui culmineront dans l'assassinat de L. Trotsky. Il n'y aura pas que l'élimination de nombreux cadres, il y aura la destruction physique de la section russe. Et cette répression concentrée contre la jeune Internationale s'exerce dans des conditions immédiates marquées par les défaites et les conséquences pour le prolétariat de la débâcle successive, en une

génération, de deux Internationales ouvrières.

Si Trotsky n'identifie pas, bien évidemment, la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale avec sa « construction » comme direction révolutionnaire (dans le « *Manifeste d'Alarme* », il parle de « *décennies* »), cette contradiction entre une organisation internationale constituée « *pour préparer les victoires* » et les conditions (« *les plus grandes défaites* ») dans lesquelles elle est née s'exprime de la manière la plus aiguë dans la période de fondation.

La lutte contre la « *IV<sup>e</sup> Internationale et son programme* » dont parle l'introduction du texte se réfracte au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale par la remise en cause de son programme et de ses principes (révisionnisme).

C'est la signification du cours développé dans la plus forte section de l'Internationale, le SWP, par une large fraction de la direction et des cadres — dont des dirigeants fondateurs de l'Opposition de gauche internationale et de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est une crise majeure qui se noue du vivant de Trotsky qui consacra une part essentielle de son activité, dans la dernière année de sa vie, à défendre l'Internationale, et tout particulièrement ce pilier de son existence qu'est alors sa section américaine, contre une liquidation totale. Ce qui assure cette défense, c'est, avec l'existence des cadres prolétariens du parti, l'existence d'un cadre international, d'une direction internationale dans laquelle Trotsky joue un rôle majeur.

« *Défense du marxisme* » définit le contenu de cette crise : en niant la nature de classe de l'Etat issu de la révolution d'Octobre et investi par la bureaucratie (« *Etat ouvrier dégénéré* »), la minorité du SWP s'attaque à l'un des fondements du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais comme le démontre Trotsky, c'est tout le caractère de l'époque qui est ainsi remis en question, et avec lui la capacité révolutionnaire du prolétariat.

En ce sens (même si les formes et les conditions sont différentes), la crise du SWP à la veille de la Deuxième Guerre mondiale réunit des traits que l'on retrouvera dans d'autres crises majeures de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le programme, c'est la définition des tâches de l'avant-garde prolétarienne fondée sur l'analyse des tendances essentielles de l'époque. Ce n'est ni un catalogue de mots d'ordre que l'on pourrait sélectionner à son gré, ni un parchemin sacré. Remettre en cause le programme signifie affirmer qu'il ne correspond pas à la réalité objective — que l'on n'est plus dans la même période historique que celle qui a présidé à son élaboration.

La défense du programme ne saurait donc être conçue comme une référence abstraite à un dogme figé mais au contraire implique l'élaboration organiquement liée à l'intervention dans la lutte des classes en relation avec les développements de celle-ci qui confirment le *Programme de transition*. En ce sens, c'est la remise en cause du rôle historique du prolétariat et de l'analyse léniniste de l'impérialisme qui sont à la racine — ou constituent la conséquence — de l'abandon du programme.

Le révisionnisme au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale a nécessairement un caractère « idéologique », de justification d'une pratique politique d'adaptation ou de capitulation directes devant des forces étrangères au prolétariat — en dernière analyse, au travers de la soumission aux appareils, à la bourgeoisie.

La disparition de Trotsky, assassiné en août 1940, est un coup terrible pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais comme l'avait affirmé Trotsky, la IV<sup>e</sup> Internationale vit et lutte. Quelles que soient les faiblesses, les erreurs, les crises nationales, au plan fondamental, celui du programme, « *la cohésion qui réside dans la compréhension commune des événements et des tâches* » s'est affirmée internationalement par l'intervention dans la lutte des classes des sections

de la IV<sup>e</sup> Internationale : toutes ont combattu sur la base de l'internationalisme, de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Très vite, la constitution du comité européen puis la reconstitution d'un CEI en sont la preuve.

La IV<sup>e</sup> Internationale telle qu'elle se reconstitue en 1945 est plus forte qu'en 1940. Le cadre d'organisation international qui se met en place a une réalité politique. Mais si la direction internationale bénéficie d'une large autorité, elle ne peut prétendre exercer un rôle de direction identique à celui de Lénine et de Trotsky dans l'IC. Elle cède à une conception administrative (zinoviéviste) de la discipline internationale et par là même elle obère les conditions d'une véritable homogénéisation politique de l'Internationale.

Le contenu idéologique du « pablisme » a été analysé à maintes reprises par notre mouvement ainsi que la place particulière de la crise de 1951-1953 qui a disloqué, sous les coups du révisionnisme liquidateur, le cadre international fondé en 1938 et reconstitué en 1945. Dès 1962, dans une résolution citée par ailleurs dans ce texte, la section française tirait un premier bilan de cette crise et formulait le contenu du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Insistons sur le fait que ce qui donne son caractère destructeur à la crise de 1951-1953, c'est le passage sur des positions liquidatrices de la part de la grande majorité de la direction même de l'Internationale. Ce caractère destructeur tient à ce qu'il brise un cadre d'organisation qui avait exprimé la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale, et la place particulière que tient le PCI dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est par son action d'avoir empêché que cette destruction ne brise la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale. En d'autres termes, contrairement aux assertions de ceux qui abandonnèrent la IV<sup>e</sup> Internationale au début de la guerre et depuis de bien d'autres, la IV<sup>e</sup> Inter-

nationale n'a pas disparu avec Trotsky, elle est demeurée comme une réalité politique vivante inscrite dans la lutte des classes dont les problèmes « internes » ne sont pas séparés des problèmes auxquels le prolétariat mondial est confronté.

Un survol de l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale dément la légende d'une sorte « d'âge d'or » de la IV<sup>e</sup> Internationale du vivant de Trotsky, suivi d'une inexorable décadence après sa disparition. Cette prétendue interprétation de l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections, de leurs combats et de leurs crises, nie précisément ce qui était central dans la pensée et l'action de Trotsky : la réalité de la IV<sup>e</sup> Internationale et sa place. Elle est sans cesse reprise par tous ceux qui renoncent à la IV<sup>e</sup> Internationale ou qui la trahissent pour « excuser » leur abandon ou couvrir leur trahison. C'est ce qui a été repris en écho dérisoire par la fraction Favre au Brésil, ce qu'il faut mettre en rapport avec leur position selon laquelle :

*« Le programme défendu par les trotskystes, qui est le Programme de transition écrit par Léon Trotsky il y a 50 ans, ne garde aujourd'hui aucune différence importante non seulement avec le programme du PT mais principalement avec la pratique du parti forgée au cours des dernières années. »* (Protocole d'intention entre l'Articulation et le courant Favre approuvé par leur rencontre.)

Comme il est dit dans « Quelques enseignements de notre histoire » :

*« Il nous faut aujourd'hui bien saisir le sens de la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale. La proclamation était l'unique moyen de permettre à la classe ouvrière, par l'entremise de "l'avant-garde de l'avant-garde" (Trotsky), d'assurer l'héritage d'Octobre et de résoudre positivement les contradictions, les vicissitudes, les aberrations, les trahisons enfin, qui ne manquèrent pas de se produire, vu la faiblesse du matériel humain ayant à assurer les tâches gigantesques fixées par le programme : la **détermination objective** que constituait pour la conscience de*

*classe du prolétariat mondial la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale permettait seule de fournir aux militants d'avant-garde les moyens de ressaisir le fil de la continuité et des acquis, c'est-à-dire du programme. L'existence même de la IV<sup>e</sup> Internationale était le gage, l'unique gage que l'expérience historique du prolétariat ne se dissolvent pas en une idéologie, par définition étrangère au marxisme, indépendamment des hommes qui, à un moment donné, furent porteurs de ces idées et succombèrent à la pression de la classe ennemie, la IV<sup>e</sup> Internationale toujours vivante fut à même d'offrir le cadre de leur combat pour redonner son sens au programme de la révolution prolétarienne* mon-diale. »

C'est cette tâche qui est aujourd'hui celle de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR). Aujourd'hui, c'est-à-dire dans des conditions profondément différentes de celles dans lesquelles la IV<sup>e</sup> Internationale fut fondée. Dans des conditions avant tout marquées par le mouvement ascendant du prolétariat mondial provoquant la crise naissante de l'impérialisme et celle qui lui est subordonnée de la bureaucratie stalinienne et de ses excroissances historiques, mouvement ascendant qui vérifie dans l'action le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. « Les idées deviennent des forces matérielles quand elles s'emparent des masses. » (Marx). Mais elles ne peuvent devenir pleinement des **forces matérielles** qu'au travers de l'organisation fondée sur ces idées (programme).

Le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière mondiale repose dans son contenu réel (la révolution prolétarienne) toute la question de la démocratie ouvrière, qui se heurte aux appareils bourgeois et tend effectivement à les disloquer et à s'en dégager. En ce sens, le processus de regroupement de la classe ouvrière sur un nouvel axe (la tendance à la constitution de partis ouvriers indépendants de l'impérialisme, de la social-démocratie et du stalinisme) a pour nous (la fraction sélectionnée sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale) un aspect « objectif », ce qui ne veut pas

dire qu'il s'agisse d'un processus spontané. D'abord parce que nous en sommes une composante, ensuite et surtout parce que ce processus ne peut aller à son terme par son seul développement : les partis ouvriers indépendants (ou les tendances à de tels partis) sont des enjeux de la lutte des classes, ils sont nécessairement hétérogènes et soumis aux pressions de la lutte des classes, marqués par l'héritage de la longue domination de ces appareils et menacés par l'inexistence de liens internationaux face aux appareils organiquement liés à l'ordre bourgeois qu'ils défendent.

Tout le développement de la situation (et c'est ce qui fait au sens plein du terme de l'époque que nous vivons celle du *Programme de transition*) met au premier plan la question de la crise de la direction du prolétariat et de sa solution. En d'autres termes, celle de la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation internationale et non comme fédération de sections, comme organisation démocratiquement centralisée sur la base de son programme (et le centralisme démocratique à l'échelle internationale n'est pas la projection de la centralisation d'une section nationale, mais porte sur les questions de principe et les axes stratégiques). C'est de cela qu'il s'agit dans la restauration de la IV<sup>e</sup> Internationale, élément indispensable du combat sur la ligne de la Conférence ouverte.

On sait dans quels termes L. Trotsky, dans « *La Révolution trahie* », condamnait le monolithisme présenté comme vertu du bolchevisme par les fossoyeurs de celui-ci. La IV<sup>e</sup> Internationale reconstituée ou proclamée ne saurait être une organisation monolithique. Mais elle ne peut exister que sur la base d'une homogénéité sur les principes : « trotskysme et révisionisme sont incompatibles » n'est pas une formule générale, mais la détermination la plus concrète de la construction d'une Internationale révolutionnaire indispensable au prolétariat pour vaincre.

Les crises de la IV<sup>e</sup> Internationale, du vivant de Trotsky comme après, ont été

diverses, et souvent le terme recoupe des réalités différentes.

Si l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale est inséparable de ses crises, c'est que celles-ci ne sont pas un phénomène artificiel mais surgissent en relation avec l'intervention des forces de la IV<sup>e</sup> Internationale et les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés nationalement et internationalement.

Il y a eu des conflits au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale du vivant de Trotsky, après son assassinat, pendant la Deuxième Guerre mondiale, dans l'après-guerre, qui parfois ont abouti à des scissions qui n'étaient pas nécessaires (et qui se sont dans certains cas soldées par des réunifications) dues à l'immaturité de la direction, au faible enracinement dans la classe ouvrière, à la force des appareils contre-révolutionnaires, parce qu'elle provenaient de conflits qui ne remettaient pas les principes en cause.

Mais ce qui traçait la frontière, c'étaient les questions de principes soulevées par la lutte des classes (la lutte contre les fronts populaires, la défense de l'internationalisme prolétarien, la IV<sup>e</sup> Internationale).

D'une autre nature sont les crises déterminées par l'abandon du programme (celle du SWP en 1939, la révision liquidatrice de Pablo en 1950).

Du menchevisme, Lénine disait qu'il avait d'abord été un état d'esprit, puis une tendance, enfin une couche sociale. Les circonstances historiques ont fait que dans le cas des courants liquidateurs de la IV<sup>e</sup> Internationale, ces étapes se sont télescopées. Le rejet de la IV<sup>e</sup> Internationale, exprimant la soumission aux appareils bourgeois, a conduit au ralliement politique à ces appareils.

A une échelle dérisoire (ce qui n'ôte rien à sa signification) le départ de Favre, Roch et d'autres illustre cette réalité : la subordination directe à la social-démocratie, au-delà de la haine à l'égard de la IV<sup>e</sup> Internationale, est le dénominateur commun de leur activité en dépit

de la dislocation et des variantes développées au sein du pseudo-regroupement constitué à Caracas.

Comme on peut le constater, dans ce cas comme dans bien d'autres, le véritable caractère et contenu des crises dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale ne réside évidemment pas dans les péripéties subalternes au travers desquelles les protagonistes entendaient camoufler, pour abandonner le combat sur la base des principes et du programme, leurs véritables positions qui bientôt allaient être éclairées. Il ne s'agissait pas d'une discussion — qui eût été et qui est toujours légitime — entre ceux qui estimaient nécessaire d'ouvrir un débat sur la question de combattre sur une perspective de « refondation », « reconstitution » de la IV<sup>e</sup> Internationale, et ceux qui auraient estimé qu'il suffisait de se maintenir sur la seule perspective de « reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ». Il ne s'agissait pas non plus, chacun a pu le vérifier, de questions (légitimes elles aussi) soulevées à partir de la proposition, faite au Conseil général, de convocation de la Conférence de Caracas. Répétons-le, et la preuve en a été administrée par l'activité des différents tronçons du « regroupement » de ceux qui ont déserté la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), il s'agissait de l'abandon du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, de la mise en cause de sa nécessité, de la subordination aux forces étrangères au prolétariat, en particulier à la social-démocratie.

Cette « crise », somme toute mineure, quand on la compare aux problèmes auxquels la IV<sup>e</sup> Internationale a été confrontée depuis sa fondation, devait être néanmoins reliée à ces crises, au combat de la IV<sup>e</sup> Internationale, aux conditions objectives de son combat pour résoudre la crise historique de la direction du prolétariat.

Remarquons simplement pour conclure sur ce point la « parenté » des moyens employés par ceux qui ont déserté la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) avec ceux mis en œuvre dans d'autres tenta-

tives plus sérieuses de liquidation. C'est toujours le même camouflage des positions véritables pour préparer l'abandon du programme et des principes, la fuite devant la discussion réelle, la mise en avant de prétextes organisationnels, le recours à la dénonciation des « méthodes » pour masquer le vide politique et, en désespoir de cause, l'abandon pur et simple du terrain de la discussion, accompagné de bruyantes protestations sur la démocratie de la part de ceux qui excluent en hâte des organisations qu'ils contrôlent les militants défendant les positions de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), et qui refusent tout cadre de discussion.

## 5.- LE COMBAT POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE AUJOURD'HUI

16.- a) Nous travaillons, dans le cadre de la préparation de la conférence mondiale des sections, à un regroupement plus solide de nos forces, en étroite liaison avec la discussion sur le problème de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale) dans l'accomplissement des tâches de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour renforcer la tendance à la constitution de partis ouvriers indépendants sur la ligne de la conférence ouverte.

Nous réunissons la conférence mondiale des sections 6 ans après la conférence qui a constitué la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR). Le Centre international de reconstruction a été formé après la scission criminelle perpétrée par l'ex-Fraction bolchevique du SU. A l'arrière-plan de cette scission, il y avait le refus par avance de reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le CIR s'est donc formé pour reprendre ce combat, et même si à son origine il avait un caractère défensif, le bilan de ces six années (de fait la scission avait déjà eu lieu en décembre 1981) est positif dans le sens où la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et ses sections sont parvenues à

se placer dans la lutte des classes mondiale, en faisant un pas en avant dans la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce ne fut pas une voie royale, mais dans les aspects fondamentaux l'avancée est évidente, sur le terrain de l'élaboration et celui de l'activité organisée à l'échelle internationale. Aujourd'hui les éléments se sont accumulés pour amorcer un tournant dans notre perspective de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

b) Ainsi, nous sommes arrivés à dire dans la déclaration du SI du 3 juin 1987 :

*« Il n'y a pas de muraille de Chine entre une conférence internationale des sections et une conférence mondiale ouverte. C'est pourquoi nous cherchons à associer d'autres forces à la conférence des sections, ce qui sera aussi une preuve de notre capacité à avancer vers la conférence ouverte. Aujourd'hui, non seulement nous pouvons nous donner l'objectif d'associer toute une série de forces à la préparation de la conférence, mais nous pouvons arriver même à des accords de collaboration permanente comme il en existe avec des partis comme le MIR du Venezuela et le PT du Pérou. »*

c) Cela ne résout cependant pas automatiquement la question de la reconstruction de l'Internationale et la construction des sections dans chaque pays sous des formes tactiques différentes suivant les situations objectives et la composition du mouvement ouvrier organisé. Toute avancée dans la construction de ces sections nationales, en même temps que c'est un levier pour la reconstruction de l'Internationale, ne peut aller à son terme s'il n'y a pas une avancée dans cette reconstruction.

Tout d'abord, l'existence des organisations indépendantes à l'échelle internationale — dont la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections font partie — bien qu'obéissant au même phénomène, a un caractère, revêt une forme très inégale et diversifiée.



Nous ne pouvons pas mettre un signe d'identité entre le Mouvement de la Conscience noire avec la place prédominante de l'AZAPO en son sein, et le surgissement du PT du Brésil.

Chaque organisation exige une approche particulière, une analyse appropriée, et non pas une généralisation absurde qui tend à gommer tous les aspects positifs correspondant à la réalité et à la tradition de chaque pays ou région.

Tout d'abord ce phénomène ne se limite pas à un pays ou continent qui serait l'Amérique latine ou l'Afrique, mais c'est un phénomène universel dont les traits communs se réduisent de façon générale à la recherche d'une voie indépendante des vieilles directions, sans pour autant être une volonté affichée, ni bien sûr une garantie.

L'existence de ces organisations pose objectivement non seulement le besoin d'une Internationale, mais donne aussi les bases matérielles pour la construire. Et pour cela nous oblige aussi à resituer le fait que toutes les organisations ne sont pas au même niveau.

d) De ce point de vue, dans l'analyse de ces phénomènes, il faut partir du fait que si d'une part ils correspondent à une ligne générale, dans la plupart des cas ils restent nationalement isolés. Il n'y a pas un mouvement spontané vers la construction d'une Internationale ouvrière de masse, ou même vers la coordination de ces partis à l'échelle internationale. L'action consciente des trotskystes dans le mouvement existant doit permettre de poser à ces organisations la nécessité du combat pour une Internationale.

D'un autre côté, les appareils social-démocrate et stalinien sont encore aujourd'hui le facteur déterminant du contrôle du mouvement ouvrier à l'échelle internationale. D'abord, ils sont organisés internationalement, et mènent une activité constante pour morceler, atomiser ou intégrer ces organisations.

C'est aussi pour cela que la crise des appareils a une influence internationale.

Celle de l'appareil stalinien en premier lieu. Pour des raisons objectives — sa force provient de l'URSS, donc de la révolution d'Octobre — et subjectives — l'existence de partis ou de fractions stalinienne à travers le monde, tirant leur force de leur lien avec Moscou.

Les conséquences de la « perestroïka » en URSS, au-delà des intentions de M. Gorbatchev, sont encore incalculables pour nous. Une chose est claire : l'ensemble de l'appareil est touché par cette crise. Et l'influence de celle-ci peut nous amener à affirmer que ce phénomène est susceptible de réordonner l'ensemble des différenciations existant à l'échelle internationale.

Par exemple, nous disons que le PT du Brésil est un parti ouvrier indépendant du stalinisme et de la social-démocratie. Pour le PT, maintenir son indépendance l'oblige à une clarification des tâches politiques qui en dernière instance ne peuvent venir que d'une lutte consciente pour l'Internationale.

e) Mais pour nous, ce qui est en train de se passer en Union soviétique pose une autre question. Le mouvement qui a donné naissance à la IV<sup>e</sup> Internationale, à sa proclamation en 1938, avait comme composante essentielle, comme pilier, la section soviétique. Malgré l'écrasement physique, l'extermination d'une bonne partie de ses membres dans la vague répressive de 1936-37, Trotsky représentait à lui seul cette continuité !

Une des conséquences de ce qui se développe en Union soviétique aujourd'hui, c'est la possibilité (les premiers pas pratiques dans ce sens ont déjà été faits), pour la première fois depuis l'assassinat de Trotsky, de renouer avec les origines historiques de notre mouvement, c'est-à-dire la construction d'une section soviétique de la IV<sup>e</sup> Internationale. Aboutir à ce résultat ne peut pas être le produit mécanique de la décomposition de l'appareil

stalinien ou celui du seul effort des trotskystes soviétiques, mais a des conséquences qualitatives dans la voie de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Barrer la route à tous les révisionnistes n'est pas un problème idéologique, mais le résultat de notre propre construction. Et renouer avec l'Octobre soviétique en est une pièce clé. Notre mouvement international plonge ses racines dans le bolchevisme et la révolution soviétique, c'est pour cela qu'il est le défenseur farouche des conquêtes de la révolution d'Octobre, et comme moyen de la défendre, celui de la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne. Apprécier les possibilités d'action dans ce sens est pour nous un aspect majeur dans notre stratégie de reconstruction de l'Internationale.

f) Sans aucun doute, nous pouvons affirmer que l'ensemble du mouvement ouvrier organisé connaît aujourd'hui les plus grands bouleversements intérieurs depuis la constitution de la III<sup>e</sup> Internationale au moment de la révolution d'Octobre et la crise des années trente qui a amené à la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Et l'impasse de la bureaucratie stalinienne correspond à une accentuation de la décomposition du système impérialiste. Ce sont les bases mêmes de la civilisation humaine qui sont menacées.

C'est dans cette situation précise qu'il faut analyser les voies concrètes du mouvement de la classe ouvrière et des peuples opprimés dans la recherche d'un nouvel axe d'organisation et de combat. Notre mouvement international a été soumis tout au long de son histoire à ce qu'on a appelé l'objectivisme-subjectivisme. L'objectivisme partait de la croyance que les processus de radicalisation de la classe amèneraient à la rupture des appareils, ou à la gauchisation de ces appareils mêmes, et que pour autant la IV<sup>e</sup> Internationale devrait être dans l'attente, ou chercher la jonction avec les « *mouvements réels qui luttent* ». Au fond du tunnel, hier comme aujourd'hui, il n'y a que les appareils.

Le subjectivisme, en réaction logique et méthodologiquement analogue, consiste à affirmer notre propre appareil comme pôle de regroupement au moyen de l'auto-affirmation du programme.

Notre histoire et bien des aspects encore de notre activité sont chargés d'éléments de cette double pression.

Et cependant, la possibilité d'agir comme force organisée, souplement mais avec nos signes d'identité, n'est pas une possibilité théorique, c'est le bilan de nos dernières années de bataille, c'est le bilan de Caracas. Mais cela n'est pas suffisant.

Mais ces pressions n'ont pas été idéologiques, elles se sont matérialisées lors de la crise pabliste de 1950-52 avec la destruction de la IV<sup>e</sup> Internationale comme cadre centralisé et en particulier la destruction du centre international constitué à la conférence mondiale de proclamation de 1938. Ces destructions n'ont pas signifié mécaniquement la disparition des organisations nationales telles que le SWP, le PCI ou d'autres groupes qui étaient des piliers essentiels de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais la destruction du centre a facilité la crise de ses organisations, et donc le maintien de la continuité a reposé sur la préservation du PCI et la constitution avec le SWP en 1953 d'un centre international qui avait un caractère défensif.

Sans qu'il soit nécessaire de revenir à toute l'histoire, l'existence du centre international de reconstruction aujourd'hui, bien qu'indispensable, a encore un caractère défensif.

g) « *La IV<sup>e</sup> Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La III<sup>e</sup> Internationale, après la II<sup>e</sup>, est morte pour la révolution. Vive la IV<sup>e</sup> Internationale !* »

Par ces mots, le Programme de transition combat les sceptiques qui se demandent si le moment est venu de

créer une nouvelle Internationale. les circonstances historiques qui ont amené à la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938 ne sont évidemment pas les mêmes, et pas seulement parce que l'histoire ne se répète pas.

50 ans après cette proclamation, nous pouvons affirmer l'actualité de son programme, la nécessité de sa reconstruction. « *La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat* », l'impasse à laquelle a abouti la civilisation humaine confirme cette sentence.

En effet, ce sont les grands événements historiques qui justifient la lutte pour l'Internationale. La montée actuelle de la révolution mondiale, la multiplication des révolutions et situations révolutionnaires montrent avec acuité l'absence de direction révolutionnaire. Les éléments objectifs de la situation politique mondiale exigent plus que jamais la construction d'une nouvelle direction.

Les conséquences de l'hégémonie stalinienne et social-démocrate sur le mouvement ouvrier international après la Deuxième Guerre mondiale signifient dans une bonne mesure la rupture de la continuité chez les masses de l'internationalisme organisé, compte tenu du fait que la IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas réussi à profiter de la poussée révolutionnaire d'après la Deuxième Guerre mondiale en raison de ses dissensions internes et de la liquidation pabliste.

Aux yeux de millions de militants ouvriers dans le monde entier, l'internationalisme s'identifie au langage stéréotypé de la bureaucratie au service de sa politique contre-révolutionnaire ou au social-impérialisme des partis de la II<sup>e</sup> Internationale.

h) « *Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils* » et tous les processus révolutionnaires le prouvent. L'appel de *Solidarność*, entre autres exemples, aux ouvriers des pays de l'Est est l'expression de cet internationalisme

qui ne connaît pas encore de force organisée qui le représente.

La progression vers la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale repose sur cette réalité objective de la nécessité de reconstruire la raison d'être du mouvement ouvrier international, de la classe ouvrière en tant que classe, du mouvement amorcé par la I<sup>e</sup>, la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales.

Mais la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas le résultat objectif de ce mouvement, et nous ne pouvons pas identifier reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et construction des partis révolutionnaires à influence de masse, susceptibles dans l'immédiat d'amener à la prise du pouvoir.

La question à laquelle il faut répondre est si reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale comme cadre démocratiquement centralisé est une nécessité ou un obstacle pour avancer dans la construction de partis révolutionnaires des masses. Tous les éléments matériels sont donnés pour avancer dans cette construction ; rétablir un cadre centraliste démocratique répond au besoin de rétablir la démocratie ouvrière, de rétablir un cadre commun de débat et d'action. La Conférence de Caracas a donné un premier exemple de cette possibilité, la préparation du rassemblement européen et de la conférence des sections peut constituer un pas plus avancé dans cette voie.

Un des arguments les plus forts qui ait été avancé pour une progression qualitative dans la restauration du centralisme démocratique est celui-ci :

« *Quand un cadre international commence à s'avérer insuffisant, on doit commencer à se poser la question d'un autre cadre, même si l'on ne peut pas immédiatement passer au stade supérieur.* »

Et cela bien sûr en liaison avec le développement de la lutte des classes où ce ne sont pas les événements qui manquent et où, à la différence de l'époque de Trotsky, ce ne sont pas des défaites.

Face à cette situation, la pratique fédéraliste à laquelle nous avons été acculés nous a permis de répondre de façon très limitée au défi auquel nous étions confrontés.

Toutes les forces qui se dégagent à l'échelle internationale, et ce qui va se dégager de la crise de l'appareil stalinien, posent la question de notre capacité à les faire converger. Nous avons défini la ligne de la Conférence mondiale ouverte, qui exige des initiatives pour opérer cette convergence. Mais aucune conférence ouverte ne peut résoudre la question de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale sans un effort particulier et spécifique à ce sujet.

Associer à une activité internationaliste commune des militants et organisations qui rompent avec les appareils bourgeois au sein du mouvement ouvrier, par le biais d'initiatives centrales qui se dégagent à chaque moment de la montée révolutionnaire des masses, c'est là la clé de la lutte pour la Conférence mondiale ouverte.

Y compris chez les organisations indépendantes du mouvement ouvrier, le problème central de l'Internationale ne dépasse pas le stade d'une référence abstraite. Et cependant, pour le plein développement politique des organisations indépendantes, l'Internationale est une nécessité vitale.

Etablir les liens du mouvement ouvrier international avec la révolution sud-africaine exige une action internationaliste effective contre le régime de l'apartheid et contre la tentative stalinienne d'imposer un interlocuteur unique au travers de l'ANC.

La révolution centro-américaine, qui trouve son expression la plus élevée dans le Nicaragua en armes, exige aussi un combat internationaliste permanent qui aide à briser l'isolement auquel la soumettent la social-démocratie et le stalinisme. L'Internationale n'est pas une vue de l'esprit, c'est une nécessité immédiate, tangible, c'est-à-dire pratique, pour aider au processus de regroupe-

ment sur un nouvel axe dans chaque pays et à l'échelle internationale. Pour cela, il faut un cadre démocratiquement centralisé — de la IV<sup>e</sup> Internationale telle qu'elle est aujourd'hui — comme cela se dégage par exemple des tâches relative au meeting de Paris ou à la formation d'un tribunal contre la dette. Cette expérience a déjà été réalisée dans la préparation de Caracas qui, en outre, a dû s'affronter au refus exprimé par ceux qui, derrière tel ou tel argument, n'ont pas pu supporter les avancées dans la centralisation politique internationale effective.

Tout d'abord pour aider à opérer cette convergence — et Caracas en est un exemple — une intervention de notre part est indispensable, sur nos propres positions, dans un cadre qui respecte totalement ce mouvement, mais qui soit en même temps un cadre différencié ayant une indépendance organisationnelle et programmatique.

Cela signifie qu'en toutes circonstances, nous combattons pour des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nos sections, les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale peuvent adopter telle ou telle tactique diverse de construction dans chaque pays, le guide reste la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le même mouvement qui nous amène à nourrir les tendances à constituer des partis ouvriers indépendants.

Tous les pas en avant que nous avons accomplis à l'échelle internationale sur la ligne de la conférence ouverte, même s'ils ont été très importants pour notre activité centralisée — Conférence Pologne 81, Conférence Nicaragua 83 à Bogota et à Paris, marche à Bruxelles 86, Caracas 87 — ont été en même temps très faibles dans la matérialisation de cette ligne. En d'autres termes les pas en avant réalisés pour associer des organisations, bien qu'importants pour nous, sont encore faibles.

Il y a une donnée incontestable : le fait qu'il n'existe pas de cadre centralisé démocratiquement de la IV<sup>e</sup> Internationale est en soi un obstacle pour

promouvoir la conférence ouverte. Mais toute conception étapistes doit être rejetée. C'est dans le même mouvement pour avancer dans la voie de la conférence ouverte que les conditions peuvent se créer pour avancer dans la reconstruction de l'Internationale. Et cela oblige à un ensemble de mesures politiques, pratiques et d'organisation qui le rendent possible. Sans se dissoudre comme fraction, comme cela a été fait lors de la conférence de décembre 1983 sur le Nicaragua, sans s'auto-proclamer.

Le bilan de la préparation de Caracas doit nous éclairer à ce sujet : le Secrétariat international et la majorité des militants et sections qui préparaient la conférence ont accru la discipline et la centralisation.

i) « *La stratégie internationale de la Conférence mondiale ouverte, comme celle de la LOR, est basée sur la compréhension que tous les militants, groupes ou partis du mouvement ouvrier qui se détachent ou qui se détacheront sur une ligne progressive du stalinisme et de la social-démocratie ou des organisations nationalistes petites-bourgeoises, ne sauraient non seulement d'emblée s'organiser dans la IV<sup>e</sup> Internationale, mais encore ces procès de rupture seront très certainement successifs sur un cours historique qui sera rythmé par la marche de la révolution prolétarienne et de ses victoires.* »

C'est en ces termes, et aussi comme instrument de construction de nos sections et de reconstruction de l'Internationale, que le Conseil général posait la question de la conférence ouverte dans une résolution de décembre 1983.

Une interprétation unilatérale de cette stratégie a pu être faite, pour arriver à la conclusion que la tâche d'aujourd'hui était de constituer une nouvelle Internationale, une Internationale révolutionnaire des travailleurs, à la place de la IV<sup>e</sup> Internationale, ou en opposition.

Mais si la discussion doit avancer, il faut parler du contenu. Il faut répondre d'abord à la question de savoir si le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans ses principes, reste adapté aux

nécessités de construction d'une nouvelle Internationale. Les événements en URSS, en Amérique latine, partout dans le monde, démontrent l'actualité de notre programme. De plus, personne n'a démontré le contraire.

Une nouvelle Internationale devrait se constituer sur la base d'un programme résumant en termes de principes toute l'expérience du mouvement ouvrier mondial, programme incluant une stratégie, des tactiques d'action, des mots d'ordre que nous pensons être résumés dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En même temps, nous ne présentons pas notre programme comme un ultimatum. Nous le présentons à la discussion et, chose encore plus importante, à l'épreuve des faits. Et la principale tâche dans ce sens est d'aider à poser la question de l'Internationale à toutes les forces éparses qui évoluent d'une façon positive.

A ce sujet, nous disions dans le Conseil général qui s'est tenu à Caracas, dans la résolution présentée par Lambert :

« *Mais quelle Internationale, avec qui ? Comment ? Quels partis ?* »

*Si une Internationale ouvrière se constituait, même inachevée, d'emblée, pour qu'elle soit une Internationale et non une simple coordination de partis nationaux, des questions programmatiques essentielles devraient être réglées.*

*Une "Internationale révolutionnaire des travailleurs" ne saurait se constituer sans une position claire sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat ; sans se fonder pratiquement sur la théorie de la révolution permanente (caractère mondial unifié de la lutte des classes, opposition à tout front populaire, rejet de la révolution par étapes) ; sans que soient posées et la question de la nature de l'URSS et des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés (de la défense des conquêtes du prolétariat mondial héritées de la révolution russe et de son extension) et celle d'une caractérisation sans ambiguïté du caractère contre-révolution-*

*naire de l'appareil stalinien et des bureaucraties qui en procèdent : sans que soit posée la question du combat pour le front unique ouvrier, pour le front unique anti-impérialiste et l'accomplissement des tâches démocratiques. Sans que soient mentionnés au moins ces points, on ne saurait accepter cette Internationale prétendument révolutionnaire qui ne serait qu'un regroupement centriste du type Bureau de Londres. »*

Nous pouvons participer à un regroupement international, avec des forces qui n'adhèrent pas au *Programme de transition*, et nous pouvons y compris être minoritaires dans un regroupement de ce type. De plus, nous pouvons être à l'initiative pour le constituer, à une condition près : le maintien de notre fraction indépendante du point de vue politique, et de son expression.

j) Le mouvement qui a amené à la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938 était constitué à l'origine avec d'autres forces, trois organisations qui n'étaient pas trotskystes. L'appel à la IV<sup>e</sup> Internationale a été signé à quatre. Le résultat, qui n'était pas donné par avance, c'est que les autres forces se sont séparées de ce mouvement.

Cela signifie que notre action doit s'acheminer vers la reconstruction de l'Internationale en nous battant pour inclure d'autres organisations et partis. Mais là, toute spéculation est interdite. Les forces auxquelles nous pouvons nous adresser pour une IV<sup>e</sup> Internationale reconstituée sont comptées. La question est de savoir si nous nous donnons comme objectif dans un délai raisonnable de reconstituer la IV<sup>e</sup> Internationale avec le maximum d'organisations. L'inégalité et la diversité de ces organisations peut amener à ce que ce ne soit qu'après un processus organique que ces organisations ou des secteurs d'entre elles aboutissent à cet objectif de proclamation de l'Internationale. L'objectif de toute ligne de reconstruction est d'aboutir à cette reconstruction. Toutes les conditions objectives nous amènent à poser cet objectif de façon

claire, comme une tâche pour la prochaine période.

k) La crise du SU telle qu'elle se développe aujourd'hui est arrivée à ce point parce qu'engendrée par la capitulation du SWP, c'est ce qui la rend qualitativement différente des crises précédentes. Le SWP représentait le fil de la continuité, et le responsable de sa dégénérescence n'est autre que le SU comme cadre international.

Cela ne veut pas dire qu'à l'intérieur du SU il n'existe plus de militants, de tendances et même d'organisations trotskystes.

Mais l'expérience du SWP le démontre : sans rompre avec le SU, on ne peut à moyen terme maintenir les organisations trotskystes, et c'est là le défi face auquel se trouvent le PRT mexicain ou Socialist Action au USA.

En 1973, le bureau du CORQI a envoyé une lettre au SU proposant l'ouverture de discussions et la participation au X<sup>e</sup> Congrès mondial du SU, tout en soulignant que « *trotskysme et révisionnisme* » étaient et sont incompatibles.

Aujourd'hui, une initiative de ce type est improbable, cela n'empêche pas de considérer la place de certaines organisations qui se réclament du SU, ni de considérer simplement que le SU n'est plus un obstacle à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Concrètement, toute crise dans la marche à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale peut être utilisée par le SU, bien que de façon conjoncturelle. Malgré le caractère mineur de la crise provoquée par la fraction Favre, il est évident qu'au Brésil cela a renforcé relativement la fraction pabliste à l'intérieur du PT.

Du point de vue idéologique, la « perestroïka » en URSS paraît alimenter les thèses sur l'auto-réforme de la bureaucratie qui sont chères à Mandel, mais par contre l'impasse de cette réforme sera aussi l'impasse du pablisme.

Cela n'empêche pas que le probable surgissement des courants centristes, dans un autre moment de la crise des appareils, donne au SU une place indispensable pour essayer de colmater cette crise. Mais aujourd'hui, les unifications des forces du SU en Allemagne, en Espagne, avec des centristes cryptostalinien, sont plutôt le produit d'un échec que d'une montée des nouveaux courants centristes.

1) Le rétablissement du centralisme démocratique dans nos rangs n'est pas une possibilité qui se dégage simplement de la nécessité objective d'agir comme une force unie. Cela ne peut ni se décréter, ni s'imposer d'une manière artificielle. Rétablir ou avancer vers des degrés supérieurs de centralisme démocratique n'est pas identique à reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale reconstruite. Ceci exige cela, mais l'inverse n'est pas vrai.

Une exigence immédiate est d'accroître le centralisme démocratique dans nos rangs. Historiquement, l'Opposition de gauche était plus centralisée que ne l'est le CIR. C'est dans ce sens qu'il faut s'orienter dans l'immédiat. La conférence mondiale doit s'orienter sur cela. Le centralisme démocratique signifie centralisation de la discussion, centralisation pour l'action commune dans le combat pour restaurer la libre discussion entre courants du mouvement ouvrier en rapport avec notre stratégie qui est la prise du pouvoir par les conseils, par les soviets. Le centralisme démocratique ne signifie pas un centre omnipotent qui dirige par décrets.

En tout état de cause, le degré de centralisation démocratique d'une section nationale est supérieur au degré de centralisation internationale. A ce sujet, nous reprenons les *Thèses pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale* adoptées en décembre 1980 :

« Le centralisme démocratique : nos partis mènent dans cette époque révolutionnaire une lutte à mort contre la contre-révolution mondiale, chaque fois plus centralisée à travers le front

unique contre-révolutionnaire de l'impérialisme, de la bureaucratie stalinienne et de tous les groupes centristes et opportunistes qui s'unissent pour empêcher la révolution permanente des masses. Pour faire face à cette situation, la classe ouvrière a besoin d'un parti qui soit, comme une armée, fermement organisé et discipliné, qui agisse comme un seul homme contre l'ennemi, si puissant soit-il. C'est pourquoi le centralisme est l'obligation première de tout parti trotskyste. Mais contradictoirement, pour qu'il puisse y avoir le plus total centralisme, il est nécessaire qu'existe la plus totale démocratie à l'intérieur du parti, laquelle permet le choc des différentes opinions et expériences, pour une meilleure compréhension de la réalité et l'élaboration de la politique, une franche confrontation des divergences pour avancer dans le processus de connaissance de la réalité et faire un bilan démocratique sur la ligne votée. Pour qu'il y ait une totale démocratie, il est nécessaire que celle-ci s'exprime à travers les organismes du parti, en respectant sa hiérarchisation pour que ce parti ne se transforme pas en un centre de discussions entre dilettantes, mais qu'il organise les discussions avec l'objectif d'amener le parti à l'action centralisée. Rien n'est supérieur aux organismes du parti et pourtant il n'existe pas de manière individuelle mais en tant qu'équipe de parti : de cette façon, nous empêchons le surgissement de leaders qui vident les organismes, détruisent les bases du centralisme démocratique en instaurant dans le parti un régime bonapartiste et non centralisé démocratiquement. (...).

L'organisation de l'Internationale obéit aux mêmes lois générales que les partis nationaux mais avec quelques différences spécifiques d'importance. Comme elle est un parti, et non un mouvement ou une fédération de tendances, fractions ou partis nationaux, elle est régie par le centralisme démocratique, l'auto-financement, de sains rapports entre permanents et militants et le caractère organisationnel de sa structure, pour éviter l'existence d'un régime parlementaire et de cliques, de fractions ou de tendances permanentes. En ce sens, elle obéit aux mêmes caractéristiques que les partis nationaux. (...).

Cela ne veut pas dire qu'entre l'application du centralisme démocratique dans les organisations nationales ou au niveau de l'Internationale, il n'y ait pas de différences qualitatives. L'organisation des partis nationaux est déterminée par l'existence d'un Etat géographique. Un Etat géographique : un parti. C'est la loi absolue sur laquelle repose l'existence des partis nationaux. Un Etat tsariste pour toute la Russie, un seul parti révolutionnaire pour tout l'Etat russe. Un seul Etat géographique canadien, un seul parti révolutionnaire pour le Canada. Cette forme organisationnelle, cette loi, indiquent clairement pourquoi les partis trotskystes nationaux sont organisés, parce qu'il y a un seul objectif suprême de caractère politique : détruire, au moyen de la mobilisation des masses travailleuses, cet Etat bourgeois pour en imposer un autre sur ses ruines, l'Etat prolétarien, qui peut adopter de nombreuses formes. Cette tâche colossale exige un parti unique et centralisé pour affronter un Etat bourgeois.

*L'Internationale n'affronte pas un Etat concret, mais le régime impérialiste et ses agents : les exploités nationaux et les oppresseurs bureaucratiques au niveau mondial. Pour cette raison, dans tous les pays, ce n'est pas l'Internationale qui va prendre directement le pouvoir, mais ses sections nationales. Ces deux niveaux d'activité qualitativement différents entre les partis nationaux et l'Internationale doivent être pris en compte dans les rapports entre les deux.*

*L'Internationale a le devoir de collaborer fraternellement et loyalement avec les directions des sections, même si elle n'est pas d'accord avec la politique qu'elles définissent. Une direction internationale a le devoir de veiller à ce que les principes du Programme de transition soient respectés dans tous les pays et par toutes les sections. Par rapport aux sections nationales, sa tâche est d'impulser les discussions nationales ou internationales sur des questions d'importance pour la vie de l'Internationale elle-même, en assurant en même temps la reconnaissance de la direction élue par le parti national, sans jamais amalgamer la discussion politique avec la remise en cause d'une direction*

*nationale élue par une section. Pour l'Internationale, par principe, la direction de l'Internationale respecte les directions librement élues par les sections nationales et les orientations politiques définies par les congrès.*

*Les sections nationales, contradictoirement, doivent agir vis-à-vis de l'Internationale comme si elles étaient une région d'un parti national en ce qui concerne leurs devoirs : respecter strictement la ligne et les campagnes internationales votées par l'Internationale, payer ponctuellement leurs cotisations, respecter strictement les statuts de l'Internationale. »*

L'existence d'une IV<sup>e</sup> Internationale reconstruite ne peut pas apparaître comme un obstacle mais comme un point d'appui pour le rassemblement, la convergence des forces indépendantes qui existent à l'échelle internationale, à condition que cela soit le résultat d'une maturation politique et organisationnelle dans nos rangs mêmes.

Quand on fait l'analogie avec les conditions de la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938, on oublie quelquefois que la situation est aujourd'hui beaucoup plus favorable, mais proclamer la IV<sup>e</sup> Internationale reconstruite n'a pas la même signification que proclamer la IV<sup>e</sup> Internationale. La bataille pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale découlait de l'analyse que, si le fil de la continuité avait été préservé, le cadre de l'Internationale comme organisation avait été détruit par le pablisme. La proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale reconstruite serait la constatation que cette réalité-là a été dans une bonne mesure surmontée.

Cela pose donc toute une série de questions : la relation entre la Conférence mondiale ouverte et la reconstruction de l'Internationale, l'analyse précise de la situation du Secrétariat unifié, quelle direction internationale devons-nous constituer ? Et surtout — et cela n'est pas une question de forces numériques — comment agissons-nous dans les faits comme une Internationale, du point de vue de l'élaboration politi-



que, de l'activité de construction de sections, de l'avancée de nos moyens d'expression, en particulier la *Tribune internationale* ?

m) Une conception unilatérale s'est glissée dans nos rangs sur le contenu et la place de *Tribune internationale*. Dans toute la période avant Caracas, on prétendait que la *Tribune internationale* devrait être en fait la tribune libre des différents courants et forces qui se dégagent de l'emprise des appareils.

Cette conception a aidé à faire de la *Tribune internationale* l'affaire de quelques camarades à la recherche de documents et d'articles intéressants d'autres forces. Sans nier la nécessité de publier des documents non trotskystes, *Tribune internationale* est d'abord l'organe d'expression de la IV<sup>e</sup> Internationale en reconstruction.

C'est donc un instrument d'élaboration politique du Secrétariat international et des directions des sections, de diffusion de nos idées, qui se fait l'écho de nos activités et qui donne la physionomie de l'ensemble de notre programme.

Comme règle, il faut se doter d'autres instruments comme tribune de débat, d'échange, de correspondance avec d'autres forces : dans le style des bulletins européens. De plus, la tactique de construction des sections, et en particulier le cas de la France, amenant à ce que *Informations ouvrières* soit l'organe du MPPT, multiplie la nécessité d'une *Tribune internationale* politique, organe de reconstruction de l'Internationale.

L'autre effet pervers a été d'amener les dirigeants des sections et du Secrétariat international à se désintéresser de l'élaboration, de la rédaction d'articles, de la discussion sur la composition de la *Tribune internationale*, ce qui se répercute sur tous les militants.

L'expérience courte, mais précieuse, après Caracas, demande que nous puissions accomplir un tournant à ce sujet.

Aujourd'hui, nous avons des matériaux à publier qui pourraient remplir

au moins le double ou le triple des pages que nous éditons, ce qui pose aussi la question de la périodicité.

Le défi devant lequel nous nous trouvons, c'est d'assurer l'élaboration collective, la publication dans des langues indispensables : français, espagnol, anglais, portugais, allemand, et une large diffusion.

Pour aborder le problème de la direction internationale, nous pouvons partir de la formation de l'actuel Conseil général. Celui-ci a d'abord été élu après que la fraction Moreno a porté un coup à la IV<sup>e</sup> Internationale et au combat pour sa reconstruction ; nous avions décidé de maintenir y compris les formes d'organisation que nous avions mises en place avec lui. Et aussi les statuts qui correspondaient à l'unification avec un autre courant. Ainsi, lors du Conseil général de décembre 1981, après la scission de Moreno, une résolution est adoptée qui dit dans son point 11 :

« Les normes statutaires de IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) sont celles adoptées par la conférence mondiale de décembre 1980. »

Cette disposition est ratifiée à la conférence de juillet 1982.

Le fait que depuis juillet 1982, il n'y ait pas eu de nouvelle conférence mondiale a placé dans une bonne mesure le Conseil général en porte à faux, ce qui a entraîné même à l'extravagance que 7 membres sur 18 ne représentent que 5 % des forces militantes. Mais cela n'est que l'aspect anecdotique. Le plus important est d'entrer dans la discussion sur le type de direction nécessaire pour avancer dans les tâches de reconstruction, qui ne soit ni la simple addition de représentants des sections, ni celle de quelques sénateurs inamovibles.

La construction d'une direction internationale ne peut pas se soutenir exclusivement comme la tâche de la section la plus importante, et il faut le comprendre, le PCI ne peut diriger une Internationale, cela parce que le PCI ne peut être que section française de la IV<sup>e</sup> In-

ternationale. Dans ce sens, des progrès importants, bien qu'encore insuffisants, ont déjà été réalisés.

La conférence mondiale doit supposer un tournant par rapport à la direction. Jusqu'à présent, la quasi-totalité des tâches de direction internationale reposaient sur le Secrétariat international qui siège à Paris. L'objectif est de constituer une véritable équipe internationale, avec le maximum de camarades capables d'intervenir comme direction internationale vis-à-vis de pays autres que le leur. Pour des raisons politiques — beaucoup de camarades ne peuvent pas être dégagés de la construction quotidienne des sections — et financières, cela ne peut pas se faire en élargissant le Secrétariat international qui siège à Paris.

Mais la formule, s'il existe la volonté

politique de le faire, peut se trouver dans l'intégration de toute une série de dirigeants des sections à ces tâches. L'objet de ce rapport n'est pas de passer en revue les exemples possibles, mais d'avancer les axes qui le permettent. Tout d'abord l'élaboration collective de la *Tribune internationale* comme moyen d'expression de l'Internationale, comme cela a été avancé plus haut. Et bien sûr accentuer l'élaboration collective des définitions des campagnes, et des documents politiques.

Il s'agit donc de rompre avec les spécialistes du tout et rien, pour se spécialiser véritablement et à fond, ce qui oblige à élargir considérablement le nombre des membres de la direction internationale et de modifier les relations entre le SI et les directions des sections.

# La signification du krach boursier

*Ce texte a été approuvé dans sa ligne générale  
par le Secrétariat international.*

**La tempête boursière qui a frappé toutes les grandes places financières en octobre 1987 constitue l'expression d'un choc majeur, de dimension mondiale, dont les conséquences commencent seulement à se faire sentir.**

**Comme le constatait l'un des hebdomadaires les plus sérieux de Wall Street, « pas un simple choc, mais un séisme ».**

---

## UN CHOC MAJEUR

---

Plusieurs éléments soulignent la gravité du processus qui s'est enclenché le 19 octobre.

- D'abord bien sûr le volume de la dépréciation des actifs : plus de 1 000 milliards de dollars perdus par les seuls actionnaires des USA, 1 600 milliards de dollars pour l'ensemble des grandes Bourses.

- La brutalité de la chute, du krach boursier au sens strict du terme : 22,6 % de baisse à Wall Street (plus qu'en 1929) le 19 octobre.

- Et la simultanéité : répétons-le, le krach a eu immédiatement une ampleur internationale. La seule Bourse qui ait connu une hausse dans les jours qui suivirent le 19 octobre — et cela fait partie de la crise —, c'est celle de Johannesburg. Le krach boursier était un rappel à la réalité et donc aussi à la fonction de l'or.

Toute une série de propagandistes du capitalisme, qui avaient présenté la « *surchauffe financière* » (1) comme un moyen de stimuler la machine économique, assurent aujourd'hui que l'accident survenu à une spéculation dont les mécanismes s'étaient emballés aura peu de conséquences sur « l'économie réelle » qui serait « saine ».

Ce n'est bien évidemment pas le cas. La crise « boursière » ou « financière » est une crise « réelle ». N'importe quel capitaliste sait que la dépréciation brutale des actifs qui forment une partie importante des avoirs de toute grande société capitaliste a forcément des conséquences directes pour elle, que la crise boursière annonce et impose — pour le moins — un approfondissement de la récession.

Mais cela ne suffit pas. La réalité concrète, ce n'est pas l'abstraction d'une économie « réelle » (qui serait réduite au strict domaine de la production matérielle) qu'entoureraient les brumes de « l'économie financière ». La réalité concrète, c'est l'économie capitaliste mondiale à l'ère impérialiste et à une phase avancée de la décadence et de la décomposition de l'impérialisme, dans une période marquée prioritairement par les développements révolutionnaires des masses exploitées et opprimées.

Le déchaînement spéculatif « *fonctionnant en quelque sorte en lévitation* »

---

(1) « *Surchauffe financière* » est l'expression employée par un économiste français, J. Y. Haberer, dans une étude de la revue *Commentaire* (automne 87). Nous utilisons dans ce texte l'article écrit à propos de cette étude ainsi que l'article de M. Dauberny, tous deux parus dans *Tribune internationale* n° 42.

au-dessus de la base productive » (R. Cassen, *Le Monde diplomatique* de novembre 1987), les mouvements erratiques et massifs de capitaux (dont une large fraction formée de « capitaux fictifs » avaient leur origine dans l'économie d'armement), la gigantesque spéculation sur les taux de change des monnaies (« le volume des monnaies achetées et vendues est passé de 1979 à 1986, de 6 à 20 fois le chiffre d'affaires du commerce mondial » — J.-Y. Haberer, *Commentaire*, automne 1987) etc., ne constituent pas des accidents aberrants mais expriment le mode d'existence et de fonctionnement du système capitaliste aujourd'hui.

Comme le dit le projet de rapport général soumis à discussion pour la conférence mondiale des sections :

*Pour analyser les conditions objectives, il faut prendre en considération tout l'ensemble des fondements de la vie économique, plus particulièrement les 30 années de "boom" économique où se sont constituées les bases sur lesquelles la tendance fondamentale de l'impérialisme trouve son expression la plus brutale dans l'actuelle crise mondiale. Cette tendance se réalise dans le déplacement de l'activité industrielle et commerciale vers la spéculation organisée. Bien que la production de marchandises reste la base de l'impérialisme stade suprême du capitalisme décadent, celle-ci se trouve étouffée dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et du marché mondial. Les conséquences en sont que le plus clair du profit se réalise non dans la production de marchandises, mais dans la spéculation. Cette "prépondérance" du profit spéculatif sur le profit commercial et industriel, cette prépondérance des investissements dans la spéculation par rapport aux investissements "productifs" ne peut altérer en rien, bien au contraire, la plus âpre "concurrence" entre les pays impérialistes sur le marché mondial où s'affirme la prépondérance du capital financier US. C'est également cette tendance de l'impérialisme qu'exprime le renforcement des tendances oppressives des peuples, asphyxiant littéralement*

*tous les pays, "sous-développés" comme avancés. »*

En d'autres termes, le krach de l'automne 1987 révèle une saute qualitative de la marche à la dislocation du marché mondial ; elle accentue et précipite une crise qui affectera tous les secteurs de l'économie mondiale. Plus profondément, elle touche directement la sphère où, à ce point de décadence du système capitaliste, le « plus clair » des profits se réalise, elle met en cause les ressorts essentiels aujourd'hui du fonctionnement du mode de production capitaliste.

Reconnaître (ou plus précisément insister sur) l'importance de ce qui s'est exprimé dans la crise boursière d'octobre 1987 (comprendre qu'« après » on n'est plus « avant », avec toutes les conséquences sociales et politiques que cela entraîne) ne signifie pas isoler cet « événement », en faire dans l'absolu un facteur nouveau qui expliquerait tout. Il ne s'agit pas d'un coup de tonnerre éclatant soudain dans un ciel serein. Si le moment n'était pas prévisible, l'explosion d'octobre était inscrite dans le développement des contradictions immédiates de l'économie capitaliste mondiale. D'ailleurs, les commentateurs les plus lucides de la bourgeoisie, lorsqu'ils ne présentent pas la défense de leur système au compte de « l'opinion publique », mais s'adressent aux représentants de la classe dominante, constataient que l'on roulait inéluctablement vers l'abîme (voir l'article de *Tribune internationale* au sujet de l'étude de Haberer dans la revue *Commentaire*). S'il y a motif d'étonnement, ce n'est pas dans le caractère ouvert de la « crise » mais dans le fait qu'elle a tant tardé.

A ce sujet, certains n'hésitent pas à incriminer les moyens techniques (informatique et télécommunications) réalisant l'unification temporelle et spatiale de tous les marchés financiers à l'échelle de la planète, les rendant responsables de l'amplification de la crise. En fait, ces moyens ont permis jusqu'à présent aux institutions financières interna-

tionales, aux Etats, de procéder à des manipulations immédiates, à des injections de crédits, à des opérations de soutien et de sauvetage visant à différer un krach ou à amortir ses effets. Mais refouler la crise n'est pas la supprimer : c'est seulement, comme on l'a vu, reculer pour mieux sauter. Et les mêmes moyens ont fait se manifester cette crise à l'échelle mondiale avec une simultanéité et une intensité exceptionnelle.

### UNE NOUVELLE ÉTAPE FRANCHIE DANS LA MARCHÉ A LA DISLOCATION DU MARCHÉ MONDIAL

Il faut aller plus loin. La signification de ce qui s'est passé peut être embrouillée par des comparaisons avec 1929, comparaisons qui pourtant viennent naturellement à l'esprit.

1987 n'est certes pas 1929. Non principalement parce que l'impérialisme a, depuis 1929, perfectionné des « mécanismes anti-crise » (dont précisément l'inefficacité s'est brutalement manifestée en octobre 1987), mais parce que la décadence du système impérialiste est aujourd'hui à une phase bien plus avancée.

Il a déjà été noté qu'au sens strict, la crise financière de 1987 est plus profonde, plus immédiatement « mondiale » que celle de 1929.

Il faut ajouter — et ce n'est pas rien — qu'alors que le krach de 1929 préluait à la crise économique proprement dite dans les principaux centres impérialistes (avant tout aux Etats-Unis eux-mêmes), c'est dans le contexte d'une crise profonde et durable que s'inscrit celui de 1987. Il y a quelque chose d'irréel dans les questions que l'on retrouve dans toute la presse internationale sur les risques de « récession » ou « d'interruption de la croissance ». De quelle croissance parle-t-on ? Quant à la « récession », faut-il rappeler que l'on décomptait avant le krach 31 millions de chômeurs « officiels » dans les pays de l'OCDE ?

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'aggravation de cette situation.

*« Les crises nous présentent toujours une solution seulement temporaire et violente des contradictions existantes, des explosions violentes et rétablissent pour un instant l'ordre troublé. »* (Karl Marx, « *Le Capital* », livre III, chapitre XV.)

La crise actuelle présente les caractéristiques d'une « crise classique », au sens où Trotsky expliquait que

*« le capitalisme vit par des crises et des "booms" tout comme un être humain vit en expirant et en inspirant... Les crises et les booms étaient inhérents au capitalisme dès sa naissance ; ils l'accompagneront jusqu'à sa tombe. Mais pour déterminer l'âge du capitalisme et son état général — pour déterminer s'il se développe encore, s'il a atteint sa maturité ou s'il décline —, il faut porter un diagnostic sur le caractère de ces cycles. De même que l'on peut porter un diagnostic sur un organisme humain en déterminant si sa respiration est régulière ou spasmodique, profonde ou non, etc. »* (Rapport de Trotsky sur la situation économique mondiale au III<sup>e</sup> Congrès de l'IC.)

C'est donc dans le cadre de toute une période historique (celle de « l'imminence de la révolution ») qu'il faut restituer les récents événements en relation directe avec la putréfaction du système capitaliste et les conséquences des moyens utilisés pour assurer sa survie.

Comme on le sait, les conditions de liquidation de la Deuxième Guerre mondiale ont assuré à l'impérialisme américain une prééminence qualitative sur tous les autres impérialismes sur les terrains politique, militaire, économique, financier. Il a été le pivot de la restructuration d'un ordre impérialiste mondial, stabilisé avec la coopération de la bureaucratie stalinienne. Pour reprendre l'expression de Nixon, il agissait comme « *fondé de pouvoir de la civilisation occidentale* ».

Mais cette hégémonie incontestable — et fondamentalement irréversible dans le cadre du maintien du système

impérialiste — s'exerce dans le cadre du déclin et du pourrissement du mode de production capitaliste dont les effets n'ont pas épargné les USA et leur puissance.

Ce n'est pas sur la base d'un nouveau développement des forces productives que survit le capitalisme, que se restructurent un marché mondial et une division internationale du travail, mais — à partir en particulier de 1950 — d'un fantastique accroissement des dépenses d'armement, volant d'entraînement de tous les secteurs de l'économie : c'est-à-dire sur la base d'un développement des forces destructives.

Comme le marque la déclaration du bureau politique de l'OCI d'août 1971 :

*« Tous les Etats bourgeois ont, pour leurs dépenses parasitaires de toutes sortes, singulièrement celles d'armement, ouvert des débouchés artificiels à la production qui ont permis à l'économie dans son ensemble de fonctionner. Tous les gouvernements capitalistes et en premier lieu le gouvernement américain ont financé le secteur d'armement par des traites de cavalerie, les emprunts, l'inflation et les mille et un moyens de la technique financière. Le déséquilibre des balances commerciales et de paiement, et, principalement, le déséquilibre des balances américaines qui sont au centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs, traduisent l'impasse d'une société fondée sur la propriété privée des moyens de production. »*

La fuite en avant dans le parasitisme différerait les échéances, elle n'abolissait pas les contradictions de l'économie capitaliste et leur forme d'expression dans une période de pourrissement de l'impérialisme. A la longue, les moyens mêmes qui avaient assuré un sursis constituaient des facteurs explosifs d'aggravation de la crise. C'est ce que signifiaient les décisions de Nixon d'août 1971 comme le soulignait encore la déclaration du BP de l'OCI :

*« Si l'économie d'armement est devenue la condition de la poursuite de l'accumulation du capital, elle ne suffit pas à assainir l'économie capitaliste.*

*Les bornes du marché structuré sur la propriété privée des moyens de production à l'époque de l'impérialisme limitent tôt ou tard, si la guerre n'en devient pas la conclusion logique, le secteur d'armement comme tous les autres secteurs de l'économie capitaliste. »*

Convulsions financières, désordres monétaires, crises économiques, reprises partielles se sont depuis succédé, mais sur une ligne descendante indiquant non seulement un gaspillage mais l'élimination de capacités productives (la « désindustrialisation » aux USA, les démantèlements de secteurs entiers en Europe par les plans de la CEE) et la montée constante d'un chômage structurel dans les pays industriels combinées avec le pillage de plus en plus intense des pays dominés par l'impérialisme.

C'est en ce sens que si l'on peut parler de « cycles » (d'alternances de « chutes » et de « reprises »), c'est parce que l'on retrouve certes la marque de ce mouvement organique de l'économie capitaliste mais sous des formes déterminées par le pourrissement d'ensemble du système.

Il ne s'agit donc pas de la simple réalisation d'une crise cyclique mais d'un développement de la marche à la dislocation du marché mondial. Ce serait une vue superficielle que de parler d'une première récession (1974-1975), suivie d'une reprise, puis d'une seconde récession (1979-1982), d'une nouvelle reprise (1982-1986), qui s'achèverait aujourd'hui.

### **ÉPUISEMENT DES EFFETS DE L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT ET DU PARASITISME**

Il n'y a pas de « boom » entre la « récession » de 1975 et celle de 1982. Le chômage n'est nulle part résorbé, la situation des pays industriellement sous-développés continue de s'aggraver, l'investissement productif stagne, les capacités de production restent pourtant largement inemployées. Il n'y en a pas non

plus entre 1983 et 1986. Ce qui frappe au contraire, c'est qu'à chaque phase, le déclin s'accroît, qu'en regard du recours de plus en plus grand à « l'économie de dette », à la réinjection dans des proportions encore plus considérables de dépenses d'armement (avec les conséquences inéluctables en termes de déficit et d'endettement), les résultats (en termes de reprise) sont moindres. Ce qui est en cause, c'est l'épuisement des effets des moyens parasitaires de relance employés jusqu'alors. Ils tendent à se transformer en leur contraire : le parasitisme qui ronge tous les rouages de l'économie tend à les paralyser. La crise financière d'octobre 1987 est un point critique dans ce développement.

Alors que le capitalisme connaissait un cours ascendant, les crises avaient en quelque sorte une valeur purgative. Leur pleine réalisation était la condition de la reprise de l'accumulation, une fois l'économie nettoyée par une dévalorisation massive de capital. Mais la manière même dont le capitalisme a survécu a accumulé dans ses fondations des charges explosives qu'il est difficile d'éliminer sans mettre en péril tout l'édifice. Dans une autre conjoncture, la crise ouverte en 1929 n'avait pas permis d'assainir l'économie capitaliste. Il avait fallu la préparation à la guerre et la guerre elle-même. Aujourd'hui, de quel prix faut-il payer le rétablissement de l'équilibre ? Comme le note Dauberny dans *Tribune internationale* :

*« Deuxièmement, ce que révèle le krach boursier, et c'est ce qui est fondamental, c'est qu'après des décennies de fonctionnement parasitaire, le marché mondial étouffe d'une surproduction de capitaux, en majeure partie fictifs, et de marchandises (produites et exportées). Le marché réclame une crise comme en connaissait le capitalisme dans sa jeunesse, et cela depuis plus de 15 ans (en prenant comme référence le discours de Nixon en 1971). Déjà des millions de chômeurs ont été jetés à la rue dans les pays industriels impérialistes, et des millions d'hommes et de femmes sont réduits à la misère dans les pays du tiers monde bien sûr, mais*

*aussi jusqu'aux portes des temples du capital, dans les bastions impérialistes. Aux Etats-Unis, alors qu'en 1979, 1 % des familles détenait 20,8 % de la richesse, la proportion s'est élevée en 1983 à 34,3 %, à peine moins qu'en 1929 (36,3 %), selon Time (du 5 octobre 1987). C'est sans commune mesure avec les destructions qu'une dépression bien plus grave qu'en 1932 réclamerait. Mais nous ne sommes pas en 1932. La crise qui éclatait en 1929 devait jeter les impérialistes dans la barbarie de la Deuxième Guerre mondiale. »*

Mais ce que tout le développement de la lutte de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, avec ses hauts et ses bas, ses avancées et ses reculs, met à l'ordre du jour, ce n'est pas une guerre impérialiste contre-révolutionnaire dont les conditions ne sont pas réunies, mais de nouveaux assauts contre le système mondial de domination impérialiste.

Le rapport général préparatoire à la Conférence mondiale des sections aborde l'examen des processus du développement de la révolution prolétarienne internationale combinant la révolution sociale contre l'Etat bourgeois à la révolution politique contre la bureaucratie usurpatrice. Saisie indépendamment de ces processus, la crise économique demeurerait une abstraction. Certes les lois fondamentales de fonctionnement de l'économie capitaliste ont un caractère objectif et contraignant, mais elles expriment un rapport social et ne sont pas séparables de la lutte des classes.

Les conditions — évoquées plus haut — dans lesquelles s'est cristallisé « l'ordre international » d'après-guerre et la place prééminente qu'y tient l'impérialisme américain sont des conditions sociales et politiques. C'est face à la montée de la révolution (« la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ») à une échelle géographique plus grande et au travers d'un processus plus étendu dans le temps qu'au lendemain de la première guerre impérialiste que cet « ordre » se constitue avec la participation des partis de la

II<sup>e</sup> Internationale et le soutien indispensable de la force contre-révolutionnaire que constitue la bureaucratie du Kremlin (cf. rapport). Mais c'est aussi au prix de l'acceptation momentanée de larges conquêtes de la classe ouvrière qui arrache ainsi (comme cela a été établi dans nombre de documents antérieurs de notre Internationale) ses plus profondes conquêtes dans le cadre du système capitaliste, non lors de l'ascension de celui-ci mais en plein déclin. Conquêtes dans leur essence sont contradictoires avec les besoins de l'exploitation mais qui deviennent de plus en plus intolérables au fur et à mesure de l'aggravation de la crise généralisée de l'impérialisme. En relation même avec l'approfondissement de cette crise et l'accentuation de la tendance à la baisse du taux de profit, dans tous les Etats bourgeois, le capitalisme cherche à détruire ces conquêtes mais se heurte à la force et à la résistance de la classe ouvrière. On voit comment, dans nombre de cas, cette lutte se concentre en particulier sur tout ce qui relève de la protection sociale, du droit à la santé, des retraites, qu'il s'agisse des plans du gouvernement « d'Union de la gauche » en France poursuivis par le gouvernement de cohabitation, des plans de Thatcher ou de ceux de Reagan, sans que nulle part d'ailleurs, ils n'aient pu aboutir.

Le développement concret du pourrissement de l'impérialisme est inséparable du cours de la lutte des classes internationale, non que les différents phénomènes se développent selon un synchronisme harmonieux.

C'est dans la mise en place de la période que nous avons définie comme celle de « *l'imminence de la révolution* » que les lois fondamentales du capitalisme s'appliquent avec force à l'impérialisme le plus puissant (mesures Nixon d'août 1971). C'est alors que la « prospérité » fondée sur la première vague de parasitisme et la croissance monstrueuse des dépenses d'armement s'achevait dans les crises monétaires et dans la profonde récession de 1974-1975, qu'échouaient les premières

tentatives de la bourgeoisie britannique de « mettre au pas » la classe ouvrière : la grève générale des mineurs de 1974 aboutissait à la chute du gouvernement conservateur de Heath. Mais 1974, c'était avant tout l'ouverture de la révolution prolétarienne au Portugal, ouvrant la voie à tous les prolétariats d'Europe. Et 1975 est l'année de la défaite historique de l'impérialisme américain au Vietnam...

Nous ne revenons pas ici sur les développements qui sont repris dans le projet de rapport au sujet de la situation mondiale, de la multiplication des situations révolutionnaires, de processus révolutionnaires ouverts, du degré d'imbrication de la lutte dans chaque pays et de la lutte internationale.

C'est sur le terrain creusé par ces développements révolutionnaires que vont s'opérer les conséquences de la nouvelle phase atteinte par la crise du mode de production capitaliste.

Nous voudrions simplement insister ici sur les conséquences de ces développements pour l'impérialisme américain, non seulement parce qu'il demeure qualitativement l'impérialisme le plus puissant, mais parce que sa place de pivot du système impérialiste international est inséparable de sa place de gendarme mondial de la contre-révolution et qu'en conséquence, les rapports de forces entre révolution et contre-révolution se combinent très directement pour lui avec les facteurs dits « économiques ».

## **LA PLACE PARTICULIÈRE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN**

L'impérialisme américain occupe une place particulière. Mais il n'est pas un impérialisme d'une nature « particulière ». Tous les traits du pourrissement capitaliste se retrouvent aux Etats-Unis, mais portés à leur paroxysme. Les plans anti-ouvriers que mettent en œuvre ou préparent toutes les bourgeoisies sont fondamentalement les mêmes que ceux qui sont élaborés et appliqués aux USA, à une plus grande envergure.



La puissance mondiale du capital américain s'appuie d'abord sur l'extorsion de plus-value aux USA mêmes, c'est-à-dire sur l'exploitation du prolétariat des Etats-Unis. La lutte des classes pour la bourgeoisie américaine ce n'est pas que la lutte contre les développements de la révolution à l'échelle internationale, c'est aussi l'affrontement avec « son » prolétariat. L'action des masses travailleuses américaines a été un facteur de la défaite de l'impérialisme au Vietnam, comme elle est un obstacle à ce qu'il porte un coup décisif contre les développements révolutionnaires en Amérique centrale. Et cette force de la classe ouvrière a aussi entravé les plans de Reagan.

Dans la situation qui se noue aujourd'hui, les formules employées dans une autre situation par Léon Trotsky sur le fait que c'est dans la crise que l'impérialisme américain ferait particulièrement sentir sa force et qu'en même temps, il était amené à intégrer toutes les contradictions du système impérialiste mondial, prennent une acuité sans précédent. Revenir sur la situation de l'impérialisme américain est indispensable pour éclairer les tendances mondiales.

Entre 1982 et 1984, des économistes européens se consolait de la stagnation généralisée en vantant la « reprise » américaine qui allait être la locomotive tirant en avant tout le train de l'économie mondiale.

En quoi a consisté cette « reprise » relative. Elle succédait à la plus profonde chute de l'activité industrielle aux USA depuis 1929. La « remontée » restera faible et de courte durée, presque déjà insignifiante, en 1985 : + 2 %, alors qu'elle avait atteint son sommet en 1984 (+ 6 %). Elle ne permet même pas de retrouver le niveau d'activité d'avant 1979. Le nombre avoué de chômeurs reste au dessus de 7 %, la fraction paupérisée de la population continue de croître, l'investissement productif continue de baisser (le taux d'investissement aux USA qui était en 1979 de 17,6 %

du PNB passe à 14,9 %).

La « reprise » s'accompagne de la poursuite de la « désindustrialisation » : les « créations d'emplois » dont on a tant parlé se font essentiellement dans les services, et il s'agit d'emplois précaires, fréquemment payés en dessous des normes légales, qui ne constituent que le sous-produit temporaire d'une réanimation limitée de l'économie. Réanimation due avant tout à une vague spéculative, même si elle a des incidences réelles dans le domaine de la production ou des marchandises. Encore une fois, on ne peut qu'être frappé par l'écart entre les moyens employés et le résultat (de 1981 à 1986, le budget de la Défense nationale a doublé, passant de 150 à 300 milliards de dollars).

En fait, le mouvement spéculatif est assuré par le haut niveau des taux d'intérêts, entraînant un afflux de capitaux étrangers s'investissant notamment dans l'acquisition de bons du Trésor américain, en obligations et en actions, permettant la montée impressionnante du dollar. Ainsi, le déficit américain qui fait « boule de neige » est financé par l'apport de ces capitaux.

Le budget du Pentagone, le « dopage » du dollar ne pouvait que s'accompagner de mesures protectionnistes (d'où l'aggravation de la guerre commerciale) et d'un tribut imposé à toutes les économies, qui marquent comment, dans les conditions mêmes du déclin du système capitaliste, l'hégémonie de l'impérialisme américain s'exerçait. Aussi, les autres impérialismes, en particulier les impérialismes européens, ne bénéficient-ils que de manière limitée de ce regain d'activité limitée engendrée par un recours apparemment sans limites aux moyens parasitaires.

La « locomotive » américaine a bien joué son rôle de traction, mais elle a entraîné le train de l'économie mondiale non sur les rails d'une « reprise harmonieuse » mais au grand choc du « lundi noir » et à ses suites.

Dans la situation qui est ainsi créée, ce n'est pas l'hégémonie de l'impérialisme américain qui est menacée mais le fonctionnement de l'économie capitaliste — et donc aussi l'impérialisme américain. Ce qui entraîne en particulier cette situation, c'est la concentration à un degré encore plus élevé de toutes les contradictions aux USA.

Comme le note J.-Y. Haberer dans l'article que nous avons déjà cité :

*« Les Américains ne sont jamais aussi forts pour imposer leur solution que lorsqu'ils sont en position de faiblesse : l'équilibre du monde a trop besoin de leur propre équilibre, de leur prospérité, de leur liberté. »*

Le mot « liberté » dit l'essentiel : la liberté d'opprimer et d'exploiter à l'échelle de la planète, le rôle de gardien de l'ordre de l'impérialisme américain n'est transférable à nul autre. Les mots « prospérité et équilibre » le complètent, les USA (indépendamment de toute autre considération sur la force de leurs capitaux à l'étranger, etc.) représentent 40 % du marché mondial. Qui peut imaginer une « solution capitaliste » sur les décombres du capital américain ?

La contradiction que recèle la position de l'impérialisme américain, c'est que devant le caractère de plus en plus contraignant de la crise mondiale, les mesures correspondant à ses propres intérêts sont de plus en plus directement contradictoires aux besoins de chaque impérialisme et, simultanément, les « déstabiliser », c'est précipiter sa propre crise.

Ainsi, des économistes américains ont évalué ce que représenterait une véritable réduction du déficit commercial américain :

*« Si les Etats-Unis avaient réussi à équilibrer leur commerce en 1986 en exportant davantage et en important moins, le nombre de bas salaires aurait été augmenté d'environ 4 millions, surtout dans le secteur manufacturier. Mais le reste du monde aurait eu au moins 4 millions d'ouvriers au tra-*

*vail en moins. Sur la base du courant actuel des échanges, c'est au Japon que l'on aurait enregistré un tiers de ces emplois perdus, un autre tiers en Europe et au Canada, le reste ailleurs, à en croire les conclusions d'un rapport préparé à ce sujet par les services de la Maison-Blanche. »*

Exercice d'école certes (le commerce extérieur ne peut être rééquilibré par un coup de baguette magique), mais qui indique la portée de toute mesure prise par les USA. Il n'est pas difficile de comprendre ce que signifierait une réduction brutale des importations du reste du monde vers les USA. La chute du dollar, parce que celui-ci reste précisément la monnaie de réserve internationale, entraîne avec elle un désordre de toutes les monnaies et de tous les moyens de paiement.

La réalité, c'est que depuis la fin de la guerre, le marché mondial qui s'est reconstitué sous l'impulsion et la prééminence de l'impérialisme américain s'est considérablement resserré, ainsi que l'explique M. Dauberny dans *Tribune internationale* :

*« Les nations capitalistes sont étroitement dépendantes les unes des autres. Aucun cavalier seul n'est actuellement envisageable. Le déficit commercial des Etats-Unis, c'est l'excédent de la RFA et de la Corée, la dette de l'Etat américain, c'est l'épargne du reste du monde. »*

Lorsque les commentateurs bourgeois américains s'adressent à leur classe, qu'expliquent-ils ?

Dans *Business Week* du 16 novembre, quel est le thème de l'éditorial ?

*« Nous (les Etats-Unis) pourrions ne plus payer le prix de notre rôle dirigeant mondial et réduire notre budget militaire. »*

C'est-à-dire, est-il expliqué, amener l'Europe et le Japon à prendre une plus grande part dans la production d'armement. Mais, reconnaît Brice Nussbaum, l'auteur de cet article,

*« indirectement, le Japon et l'Europe ont déjà financé le plus clair du déve-*

*loppement militaire des USA ces dernières années en prêtant à Washington (...). Si le Japon et l'Europe prenaient directement à leur charge une part de la note, les USA seraient en meilleure posture pour les rembourser. Mais cela demanderait, de toute façon, des années de négociation. »*

Alors ? Il reste une autre option : l'annulation.

*« Les USA l'ont employée vis-à-vis de la Grande-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle, par les bons investis dans la construction des chemins de fer. Mais ce serait déclencher une catastrophe financière et une dépression inacceptable. L'inflation est une autre solution mais radicale, mais corrosive pour notre économie (...). Pour les Etats-Unis, il ne reste qu'une solution : réduire la dépense intérieure (...). Le Japon et l'Europe peuvent réduire la douleur d'une telle opération en stimulant leur propre dépense intérieure et en augmentant les importations en provenance des USA. Cela aiderait mais ne suffirait pas. »*

En conclusion donc, il faut faire payer les autres, mais aussi les Etats-Unis. C'est-à-dire, pour les capitalistes américains, « faire payer » la classe ouvrière dans des proportions qualitativement différentes de ce que Reagan a pu faire jusqu'à présent.

C'est reconnaître que l'un des traits essentiels de la situation qui se noue, c'est la concentration encore plus poussée aux USA mêmes des problèmes mondiaux, concentration qui tendra à trouver son expression aux Etats-Unis sur le terrain de la lutte des classes.

Par rapport à ses ambitions, chacun constate la faiblesse relative des résultats acquis par l'administration Reagan contre la classe ouvrière américaine, malgré les coups qu'elle lui a portés.

Mais ce que l'on peut caractériser comme un échec de la « période Reagan », ou, pour être plus précis, un échec de l'impérialisme américain — et donc de l'impérialisme mondial —, va au-delà, non, comme cela a été établi, dans le domaine de la position relative de l'impérialisme américain à l'égard de

ses rivaux et partenaires, mais sur le terrain de l'affrontement mondial entre révolution et contre-révolution. De ce point de vue, l'administration Reagan et son leadership mondial laissent à l'impérialisme américain et à l'impérialisme dans son ensemble une situation pire que celle qu'ils ont trouvée.

---

## CRISE FINANCIÈRE ET LUTTE DES CLASSES

---

Il est inutile de se livrer à des spéculations. Les faits suffisent. Ils impliquent inexorablement l'aggravation, l'exacerbation de tous les facteurs déjà existants. Répétons-le, il y a un aspect irréel dans les dissertations sur la « menace de récession ». La « récession », elle est là : elle exprime l'épuisement des moyens employés depuis plus de trente ans. La tempête financière précipite tous les facteurs de cette crise. Mais elle n'a pas — même conjoncturellement — « nettoyé » l'économie. Il y a surabondance de capitaux et de marchandises. Utiliser les mêmes moyens que par le passé pour redonner un ballon d'oxygène à l'économie mondiale — accroître encore le crédit, l'ampleur de l'économie de dette —, ce qui, au moins partiellement, sera le cas, ne peut être poursuivi sans menacer l'équilibre de l'impérialisme américain et donc celui de l'impérialisme mondial. « Reserrer » c'est approfondir la crise économique proprement dite, la chute de la production dans de nouvelles proportions. Il serait vain de chercher à pronostiquer les rythmes et les formes du développement de la crise (par exemple, ce n'est pas le fait que jusqu'à maintenant aucune grande banque ou grand agent de Bourse n'ait fait faillite qui interdit que cela se produise). La certitude, c'est l'approfondissement de la crise sur tous les terrains, ce qui ne signifie pas l'apocalypse (1929 n'était pas l'apocalypse non plus).

Dans pareille situation, non seulement les exigences de l'impérialisme américain vont se faire encore plus contraignantes, mais chacun des impéria-

lismes s'agrippera encore plus à son « domaine » tout en cédant nécessairement aux nécessités du système dans son ensemble.

L'idée selon laquelle l'Allemagne ou le Japon pourraient se substituer aux USA comme « locomotive » de l'économie mondiale est un leurre, et leurs « sacrifices » connaissent des limites qui sont dictées par la crise. Les demi-mesures auxquelles les uns et les autres sont de ce fait condamnés ne peuvent qu'aggraver à terme la situation. Elles intensifient nécessairement la lutte de tous contre tous, dont la véritable « guerre commerciale » qui s'est livrée ces dernières années n'est qu'un épisode.

En ce qui concerne les pays industriellement arriérés, dominés par l'impérialisme, leur situation ne peut que se détériorer encore : soulignons qu'entre 1980 et 1986, le service de la dette pour les pays du « Tiers-Monde » a augmenté de 46 %, tandis qu'en prenant toujours 1980 comme indice de départ, la valeur moyenne des exportations a déchu de 10 %. Et l'on sait que la baisse du dollar, auquel les monnaies de la plupart de ces pays sont directement reliées, ne les favorise en rien. La récente dévaluation mexicaine en est un témoignage. Et ce sont d'abord eux qui subissent (comme, par exemple, le Brésil) les mesures protectionnistes prises par l'impérialisme américain.

Les relations économiques et commerciales entre l'ensemble des Etats impérialistes et l'URSS, la Chine et les pays d'Europe de l'Est occupent quantitativement une place limitée dans le commerce mondial. Qualitativement, elles soulignent la dépendance de ces économies dans le cadre d'un marché mondial et d'une division mondiale du travail structurés sur le maintien de la domination de l'impérialisme à l'échelle mondiale. La situation même de l'économie capitaliste mondiale conduit à un renforcement de la pression dans la voie de la remise en cause de l'économie planifiée fondée sur l'expropriation des

moyens de production, en dernière analyse, dans la voie de la restauration du capital.

Le marxisme nous enseigne, pour reprendre les termes de Trotsky, qu'il n'y a pas

*« en général de dépendance automatique du mouvement prolétarien révolutionnaire à l'égard de la crise. Il y a seulement une interaction dialectique. »*

Pas plus qu'une période de « boom » ne coïncide avec une ère de passivité (la période de « prospérité » fondée sur le développement de l'économie d'armement a vu la révolution chinoise, la révolution cubaine, la grève générale d'août 1953 en France, la guerre révolutionnaire du peuple algérien, la révolution politique commencée en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Pologne), une crise ne débouche pas nécessairement sur la révolution. Et, faut-il ajouter, sur la contre-révolution. La défaite du prolétariat allemand en 1933 n'est pas le résultat de la « crise ». Celle-ci a entraîné des conditions d'une exacerbation inévitable de la lutte des classes. La victoire de la contre-révolution résulte avant tout de la politique criminelle impulsée par la direction stalinienne.

Tout examen des conséquences de la crise actuelle — qui s'inscrit dans le pourrissement généralisé du mode de production capitaliste — renvoie aux conditions de la lutte des classes. Elles dictent en effet impérieusement à toutes les bourgeoisies la nécessité d'intensifier les attaques menées contre la classe ouvrière et ses conquêtes, dans chaque pays et internationalement. Et cela dans un contexte avant tout marqué par le fait que nulle part, les conditions correspondant à ces attaques ne sont réunies. Ce qui ne signifie pas que la classe ouvrière ne sera pas frappée par ces attaques, qu'elle ne connaîtra pas des reculs, des échecs, voire des défaites partielles. Le développement de la lutte des classes ne sera pas unilatéral, il sera marqué par des convulsions, des avances, des reculs. Mais, répétons-le, nul-

le part ne sont aujourd'hui constituées les conditions d'une défaite d'ampleur historique de la classe ouvrière qu'impliquerait une stabilisation politique de l'impérialisme.

Dans pareille situation, le « rempart social de l'impérialisme » (Lénine) constitué par les bureaucraties stalinienne et social-démocrates est lui-même frappé par la crise. L'alignement à droite de tous les partis sociaux-démocrates, les tendances à la dislocation en leur sein n'ont rien d'accidentel. Pas plus que la servilité de la bureaucratie stalinienne, dont la crise procède de celle de l'impérialisme et dont le rôle de « courroie de transmission » de l'impérialisme trouve sa traduction concrète dans le fait que les mesures qu'elle prend contre les travailleurs sont édictées au nom de l'adaptation au marché mondial, de l'application des normes du FMI. Mesures qui en retour accentuent la mobilisation de la classe ouvrière dans la voie de la révolution politique.

Bien que déjà intolérable, le pillage impérialiste des pays dominés ne peut

que tendre à atteindre de nouveaux extrêmes, mais ces tentatives se développeront alors que, par exemple, la révolution en Amérique centrale n'a pu être défaite, que tout le continent sud-américain est secoué par une lame de fond qui rend fragile tous les régimes existants. Les exigences américaines aggravent la situation en Europe, prenant à la gorge chaque bourgeoisie, alors qu'aucune n'a pu stabiliser les formes de sa domination. Et aux Etats-Unis, toute la situation poussera à la maturation de conflits de classes posant avec une intensité nouvelle la question d'une représentation politique des travailleurs.

Il ne suffit pas de dire que les événements vérifient le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce programme n'est pas seulement vérifié : il trouve toute son actualité, toute sa dimension dans les développements de la lutte des classes internationale. Pour répondre à ces développements, l'heure est à la construction des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale et à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.



# Léon Trotsky

## oeuvres

*La collection complète enfin disponible  
(série 1933-1940)*

*Les 24 tomes au prix exceptionnel  
de 550 F (franco de port)*

Commande et règlement à : APIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

**Votre librairie :**

# **LA SELIO**

*Tous les ouvrages  
politiques indispensables*

*Sur commande,  
tous les autres livres  
dont vous avez besoin*

La librairie d'*Informations ouvrières*  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.  
Pourquoi chercher ailleurs un livre que la SELIO,  
la librairie d'*Informations ouvrières*,  
peut vous fournir dans les meilleures conditions.  
(Pour vos commandes téléphoniques  
appelez le 42 46 09 53.)

Votre librairie :

# LA SELLIO

Tous les ouvrages  
politiques indispensables

*Démocratie*  
sur commande  
tous les autres livres  
dont vous avez besoin

La collection complète enfin disponible  
(série 1933-1940)

Les 2 volumes d'informations ouvrières  
la librairie d'informations ouvrières,  
27, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris  
Pour tous renseignements, écrire à LA SELLIO,  
la librairie d'informations ouvrières,  
peut vous fournir dans les meilleures conditions.  
(Pour vos commandes téléphoniques  
appelez le 43 48 09 53.)



# Le capitalisme français dans la tourmente de la crise mondiale

Par Christian FOSTIER

L'article consacré à la crise du capitalisme français et à son insertion dans celle du capitalisme mondial était pratiquement terminé lorsqu'a eu lieu le krach boursier du 19 octobre 1987. Nous avons pris le parti de ne pas le modifier et de le faire précéder d'une présentation qui l'actualise en tenant compte des derniers développements de la situation économique.

Parmi ces événements, notons la publication dans le journal *Le Monde* du jeudi 17 décembre, d'un appel émanant de 33 experts internationaux, parmi lesquels Michel Albert, auteur d'un livre devenu célèbre, « *Le Pari français* », qui servit de bréviaire à Yves Montand pour proposer une baisse du pouvoir d'achat et un accroissement de la flexibilité lors de son émission *Vive la crise*, préparée conjointement avec un certain Alain Minc.

Ces experts tirent la sonnette d'alarme et envisagent une véritable catastrophe si, disent-ils, des mesures draconiennes ne sont pas prises immédiatement afin de réduire les déficits budgétaires et commerciaux américains, dont résulte la baisse du dollar, source de déséquilibres financiers.

Depuis le début des années 1980, et principalement après la récession de 1982, le président Reagan a mené une politique de stimulation de l'économie américaine au moyen d'un important déficit budgétaire. C'est ainsi que les dépenses militaires américaines ont fortement augmenté, garantissant des marchés et des profits substantiels à de grandes entreprises, et fournissant la base du développement de la Silicon Valley et des industries florissantes du sud des USA. Combiné à un endettement croissant des entreprises et des ménages, ce déficit budgétaire a alimenté « *l'activité économique* » (1), conduit à une hausse des importations américaines en provenance d'Europe et du Japon, creusé le déficit commercial et provoqué la baisse du dollar. Par ailleurs, le Trésor américain, à la recherche de capitaux nécessaires au financement des dépenses de l'Etat, a progressivement augmenté les taux d'intérêts offerts et collecté ainsi des fonds dans le monde entier. On sait aujourd'hui que les banques centrales japonaise et européennes financent le déficit budgétaire américain, à hauteur de 35 à 40 milliards de dollars.

En d'autres termes, le raisonnement suivi par les experts signataires de l'appel est le suivant : le déficit budgétaire américain est responsable de la hausse des taux d'intérêts qui absorbent du capital étranger, ce même déficit budgétaire soutient l'activité économique américaine, accroît ses importations et provoque un déficit commercial qui pousse le dollar à la baisse ; cette baisse du dollar ébranle le système monétaire et financier mondial et est à l'origine du krach boursier.

C'est pourquoi, ajoutent ces mêmes experts, les USA doivent « *réduire leur train de vie* », c'est-à-dire diminuer le déficit budgétaire, pour ralentir l'activité écono-

(1) Une activité économique fondée sur la baisse du salaire moyen et la multiplication des « petits boulots ».

mique et réduire les taux d'intérêts, faire disparaître le déficit commercial et stabiliser le dollar... afin d'éviter un nouveau krach boursier. Mais que signifierait une telle politique ?

Réduire le déficit budgétaire, c'est diminuer les dépenses de l'Etat américain. Comme il n'est nullement question de s'en prendre aux dépenses militaires indispensables à la défense du « monde libre » et à la rentabilisation des principales entreprises, il s'agit alors de s'attaquer aux dépenses civiles, et plus particulièrement aux dépenses sociales.

Autrement dit, conseil est donné à Reagan de réduire la consommation des ouvriers américains pour limiter les importations rendues responsables de la baisse du dollar.

Par ailleurs, cette réduction des achats américains à l'étranger signifierait la mise en chômage de 6 millions de travailleurs européens dont la production est vendue aux USA. En effet, si les exportations totales des pays européens s'élèvent à 300 milliards de dollars, 90 sont écoulés aux USA. Pour le Japon, les mêmes chiffres sont de 210 et 80 milliards de dollars, c'est-à-dire que plus du tiers des ventes japonaises à l'étranger dépend... de la marche de l'économie américaine. Comme on le voit, l'application de ces mesures plongerait l'économie mondiale dans une dépression profonde, alors que l'on compte déjà 32 millions de chômeurs dans l'ensemble des pays capitalistes développés. Une dépression qui ne serait pas sans conséquences sur le cours des actions et la tenue de la Bourse... Cependant, telle n'est pas pour l'instant la solution retenue par Reagan... qui craint la force du prolétariat américain. Ce que regrette Jean Boissonnat dans *La Tribune de l'Economie* en soulignant le « manque de détermination politique » du président américain. En effet, Reagan semble opter pour une baisse du dollar qui favoriserait les ventes américaines à l'étranger en les rendant moins onéreuses pour leurs acheteurs. Autrement dit, le capital américain tente de sortir de sa crise en la reportant sur les autres pays impérialistes. Mais, comme on l'a vu, les experts internationaux auteurs de l'appel paru dans *Le Monde* estiment que ce faisant, l'économie mondiale est menacée d'un nouveau krach d'une ampleur sans précédent... En somme, l'alternative est la suivante : dépression économique qui ne serait pas sans effets sur la Bourse, ou nouveau krach boursier qui ne serait pas sans graves conséquences sur l'économie.

C'est dans ce cadre que se trouve placé le capitalisme français. Si dans les premiers jours de la crise boursière, Edouard Balladur comme les responsables du CNPF tenaient des discours visant à rassurer, depuis, le ton a quelque peu changé. Comme l'écrit Jacques Sauvageot dans *Le Monde de l'Economie* du 8 décembre : « Pour l'essentiel, la note sera réglée plus tard et elle risque d'être lourde en termes de croissance et d'emploi. Il est difficile d'imaginer en effet que des pertes boursières approchant 300 milliards de francs (5 à 6 % du produit intérieur brut) puissent rester sans conséquences sur la marche des économies. » Des pertes boursières qui touchent les entreprises. A ce sujet, la douzième journée des centrales de bilan des entreprises qui a réuni le 25 novembre la Banque de France, le Crédit national, la Caisse des dépôts, l'INSEE et la Direction de la prévision du ministère de l'Economie, a fourni d'intéressantes indications. Dans le compte rendu qu'il a fait de ce colloque, le journal *Le Monde* peut écrire : « L'étude du Crédit national confirme le gonflement des placements financiers sur la période étudiée (1979-1985) avec un net décollage en 1983, coïncidant avec l'amélioration des comptes des entreprises et la prolifération des possibilités de placements permettant à toutes les entreprises grandes ou petites d'y avoir recours. »

Les conséquences de ces pertes et de la baisse du dollar, François Périot, leader du CNPF, les a clairement exposées dans *Le Figaro* du 15 décembre : « Cette crise est là. Pour se prémunir contre les effets de cette crise internationale, la France

*doit poursuivre et même amplifier la politique de redressement en cours. Les hommes politiques ont pris ces dernières années des mesures importantes en faveur de l'entreprise. Elles sont encore insuffisantes. Aussi longtemps que des réformes de fond n'auront pas été réalisées dans ce pays, je pense notamment à la fiscalité, à notre système de protection sociale, à notre droit social et au système éducatif, nous resterons en état d'infériorité en matière de compétitivité. »*

Dans cette voie, le gouvernement n'a pas tardé à prendre des mesures de « soutien à l'investissement », c'est-à-dire aux profits, en facilitant les amortissements et les déductions fiscales qui les accompagnent. De même, les lois sur la Sécurité sociale votées au Sénat le 8 décembre et à l'Assemblée nationale le 18 décembre constituent de nouvelles étapes vers sa fiscalisation, vieille exigence du CNPF.

« La France et l'Europe sont-elles finies ? »

Cette question pour le moins directe et abrupte sert de titre à la première partie d'un livre publié par une institution officielle, le Commissariat général au Plan, sous la direction d'un proche du Parti socialiste, Henri Guillaume (1). L'inquiétude réelle qu'elle manifeste, d'autres comme le sénateur Maurice Blin l'ont exprimée sous le terme de déclin ou de régression de l'économie française. Au-delà de la couverture idéologique des politiques d'austérité qu'il représente, ce discours reflète un problème véritable, celui de la place du capitalisme français dans la hiérarchie des pays impérialistes.

Il est vrai que la médiocre position du capital français dans la division internationale du travail, ses pertes de marchés aussi bien à l'extérieur que sur son propre territoire d'origine, et plus généralement ses mauvaises performances productives, revêtent un caractère de plus en plus grave quelques années avant l'ouverture en 1992 du Marché unique européen.

Cette situation conduit à s'interroger sur l'insertion du capital français dans l'économie mondiale et plus précisément dans la crise mondiale du capital, pour d'une part en saisir les enjeux économiques, sociaux et politiques, et d'autre part comprendre l'unité et le sens profond des politiques suivies par tous les gouvernements de droite ou de gauche, dans tous les domaines, des salai-

res à la Sécurité sociale, de la fiscalité à l'emploi, de l'école... à la Bourse.

Depuis maintenant près de 15 ans, la crise de l'économie française a donné lieu à de multiples explications : les hausses du prix du pétrole en 1973 et 1979, celle du dollar en 1982, la concurrence dite déloyale de certains pays sous-développés connaissant des processus limités et inégaux d'industrialisation comme la Corée du Sud, Taiwan ou le Brésil, ou la rigidité des salaires.

Toutes ces analyses ont été démenties par les faits : les prix du pétrole, le dollar et les salaires ont baissé, les « nouveaux » pays industrialisés connaissent des problèmes croissants... mais la crise et les déséquilibres s'aggravent dans l'ensemble des pays impérialistes. Une hypothèse a bien évidemment été rejetée avec condescendance par les économistes professionnels : celle d'une crise de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale. En démontrer la validité, tel est l'objet de cet article qui se veut une première approche de la question et un appel à l'approfondissement de l'analyse.

## UNE CRISE MONDIALE DU CAPITAL

Tout d'abord, force est de constater que la crise économique a frappé la totalité des pays impérialistes au cours de la même période. Alors que les décennies

(1) « Faire gagner la France », sous la direction de Henri Guillaume.

1950-1970 avaient vu s'approfondir l'internationalisation des échanges et de la **production**, il nous semble difficile de penser la crise de tous ces pays comme la somme de crises locales juxtaposées et synchronisées.

Cette internationalisation des échanges et de la production, résultat notamment du développement de l'exportation de capitaux, a conduit à une interdépendance des conditions de la mise en valeur du capital, c'est-à-dire des conditions de l'exploitation du travail par le capital. Au-delà des conditions nationales qui revêtent une grande importance dans la lutte concurrentielle, comme l'intensité des revendications salariales et l'organisation des capitaux, des facteurs **généraux et communs** à tous les pays impérialistes ont déterminé la reproduction du capital et se sont manifestés dans la baisse générale du taux de profit moyen, aussi bien aux USA qu'en France, au Japon ou en RFA.

S'agissant des **formes** précises de cette crise structurelle, elles expriment les rapports de forces entre les capitaux et pays impérialistes, c'est-à-dire aussi bien les liens qui les unissent que leur relative autonomie.

En d'autres termes, les formes de l'accumulation du capital depuis 1950, les formes de production de la plus-value, conditionnées par les dépenses militaires et un accroissement de l'endettement des Etats, des entreprises et des ménages, ont épuisé leurs ressources (2). Elles ont conduit à une crise de suraccumulation du capital, de la division internationale du travail et de la circulation monétaire et financière. Il s'agit en effet d'une crise de la mise en valeur du capital dans tous ses aspects :

*« Le procès de production capitaliste consiste essentiellement à produire de la plus-value qui se manifeste par le surproduit ou fraction aliquote des marchandises produites qui matérialise le travail non payé. Il ne faut jamais oublier que la production de cette plus-value — et la reconversion d'une partie de celle-ci en capital, ou accumulation, constitue une partie intégrante de*

*cette production de plus-value — est la fin immédiate et déterminante de la production capitaliste (...). L'acquisition de cette plus-value constitue le procès de production immédiat (...). Dès que la quantité de surtravail qu'on peut tirer de l'ouvrier est matérialisée en marchandises, la plus-value est produite. Mais avec cette production de la plus-value, c'est seulement le premier acte du procès de production capitaliste, du procès de production immédiat qui s'est achevé. Le capital a absorbé une quantité déterminée de travail non payé (...). Alors s'ouvre le deuxième acte du procès. La masse totale des marchandises, le produit total, aussi bien la portion qui remplace le capital constant et le capital variable que celle qui représente de la plus-value **doivent être vendues**. Si cette vente n'a pas lieu ou n'est que partielle, ou si elle a lieu seulement à des prix inférieurs aux prix de production, l'ouvrier certes est exploité, mais le capitaliste **ne réalise pas son exploitation en tant que telle.** » (3)*

La crise de suraccumulation du capital résulte des limites atteintes par les formes de production de la plus-value dominantes dans les années 1950-1970 : la transformation des procès de travail marquée par le travail à la chaîne, l'intensification du travail et les investissements en capital fixe ne donnent plus les résultats escomptés alors que le partage des revenus entre profits et salaires correspond de moins en moins aux exigences capitalistes.

Cette crise de l'économie capitaliste, Marx en donnait la définition suivante :

*« Le capital deviendrait incapable d'exploiter le travail au degré voulu par le développement sain et normal du procès de production capitaliste, de*

(2) Ce rôle du crédit est souligné par Christian Stoffaes : « Pour reculer l'échéance de la vraie crise, les gouvernements et le système financier n'ont pas cessé de créer du crédit depuis quinze ans, d'où a résulté l'inflation. » « Une économie mondiale », ouvrage collectif aux éditions Pluriel.

(3) Karl Marx, « Le Capital », livre 3, tome 1, pages 256 et 257. A propos de l'expression **procès de production**, Marx précise : « Le mot **procès** exprime un développement considéré dans l'ensemble de ses conditions réelles. » « Le Capital », livre 1, tome 1, page 181.

manière à faire augmenter au moins la **masse de profit** à mesure que s'accroît la **masse du capital employé** ; cette exploitation devrait donc exclure la possibilité de voir le taux de profit baisser dans la même proportion qu'augmenterait le capital, ou même de le voir baisser plus vite que ne s'accroîtrait le capital. » (4)

Cette

« surproduction de capital, précise Marx, ne signifie jamais autre chose que surproduction de moyens de production (...) pouvant exercer la fonction de **capital**, c'est-à-dire susceptibles d'être utilisés pour exploiter le travail à un degré d'exploitation donné (...). **Si ce degré d'exploitation tombe au-dessous d'une certaine limite**, cette chute provoque des perturbations et des arrêts de la production capitaliste, des crises, une destruction de capital » (5).

Autrement dit,

« il n'y a pas de surproduction absolue tout court, surproduction absolue de moyens de production. Il n'y a surproduction de moyens de production que dans la mesure où ceux-ci font office de capital, et, partant, impliquent — par rapport à leur valeur qui s'est gonflée avec leur masse — une mise en valeur de cette valeur, dans la mesure où ils doivent créer une valeur additionnelle » (6).

Il ne s'agit donc pas d'une crise de l'économie en général, mais de la crise de l'économie capitaliste au stade impérialiste et à une phase précise de la décadence impérialiste. La baisse du taux de profit, la baisse de la rentabilité du capital, l'insuffisance de la plus-value produite au regard de la masse de capital à mettre en valeur, telle est la cause de la crise.

C'est pourquoi, pour tenter de surmonter sa crise, le capital se doit de rétablir les conditions de sa mise en valeur, c'est-à-dire un taux de profit suffisant en augmentant le taux d'exploitation de la classe ouvrière et en détruisant des capitaux :

« Le simple énoncé du conflit qu'il s'agit d'aplanir contient déjà la manière de le résoudre. Dans tous les cas, l'équilibre se rétablirait par la **mise en som-**

**meil et même la destruction de capitaux.** Ces phénomènes (...) s'étendraient même en partie à la substance matérielle du capital, c'est-à-dire qu'une partie des moyens de production, capital fixe et circulant, ne serait plus en fonction, n'agirait plus comme capital, une partie des entreprises serait fermée (...), l'arrêt de la production aurait mis au chômage une partie de la classe ouvrière et ainsi placé la partie occupée dans des conditions telles qu'elle aurait dû consentir à un abaissement de salaire même au-dessous de la moyenne ; pour le capital, l'effet est le même que si avec un salaire moyen, on élevait la plus-value relative ou absolue... L'arrêt de la production ainsi survenu aurait préparé l'élargissement ultérieur de la production dans les **limites capitalistes.** » (7)

Telles sont les contradictions fondamentales à l'œuvre dans la crise de suraccumulation du capital et dont les manifestations sont aujourd'hui connues : la destruction de capital, ce sont les fermetures d'usines, les faillites, la baisse des prix de certaines marchandises, la dépréciation de masses de valeurs comme celles des entreprises jugées non rentables, les matières premières inutilisées, des bâtiments laissés à l'abandon, c'est aussi la mise au chômage de 32 millions de travailleurs dans les pays capitalistes développés de l'Ouest et la baisse du pouvoir d'achat.

Et c'est dans ce cadre que se déroule une vaste bataille entre les différentes fractions du capital mondial pour se sortir le mieux possible de cette crise générale :

« C'est la baisse du taux de profit qui suscite la concurrence entre les capitaux et non l'inverse. » (8)

Chaque capital essaie alors de compenser la baisse de son taux de profit au détriment des autres, et s'engage alors une lutte concurrentielle pour s'appro-

(4) Karl Marx, « *Le Capital* », livre 3, tome 1, page 268.

(5) Idem, page 268.

(6) Idem, page 268.

(7) Idem, pages 266-267.

(8) Idem, page 269.

prier les marchés et se doter des meilleures conditions de production, c'est-à-dire des conditions d'exploitation du travail. Il faut alors se dégager le plus rapidement possible des productions les moins rentables, libérer du capital pour les tâches productives porteuses de bénéfices, et à cette fin restaurer au plus vite les taux de profit.

Dans cette situation générale, dont le tableau a été tracé à grands traits, quels sont les problèmes rencontrés par le capital français ?

### LA CRISE DU CAPITAL EN FRANCE

S'il est vrai que la hausse du prix du pétrole en 1973 a représenté une ponction de 3 % sur la production nationale en raison de la forte dépendance énergétique de la France, et accéléré la crise, des contradictions plus durables étaient à l'œuvre depuis plusieurs années. C'est ce que confirment les travaux statistiques réalisés par la bourgeoisie elle-même pour appréhender sa propre crise. C'est ainsi que la revue n° 321 de septembre 1975 du ministère de l'Économie et des Finances, *Statistiques et études financières*, et la publication de l'INSEE *Économie et statistiques* de juin de la même année, conduisent aux conclusions suivantes (9) :

— l'économie française a connu une forte accumulation du capital dans les années 60, conduisant à une forte augmentation de la masse de capital employé : la part de l'investissement dans le produit national est en effet passée de 19,8 % en 1959 à 26,6 % en 1972, puis à 26,3 % en 1974 ;

— le rythme de croissance du capital fixe s'est accéléré : de 3,4 % au début des années 60 à 5,3 et 7,6 % ;

— c'est pourquoi, en raison de la faible hausse des effectifs employés, le **capital investi par personne** a crû, dans la même période, de 2,4 % par an puis de 3,9 % et de 5 % ;

— de plus, l'efficacité technique du capital, c'est-à-dire le rapport entre la

valeur nouvelle créée dans la production par les salaires et le capital produit, se dégrade à partir de 1964. En d'autres termes, la masse de valeur nouvelle créée augmente moins vite que le capital utilisé pour la produire. Cette dégradation de l'efficacité technique du capital commence en 1964, mais jusqu'en 1969, elle est compensée par un partage de cette valeur nouvellement créée en faveur des profits au détriment des salaires en raison d'une part du blocage du pouvoir d'achat de la classe ouvrière en 1966-1967 qui assure une hausse du taux d'exploitation, et d'autre part d'une fiscalité avantageuse pour les capitalistes. C'est pourquoi le taux de profit moyen est en hausse et atteint des records en 1969.

Cependant, la période qui s'ouvre alors est marquée par une accélération de l'accumulation du capital et un partage de la valeur ajoutée de moins en moins favorable aux entreprises en raison de la montée des luttes revendicatives consécutive à la montée générale de mai-juin 1968.

Deux facteurs se combinent alors dans cette nouvelle phase : l'alourdissement de la masse de capital employé, la baisse de son efficacité technique en raison notamment des limites atteintes par l'intensification du travail, et un mauvais partage de la valeur ajoutée. C'est la baisse classique de rentabilité du capital :

« La rentabilité du capital est d'autant plus importante que le partage de la valeur ajoutée est favorable aux entreprises, que la productivité du capital croît rapidement et que le prix relatif du capital par rapport à celui de la valeur ajoutée diminue. » (10)

On reconnaît dans ces lignes les contradictions de la mise en valeur du capital soulignées par Marx : le travail n'est plus suffisamment exploité pour mettre en valeur la masse de capital existant.

(9) *Économie et statistiques* de juin 1975. Article de Christian Sautter.

(10) *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1984, tome 1, page 125.

C'est la crise que la hausse du prix du pétrole révèle et accélère.

Sans attendre, les gouvernements de l'époque et leurs successeurs vont mettre en œuvre des politiques visant à redresser la situation. Mais les résultats atteints sont loin d'être à la hauteur des exigences du capital. En effet, malgré le quadruplement du nombre des chômeurs de juin 1974 à mai 1981, passant de 450 000 à 1 780 000, et les attaques contre le pouvoir d'achat des salariés, la rentabilité économique du capital continue à se dégrader jusqu'en 1983. Elle passe en effet de 15,8 % en 1981-1983 à 10,8 % en 1984.

S'agissant plus précisément de l'industrie, les chiffres sont les suivants : 14,9 % pour 1970-1973, 9,2 % en 1979,

7 % en 1981-1982 et 9,2 % pour 1983. Les raisons de cette situation, l'INSEE en fournit l'explication :

« Au total, le facteur prépondérant expliquant les inflexions de la rentabilité des entreprises est le partage de la valeur ajoutée. Celui-ci explique environ les 2/3 de la baisse de la rentabilité constatée depuis 1973, le tiers restant résultant essentiellement de la diminution de la productivité du capital. » (11)

Plusieurs questions doivent alors être posées : quelles ont été l'évolution du partage de la valeur ajoutée et celle de la productivité du capital ?

Attachons-nous pour commencer à celle de la valeur ajoutée en utilisant un tableau extrait du *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1986.

	1977	78	79	80	81	82	83	84	85	86 <sup>1</sup>
Rémunération des salaires, dont :	66,6	66,8	66,7	68,5	68,9	69,0	68,5	67,5	66,5	64,2
Salaire brut	50,4	50,8	50,3	51,4	51,7	51,6	50,7	49,7	48,6	46,8
Cotisations sociales	16,2	16,0	16,4	17,1	17,2	17,4	17,8	17,8	17,9	17,4
Taux de marge (1)	26,4	25,9	25,9	24,1	24,2	24,0	24,1	25,1	25,9	28,1

(1) Le taux de marge mesure la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée. Qu'est-ce que l'excédent brut d'exploitation ? C'est ce qui reste de la valeur ajoutée (la valeur nouvellement créée dans la production) aux mains des capitalistes après rémunération des salariés et paiement des impôts liés à la production. Plus ce taux est important, plus le capitaliste s'approprie une grande part de la valeur créée dans la production par les salariés.

Comme on le voit, jusqu'en 1982, le partage de la valeur ajoutée est resté défavorable au capital, en raison de l'indexation des salaires par rapport aux prix, de l'insuffisante baisse des effectifs que l'on continue à rémunérer mal-

gré le ralentissement de la production, et des hausses de taux de cotisations sociales. Quant à l'épargne brute des entreprises, qui mesure la part des ressources qui restent disponibles pour investir, elle évolue comme suit :

**Epargne brute des entreprises, c'est-à-dire excédent brut d'exploitation moins les impôts sur les bénéfices, et les intérêts versés (en pourcentage de la valeur ajoutée) :**

1977	78	79	80	81	82	83	84	85	86
12	12,5	12,3	10,5	9,3	9,8	10,3	10,7	11,1	12,7

En second lieu, on remarque qu'au cours des mêmes années, la productivité du capital poursuit sa baisse. Selon l'IN-

SEE, elle diminue de 1,9 % par an de

(11) *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1984, tome 1, page 125.

1963 à 1972, et de 3,3 % de 1974 à 1982. En outre, lors d'un colloque tenu à Nanterre le 1<sup>er</sup> octobre 1986, l'un des responsables de l'INSEE, Paul Dubois, donnait les indications suivantes : de 1979 à 1985, la productivité du capital diminue de 3,2 % par an en France, mais seulement de 1,2 % aux USA, 0,6 % en Grande-Bretagne, 0,1 % en RFA, et augmente de 4 % au Japon (12).

Ainsi donc, à investissement égal, on produit de moins en moins de valeur :

« La baisse de la productivité apparente du capital s'accélère après 1974 et correspond à un besoin de plus en plus fort d'équipements pour assurer une même production. Cette perte d'efficacité résulte pour les trois quarts du ralentissement de la durée d'utilisation des équipements. » (13).

Mais, fait plus grave encore :

« A partir de 1980, la baisse de la productivité apparente du capital présente un caractère intrinsèque et n'est plus seulement liée aux fluctuations de la demande et aux évolutions de l'organisation du travail. » (14)

En somme, à la lecture de ces données, une première conclusion s'impose : au début des années 1980, le capital français n'est toujours pas parvenu à restaurer les conditions de sa valorisation, et le taux de profit va d'ailleurs atteindre un niveau historiquement bas en 1982. Dès lors, un impératif se fait jour : il faut à tout prix tenter de rétablir ce que Marx appelait le degré d'exploitation du travail compatible avec les exigences du capital. Cela signifie atteindre un double objectif : accroître le taux d'exploitation en réduisant le coût de la force de travail, détruire le capital non rentable et assurer une meilleure utilisation du capital en fonction afin d'augmenter la production de plus-value. C'est dans cette perspective que prennent place les attaques contre les salaires et la Sécurité sociale.

« Le coût salarial, peut-on lire dans une publication de l'INSEE, *Ecoflash*, se compose d'un côté du coût direct de la main-d'œuvre, formé principalement des salaires bruts (salaires nets, plus cotisations sociales à la charge des sala-

riés), des rémunérations des journées non ouvrées (congrés payés, indemnités de licenciement), des primes et avantages en nature, et d'un autre côté des charges sociales, c'est-à-dire un ensemble de charges diverses, obligatoires et conventionnelles, destinées pour leur plus grande part au système de financement du système de la Sécurité sociale. Il s'agit d'abord des cotisations obligatoires des employeurs aux différentes caisses de Sécurité sociale (assurance maladie, vieillesse, allocations familiales, accidents du travail), des cotisations à l'assurance chômage et de la contribution des employeurs à la formation professionnelle continue. A cela s'ajoutent des charges conventionnelles déterminées dans le cadre des négociations entre les partenaires sociaux (...). Ces conventions et ces accords sont souvent signés au niveau des branches de l'industrie. » (15)

A ce sujet une précision s'impose concernant la distinction faite habituellement entre les cotisations à la charge des salariés et celles à la charge des employeurs :

« Les cotisations sociales effectuées à la charge des employeurs et versées par ceux-ci aux organismes assureurs sont un élément de la rémunération des salariés, peut-on lire dans les comptes de la nation de 1986. Elles comprennent les versements à la charge des employeurs que ceux-ci effectuent au profit de leurs salariés aux organismes assureurs (administration de Sécurité sociale). Bien que versées directement par les employeurs aux organismes assureurs, ces cotisations d'employeurs sont considérées comme éléments de la rémunération des salariés que ceux-ci sont censés reverser aux organismes assureurs. Il s'agit d'une définition de la rémunération quelles que soient les formes qu'elles revêtent pour l'employeur. » (16)

(12) Voir *Le Matin de Paris*, début octobre 1986.

(13) *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1983, tome 1, page 113.

(14) *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1984, tome 1, page 125.

(15) *Ecoflash* de février 1986.

(16) *Rapport annuel sur les comptes de la nation* de 1986.



On a donc bien affaire à un salaire **différé**, et la Sécurité sociale peut alors se définir comme une propriété collective de la classe ouvrière.

## RESTAURER LE TAUX D'EXPLOITATION, UN OBSTACLE MAJEUR : LA SÉCURITÉ SOCIALE

Dans son offensive contre le coût de la force de travail, le capital va commencer par s'attaquer à l'indexation des salaires par rapport aux prix. C'est à Jacques Delors et à son collègue du PCF Anicet Le Pors qu'est revenu le « mérite » de cette remise en cause. Mais, pour les capitalistes, en dépit des résultats appréciables obtenus dans ce domaine, cela s'avère insuffisant.

*« Si à court terme, écrivent les experts de l'OCDE, l'adoption d'une norme s'est avérée efficace pour modifier les anticipations et amorcer le processus de ralentissement des salaires, elle ne peut se substituer durablement aux mécanismes micro-économiques de formation des salaires. A cet égard, l'obligation faite depuis 1982 de négocier chaque année dans l'entreprise pourrait modifier graduellement les comportements et éviter que, comme par le passé, les négociations centralisées ne conduisent à un alignement général des hausses sur les secteurs les plus favorisés. » (17)*

En clair, les lois Auroux, votées par les députés du PS et du PCF et toujours défendues par les responsables de ces partis, sont une première brèche dans le

système de formation des salaires et donc saluées par les spécialistes de l'OCDE comme un moyen de lier les salaires aux performances de chaque entreprise, c'est-à-dire aux exigences du profit des capitalistes. Elles sont donc un mécanisme qui aide le capital à augmenter son degré d'exploitation du travail.

Dans cette tâche de remise en cause des salaires, on retrouve une nouvelle fois l'inévitable Jacques Delors. C'est lui qui, dans une interview au *Nouvel Economiste* de décembre 1982, proposait la mise en place d'un salaire en trois éléments comprenant une partie fixe et générale pour tous et deux parties variables, l'une liée aux résultats de l'entreprise, l'autre aux performances individuelles du salarié.

Le chemin était ainsi tracé pour toutes les formules actuelles d'intéressement et d'individualisation, et en dehors de l'avantage proprement économique de cette proposition qui aboutit à lier directement salaire et plus-value produite, l'organisation patronale Entreprise et Progrès y voit un intérêt plus important encore :

*« Seul le caractère aléatoire (des parties variables du salaire) peut éviter leur assimilation à un avantage acquis et leur intégration à terme au salaire garanti. » (18).*

Et après plusieurs années d'application, ces attaques contre les salaires vont aboutir à un premier résultat : la diminution de la part des salaires nets dans le Produit intérieur brut.

### Part des revenus disponibles bruts dans le PIB en pourcentage

	1979	80	81	82	83	84	85	86
Salaires nets	36	36,4	36,9	36,4	35,6	34,7	34	33

Mais dans le même temps, la part des prestations sociales perçues par les ménages évoluait comme indiqué dans le tableau que nous reproduisons page

suivante :

(17) Rapport de l'OCDE sur la France de juillet 1985.

(18) *Libération* du 22 avril 1986.

### Part des revenus bruts disponibles dans le PIB en pourcentage

	1979	80	81	82	83	84	85	86
Prestations sociales	20,2	20,7	21,9	22,8	23,2	23,5	23,7	23,6

Comme on peut le constater, sur la base des droits acquis par les salariés, la part des prestations sociales a connu une croissance significative de 1979 à 1983, puis une stabilisation et une très légère diminution en 1986 (19).

En valeur absolue, les sommes distribuées ont été les suivantes (en millions de francs) :

1979	1982	1986
500 806	828 221	1 185 073

1960	1970	1980	1984	1985	1986
9,8 %	12 %	18,3 %	19,3 %	19,3 %	19 %

Ces prestations, on l'a vu, demeurent une part croissante de la rémunération des salariés. Or cette hausse des cotisations pèse sur le coût de la force de travail et annule en grande partie les avantages de la baisse des salaires et des effectifs. C'est pourquoi la diminution du coût de la force de travail, la diminution de la part des salaires direct et **différé** dans la valeur ajoutée pour accroître celle des profits nécessite d'en finir avec la Sécurité sociale, devenue ainsi l'obstacle majeur pour les capitalistes. C'est d'ailleurs ce qu'affirment sans retenue leur porte-parole :

« La montée de coûts nominaux de main-d'œuvre de 1973 à 1983, peut-on lire dans un rapport de l'OCDE publié en 1985, s'explique par l'indexation des

De 500 milliards de francs, leur montant est passé à 1 185 milliards de francs en 1986, une somme équivalente au budget de l'Etat.

Cette croissance des prestations sociales s'explique pour une large part par l'évolution des prestations de chômage. Mais compte tenu du système existant, qui lie les cotisations sociales à la masse salariale, les dépenses correspondent pour les capitalistes à un alourdissement du prix de la force de travail qui se traduit par une hausse des taux de cotisations dont la part dans le Produit intérieur brut reste **stable** ces dernières années (20) :

*salaires et pour une part importante par la quasi-quinquuple des cotisations salariales des employeurs alors que les salaires et traitements bruts versés étaient multipliés par 3,7. Sur la période, les cotisations sociales employeurs sont passées de 25 à 32 % de la masse des salaires et traitements bruts effectivement versés. » (21).*

(19) Rapport annuel sur les comptes de la nation de 1986, tome 2, page 174.

(20) Ecoflash de mai 1987.

(21) Rapport de l'OCDE sur la France de juillet 1985.

Deux ans plus tard, l'OCDE revient à la charge dans les mêmes termes :

« Le partage de la valeur ajoutée est relativement peu favorable aux entreprises, en particulier parce que le financement de la protection sociale repose en grande partie sur elles. » (22)

Dans ces conditions, les attaques contre la Sécurité sociale et la protection sociale dans son ensemble visent un triple objectif : en finir avec cette institution pour diminuer le prix de la force de travail, ouvrir de nouveaux champs d'accumulation au capital et réintroduire dans le circuit capitaliste les sommes qu'elle collecte aujourd'hui.

L'offensive contre l'augmentation des prestations sociales exige tout d'abord de s'en prendre aux allocations chômage dont la croissance a été très forte depuis 1974. C'est ce que va entreprendre le gouvernement Mauroy-Fiterman-Beregovoy dès novembre 1982, et en 1985, l'OCDE peut tirer un premier bilan des mesures prises :

« Au total, on peut considérer qu'un tiers des chômeurs inscrits ne perçoit rien, un autre perçoit 30 % du salaire minimum et le dernier tiers perçoit en moyenne 80 % du salaire minimum (...). Ce nouveau dispositif a vraisemblablement stabilisé le coût de l'indemnisation du chômage en 1984. Il reste que celui-ci est élevé » (23), et doit être réduit de façon significative.

Dans le domaine de l'assurance-maladie, les mesures prises par Georgina Dufoix et Philippe Séguin, et qui aboutissent à une réduction dramatique des prestations, doivent être poursuivies. A ce sujet, le Commissariat général au Plan indique :

« Une exigence première est de maîtriser les dépenses de santé. Il s'agit moins d'assurer à chacun une juste prestation, compte tenu des cotisations qu'il a versées, que de déterminer quelles sommes la collectivité est prête à affecter à la distribution des services de soins. » (24)

Assimilant la santé à une fonction collective comme l'éducation ou l'armée, les experts du Plan estiment qu'il

faut par conséquent traiter les dépenses de santé comme celles des autres fonctions collectives :

« Il n'y a pas de raisons que la santé échappe aux options globales qui seront prises dans l'ensemble des domaines. »

C'est pourquoi, poursuivent-ils,

« il est paradoxal de constater que le budget social de la nation, pourtant sensiblement supérieur au budget de l'Etat, stricto sensu, ne fait pas toujours l'objet d'un véritable contrôle parlementaire ».

A cette fin, la voie la plus prometteuse n'est-elle pas la fiscalisation de certaines prestations sociales comme les allocations familiales ? Elle aurait en outre l'avantage de rapprocher les capitalistes français de leurs homologues allemands :

« En RFA, la fiscalisation des allocations familiales et une forte contribution publique aux régimes d'assurance vieillesse et chômage limitent l'appel aux cotisations des employeurs. » (25)

Plus généralement, constate l'INSEE,

« plus la puissance publique contribue au financement de la protection sociale, plus les charges sociales versées à ce titre par l'employeur sont faibles et la part du coût social indirect limitée » (26).

A ce propos, on pourrait considérer que le financement de la protection sociale relevant de l'impôt, les employeurs utiliseraient la baisse de leurs cotisations pour augmenter le salaire direct des travailleurs afin de leur permettre de payer les impôts nécessaires aux dépenses sociales.

Il s'agirait alors d'un simple changement de forme. Or, il n'en est rien. En effet, indique l'INSEE,

(22) Rapport de l'OCDE sur la France de juillet 1985.

(23) Rapport de l'OCDE sur la France de janvier 1987.

(24) Faire gagner la France, sous la direction de Henri Guillaume.

(25) Ecoflash de février 1986.

(26) Idem.

« quand le coût indirect entre pour une part plus importante dans la détermination du coût salarial, les lieux de négociations et les enjeux se multiplient. Le rythme d'évolution du coût salarial échappe ainsi en partie au contrôle du chef d'entreprise. En revanche, quand le coût de la main-d'œuvre est à plus de 80 % constitué du coût direct, son rythme d'évolution est largement dépendant des négociations entre les partenaires sociaux portant sur les salaires et les primes. » (27)

Au regard de la politique salariale menée depuis 1982, de l'obligation de négocier en vertu des lois Auroux saluées par l'OCDE et des exigences capitalistes en matière de plus-value, l'opération devient limpide. Derrière cet apparent changement de forme de financement de la Sécurité sociale, se joue en réalité la disparition pure et simple d'une partie du salaire.

Ainsi donc, lier la protection sociale aux crédits budgétaires et détacher son financement de la masse salariale, c'est porter directement atteinte à son caractère de propriété ouvrière collective et par là même au salaire indirect.

Mais l'offensive contre la Sécurité sociale vise également d'autres objectifs. Elle a notamment pour but de contraindre les travailleurs à épargner plus afin de s'assurer une retraite et de placer cet argent dans des établissements financiers, liés aux capitalistes.

« La gestion collective de l'épargne destinée à la préparation de la retraite peut constituer un puissant moyen de collecte en direction de l'industrie. La modernisation industrielle ne se fera pas sans capitaux nouveaux et sans une meilleure orientation de l'épargne vers les investissements productifs par tous les canaux possibles. » (28)

C'est pour cette raison qu'il faut en finir avec le système de retraites par répartition :

« Quant aux investisseurs institutionnels (les caisses de retraite, les compagnies d'assurances, les sociétés d'investissements, la Caisse des dépôts et consignations), constate l'OCDE, ils ne disposent pas d'importantes capacités de

financement par rapport à ce qui peut être observé dans d'autres pays, le financement des pouvoirs s'opérant essentiellement selon le principe de répartition en France. Ce n'est que récemment que des produits d'épargne retraite par capitalisation commencent à se développer. » (29)

Il s'agit enfin, en diminuant le montant des pensions, de conduire des retraités à travailler après 60 ans dans des emplois à temps partiel sous-rémunérés. C'est une autre façon de peser sur les salaires, liée à la constitution de l'armée de réserve industrielle. Pour conclure cette partie consacrée à la protection sociale, nous affirmons notre accord avec Suzanne de Brunhoff lorsqu'elle écrit :

« Pour l'orthodoxie libérale, la crise financière de l'Etat providence n'est pas une conséquence mais une cause de la crise économique. Avec ou sans déficit, l'Etat providence est de lui-même une source de déséquilibre. Il n'est pas devenu un monstre, il l'a été dès sa naissance qui est illégitime, résultat d'un viol de l'économie de marché. Non seulement il opère un détournement de ressources qui peut affecter les investissements, mais il détruit l'autorégulation du marché du travail (...). A travers la crise financière de l'Etat providence, c'est le principe de la protection sociale qui est visé en tant qu'il contredit le principe d'organisation économique du marché du travail. Si les salariés doivent être livrés à la concurrence franche et libre du marché et n'être jamais entravés par l'action du législateur, l'Etat providence même sans déficit est de trop. » (30)

Livrer les salariés à la concurrence libre et franche du marché pour les diminuer, tel est le rôle de l'armée de réserve industrielle produite par le capital et les politiques gouvernementales.

(27) Ecoflash de février 1986.

(28) Faire gagner la France, sous la direction de Henri Guillaume.

(29) Rapport de l'OCDE, janvier 1987.

(30) L'Heure du marché de Suzanne de Brunhoff. Editions Presses universitaires de France.

## LA MULTIPLICATION DES PETITS BOULOTS

Comme nous l'avons vu, dans une économie capitaliste, le moteur de la production n'est pas la satisfaction des besoins sociaux mais la production de plus-value. Dans ce type d'économie, la force de travail, cette marchandise « miraculeuse » qui a la faculté de produire plus de valeur qu'elle n'en coûte, n'est utile au capital que pour se valoriser en lui faisant suer le maximum de plus-value. Les travailleurs ne sont donc qu'une force de travail personnifiée et n'ont qu'une raison d'être : mettre en valeur le capital. Dès qu'ils l'ont perdue, devenus inutiles aux capitalistes, ils sont jetés sur le pavé. En second lieu, il faut souligner que le mode de production capitaliste est caractérisé par une tendance à l'accumulation du capital que les capitalistes perçoivent comme une loi de la concurrence qui impose à chacun d'entre eux

« la perfectibilité infinie des machines en l'obligeant à perfectionner de plus en plus son machinisme sous peine de ruine » (31).

Produire de plus en plus vite des quantités de plus en plus importantes de marchandises, à des coûts de moins en moins élevés pour s'accaparer les marchés et réaliser ainsi un maximum de plus-value, contraint chaque capitaliste à utiliser des machines de plus en plus performantes. Mais dans le cadre d'une économie capitaliste, ces améliorations techniques qui permettent une hausse de la productivité du travail signifient « rendre du travail humain superflu » (32). Ainsi donc, les progrès de la production capitaliste entraînent une diminution relative de la partie du capital destiné à l'achat de la force de travail :

« Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. Voilà, conclut Marx, la loi absolue générale de l'accumulation capitaliste »,

avant d'ajouter :

« L'action de cette loi, comme toute autre, est naturellement modifiée par les circonstances particulières. » (33)

Mais contrairement à une idée reçue, cette armée de réserve industrielle n'est pas réductible au chômage. Marx consacre en effet de longs développements à l'étude de ce qu'il nomme

« les différentes formes de la surpopulation relative » qui présente « toujours des nuances variées à l'infini » (34).

Si l'armée de réserve industrielle comprend les chômeurs, elle englobe également des couches sociales qui se caractérisent par la grande **précarité** de leur situation sociale. L'une des composantes de cette armée de réserve industrielle nous intéresse plus particulièrement aujourd'hui :

« La troisième catégorie de la surpopulation active, la stagnante, appartient bien à l'armée industrielle active, mais en même temps, l'irrégularité extrême de ses occupations en fait un **réservoir inépuisable** des forces disponibles. Accoutumée à la misère chronique, à des conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrière, elle devient la large base de branches d'exploitation spéciales où le temps de travail atteint son maximum et le taux des salaires son minimum. Cette couche de la classe ouvrière se recrute sans cesse parmi les surnuméraires de la grande industrie et de l'agriculture. » (35)

Quelles fonctions cette surpopulation active remplit-elle dans la production capitaliste ?

Tout d'abord, écrit Marx, elle fournit au capital

« et à ses besoins de valorisation flottants, la matière humaine toujours exploitable » (36),

(31) « L'Anti-Dühring » d'Engels, page 311.

(32) Idem.

(33) « Le Capital », Karl Marx, livre 1, tome 3.

(34) Idem, page 83

(35) Idem, page 85.

(36) Idem, page 76.

que l'on peut soit embaucher, soit jeter sur le pavé selon la marche des affaires.

Elle est ensuite utilisée par les capitalistes comme un régulateur des salaires qui freine les revendications de la classe ouvrière :

« La surpopulation relative une fois devenue le pivot sur lequel tourne la loi de l'offre et de la demande de travail, ne lui permet de fonctionner qu'entre des limites qui laissent assez de champ à l'activité d'exploitation et à l'esprit dominateur du capital. » (37)

Enfin, elle force « la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif (...) à subir plus docilement les ordres du capital » (38).

C'est pourquoi, « afin d'affaiblir l'effet funeste de cette loi naturelle de l'accumulation capitaliste », les travailleurs « s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les non-occupés ».

Dès lors « le capital et son sycophante l'économiste de crier au sacrilège, à la vilification de la loi éternelle de l'offre et de la demande » (39).

Or, que pouvons-nous constater aujourd'hui, en France comme dans les autres pays capitalistes ?

Les impératifs de la rentabilité conduisent à la mise au chômage de millions d'hommes, et depuis le début de la crise les gouvernements successifs multiplient les stages de toutes sortes, développent les TUC et généralisent les contrats à durée déterminée, la précarité du statut social de plusieurs millions de personnes en France devenant ainsi la règle et la stabilité l'exception. Cette tendance à la précarisation de l'ensemble des travailleurs se confirme dans la réalité. Dans la revue *Echo Flash* publiée par l'INSEE, on peut lire ceci :

« L'emploi salarié ne progresse en France que grâce au développement des formes particulières d'emploi, stages, intérim, contrats à durée déterminée, temps partiel, dont la souplesse est sou-

vent recherchée par les employeurs (...). Entre 1982 et 1986, 550 000 salariés à temps plein disparaissent. Ils ont été remplacés par un nombre équivalent d'emplois à temps partiel et 300 000 emplois à durée courte ont été créés (...). Au total, un million de personnes environ occupent en 1986 des emplois à courte durée (...). Ces formes particulières d'emploi constituent l'essentiel des entrées et des sorties du marché du travail. En 1986, dans les établissements de plus de 50 salariés, plus des deux tiers des embauchés et la moitié des sorties ont concerné un salarié qui avait un contrat à durée déterminée (...). En outre, ajoute l'INSEE, sortir du chômage pour un emploi de cette nature est d'autant plus fréquent que l'emploi précédant le chômage était lui-même précaire. » (40)

Est ainsi vérifiée la démonstration de Marx selon laquelle les formes diverses de la surpopulation relative se nourrissent les unes les autres en fonction des besoins du capital.

Selon les experts de l'OCDE, ce vaste développement de cette forme de l'armée de réserve a « été facilité par diverses dispositions prises depuis 1981 », comme les stages Rigout, les TUC de Fabius et un décret d'avril 1985 qui autorise sans motif spécial le recrutement d'un chômeur de longue durée pour un contrat à durée déterminée : « Les systèmes de stage et les TUC permettent d'employer des jeunes pour une rémunération inférieure au SMIC. » (41)

Cependant, se désolent les experts de l'OCDE,

« l'influence du chômage sur les salaires est assez faible (...). Cette faible incidence s'explique par l'importance dans le système de formation des salaires, du phénomène de diffusion salaire/salaire, dans lequel les hausses de rémunération du secteur économique protégé du chômage ont joué un

(37) Idem page 82.

(38) Idem page 79.

(39) Idem page 83.

(40) *Ecoflash* n° 18.

(41) Rapport de l'OCDE de juillet 1985.

rôle fondamental. Cet ajustement général des salaires sur les hausses obtenues dans les secteurs les plus favorisés a certainement été facilité par le mécanisme institutionnel de *négociation centralisée au niveau des branches*. » (42)

On comprend dans ces conditions l'importance attachée par l'OCDE aux lois Auroux qui font obligation de négocier chaque année un accord d'entreprise, favorisant ainsi la décentralisation des négociations au détriment des travailleurs.

La remise en question des conventions collectives de branche trouve une nouvelle fois son véritable fondement : donner les moyens au capital de « négocier » en position de force et imposer la baisse des salaires, pour augmenter ses profits.

Quant au « développement » du petit commerce, favorisé par les primes de reconversion et le chômage, Lénine en avait déjà donné le sens :

« Relevons une remarque de Kautsky d'une grande portée théorique, à savoir que les petites entreprises commerciales et industrielles ne sont souvent dans la société capitaliste qu'une des formes de la surpopulation relative : des petits producteurs ruinés, des ouvriers qui ne trouvent pas de travail deviennent (parfois temporairement) de petits marchands ou colporteurs (...). La surabondance de ces métiers ne dénote nullement la vitalité de la petite production, mais l'aggravation de la paupérisation dans la société capitaliste. » (43)

Enfin, la nécessité de réduire le coût de la force de travail passe également par une remise en cause des qualifications, et dans cette voie, le meilleur moyen n'est-il pas de s'en prendre directement à l'école, sous le prétexte de l'indispensable adaptation aux nouvelles technologies ? C'est le chemin qu'indiquent les experts du plan en écrivant :

« Nos conceptions du savoir et de la formation acquies une fois pour toutes, du travail identique pour toute une vie professionnelle, de la législation protectrice des droits acquis (...) et toutes nos habitudes de vie vont disparaître.

Progressivement pour ceux qui auront su ou pu s'y préparer, brutalement pour les autres (...). Le métier d'enseignant doit devenir l'un des plus mobiles (...). (Il faut) la disparition de la frontière entre l'école et l'entreprise, en introduisant dans le système scolaire toute la souplesse, toute la faculté créatrice, toute la diversité que les entreprises doivent de leur côté introduire pour tenir face à la concurrence et au changement. » (44)

## RESTRUCTURER LES CAPITAUX

A la nécessité d'abaisser le coût de la force de travail, s'ajoute, comme nous l'avons vu, un autre impératif : celui d'une destruction du capital non rentable et d'une meilleure utilisation de celui qui reste en fonction, afin de lui permettre une meilleure exploitation du travail.

S'agissant de la destruction du capital, Marx écrit :

« Quand on parle de destruction de capital par les crises, il faut distinguer deux choses. Dans la mesure où le procès de reproduction s'arrête, le procès de travail se ralentit ou est, par endroits, complètement paralysé, c'est du capital réel qui est détruit. Le travail qui n'est pas exploité est autant dire de la production perdue. Des matières premières qui restent inemployées ne sont pas du capital. Des bâtiments qu'on n'occupe pas ou qui restent inachevés, des marchandises qui pourrissent dans les entrepôts, tout cela, c'est de la destruction de capital (...). Dans ce cas, leur valeur d'usage et leur valeur d'échange s'en vont au diable.

Secundo, la destruction de capital par les crises signifie encore la dépréciation de masses de valeur qui les empêche de renouveler ultérieurement un procès de reproduction comme capital à la même échelle.

C'est la baisse ruineuse des prix des marchandises.

Ce que l'un perd, l'autre le gagne.

(42) Rapport de l'OCDE de juillet 1985.

(43) Lénine. « Œuvres complètes », tome 4, page 204.

(44) « Faire gagner la France », sous la direction de Henri Guillaume.

*Des masses de marchandises faisant fonction de capital ne peuvent pas se renouveler comme capital entre les mêmes. Les anciens capitalistes font faillite. » (45)*

Entre d'autres termes, le capital dans son ensemble a besoin d'une dévalorisation partielle pour aider à la restauration du taux de profit. C'est la lutte concurrentielle qui décide quels sont les secteurs et les entreprises qui doivent périr, et ce mécanisme est l'occasion d'une centralisation accrue du capital au sein des grandes entreprises.

La forme la plus connue de cette destruction-dévalorisation du capital, ce sont les faillites d'entreprises, qui contribuent par leur disparition à la diminution de la masse de capital devant être rentabilisée. Elles ont connu une forte accélération au début des années 1980 : de 21 000 en 1982, elles se sont élevées à 23 000 en 1983 et 25 000 en 1984. Par ailleurs, l'Etat joue un grand rôle dans cette redistribution des cartes du capital. Grâce aux politiques qu'il met en œuvre dans les domaines fiscaux et monétaires, il aide les entreprises dites performantes et organise la disparition des capitaux les plus faibles, non rentables. C'est dans cette situation que prennent place les nationalisations de 1982 et les privatisations qui ont suivi en 1986. Elles ont pour but de mettre en place la structure du capital la plus favorable à son accumulation.

A ce sujet, Elie Cohen peut écrire dans la revue *Problèmes économiques* du 30 avril 1986 :

*« Quels sont les résultats des nationalisations et de la gestion socialiste ? L'Etat a socialisé les coûts de la mutation industrielle. Il a modernisé le système financier et amorcé le désinvestissement de secteurs où l'avantage comparatif national était négatif. Au total la nationalisation a été la condition de l'accélération du processus de libéralisation et d'ouverture de l'industrie française. Comment en fait restructurer et moderniser le capitalisme français ? La solution a été la nationalisation. »*

C'est ainsi que la sidérurgie, Creusot-Loire, pour ne prendre que ces exemples, ont été liquidés en tant que secteurs ou entreprises en retard, que 100 milliards de francs ont été versés aux entreprises publiques de 1981 à 1986 et 100 000 travailleurs licenciés.

Dans le même temps, l'Etat a aidé les entreprises dites de pointe comme Bull, et plusieurs groupes comme Thomson, CSF et Alcatel ont pu, grâce aux réformes gouvernementales, obtenir une augmentation de leurs fonds propres en levant des capitaux sur le marché financier grâce à leurs filiales.

Ces opérations une fois réalisées à l'aide de l'Etat, c'est-à-dire des impôts payés par les travailleurs..., on peut alors les privatiser : il s'est alors agi

*« d'une opération ponctuelle de socialisation du capital qui ouvre la voie au retour sur le marché après redressement et apurement des comptes » (46).*

Enfin, si les nationalisations-privatisations s'avèrent bénéfiques pour l'ensemble du capital en favorisant sa restructuration, elles se révèlent utiles pour certains capitaux **particuliers**. Dans un article du 23 juin dernier consacré au retour des dynasties industrielles, le journal *Les Echos* faisait le constat suivant :

*« Pourtant, c'est un événement d'apparence négative — la nationalisation de fait de la sidérurgie par le gouvernement Barre en 1978 — qui a redonné aux Wendel une seconde jeunesse. Allégé du fardeau trop lourd de l'acier, le groupe reconstruit autour d'une nouvelle holding, la CGIP, a pu se redéployer sur les terres plus fertiles de l'emballage métallique, du ciment et des engrais, de la sous-traitance autre et de l'informatique. »*

Concernant la meilleure utilisation du

(45) Karl Marx. « Théories sur la plus-value », tome 2, pages 591-592.

(46) *Problèmes économiques* n° 1972 du 30 avril 1986.



capital dans son exploitation du travail, on se rappelle le diagnostic établi par l'INSEE : la durée d'utilisation des équipements est largement insuffisante.

Son allongement aurait les avantages suivants :

*« Il permet la réalisation d'une production supérieure pour un même capital fixe engagé et correspond donc à une économie de capital. La durée d'utilisation des équipements dépend de la durée du travail et de l'intensité du travail posté. C'est pourquoi plus le volume des équipements associés à un poste de travail est important, plus le rendement du capital augmente lorsqu'on développe le travail par équipes. » (47)*

Il y a plus d'un siècle, Marx écrivait à ce sujet des lignes qui ont gardé toute leur actualité :

*« La journée de travail étant donnée et toutes circonstances restant les mêmes, l'exploitation d'un nombre double d'ouvriers exige une avance double de capital constant en bâtiments, machines, matières premières, matières auxiliaires. Mais la prolongation de la journée permet d'agrandir l'échelle de la production sans augmenter la portion de capital fixe en bâtiment et en machines. Non seulement donc, la plus-value augmente, mais les dépenses nécessaires pour l'obtenir diminuent. Il est vrai que cela a lieu plus ou moins toutes les fois qu'il y a prolongation de la journée ! Mais c'est ici d'une tout autre importance, parce que la partie du capital avancé en moyens de travail pèse davantage dans la balance. Le développement de la production mécanique fixe en effet une partie toujours croissante du capital, sous une forme où il peut, d'une part, être constamment mis en valeur, et perd d'autre part valeur d'usage et valeur d'échange dès que son contact avec le travail est interrompu. » (48)*

Or précisément, nous avons situé l'origine de la crise dans la rentabilité insuffisante d'une masse croissante de capital, résultant de l'intense accumulation des années 1960 et de la faiblesse relative de la production de plus-value.

C'est pourquoi il faut économiser le

capital et mieux le rentabiliser. Autrement dit, limiter les dépenses en capital et en accroître le rendement en termes de profit.

Dès lors, l'exigence de la prolongation de la durée du procès de travail, sous la forme d'un allongement de la durée de travail individuelle des salariés comme le préconise le rapport Dalle, qui réduit ou annule l'écart entre la journée de 24 heures et la période d'utilisation du capital, se fait de plus en plus forte. Cette exigence, renforcée par la situation de crise, est d'ailleurs liée à l'utilisation capitaliste des machines.

Les machines sont en effet victimes d'une usure morale ou frappées d'obsolescence. Elles peuvent être rapidement périmées par l'invention de nouvelles machines plus performantes. C'est pourquoi, afin de les amortir le plus rapidement possible et les protéger de ce danger d'obsolescence, le capitaliste tentera de les amortir au plus vite. Si l'amortissement normal se fait en neuf ans à raison d'un fonctionnement de la machine pendant huit heures chaque jour, il pourra le faire en trois ans à condition d'utiliser les machines 24 heures sur 24.

*« Le danger d'une usure morale est d'autant moindre que la période où sa valeur totale se reproduit est plus courte que la journée de travail est plus longue... Aussi bien est-ce là le motif qui fait de la première période de vie la période aiguë de la prolongation du travail. » (49)*

A ce propos, les experts du plan constatent :

*« Les biens électroniques reposent sur des techniques en renouvellement constant et ont un cycle de vie plus court que celui des biens qu'ils remplacent. » (50)*

(47) *Economie et statistiques* de janvier 1986.

(48) Karl Marx, *« Le Capital »*, livre 1, tome 2, pages 88 et 89.

(49) *Idem*, page 88.

(50) *« Faire gagner la France »*, sous la direction de Henri Guillaume.

Ce que confirme *Le Quotidien de Paris* du 24 septembre 1986 :

« *Les progrès de la technique obligent à déclasser beaucoup plus rapidement les biens d'équipement.* »

Une troisième raison conduit à l'allongement de la durée du travail : elle est liée à l'utilisation de la machine par un capitaliste en avance sur ses concurrents. Lui permettant de produire plus vite et moins cher, c'est-à-dire de produire plus de valeur en moins de temps, elle l'aide à réduire la part de la journée de travail consacrée au remplacement de la force de travail :

« *Pendant la période de sa première introduction sporadique, elle transforme le travail employé par le possesseur de machines en travail puissancé dont le produit doué d'une valeur sociale supérieure à sa valeur individuelle permet au capitaliste de remplacer la valeur journalière de la force de travail pour une moindre portion du rendement journalier. Pendant cette période de transition où l'industrie mécanique reste une espèce de monopole, les bénéficiaires sont par conséquent extraordinaires, et le capitaliste cherche à exploiter à fond cette lune de miel, au moyen de la plus grande prolongation possible de la journée.* » (51)

Ainsi donc, le mode de production capitaliste recèle une contradiction :

« *Si la machine est le moyen le plus puissant d'accroître la productivité du travail, c'est-à-dire de raccourcir le temps nécessaire à la production des marchandises, elle devient comme support du capital (...) le moyen le plus puissant de prolonger la journée de travail au-delà de toute limite naturelle... Elle devient, par un revirement étrange, le moyen le plus infaillible de transformer la vie du travailleur et de sa famille en temps disponible pour la mise en valeur du capital.* » (52)

C'est par conséquent dans la volonté du capital de rentabiliser ses machines que se trouve l'explication des mesures gouvernementales concernant les amortissements, le travail par équipes et le travail de nuit des femmes.

La rapide usure morale des machines

exige de fournir aux capitalistes les moyens de les remplacer par d'autres plus coûteuses. C'est la fonction de l'accélération des amortissements.

Selon le Code des impôts,

« *les amortissements sont des déductions comptables opérées chaque année sur le bénéfice des entreprises pour tenir compte de la dépréciation des éléments immobilisés de leur patrimoine. L'objet des amortissements est donc de permettre le remplacement de ces éléments lorsqu'ils seront parvenus à terme de leur utilisation normale où leur valeur devenant quasi nulle.* »

En clair, plus les amortissements déclarés sont importants, moins les capitalistes paient d'impôts... Il suffit donc au gouvernement d'accroître les possibilités d'amortissement dans les premières années d'utilisation des machines pour permettre aux capitalistes de se constituer les provisions nécessaires à leur remplacement.

Or, ce type de procédure est celui qui est pratiqué le plus libéralement par les gouvernements français. Quant à la prolongation de la durée du procès de travail par le travail de nuit des femmes, elle a commencé à se frayer un chemin le 16 janvier 1982 grâce à une ordonnance du gouvernement Mauroy-Fiterman, que Philippe Séguin s'est plu à citer lors de la présentation en juin 1987 de sa loi sur l'aménagement du temps de travail.

A ce propos, l'insistance avec laquelle les capitalistes réclament le travail de nuit des femmes ne relève pas d'une méchanceté particulière de leur part. Elle correspond à une nécessité économique dont l'INSEE fournit la clef :

« *Les primes généralement liées au travail posté, et particulièrement au travail de nuit ou de jours fériés, renchérissement le coût des équipes, surtout à partir de la troisième.* » (53)

(51) Karl Marx, « *Le Capital* », livre 1, tome 2, page 89.

(52) Idem, page 86.

(53) *Economie et statistiques* de janvier 1986.

Par conséquent, vouloir faire fonctionner les machines la nuit pour accroître la rentabilité du capital rend impé- rative la baisse du coût de la force de travail de nuit.

Or, les salaires féminins sont en moyenne plus faibles d'un tiers que les salaires masculins. Le travail de nuit des femmes est alors un moyen d'éviter le renchérissement des équipes.

Dans le même ordre d'idées, Marx citait un capitaliste qui déclarait :

*« L'interdiction du travail de nuit pour les garçons en dessous de 18 ans ferait naître de grandes difficultés. La principale proviendrait de l'augmentation de frais qu'entraînerait nécessairement le remplacement des enfants par des hommes. » (54)*

A l'inverse, remplacer aujourd'hui des hommes par des femmes moins payées relève du même mécanisme.

## DE LA HAUSSE DES PROFITS À LA SPÉCULATION

Depuis maintenant quelques années, tous les observateurs s'accordent pour estimer que les profits des capitalistes ont connu un fort accroissement... mais les investissements stagnent alors que la Bourse s'envole.

Ce renouveau de la Bourse résulte notamment de réformes mises en œuvre par Jacques Delors visant à la libéralisation du marché financier afin de canaliser l'épargne vers les besoins des capitalistes, alors qu'elle s'orientait principalement vers l'immobilier, le logement social et les collectivités locales, par l'intermédiaire des Caisses d'épargne et de la Caisse des dépôts et consignations.

Mais la faiblesse des taux de profit et le niveau élevé des taux d'intérêts limitaient les capacités financières des entreprises. Une meilleure allocation des ressources monétaires était alors nécessaire. Une série de réformes, aboutissant au décloisonnement des marchés financiers et monétaires, et la création de nou-

veaux instruments financiers vont y contribuer.

La Bourse explose. Les émissions d'actions et d'obligations, évaluées en 1981 à 140 milliards de francs, passent à 300 puis à 600 milliards en 1986. On assiste à une prospérité financière alors qu'il y a un marasme de la production de biens.

Les entreprises collectent de l'argent au nom du renforcement de leurs fonds propres. Mais les capitaux recueillis par les entreprises grâce aux actions qu'elles émettent... sont ensuite placés en bons d'Etat, en bons du Trésor. Telle est la finalité des ressources que procure l'appel direct aux actionnaires. Ce mouvement est confirmé par les mouvements de l'épargne des entreprises :

*« Depuis quatre ans, plus de la moitié (de cette épargne) est non pas employée dans des investissements productifs, mais dans l'acquisition d'actifs financiers. » (55)*

Ce type d'opérations spéculatives est d'ailleurs souvent financé par... l'emprunt. C'est ce qu'indique l'OCDE en écrivant :

*« L'épargne des entreprises non financières en pourcentage de leur valeur ajoutée remonte depuis 1985 mais pour être en grande partie employée dans des investissements financiers, notamment des placements à court terme. Bien plus, pour amplifier encore ce mouvement de portefeuille, les entreprises maintiennent une demande de crédit qui, bien qu'en recul, va au-delà de leur strict besoin de financement productif. La part des crédits demandés rapportée au besoin de financement des entreprises passe ainsi de 79 % en 1979 à 124 % en 1984 et à 131 % en 1985, tandis que la part des placements financiers dans le total des emplois des entreprises passe de 2,6 % en 1979 à 33,6 % en 1985. » (56)*

On a donc affaire au circuit suivant :

(54) Karl Marx, « *Le Capital* », livre 1, tome 1, page 256.

(55) *Le Monde* du 7 avril 1987.

(56) Rapport de l'OCDE de janvier 1987.

Les entreprises ont à leur disposition une masse de profits plus importante depuis 1984-1985 et elles font appel aux actionnaires pour collecter de l'argent... qu'elles placent en bons d'Etat. Pour sa part, l'Etat emprunte pour financer le déficit budgétaire qui s'accroît en raison de la crise, dont l'un des résultats est le ralentissement des rentrées fiscales, les recettes de l'Etat.

L'Etat emprunte, les capitalistes lui prêtent de l'argent et perçoivent des intérêts, payés essentiellement... par les impôts des travailleurs.

Cette situation n'est pas le fruit du hasard et ne résulte pas essentiellement des réformes de Jacques Delors. Elle découle de la crise du capital et constitue l'une des manifestations de ce que Marx appelle la surproduction de capital. Bien que connaissant un accroissement de la masse de ses profits, le capital considère toujours la production de biens comme insuffisamment rentable... Mais il lui faut trouver des moyens de rentabiliser l'argent qu'il détient. Tel est dans ces conditions le rôle des placements en bons du Trésor. Ils sont un moyen de lutter contre la surproduction de capital... sans pour autant en résoudre les contradictions, comme nous allons le voir. Marx avait déjà signalé l'existence de cette forme de « mise en sommeil du capital » :

« En Angleterre se fait une accumulation constante de richesses additionnelles qui a tendance à prendre finalement la forme monétaire. Après le désir de gagner de l'argent, le désir le plus pressant qui le suit est de s'en débarrasser à nouveau par un investissement quelconque rapportant de l'intérêt ou du profit : car l'argent, en tant qu'argent, ne rapporte rien. Par conséquent, si une extension progressive et suffisante du champ d'activité ne se produit pas simultanément à cet afflux permanent de capital excédentaire, nous serons exposés à des accumulations périodiques d'argent cherchant à s'investir, accumulations qui, selon les circonstances, sont plus ou moins importantes. Pendant de nombreuses années, la dette d'Etat était le plus

*grand moyen d'absorption des richesses excédentaires en Angleterre... qui n'arrivent pas à se placer dans les sphères habituelles d'investissement. » (57)*

Mais que sont ces titres d'Etat ?

Ils font partie de ce que Marx appelle le « capital fictif », c'est-à-dire l'ensemble des titres financiers qui font l'objet d'un marché particulier et dont le prix est déterminé par des lois qui lui sont propres :

« Le mouvement autonome de la valeur de ces titres de propriété — pas seulement des bons d'Etat, des actions aussi — renforce l'illusion qu'ils constituent un véritable capital, à côté du capital qu'ils représentent ou au droit qu'ils peuvent établir. Ils se transforment en marchandises dont le prix varie et est fixé selon des lois propres. » (58)

Dans cet ensemble, on peut distinguer les **actions** qui sont des titres de propriété donnant droit à une partie de la plus-value que les investissements des entreprises vont réaliser. Ces titres ont une valeur fictive, dont les prix dépendent des fluctuations de la Bourse, mais ils reflètent à leur manière des mouvements du capital productif.

Quant aux bons d'Etat, voici ce que Marx en écrit :

« Le capital lui-même a été mangé, dépensé par l'Etat. Il n'existe plus (...), le capital qui produit un rejeton (intérêt), ici le versement de l'Etat, demeure un capital fictif, illusoire. Non seulement parce que la somme prêtée à l'Etat n'existe plus du tout, mais encore parce que jamais elle n'avait été destinée à être dépensée en tant que capital, à être investie, et que c'est seulement son investissement en tant que capital qui aurait pu faire d'elle une valeur susceptible de se conserver par elle-même. » (59)

Au regard de cette définition, on peut

(57) Karl Marx, « *Le Capital* », livre 3, tome 2, page 80.

(58) Idem, page 129.

(59) Idem, page 127.

apprécier le caractère fragile de cette mise en sommeil du capital, qui ne renforce en rien la structure financière des entreprises, contrairement aux discours qui nous sont tenus.

Cependant, cette tendance à vouloir faire de l'argent... sans en passer par la production correspond à une tendance naturelle du capital :

« Dans les périodes dites de pratiques spéculatives, de spéculation, de crises, il apparaît au grand jour que le procès de travail, la production matérielle proprement dite, n'est qu'une **condition encombrante**, et une furie générale pousse les nations capitalistes à se procurer la fin (le procès de valorisation) sans le moyen (le procès de travail). » (60)

Cette furie et ses conséquences sociales, l'économiste bourgeois Alain Cotha les a vérifiées empiriquement sous un titre évocateur : « *Le retour des rentiers* » :

« Pour la France, l'ampleur de cette évolution présente une intensité particulière. En 1984, l'en cours du marché obligataire atteint 1 300 milliards de francs, soit 31 % du produit national, soit le double environ de 1973. Les émissions d'obligations se seront élevées à 250 milliards de francs, soit six fois plus qu'en 1973, et elles représentent 6 % du produit national au lieu de 3 % environ en 1973. Le versement au titre des intérêts aura atteint 160 milliards de francs, soit 4 % du produit intérieur brut. Pendant le même temps, les dividendes auront à peine doublé (12 milliards en 1984), de même que la capitalisation boursière (393 milliards en 1984). Ainsi, en 1973, la capitalisation boursière équivalait à peu près à l'en cours obligataire (169 et 186 milliards de francs). En 1984, il n'en représente plus que 30 % (400 et 1 300 milliards de francs). En douze ans, la rente s'est à nouveau imposée en se substituant partiellement au profit et le mouvement ne présente aucune interruption. » (61)

Mais loin de résoudre les contradictions à l'œuvre dans la crise du capital, cette fuite en avant dans la spéculation en fait surgir de nouvelles, que les capitalistes eux-mêmes expriment clairement.

Alain Chevalier, P-DG de Vuitton, est ainsi conduit à se lamenter en ces termes :

« Une grande partie des investissements et profits se fait aujourd'hui sur des opérations de spéculation à court terme qui sont fondamentalement moins utiles à la croissance que si cet argent s'investissait dans les entreprises. Les signes de **dérèglement** sont patents. »

Plus généralement, les capitalistes industriels s'insurgent contre les « financiers » et rejettent ce qu'ils appellent le « *capitalisme sauvage* », comme A. Riboud qui proteste contre la puissance des spéculateurs et empires financiers.

De l'autre côté, Michel François Poncet, P-DG de Paribas, confie au journal *Les Echos* du 15 janvier :

« Nous sommes des financiers et non des gestionnaires industriels. Nous devons avoir une approche capitaliste de nos participations. Nous devons choisir en fonction de purs critères de rentabilité en capital et en revenus. Nous devons être beaucoup plus mobiles dans nos participations et exclure toute notion d'empire permanent pour rechercher la rentabilité immédiate. »

Une entreprise se révèle non rentable, Paribas s'en débarrasse ou la liquide... Les travailleurs de la SOFRESID peuvent en témoigner. Comment, dans ces conditions, résister ici au plaisir de citer ce passage de Marx, véritable portrait... du P-DG de Paribas et de ses confrères :

« Le système de crédit, dont le centre est constitué par les banques dites nationales, et les prêteurs et usuriers qui gravitent autour d'elles, représente une centralisation énorme. Et il confère à cette classe de parasites un pouvoir fabuleux, le pouvoir non seulement de décimer périodiquement les capitalistes industriels, mais d'intervenir de la façon la plus dangereuse dans la production réelle, et cette bande ne connaît

(60) Karl Marx, « *Manuscrits de 1861-1863* », page 104.

(61) Alain Cotha, « *Les 5 erreurs* ». Editions Olivier Orban.

rien à la production et n'a rien à voir avec elle. » (62)

La crise actuelle leur a permis de prendre une place croissante, et ils sont l'une des manifestations du degré atteint par les déséquilibres de l'économie capitaliste.

« Cela veut dire que le développement du capitalisme, écrit Lénine, en est arrivé à ce point où la production marchande, bien que continuant de régner et d'être considérée comme la base de toute l'économie, se trouve en fait ébranlée et où le gros des bénéfices va aux génies des machinations financières. A la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a la socialisation de la production ; mais l'immense progrès de l'humanité qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation profite... aux spéculateurs. » (63)

et est source d'une crise financière dont le journal *Le Monde* du 14 janvier 1987 décrivait le possible déroulement :

« Personne n'est vraiment plus maître et chacun redoute ce qui pourrait se passer au cas où, par exemple, une monnaie comme le dollar, brutalement, n'inspirerait plus confiance. Ce serait un torrent, un ouragan, un maëlstrom, électronique qui plus est, avec des chiffres dansant la gigue sur les écrans de terminaux en folie, sous l'œil effaré des opérateurs. » (64)

Plus généralement, cette tendance à faire de l'argent sans produire de plus-value... est incompatible avec le mode de production lui-même.

« Le capitaliste individuel peut choisir : prêter son capital comme capital producteur d'intérêt ou le faire valoir lui-même (...). Il est évidemment insensé de généraliser et d'appliquer cela à l'ensemble du capital social, comme le font quelques économistes vulgaires qui y voient même le fondement du profit. La conversion du capital total en capital financier sans qu'il y ait personne qui achète et utilise les moyens de production (...) est proprement un non-sens. Mais ceci contient une absurdité encore plus grande : sur la base du mode de production capitaliste, le capital rapporterait de l'argent sans être employé productivement,

c'est-à-dire sans créer de la plus-value dont l'intérêt n'est qu'une fraction ! Le mode de production capitaliste poursuivant sa route sans qu'il y ait production capitaliste. » (65)

## UNE INSERTION MEDIOCRE DANS LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

La crise et les contradictions qu'elle révèle et suscite, le capital français doit les surmonter dans un contexte de concurrence internationale exacerbée qui s'exprime tant au plan des échanges internationaux que de l'interpénétration des capitaux. Cette concurrence contraint le capital français à s'aligner sur les formes d'extraction de la plus-value dominantes dans les autres pays impérialistes, et cet impératif est lourd de nouvelles contradictions économiques et sociales.

L'économie française ne vit pas en vase clos. Depuis 1958 et la création de la CEE, elle a connu un vaste mouvement d'internationalisation conduisant à une ouverture commerciale importante et à une interdépendance accrue des cycles de mise en valeur du capital.

Du point de vue des échanges commerciaux, quelques chiffres permettent de mesurer cette évolution : de 1963 à 1983, la part des importations dans le produit intérieur est passée de 13 à 27 %, et celle des exportations de 10 à 24 % de 1953 à 1983.

En outre, environ 40 % de la production industrielle est destinée à l'exportation. S'agissant de l'interpénétration des capitaux, le journal *Les Echos* du 26 mars 1987 indiquait que 2 000 entreprises à capitaux étrangers assuraient 25 % du chiffre d'affaires de l'industrie

(62) K. Marx, « *Le Capital* », livre 3, tome 2, p. 206.

(63) Lénine, « *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* ».

(64) La crise boursière qui vient d'avoir lieu en est une illustration.

(65) K. Marx, « *Le Capital* », livre 3, tome 2, p. 43.

française, 29,6 % de ses exportations, 16,8 % des investissements et employaient 18,7 % des effectifs. Ces capitaux étrangers, ajoutait ce même journal, sont surtout d'origine américaine et localisés dans l'électronique, le secteur pétrolier, l'industrie de la chaussure et le machinisme agricole.

Autrement dit, l'ouverture de l'économie française constitue une contrainte qui structure les choix industriels. La concurrence internationale pour la répartition des marchés et des champs d'accumulation du capital et de la plus-value place le capital français devant une alternative simple : s'adapter ou périr. S'adapter signifie se donner les moyens d'orienter l'appareil productif conformément aux nouvelles tendances du marché mondial, et à cette fin rééquiper l'industrie et transformer ses procès de production pour être à même de triompher dans cette compétition. Cet « impératif industriel » est à l'ordre du jour depuis 1969. Ses résultats sont loin de correspondre aux nécessités du capital. La spécialisation de l'économie française est remise en cause par la concurrence internationale et le capital français est incapable de la transformer favorablement. En d'autres termes, il rencontre de grandes difficultés à s'intégrer dans la nouvelle division internationale du travail. Ce n'est d'ailleurs pas sans conséquences sur sa propre valorisation. Reprenons ces points un par un.

## LE BILAN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

A ce sujet, tous les observateurs s'accordent pour estimer que la situation s'aggrave année après année.

L'économiste Christian Saint-Etienne, ancien haut fonctionnaire de l'OCDE, commence son livre « *Politique financière et entreprises françaises* » par ce bilan :

« *Les entreprises françaises reculent sur les marchés internationaux depuis le début de la décennie.* »

S'exprimant dans *Le Figaro* du 11

avril 1987, il donnait les précisions suivantes : en 1978-1980, la part des exportations françaises de biens et services représentait 13,8 % de celles des 7 plus grands pays industrialisés. En 1986, ce chiffre est de 12,5 %.

Pour sa part, l'actuel ministre du Commerce extérieur, Michel Noir, écrivait dans *Le Monde* du 11 août :

« *L'industrie française présente des faiblesses dans les secteurs les plus actifs du commerce mondial et représentant les marchés les plus importants au début des années 1980 : biens d'équipement, biens électroménagers et électroniques.* »

Enfin, dans une étude parue dans *Economie et statistiques* de janvier 1986, André Orléan constatait que la RFA et le Japon avaient ce qu'il appelle six branches fortes, alors que la France n'en possédait que deux.

Cette situation générale signifie que le capital français ne maîtrise pas réellement ce que l'on appelle un pôle de compétitivité. Il est par conséquent engagé sur des marchés très concurrentiels où la compétitivité par les prix est déterminante et donc très dépendante des coûts de production et des fluctuations monétaires.

Alors qu'en raison de la qualité de leurs produits, le Japon et l'Allemagne parviennent malgré tout à vendre leurs marchandises quasi indépendamment du mouvement du dollar, les produits français sont à la merci d'une baisse de la monnaie américaine.

Le résultat de cette situation est simple : la France est en déficit avec les pays dont les structures industrielles sont les plus proches des siennes, et en excédent avec les pays sous-développés dont les achats sont très dépendants des cours fluctuants des matières premières, de leur endettement croissant, et... des liens politiques.

De plus, alors que les débouchés commerciaux sont depuis le début du siècle largement tributaires de l'exportation de capital, on constate que le nombre de

filiales françaises à l'étranger est deux fois moindre que celui de nos concurrents.

Enfin, *Le Monde* du 23 septembre 1986 soulignait qu'à

*« de rares exceptions près, ses points forts (du commerce extérieur) coïncident avec une puissante intervention publique, armement, télécommunications, nucléaire ».*

Cette vulnérabilité extérieure est l'indice d'une insertion médiocre dans la concurrence interimpérialiste et rend plus aiguë l'exigence du « redéploiement industriel », c'est-à-dire de l'adaptation de l'offre, donc de l'appareil productif, aux nouvelles orientations du marché mondial. Les conséquences qui en découlent sont d'une importance considérable. S'adapter signifie se déga-

ger des productions non rentables et investir dans les « créneaux porteurs » :

*« L'outil industriel a semblé figé, en tout cas incapable de s'orienter vers de nouveaux investissements rentables. »* (66)

Plusieurs conditions doivent alors être remplies. L'investissement tout d'abord. Alors que les investissements productifs ont baissé en France de 1983 à 1985, ils ont augmenté de 30,8 % aux USA, de 27,1 % au Japon et de 25,1 % en Grande-Bretagne. Il faut dans ces conditions restaurer un taux de profit suffisant en élevant le taux d'exploitation, en utilisant au mieux le capital existant et en détruisant ses secteurs les plus arriérés. Dans ce cadre, il est impératif pour le capital français de parvenir à réduire les charges qui pèsent sur lui, comme l'indique ce tableau :

	France	Etats-Unis	Japon	RFA	Royaume-Uni
<b>Impôts sur les bénéfices des sociétés</b> (et assiettes dérivées) :					
<i>Impôt national :</i>					
— Impôt général .....	1,87	1,60	3,75	1,51	2,26
— Impôt spécifique sur les entreprises pétrolières .....	—	—	—	—	2,16
<i>Impôts locaux .....</i>	—	0,47	2,03	0,51	—
Total .....	1,87	2,07	5,78	2,02	4,42
<b>Impôts sur le capital :</b>					
<i>Impôt national .....</i>	—	—	—	0,17	—
<i>Impôts locaux :</i>					
— Impôts fonciers .....	0,43	1,49	ND	0,24	2,42
— Part taxe professionnelle .....	0,72	—	—	0,23	—
Total .....	1,15	1,49	ND	0,64	2,42
<b>Prélèvements sur les salaires :</b>					
<i>Prélèvements nationaux :</i>					
— Cotisations sociales .....	12,93	4,95	4,16	7,22	3,52
— Autres .....	1,04	—	—	—	0,39
<i>Impôts locaux : (part taxe professionnelle) .....</i>	0,68	—	—	—	—
Total .....	14,65	4,95	4,16	7,22	3,91
<b>Autres impôts à la charge des entreprises .....</b>	0,24	0,08	0,06	1,07	0,25
Total général .....	17,91	8,59	10,00	10,95	11,00



Réduire ces charges pour être « à égalité » dans la concurrence, c'est s'attaquer à la Sécurité sociale d'une part, et réduire les impôts que paient les capitalistes. Mais diminuer les impôts exige de réduire les dépenses publiques... et donc de s'en prendre à la fonction publique et aux fonctionnaires dont la rémunération s'élève à 350 milliards de francs, 500 avec les retraites, c'est-à-dire un tiers des dépenses de l'Etat :

« Il faut aller plus loin en faveur des entreprises, écrit l'économiste André Fourçans, par ailleurs député UDF, dans *Le Figaro* du 24 septembre. Pour cela, une impérieuse nécessité : réduire aussi rapidement que possible la part des dépenses publiques dans la richesse nationale et la part de la Sécurité sociale (...). Le rapprochement de notre fiscalité avec celle de nos partenaires européens est une condition sine qua non au grand marché de 1992. Et 1992, c'est demain. »

Aller plus loin en faveur des entreprises, c'est aller plus loin dans la remise en cause du secteur public, « ce secteur abrité, sorte de sanctuaire de privilégiés à l'abri des mutations », comme l'écrivent les experts du Plan pour lesquels « la décentralisation ouvre la voie à une mise en concurrence des services publics » et à leur disparition.

Aller plus loin en faveur des entreprises en vue de 1992, c'est diminuer les taux d'intérêts des emprunts grâce à une plus grande concurrence entre les banques et moderniser le système financier en réduisant ses coûts.

Ce secteur financier et les banques qui emploient au total 700 000 personnes, deviendra comme l'industrie un secteur exposé à la concurrence internationale :

« Au total, le secteur financier va se trouver confronté dans les quinze années qui viennent à des problèmes analogues à ceux qui se sont posés depuis quinze ans au secteur industriel. » (67)

Aller plus loin en faveur des entreprises, c'est réduire la valeur sociale de la force de travail en modernisant le secteur agro-alimentaire et le textile, afin

qu'ils produisent moins cher les éléments nécessaires à son entretien. C'est aussi défendre les secteurs avancés et les débouchés dans les anciennes colonies grâce à la production d'armement et à la protection de ses territoires par l'armée française. C'est pourquoi la diminution du budget militaire n'est pas à l'ordre du jour. D'une part,

« le développement économique de plusieurs secteurs industriels de pointe comme notamment l'industrie aéronautique et l'électronique professionnelle est indissociable d'une évolution satisfaisante des activités d'armement. Il est évident que les succès remportés par les industries dans le domaine civil, comme en témoignent les programmes Airbus ou Ariane, n'auraient jamais pu être acquis si depuis de nombreuses années, l'armement n'avait assuré l'activité, la rentabilité et le développement technique de ces industries. » (68).

En second lieu, le maintien de la présence militaire française en Afrique est une condition de la sauvegarde des débouchés pour les produits et capitaux français. En troisième lieu, le secteur de l'armement représente 5 % du commerce extérieur et constitue une source appréciable de devises.

Tenter de vaincre sa crise de suraccumulation, en détruisant la Sécurité sociale, le système de formation des salaires, réussir son redéploiement en liquidant des industries et des centaines de milliers d'emplois, « moderniser » les banques, réduire les dépenses publiques et ouvrir de nouveaux champs d'accumulation du capital privé en liquidant le service public sont les impératifs du capital pour survivre dans la concurrence internationale et assurer les conditions de sa mise en valeur.

En somme, il faut aller encore plus loin que ce qui a été réalisé depuis 1975 :

« Au total, les ajustements structurels opérés depuis quelques années

(67) « Faire gagner la France », sous la direction de Henri Guillaume.

(68) « Problèmes économiques » n° 1 938 du 4 septembre 1985.

apparaissent considérables et devraient ainsi contribuer à renforcer l'efficacité de l'appareil productif. La correction des déséquilibres intervenus à la suite des chocs pétroliers dans la répartition du revenu primaire entre salaires et produits va dans le même sens. Cependant, cet effort n'a été conduit qu'avec un certain retard par rapport aux politiques d'ajustement menées dans de nombreux pays de l'OCDE. Dans ces conditions, l'assainissement de l'économie française, substantiel, n'en est pas moins inachevé et il est opportun de poursuivre l'effort de redressement. En particulier, les politiques de libéralisation et de renforcement des règles du marché requièrent, pour être crédibles, que l'inflation soit durablement jugulée. A cet égard, la poursuite de la modération des salaires paraît indispensable (...). Mais en dernier ressort, la performance de l'économie française reposera sur l'aptitude des entrepreneurs à répondre, dans un contexte de concurrence internationale aiguë, à l'évolution de la demande par un effort accru d'investissement et une amélioration de l'appareil productif. » (69)

Cette aptitude des entrepreneurs dépend de leur capacité d'imposer rapidement à la classe ouvrière la remise en cause de ses acquis sociaux :

« La thérapie douce n'est pas à la mesure de l'anémie dont est frappée l'économie française »,

déclarait François Périgot, le leader du CNPF, à une assemblée générale de son organisation le 16 juin dernier.

Appliquer une thérapie brutale, passer au stade de l'opération chirurgicale... requiert, à cette étape, l'aide et l'association des organisations syndicales, pour les impliquer dans cette vaste entreprise.

On comprend dans ces conditions les

raisons qui conduisent le journal *Le Monde* à faire resurgir l'idée de la « planification démocratique » de l'économie, chère aux gaullistes, à Jacques Delors et à quelques autres.

Dans son édition du 22 octobre 1986, s'exprimaient sur ce sujet M. de Charrette, Guy Brana du CNPF, Jacques Barrot de l'UDF. Tous exprimaient leur accord avec le père du Plan, Jean Monnet, qui en donnait dans ses mémoires la définition suivante :

« Je suis sûr d'une chose, c'est qu'on ne pourra pas transformer l'économie française sans que le peuple français participe à cette transformation. Quand je dis le peuple, ce n'est pas une entité abstraite, ce sont les syndicats, les industriels, l'administration. »

Voilà qui est aisé à traduire : pour que les syndicats coopèrent avec l'administration, c'est-à-dire avec l'Etat et avec les patrons, à la mise en œuvre des plans que nécessite le profit capitaliste, il faut qu'ils cessent de revendiquer, qu'ils cessent d'être des syndicats, des organisations indépendantes.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres... Tous ces beaux calculs ignorent — ou feignent d'ignorer — l'action des travailleurs eux-mêmes pour la défense de leurs conquêtes, cette action que redoutait un autre spécialiste de la bourgeoisie, M. Raymond Soubie, directeur de *Liaisons sociales*, qui, dans *Le Monde des Affaires* du 19 décembre, à propos de la grève des travailleurs de la Banque de France, exprimait sa crainte de ce qu'il appelait « les coups de grisou ».

(69) Rapport de l'OCDE, janvier 1987.

## **LA VERITE**

**Revue théorique du comité central du PCI  
Paraît tous les semestres**

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

## **TRIBUNE INTERNATIONALE**

**Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction) »**

Paraît deux fois par trimestre

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Une formule d'abonnement groupé :

### **LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE**

Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité  
8 numéros de Tribune internationale

— pli ouvert : 150 F

— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

appréhensions considérables et devraient être combattues à l'aide de l'efficacité de l'appareil productif. La poursuite des déséquilibres intersectoriels et des déséquilibres dans la répartition du revenu...

**Revue théorique du comité central du PCF**  
parait tous les trimestres

...dans ce cadre le mouvement ouvrier a été conduit à se battre pour obtenir un accord de réajustement des prix dans de nombreux pays de l'OCDE. Dans ces conditions, l'accomplissement de l'objectif de croissance, notamment à l'égard des investissements, est devenu un enjeu crucial...

participer, les politiques de déflation, et de renforcement de la discipline budgétaire, pour assurer un rythme soutenu de croissance, que l'intention soit de créer de nouveaux emplois. A cet égard, la mise en œuvre de la...

...de l'économie française...

**TRIBUNE INTERNATIONALE**  
Journal politique de « IV International (Centre international de reconstruction) »

...de leur capacité à répondre à la demande de la classe ouvrière la rendant en cause de ses acquis sociaux ?

« La théorie douce n'est pas à la mesure de l'urgence dont la France internationale souffre »

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

**FRANCE :** 1 an : 4 numéros

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

...de la France internationale...

# Les journées de mai 1937 à Barcelone

Par P. BROUÉ

Toutes les révolutions ouvrières du XX<sup>e</sup> siècle se caractérisent par l'apparition, dès le début, d'une situation de dualité de pouvoirs entre les anciens organes de l'Etat, rajeunis ou non, passés généralement sous le contrôle d'un gouvernement de « conciliateurs » avec la première phase, et ceux du mouvement des masses, organismes de lutte devenus organes d'un nouveau pouvoir. Les lecteurs de *La Vérité* connaissent l'analyse faite sur ce point dans l'« *Histoire de la révolution russe* » par Trotsky, concernant la dualité de pouvoir créée en février 1917 par la première révolution, entre l'ancien Etat, couronné par le gouvernement provisoire, et le nouvel Etat ouvrier en formation, celui des soviets.

L'apparition de la dualité de pouvoirs ne fait que marquer le début de la lutte entre eux, laquelle se termine par la victoire de la révolution ou de la contre-révolution, à travers celle d'un pouvoir ou de l'autre. L'étude des révolutions de l'après-révolution d'Octobre fait apparaître le rôle décisif des états-majors, du côté de la révolution, de leur parti, de celui qui lutte pour la victoire du nouveau pouvoir. Le parti n'a ni provoqué ni encore moins fabriqué la révolution, pas plus qu'il ne peut l'arrêter sans se joindre à la contre-révolution. Si son autorité est largement et majoritairement reconnue par les masses, elle peut seulement lui permettre de freiner une offensive qui serait prématurée ou isolée — c'est le cas des journées de juillet 1917 à Petrograd —

ou au contraire de frayer la voie à l'assaut final en l'aidant à surmonter les obstacles sur la route vers le pouvoir — c'est le cas de l'insurrection d'octobre 1917 en Russie.

Ce qu'on a appelé « les journées de mai 1937 » à Barcelone est un événement qui s'inscrit dans une situation de ce type, indépendamment du fait qu'il se produit dans l'un des camps en présence au cours d'une guerre civile, la « guerre d'Espagne ». En effet, une dualité de pouvoirs est née en juillet 1936 de la riposte victorieuse des travailleurs de nombre de grandes villes — dont Barcelone — au coup d'Etat militaire du général Franco. C'est le gouvernement de Front populaire de la Généralité de Catalogne — animé par les stalinien du PSUC — qui est alors à la contre-offensive. Il tente un coup de main contre un central téléphonique contrôlé par des miliciens de la CNT anarcho-syndicaliste. Ces derniers résistent les armes à la main, les ouvriers de Barcelone ripostent par une grève générale. Plusieurs jours de combat de rue dans la capitale catalane s'ensuivent.

Les partisans et agents de Staline parlent de « *putsch fasciste* ». Les autres secteurs du Front populaire de « *tragique malentendu* ». D'accord sur la signification générale, les trotskystes se divisent sur l'appréciation du moment. Pour Trotsky, la victoire était possible : on se trouve donc en présence d'un Octobre manqué parce qu'il n'y a pas eu de direction révolutionnaire voulant lutter pour vaincre. Pour son camarade,

l'Italien Blasco, on a eu affaire à des « journées de juillet » qui ont finalement mal tourné faute d'une direction ferme empêchant la retraite de se transformer en débâcle.

L'atmosphère est tendue, en ce mois de mai 1937. Dans les derniers jours d'avril, il y a de violents incidents à Molins de Llobregat où un dirigeant du PSUC est abattu. Huit militants de la CNT sont tués à Puigcerda dans le cours de l'offensive lancée par les carabiniers pour reprendre au compte du gouvernement le contrôle de la frontière. Le 1<sup>er</sup> mai, ce dernier, qui redoute une explosion de colère ouvrière, interdit toute manifestation de rue susceptible de la provoquer ou de lui donner les moyens de riposter en la rassemblant.

L'explosion se produit le 3 mai. Dans l'après-midi, le chef de la police de Barcelone, le militant du PSUC Eusebio Rodríguez Salas, se présente devant le central, la Telefonica, place de Catalogne. Le central, propriété de l'American Telegraph and Telephone Co, a été saisi pendant les journées révolutionnaires et il est contrôlé par un comité et des miliciens de la CNT. Il est au cœur de la capitale catalane et son sort va symboliser celui des conquêtes révolutionnaires et des positions ouvrières. L'initiative de Rodríguez Salas n'a pas le feu vert du gouvernement, qui n'a pas été consulté, mais elle a l'approbation de son conseiller à l'ordre public, qui passe pour tout dévoué au PSUC.

Entrant par surprise dans le bâtiment, l'escorte du chef de la police désarme au rez-de-chaussée les miliciens qu'elle prend à l'improviste. Alertés, les miliciens des étages entreprennent de résister à cet assaut inopiné et commencent à tirer sur les assaillants. Immédiatement prévenus, deux dirigeants de la police qui appartiennent à la CNT, Asens et Eroles, se précipitent à la Telefonica pour interrompre la fusillade. Ils s'attachent à convaincre leurs camarades de ne pas poursuivre une résistance qui ne fait, selon eux, qu'envenimer les choses. Sur leurs instances, les miliciens

de la Telefonica acceptent de quitter l'immeuble qui reste aux mains des gardes.

L'effort de pacification des deux médiateurs a pourtant été vain. Le bruit de la fusillade a alerté la population barcelonaise, tendue à l'extrême et qui s'attendait effectivement à une initiative, sinon du gouvernement, du moins de ses ultras du PSUC. La nouvelle de l'offensive des gardes contre la Telefonica se répand comme une traînée de poudre. Pour paralyser la contre-révolution en marche, les ouvriers se mettent en grève. Puis, afin d'empêcher la circulation des forces gouvernementales de répression, ils construisent des barricades. Les organismes de base de la CNT, notamment ses « comités de défense », sont là aussi, les armes à la main de leurs militants.

George Orwell, dans son livre « Catalogne libre », témoigne qu'il a vécu les premières heures de ces « journées » comme une agression perpétrée contre la population ouvrière de Barcelone par ceux qu'il appelle par leur ancien nom de « gardes civils », ex-gardes intégrés aux nouvelles forces de police que leurs chefs lancent maintenant à l'assaut des barricades de la Barcelone ouvrière. Encadrés par les éléments organisés des patrouilles de contrôle — dernier vestige des milices ouvrières pour le maintien de l'ordre à l'arrière — et par les comités de défense, les ouvriers de Barcelone contre-attaquent et sortent de leurs quartiers. La bataille fait rage dans le centre contre les forces de l'ordre dont le quartier général se trouve dans la caserne Karl Marx du PSUC et dont la pointe avancée vers les Ramblas se trouve dans l'hôtel Colon, place de Catalogne, au-dessus des Ramblas.

Plusieurs assauts victorieux sont organisés contre des points d'appui des forces de police, le Palais de l'Exposition et le cinéma América. Les anarchistes trouvent même quelques tanks qui permettent de rompre l'encerclement de noyaux ouvriers combattants.

Les dirigeants de la CNT continuent leur politique pacifique, tout en défen-

dant les militants qui sont, disent-ils, victimes d'une agression et d'une provocation. Une rencontre a lieu le soir même entre les dirigeants de la CNT, du POUM et de leurs organisations de jeunesse. L'un des dirigeants du POUM, Gorkin, assure :

« *Ou nous nous mettons à la tête de ce mouvement pour détruire l'ennemi de l'intérieur, ou le mouvement s'effondrera et cet ennemi nous détruira.* »

Personne ne nie que la situation soit favorable pour liquider l'entreprise et les forces du PSUC, mais, malgré l'ardeur au combat des Jeunesses libertaires, la CNT maintient sa position attentiste de « protestation » et le POUM ne veut pas s'isoler d'elle.

Le 4, les combats continuent, de brusques accalmies succédant à de brutales explosions. *La Batalla*, l'organe du POUM, évoque « *les provocations de la contre-révolution pour tâter le pouls de la capacité de résistance des masses laborieuses* », et les « *préparatifs de l'attaque à fond contre les conquêtes de la révolution* ».

L'article poursuit :

« *Mais la riposte du prolétariat ne pouvait pas être plus puissante. Des milliers de travailleurs sont descendus dans la rue les armes à la main. Les usines, les ateliers, les boutiques ont arrêté le travail. Les barricades de la liberté ont de nouveau surgi en tous les endroits de la ville. L'esprit du 19 juillet s'est de nouveau emparé de Barcelone. La majorité des localités de Catalogne ont fait écho au geste de sa capitale. La classe ouvrière est forte et elle saura écraser toutes les tentatives de contre-révolution. Il faut vivre en alerte le fusil à la main. Il faut maintenir ce magnifique esprit de résistance et de lutte, garantie de notre victoire. Et il faut éviter que la contre-révolution relèvent la tête.* »

Le journal du POUM exige en outre la démission de Rodríguez Salas, l'annulation des décrets, « *l'ordre public aux mains de la classe ouvrière* », et appelle à constituer un front ouvrier révolutionnaire avec la création de « *comités de défense de la révolution*

*dans tous les quartiers, toutes les localités et tous les lieux de travail* ».

C'est de toute évidence une politique de sur-place. Elle n'est pas, assure l'historien du POUM Victor Alba, celle qu'il souhaite faire, mais seulement celle qu'il peut faire, compte tenu de sa détermination de ne pas se couper de la CNT ! Or, le dirigeant de la CNT García Oliver appelle à la radio à un cessez-le-feu, invite à ne plus parler de « *provocations* » et à ne pas « *cultiver les morts* ». Le président de la Généralité, Companys, appelle au calme, et blâme l'initiative de Rodríguez Salas, mais il exige, avant tout apaisement, que les ouvriers abandonnent la rue et rentrent chez eux. Le comité régional de la CNT, entre deux attaques des forces de l'ordre contre ses locaux, appelle à la trêve et au calme. Toutes les personnalités de « la gauche » du Front populaire volent à son secours à la radio.

Le 5 mai, c'est une véritable attaque terroriste que mènent les forces de l'ordre. Des groupes armés d'hommes en uniforme arrêtent l'anarchiste italien Berneri, critique de la politique de collaboration de classe de ses camarades avec le Front populaire : on retrouvera son cadavre le lendemain. Mais pendant ce temps, la CNT s'est alliée à l'UGT pour appeler en commun à la reprise du travail, expliquant que l'arrêt de l'industrie, dans « *ces moments de guerre antifasciste, équivaut à collaborer avec l'ennemi commun en nous affaiblissant nous-mêmes* ».

Les *Amis de Durruti*, organisation dissidente d'anarchistes qui ont combattu la militarisation des milices, lancent un appel pour la formation d'une « *junte révolutionnaire* » avec le POUM, critiquent les dirigeants de la CNT qui appellent au cessez-le-feu, exige l'exécution des « *provocateurs* ». Tous les organes dirigeants de la CNT désavouent ce tract et l'organisation qui l'a publié avec une extrême violence. Barcelone vibre de rumeurs : la 29<sup>e</sup> division commandée par l'anarchiste Jover et la 26<sup>e</sup>, sous le poumiste Rovira, sont

censées marcher sur la capitale. En fait, leurs dirigeants y ont pensé mais en ont été dissuadés par leurs organisations. Des dirigeants de la JCI et du comité de défense du Nord de Barcelone organisent une colonne autour des élèves-officiers de l'école de guerre pour s'emparer du local central du PSUC et de la Généralité : c'est le dirigeant du POUM Andrés Nin qui empêche l'opération. Des navires de guerre britanniques viennent mouiller dans la rade.

Federica Montseny, ministre de la Santé dans le gouvernement Front populaire de Valence que dirige Largo Caballero, proteste contre le fait que toutes les propositions de cessez-le-feu et de négociations tiennent pour acquise la reprise de la Telefonica par les forces de l'ordre. L'UGT catalane décide d'exclure de ses rangs tous les membres du POUM qui n'ont pas expressément désavoué leurs camarades qui prennent part à l'insurrection !

La mort d'un nouveau ministre, membre du PSUC et de l'UGT, Antonio Sesé, tué par des tireurs inconnus en allant prendre son poste, sert peut-être de prétexte à une décision du gouvernement central de retirer à la Généralité l'ordre public. Il est désormais confié à un militaire de carrière, ancien chef de la Garde civile et apparemment lié au PC par des liens qui n'ont guère un caractère politique, le général Pozas. La confusion est totale et l'on s'attend à la fois à l'arrivée de troupes envoyées par le gouvernement de Valence et à une éventuelle intervention étrangère. Le nouveau gouvernement ne comprend pas les hommes du PSUC qui ont joué un rôle dans la provocation.

Le 6 mai, on retrouve le cadavre de Berneri qui a bel et bien été assassiné. Désorientés par le désordre, la confusion et aussi par les appels des dirigeants de la CNT, les travailleurs qui la suivent, la grande majorité, commencent à désertier les barricades. Le POUM, à sa façon, enterre le mouvement en commentant « ces trois journées magnifiques » et « des expériences formida-

bles ». Après avoir rappelé qu'il a été avec les masses ouvrières dans la rue dès la première heure, il constate que « sous l'injonction répétée de leurs dirigeants, les masses ont commencé à se retirer de la lutte », le bilan est plutôt positif :

« Incontestablement, (le prolétariat) a remporté une grande victoire partielle. Il a déjoué la provocation contre-révolutionnaire. Il a obtenu la destitution des responsables directs de la provocation. Il a apporté un coup sérieux à la bourgeoisie et au réformisme. Il aurait pu obtenir plus, beaucoup plus, si ceux qui assument la direction des organisations hégémoniques de la classe ouvrière de Catalogne avaient su être à la hauteur des masses. »

Le 7 mai, les barricades abandonnées sont occupées par la police et elles seront démolies spectaculairement par les jeunes filles du PSUC. Les trams recommencent à circuler. Les deux cents militants emprisonnés sont libérés. Une rafale est tirée contre la voiture de Federica Montseny, ministre anarchiste. *La Batalla* du 8 mai assure de nouveau qu'il faut reprendre le travail et le comité local du POUM de Barcelone critique violemment l'exécutif de son parti qu'il accuse d'avoir « capitulé » au cours de ces journées face à la contre-révolution sous la pression des dirigeants conciliateurs de la CNT.

On découvre petit à petit la longue liste des militants révolutionnaires auxquels les groupes spécialisés des services de Staline ont réglé leurs comptes dans le cours de ces « journées » : Berbenri et son ami Barbieri, le dirigeant des Jeunesses libertaires Alfredo Martinez, le trotskyste allemand Freund dit Moulin, qui assurait la liaison entre le petit groupe trotskyste et les *Amis de Durruti*, « disparu ». Ce n'est que le début de la répression.

Il n'est pas douteux que *La Batalla* du 6 mai, dressant des journées de mai un bilan positif, commettait un contresens total et que ces journées ont constitué le premier maillon du déroulement d'une contre-révolution dont les pre-



mières victimes, quelques semaines plus tard, allaient être le POUM lui-même, et notamment son principal dirigeant, le vieux révolutionnaire Andrés Nin.

Ne peut-on cependant expliquer cette erreur d'appréciation en considération de la force extraordinaire manifestée précisément quelques jours, voire quelques heures auparavant, par le mouvement grandiose de la classe ouvrière de Barcelone ?

Car son souvenir très frais plane aussi sur la discussion qui s'engage, dans les jours suivants, au sein du POUM, en vue d'un congrès que la répression stalinienne interdit.

Nous avons peu d'informations sur l'attitude de l'aile droite du POUM, en dehors de l'éditorial du 15 mai de son organe valencien *El Comunista*, condamnant les ouvriers de Barcelone et même la direction du POUM parce qu'« on ne peut impunément aller à contre-courant », et, après les « provocateurs », stigmatisant « ceux qui ont fait leur jeu et déblayé le terrain devant eux ». Nous savons également qu'un manifeste de l'organisation du POUM de Sabadell a condamné l'action ouvrière à Barcelone et que Luis Portela, membre de l'exécutif, juge « aventuriste » l'attitude de la direction pendant les journées de mai.

La thèse de l'exécutif, rédigée par Andrés Nin, est celle du parallèle avec les « journées de juillet » :

« En juillet 1917, les travailleurs de la capitale russe se lancèrent dans la rue, les armes à la main, se soulevant contre la politique du démocrate Kerensky. Le mouvement fut considéré comme inopportun et dangereux par le Parti bolchevique. Pourtant les bolcheviks y participèrent activement, se mettant à sa tête, le dirigeant et le canalisant de façon à empêcher qu'il ne tourne mal pour le prolétariat révolutionnaire. »

Nin part de la provocation des forces de police et affirme que les ouvriers ont défendu dans la rue les intérêts du prolétariat. Quant à la politique de son parti, il écrit :

« S'il avait dépendu de nous de le déclencher, nous n'aurions pas donné l'ordre d'insurrection. Le moment n'était pas favorable à une action décisive. Mais les ouvriers révolutionnaires, justement indignés de la provocation dont ils étaient victimes, s'étaient jetés au combat et nous ne pouvions les abandonner : agir autrement eût été une trahison impardonnable. »

Il assure que l'action du POUM a visé à « canaliser un mouvement qui, du fait de son caractère spontané, avait bien des aspects chaotiques, et pour éviter qu'il se transforme en un putsch stérile dont la conséquence eût été une sanglante défaite. »

Il ajoute :

« La lutte armée s'est développée sous une forme telle, l'élan des ouvriers et l'importance des positions stratégiques acquises étaient telles qu'on pouvait prendre le pouvoir. Mais notre parti, force minoritaire dans le mouvement ouvrier, ne pouvait prendre sur lui la responsabilité de lancer ce mot d'ordre, d'autant plus que l'attitude des dirigeants de la CNT et de la FAI, qui appelaient à la radio de façon pressante les ouvriers à abandonner la lutte, créait confusion et désarroi chez les combattants (...). Inviter les ouvriers à prendre le pouvoir, c'était les lancer fatalement dans un putsch qui aurait eu des conséquences fatales pour le prolétariat. Il fallait donner au mouvement des mots d'ordre limités. »

Une troisième position, celle de J. Rebull et de la cellule 72, reproche à la direction du POUM d'avoir « couru après les événements » et « une fois de plus attendu l'opinion des éléments opportunistes de la direction confédérale ». Leurs contre-thèses affirment :

« Les premiers résultats de cette insurrection ouvrière constituent une défaite pour la classe ouvrière et une nouvelle victoire pour la bourgeoisie pseudo-démocratique. »

Trotsky, dans les différents écrits qu'il a consacrés à la révolution espagnole, a abordé à plusieurs reprises les journées de mai, concédant aux amis du POUM défenseurs de sa politique une ressemblance superficielle dans le mou-

vement des masses avant les journées de juillet 1917 à Petrograd et de mai 1937 à Barcelone. Mais il s'est surtout attaché à souligner leurs différences profondes — la différence essentielle se trouvant, selon lui, dans le fait que les masses espagnoles avaient en 1937 une expérience plus sérieuse de leur révolution que ne l'avaient celles de Russie en 1917. Il écrit :

*« En Espagne, les événements de mai eurent lieu, non pas après quatre mois, mais après six ans de révolution. Les masses du pays tout entier ont fait une gigantesque expérience. Elles ont depuis longtemps perdu leurs illusions de 1931, tout comme les illusions réchauffées du Front populaire. Elles ont pu, à maintes reprises, dans toutes les régions du pays, démontrer qu'elles étaient prêtes à aller jusqu'au bout. Si le prolétariat de Catalogne s'était emparé du pouvoir en mai 1937, il aurait trouvé un soutien dans l'Espagne entière. La réaction bourgeoise-stalinienne n'aurait même pas trouvé deux régiments pour écarter les ouvriers catalans.*

*Dans le territoire occupé par Franco, non seulement les ouvriers, mais aussi les paysans, se seraient tournés du côté de la Catalogne prolétarienne, auraient isolé l'armée fasciste et y auraient introduit une désagrégation irrésistible. On peut douter que quelque gouvernement étranger se serait dans de telles conditions risqué à jeter des régiments sur le sol brûlant de l'Espagne. L'intervention serait devenue matériellement impossible ou, au moins, extrêmement dangereuse.*

*Bien entendu, dans toute insurrection, il existe un élément d'imprévu et de risque, mais tout le cours ultérieur des événements a démontré que, même en cas de défaite, la situation du prolétariat espagnol aurait été incomparablement plus favorable que maintenant, sans compter que le parti révolutionnaire aurait assuré à tout jamais son avenir. »*

Pour lui, c'est un parti révolutionnaire qui a manqué en mai 1937, et c'est la raison de la critique féroce qu'il fait, non seulement de l'anarchisme, mais de la politique du POUM et de ce qu'il appelle « son indécision, ses équivo-

ques, ses hésitations, son manque d'un programme clair », qui l'empêchèrent de fournir aux masses « la direction révolutionnaire sans laquelle la victoire n'était pas possible ».

Peut-être est-il possible d'éclairer un peu mieux la position de Trotsky sur l'insurrection, manquée en mai 1937 faute de parti révolutionnaire, et ses divergences avec son camarade Blasco, jamais exprimées par écrit dans un débat direct, en se reportant à la préface du tome III de ses *Œuvres* en russe, intitulée, comme on le sait, « *Les Leçons d'Octobre* ».

On y relèvera que Trotsky dirige contre ce qu'il appelle « l'aile droite » du Parti bolchevique en octobre 1917, Zinoviev et Kamenev, adversaires de l'insurrection proposée par Lénine, des critiques qui sont totalement identiques à celles qu'il adresse au POUM en 1937 et au Parti communiste allemand lors de son insurrection manquée d'octobre 1923 :

*« Un parti qui a mené longtemps une agitation révolutionnaire en arrachant peu à peu le prolétariat à l'influence des conciliateurs et qui, une fois porté au faite des événements par la confiance des masses, commence à hésiter, à chercher midi à quatorze heures, à tergiverser et à louvoyer, paralyse l'activité des masses, provoque chez elles déception et désorganisation, perd la révolution... »*

Analysant la position des « vieux-bolcheviks » qui opposent à Lénine en avril 1917 l'ancienne formule de « la dictature démocratique des ouvriers et des paysans » qu'ils opposent alors à celle de la dictature du prolétariat et de la lutte pour le pouvoir des soviets, il écrit :

*« Leur méthode (...) consistait à exercer sur la bourgeoisie dirigeante une pression qui ne sortit pas du cadre du régime démocratique bourgeois. Si cette politique avait triomphé, le développement de la révolution se serait effectué en dehors de notre parti et nous aurions eu en fin de compte une insurrection des masses ouvrières et paysannes non dirigée par le parti, en d'autres termes,*

*des journées de juillet sur une vaste échelle, c'est-à-dire une catastrophe. »*

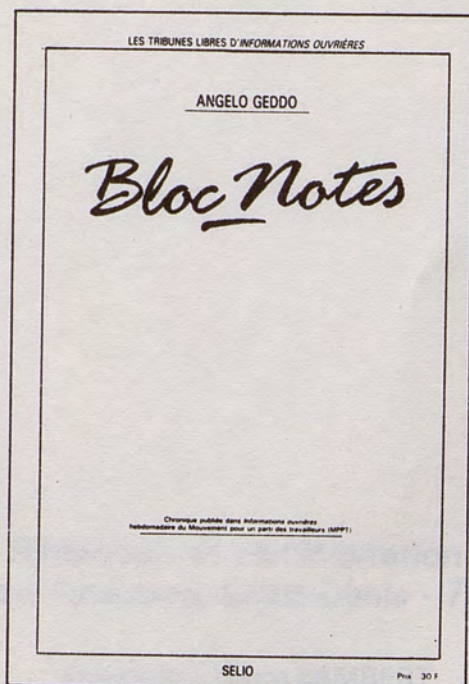
Il nous semble que cette formule permet de conclure sur les journées de mai en réglant au moins les ambiguïtés qui avaient pu subsister dans le débat historique au sujet des analogies avec la révolution russe, dont Trotsky se plut

d'ailleurs à souligner que, contrairement à ce qui lui était souvent reproché, ce n'était pas lui qui les y avait introduites et qu'il était pour sa part convaincu très profondément que « *l'Espagne n'était pas la Russie* », ce qui ne justifiait pas pour autant une politique menant à la catastrophe.



# cahiers LEON TROTSKY

La collection n° 1 à n° 20 : 500 F (franco de port)  
Commande et versement à l'administration des *Cahiers Léon  
Trotsky*, 2, rue Bayard 38000 Grenoble  
Chèque à l'ordre de : Joubert-CLT



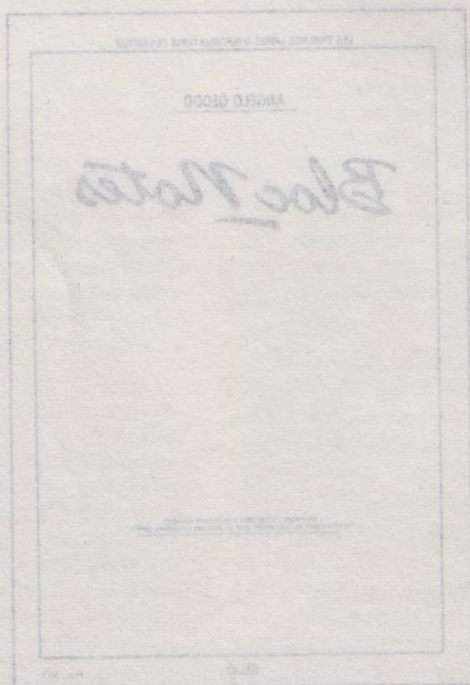
Prix : 30 F.

Commandes et chèques :

APIO. 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

# cahiers LEON TROTSKY

La collection n° 1 à n° 20 : 500 F (franco de port)  
Commande et versement à l'administration des Cahiers Léon  
Trotsky, 2, rue Bayard 38000 Grenoble  
Chèque à l'ordre de : Joubert-CLT



Prix : 30 F.

Commandes et chèques :

APIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

Rédaction et administration :  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT  
Rédacteur en chef : François FORGUE  
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Christian FOSTIER

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



---

Commission paritaire : n° 66926